

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE RADICALISME TORY À TRAVERS LE PRISME DU
MONTREAL HERALD ET LA MOBILISATION DES MILICES
DANS LE DISTRICT DE MONTRÉAL (1834-1837)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
FRANÇOIS DESCHAMPS

JUIN 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Mes remerciements vont d'abord à ceux qui m'ont communiqué le goût de l'histoire : Maurice Séguin, en tout premier lieu, lors de la session d'automne 1978 à l'Université de Montréal, puis, plus tard, à l'Uqàm, Jean-Paul Bernard, Michel Grenon et Stanley Bréhaut-Ryerson.

Mais, pour ce qui est de la réalisation de ce mémoire, j'aimerais exprimer tout particulièrement ma reconnaissance envers mon directeur, Jean-Marie Fecteau, sans les conseils et la critique de qui ce projet n'aurait pas pris la forme actuelle. Soucieux de respecter le caractère propre de ma démarche, il a su restreindre judicieusement la fougue parfois débridée de mes élans et tirer de moi plus et mieux que ce à quoi je serais parvenu moi-même par mes seuls efforts.

J'aimerais remercier également ma fidèle amie Diane Amatuzio, dont l'écoute, le dévouement et l'humeur souriante ont allégé considérablement ma tâche.

AVANT-PROPOS

La première idée de ce mémoire m'est venue il y a plus de vingt ans en consultant à la Rare Books Division de l'université McGill les découpures du *Montreal Herald* que contient le gros cahier de Charles Kadwell. Je ne me souviens plus quelle boussole m'avait aiguillonné vers le rez-de-chaussée du pavillon McLennan, mais, dès ce moment-là, la thèse que défendait E. K. Senior¹ à propos du ralliement de dernière minute des forces loyales à Montréal en novembre 1837 apparaissait contestable. Elle se base sur deux présuppositions : a) les autorités connaissaient d'avance l'ampleur de la résistance populaire ; b) dans sa réponse à la requête d'armement du président de l'association constitutionnelle, le gouverneur Gosford a finalement consenti à l'enrôlement des citoyens d'origine britannique. Le compte rendu du banquet offert en mai 1838 en l'honneur de Sir John Colborne suggérait une version diamétralement opposée. Dans l'allocution vibrante qu'il y livre, J. S. McCord – agent de liaison à Montréal entre la police, le procureur général, l'état-major et les corps de miliciens volontaires regroupés soit dans la cavalerie, l'artillerie et les corps de carabiniers ou les organisations de quartiers –, y affirme en particulier que le gouverneur non seulement a refusé de recourir aux services des loyalistes, mais aurait même menacé de frapper d'interdit toute tentative illégale d'enrôlement.

Un concours de circonstances m'a contraint de suspendre ces recherches, réactivées seulement en 2007 pour le simple plaisir d'abord. Plus aguerri, j'ai pu alors avoir l'impression d'un second début et d'être en mesure de mener à terme mon projet. On peut appeler ça, si l'on veut, une illusion propulsive. Il aura fallu passer par une première version assez indigeste avant de parvenir à formuler toutes les composantes du problème que je désirais traiter : l'unité d'action du gouvernement au moment de l'irruption de la violence armée en novembre 1837.

¹ *Redcoats & Patriots. The Rebellions in Lower Canada, 1837-1838*, Stittsville, Ottawa, Canada's Wings, Inc., 1985.

La considération de l'ensemble des productions récentes sur le sujet a confirmé mon intuition de départ. Le faux pas originel remonte à R. Christie lui-même, qui produit la réponse du gouverneur mais prend pour acquis, sans la passer au crible, qu'elle scelle le ralliement de dernière minute des forces loyales au gouvernement. Or cette réponse laisse voir clairement que loin de prohiber la mobilisation des civils britanniques à Montréal, Gosford souhaitait plutôt qu'elle se fasse à l'intérieur de paramètres qu'il avait lui-même fixés, muselant du même coup les ardeurs des militants radicaux tory. Le mémoire qu'on va lire s'articule et se développe autour de cette cellule initiale. Même s'il n'aborde pas directement cette question, la lecture de S. Watt m'a grandement aidé à cibler les objectifs politiques que la faction ultra-tory à Montréal est parvenue à réaliser à travers (ou sous le couvert de) ses menées anti-insurrectionnelles.

Bien au-delà de l'éblouissement initial, le contact avec une source documentaire permet, par ailleurs, une familiarisation progressive qui agit en retour sur le type de questions opératoires que le chercheur est amené à lui poser. Le premier pas, certes, a consisté à prendre connaissance une première fois de l'ensemble de la production de la version hebdomadaire du *Montreal Herald* – organe de diffusion de la coterie ultra-tory. Rien ne garantissait pourtant à ce stade une saine mise à distance, qui ne s'acquiert qu'au prix d'un effort soutenu contre ses propres inclinations. À l'instar du champ dont parle Caton l'Ancien qu'on ne cesse de tourner et retourner dans son esprit, ce n'est qu'à force de tâtonnements, de rectifications et d'un va-et-vient incessant que le chercheur parvient à rassembler en un seul faisceau des connexions congruentes à partir d'informations parcellaires et éparpillées. Au fil d'arrivée, la reconfiguration partielle du point de vue radical tory à partir de cette source documentaire interdit toutefois de confondre la singularité du témoignage qu'apporte ce journal avec l'illusion d'avoir prise, selon la formule classique de Ranke, sur « ce qui s'est effectivement passé ». Plus on avance dans la recherche, plus la sensation

d'insurmontable opacité prédomine même. Toute recherche historique est soumise, à vrai dire, à des limites inhérentes.

Le foisonnement des informations recueillies et colligées dans les éditoriaux du *Montreal Herald* a nécessité ainsi une phase assez prolongée de distillation ; mais au bout de l'exercice, on est parvenu à établir, de manière satisfaisante, une perspective à double focalisation : l'une qui se concentre sur les traces événementielles les plus fuyantes au moment de l'éclosion de la violence armée en octobre et novembre 1837, l'autre qui restitue le contexte global sur l'ensemble de la période 1834-1840. Pour bien comprendre comment les rédacteurs de ce journal ont décrit le passage à la violence armée en novembre 1837 dans le district de Montréal, la connaissance de la ligne éditoriale tout au long des années 1834-1840 constitue en fait un pré-requis indispensable. Une telle mise en perspective permet non seulement de rassembler les informations éparses sur un même thème, mais de relever les variations significatives (sinon les retournements) et les constantes. Le mode d'exposition auquel je suis parvenu, bon gré mal gré, a pris ainsi la forme d'une spirale couvrant l'ensemble de la période mais dont la pointe inversée, comme une vrille, perce en direction de l'épicentre du séisme en novembre 1837².

En vue de faire ressortir la singularité de la ligne éditoriale du *Montreal Herald*, il m'a semblé approprié de dégager d'abord les deux angles d'approche de ses éditorialistes : l'un, assez connu, axé sur la dimension bi-ethnique du conflit colonial, l'autre, méconnu, portant sur la dimension proprement politique qui réserve quelques surprises de taille, notamment l'opposition systématique de la faction ultra-tory à la politique de conciliation du cabinet Melbourne, ainsi que le schisme survenu dans l'association constitutionnelle en mai 1836 qui fragilise la position minoritaire des tories jusqu'à l'émeute du 6 novembre 1837 et même au-delà. L'examen du *Herald*

² La symbolisation du « déroulement du travail historique » peut être aussi représentée « par une courbe du type de la parabole, l'appui sur les « faits » intervenant au milieu du processus [...] » ; cf., H.-I. Marrou, *De la connaissance historique*, p. 303-304.

révèle en effet que la mobilisation générale des civils ne survient en fait que dans une réaction de panique après la reculade de l'armée à Saint-Denis.

Si l'explosion de novembre 1837 est incompréhensible sans l'hypothèse d'une lente gestation du conflit depuis l'élection tumultueuse de 1834, le fil conducteur axé sur l'opposition des rédacteurs du *Montreal Herald* et des magistrats tory aux patrouilles urbaines ne m'est apparu que tardivement à la lecture des travaux de Donald Fyson. De manière tout à fait inattendue, cette thématique a rebondi jusqu'au point central de ma démonstration : la réponse du gouverneur le 15 novembre 1837 à la requête d'armement soumise par Peter McGill y comporte en effet une référence directe. Tirant profit des lacunes des travaux antérieurs sur ce point, il m'a bien fallu postuler l'existence de deux plans d'intervention distincts sous le terme générique de « gouvernement ». Trois éléments méconnus se sont greffés à ce noyau primitif : l'effet dévastateur de l'émeute du 6 novembre 1837 à l'extérieur de Montréal, la méfiance des militants ultra-tory et de l'état-major envers la milice canadienne loyale sur laquelle, dans son plan d'intervention, le gouverneur entendait s'appuyer et l'immixtion intempestive de l'armée dans les affaires civiles – tous éléments qui mettent en relief l'impuissance des autorités civiles à assurer la sécurité publique et à s'interposer entre les factions rivales. L'ampleur insoupçonnée de la résistance paysanne parachève ce mouvement ascensionnel irrésistible.

En me basant sur cette source documentaire inédite, l'interprétation que je propose débouche sur une révision de la thèse du « complot » du gouvernement qui est au cœur du courant historiographique québécois. Cette dernière doit être confrontée à la contre-hypothèse d'une conspiration à triple étage derrière laquelle se sont rangés les rédacteurs du *Montreal Herald* : celle qui, selon eux, auraient ourdie, avec le consentement tacite du cabinet Melbourne, les bénéficiaires des largesses impériales installés dans l'administration ou les conseils législatif et exécutif de mèche avec les éléments extrémistes dans le camp patriote. Aussi étonnante ou risible puisse-t-elle apparaître de prime abord, elle seule permet de bien

comprendre l'idée de « mutinerie » des militants radicaux ultra-tory sous le couvert de menées anti-insurrectionnelles. Elle a été évoquée du reste par un lecteur du *Herald* au moment même de l'imposition de la loi martiale au début de décembre 1837.

Je m'interroge en fin de parcours sur les étranges scrupules qui empêchent durablement les intellectuels francophones de penser de manière adéquate le phénomène de la violence fondatrice de la société québécoise.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT- PROPOS	iii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	x
RÉSUMÉ	xi

CHAPITRE I

LA THÈSE DE L'UNITÉ D'ACTION DU GOUVERNEMENT REVISITÉE

1.1 Introduction.....	1
1.1.1 Unité d'action du gouvernement.....	2
1.1.2 Milice canadienne et milice volontaire	14
1.1.3 Le DC et la MCA	16
1.1.4 Rapports conflictuels des magistrats tory avec l'Exécutif.....	21
1.1.5 Nature du conflit et agendas politiques.....	24
1.2 Problématique	30
1.3 Le <i>Montreal Herald</i> : aperçu historique	34
1.3.1 L'équipe éditoriale (1834-1840).....	37
1.3.2 Types d'articles et contenu	40
1.3.3 Diffusion	43
1.4 Le travail sur la source	46

CHAPITRE II

LES DEUX ANGLES D'APPROCHE DU *MONTREAL HERALD*

2.1 Introduction.....	48
2.2 Dimension ethnique du conflit colonial	49
2.2.1 Papineau et la « clique » du parti patriote.....	52
2.2.2 La Chambre d'assemblée	53
2.2.3 Le Conseil législatif et les « loyalistes français »	57
2.2.4 Des « habitants » paisibles ?	59
2.2.5 « Nation Canadienne », nationalité distincte, anglicisation	62

2.3 Dimension politique du conflit colonial.....	70
2.3.1 Le « parti britannique ».....	71
2.3.2 Les Bureaucrates	72
2.3.3 Opposition frontale à la politique de conciliation et recours aux armes.....	76
2.3.4 La MCA et le <i>Morning Courier</i> (ou le whist de Dr. Parr).....	84
2.4 Conclusion	91

CHAPITRE III QUESTIONS DE NEUTRALITÉ

3.1 Introduction.....	95
3.2 Enjeux autour des patrouilles urbaines (1834-1837)	96
3.3 Les patrouilles urbaines privées et le DC.....	103
3.4 Position de Thom vis-à-vis des magistrats et des miliciens canadiens « loyaux »... ..	113
3.5 Mobilisation des ressortissants britanniques et sécurité publique	119
3.6 Les menaces de poursuites judiciaires contre les meneurs du DC.....	123
3.7 Conclusion	126

CHAPITRE IV LE BRAS DE FER ENTRE GOSFORD ET COLBORNE

4.1 Introduction.....	128
4.2 Stratégie gouvernementale : la « force auxiliaire municipale ».....	131
4.3 L’embuscade de Longueuil et le déploiement immédiat de l’armée	139
4.4 Les « Gardes de Gosford » et la milice canadienne loyale	146
4.5 Promesse de pardon envers les prisonniers et loi martiale.....	152
4.6 Une « mutinerie injustifiable » ?.....	162
CONCLUSION	165
ANNEXE A	174
ANNEXE B	180
BIBLIOGRAPHIE	182

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BRC : British Rifle Corps

DC : Doric Club

HA : Herald Abstract

KMG: Montreal Gazette (cahier Kadwell)

KMH : Montreal Herald (cahier Kadwell)

MCA : Montreal Constitutional Association

MH : Montreal Herald

MMH : Montreal Herald (cahiers Mackey)

QLD: Queen's Light Dragoons

RMA: Royal Montreal Artillery

RMC: Royal Montreal Cavalry

RÉSUMÉ

L'exploration du *Montreal Herald* comble en partie les lacunes que révèle la revue du dossier historiographique sur l'irruption de la violence armée dans le district de Montréal en novembre 1837. Ces lacunes se ramènent toutes à la thèse de l'unité d'action du gouvernement et au ralliement de dernière minute des forces loyales. La vue d'ensemble de la période 1834-1840 permet d'abord de dégager l'axe argumentatif de ce journal radical tory : l'opposition frontale à la politique de conciliation du cabinet Melbourne et la lutte de prédominance dans laquelle il est engagé simultanément contre les meneurs du parti majoritaire, mais aussi contre les Canadiens investis de l'autorité suprême dans la magistrature, la milice et l'Exécutif. A travers le filtre de ce collectif anonyme, les miliciens, les hommes du guet et les magistrats tory réaffirment ainsi leur intention de former le seul point d'appui sur lequel, tôt ou tard, le pouvoir impérial devra s'appuyer. Les liens privilégiés qu'ils entretiennent avec l'état-major en sont la clef de voûte. Évoqué d'entrée de jeu, le recours aux armes se cristallise principalement sur les patrouilles nocturnes dans le cadre municipal naissant. Toute la stratégie organisationnelle de l'aile radicale tory s'y rapporte. À l'instar du British Rifle Corps, le Doric Club doit être ainsi considéré à la fois comme une police parallèle privée et l'avant-garde d'une faction politique. Revendiqué par le propriétaire du *Montreal Herald*, le rôle précurseur de ce dernier favorise le basculement du conflit politique dans la violence armée. La crise latente d'autorité envers le gouverneur culmine le 15 novembre 1837 : deux plans d'intervention distincts semblent avoir été préconisés par les autorités civiles et l'état-major. Les vues antagonistes aux plus hauts échelons de l'État se répercutent jusque dans le traitement des prisonniers politiques, prélude de l'insurrection de 1838.

ABSTRACT

The *Montreal Herald's* enquiry partly fills in the gaps brought to light in the historiographic survey of the eruption of armed violence in the district of Montreal in November 1837. These omissions all come down to the argument of the government's unity of action and to the last-minute rallying of the loyalist forces. The overall view of the 1834-1840 period firstly allows the highlighting of the argumentative direction of this radical Tory newspaper: the outspoken opposition to the Melbourne cabinet's policy of conciliation and the struggle for predominance to which it is simultaneously committed against both the leaders of the democratic faction and the Canadiens vested of supreme authority in the magistracy, the militia and the Executive. Through this anonymous agency, the Tory militiamen, watchmen and magistrates thus reaffirm their intention to form the exclusive support upon which, sooner or later, imperial power could depend and of which the privileged ties they entertain with military headquarters are the keystone. From the beginning, recourse to arms is focused mainly on nocturnal patrols in the city of Montreal. All the organizational strategy of the radical Tory wing relates to it. Thus, like the British Rifle Corps, the Doric Club must also be considered as both a parallel private police force and the avant-garde of a political faction. The owner of the *Montreal Herald* favors a switch from political struggle to armed violence. The latent authority crisis towards the governor reaches a peak on November 15 1837, when two distinct plans seem to have been conceived by the civil authorities and the military headquarters. These conflicting views at the highest levels of state will have repercussions down to the treatment of political prisoners, a prelude to the 1838 insurrection.

Mots clés: rébellions de 1837-1838, milice volontaire, guet, torysme, violence armée, orangisme

CHAPITRE I

LE DOSSIER HISTORIOGRAPHIQUE ET LA THÈSE REVISITÉE DE L'UNITÉ D'ACTION DU GOUVERNEMENT

1.1 Introduction

C'est à ses risques et périls que le chercheur tente de se frayer une voie d'accès dans la nébuleuse événementielle dans l'œil de laquelle surgit la violence armée à Montréal et dans les campagnes environnantes en novembre 1837. La densité de la matière défie toute réduction simpliste. J'ai réparti, quant à moi, dans cinq sections les données du dossier historiographique relatives à l'insurrection appréhendée de novembre 1837 dans le district de Montréal : unité d'action du gouvernement ; milice canadienne et milice volontaire ; le Doric Club (dorénavant DC) et la Montreal Constitutional Association (dorénavant MCA) ; rapports tendus des magistrats tory avec l'Exécutif ; nature du conflit et agendas politiques. Tandis que la première rubrique vise à préciser le type d'intervention qu'envisageaient les autorités et que la deuxième s'emploie à décrire le défaut d'homogénéité dans la milice, la troisième tente de déterminer sous quel type d'association doit-on classer le DC et quelle influence a-t-il pu exercer à l'intérieur de la MCA ; la quatrième fait ressortir les rapports conflictuels des magistrats tory avec l'Exécutif ; dans la cinquième enfin, l'accent est placé sur la nature du conflit et l'agenda politique qu'ont cherché à promouvoir les différents groupes intéressés à travers leur enrôlement. Les auteurs auxquels, entre autres, j'ai eu recours sont : Elinor Kyte Senior³, P. Buckner⁴, A.

³ Outre les articles «The Provincial Cavalry in Lower Canada, 1837-1850» (1976) et «Suppressing Rebellions» (1988), je m'appuie sur *British Regulars in Montreal*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1981, *Redcoats & Patriotes*, *op. cit.* ; le livre est traduit en français sous le titre *Habits rouges et Patriotes*, Montréal: VLB, 1997 et comporte une importante préface de Jean-Paul Bernard.

⁴ Phillip A. Buckner, *The Transition to Responsible Government. British Policy in America, 1815-1850*, Westport: Connecticut: Greenwood Press, 1985.

Greer⁵, B. Young⁶, J.-P. Bernard⁷, S. Watt⁸ et G. Laporte⁹. Les remarques critiques que je glisse au fur et à mesure de ma lecture ont pour but de faire ressortir les éléments lacunaires ou incertains - opération qui permettra de préciser ensuite, d'une part, la problématique et le plan général de cette enquête et, de l'autre, de décrire la source documentaire principale que je compte mettre en valeur.

1.1.1 Unité d'action du gouvernement

La thèse du ralliement des forces loyales en novembre 1837 gravite autour du problème central de la création d'une force auxiliaire de police. Même s'ils sont étroitement entrelacés, il faut avoir soin de ne pas confondre la mise sur pied de cette force policière projetée avec différents thèmes qui s'y rapportent : la milice canadienne restée fidèle au gouvernement, la mobilisation des civils d'origine britannique dans des bataillons volontaires et le rôle plus ou moins occulte joué par les membres du DC. Je propose, pour commencer, un tour d'horizon des principaux événements marquants relatifs à cette thématique en me basant sur l'article de 1976 d'E. K. Senior - étape préliminaire qui donnera suite à un élargissement de la discussion en intégrant l'apport d'autres historiens. Son récit met d'emblée en relief la figure du procureur général, Charles Richard Ogden, qui arrive à Montréal, au début de novembre 1837, avec le mandat de mettre sur pied un corps auxiliaire de

⁵ Allan Greer, « Birth of the Police in Canada », in *Colonial Leviathan. State Formation in Mid-Nineteenth-Century Canada*, ed. by Allan Greer and Ian Radforth, Toronto: University of Toronto Press, 1992, p. 17-49 ; *The Patriotes and the People: the rebellion of 1837 in rural Lower Canada*, Toronto: University of Toronto Press, 1993.

⁶ Brian Young, « The Volunteer militia in Lower Canada, 1837-50 », Stephen Watt (ed.) in *Power, Place and Identity, Historical studies of social and legal regulation in Quebec*, Montreal: Montreal History Group, 1998, p. 37-53.

⁷ *Les rébellions de 1837-1838. Les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal: Boréal Express, 1983 ; Union des écrivains québécois, *Assemblées publiques, résolutions et déclarations de 1837-1838*. Textes recueillis et présentés par Jean-Paul Bernard, Montréal: VLB, 1988 ; *Les rébellions de 1837 et de 1838 dans le Bas-Canada*, Ottawa: Société historique du Canada, 1996.

⁸ Stephen Watt, *Authoritarianism, Constitutionalism and the Special Council of Lower Canada, 1838-1841*, Montréal: McGill University, Department of History, Thesis, 1997.

⁹ Gilles Laporte, *Patriotes et Loyaux*, Sillery: Septentrion, 2004.

cavalerie qu'il entend incorporer au commissariat de police, afin d'assister les magistrats dans l'exécution de leur tâche. S'appuyant sur une lettre du secrétaire civil S. Walcott, Senior précise les limites de la mission confiée à Ogden. Elle comprend deux volets : les mesures à prendre « to put down all seditious and unlawful practices and proceedings », de même que des instructions confidentielles concernant l'enquête que le procureur général doit mener « into the present state of the police force with a view to place it on an efficient footing »¹⁰ - procédures qui, ultimement, devront recevoir l'aval du gouverneur par le canal habituel de commissions dûment signées, scellées et remises en main propre. Un ou deux jours après son arrivée, Ogden autorise le major J. S. McCord de la Royal Montreal Cavalry (dorénavant RMC) à recruter pour un mois 50 nouveaux officiers¹¹. Le 8 novembre 1837, une lettre circulaire du commandant militaire Colborne à McCord suggère, d'autre part, que l'initiative que l'état-major s'apprêtait à prendre ne devait pas nuire au plan d'intervention du gouvernement :

You will be particularly careful before sending them [troopers], to see Attorney General Ogden and ascertain from him whether the movement is likely to interfere with his arrangements¹².

La référence, dans cette lettre, à la « Police du procureur général » laisse entendre non seulement qu'aux yeux de Colborne l'escouade de la RMC dépêchée à Saint-Jean en est distincte, mais que le type d'affectation qui lui est confié pourrait contrecarrer le plan d'intervention qu'élabore au même moment Ogden. Quelle mission, de son côté, le commandant militaire entendait-il confier à l'escadron de la RMC ? Une lettre de Colborne au gouverneur Gosford en date du 11 novembre 1837 nous le révèle :

“I found panic at St. Johns so great [...] that it was necessary to occupy that important point immediately. I therefore desired that the Volunteer Troops of

¹⁰ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 3.

¹¹ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 4.

¹² *Ibid.*

Cavalry, employed by the Attorney-General as a Police Corps, should proceed to St. Johns with a few men of the Montreal Artillery.”¹³

Cette fois-ci, on a plutôt l'impression d'un projet conjoint : le procureur général et le commandant militaire désirent recourir aux services d'officiers de la RMC pour y effectuer une opération spécifique. L'assermentation des premiers « constables spéciaux » survient quatre jours plus tard, le 15 novembre 1837. Ce jour-là, au même moment, affirme Senior, s'organise la mobilisation des Montréalais sous la houlette de Louis Guy, un des officiers de la milice canadienne qui soutiennent toujours le gouvernement. Le lendemain, 16 novembre 1837, des perquisitions sont effectuées dans les rangs des Fils de la liberté. Plusieurs des militants les plus chevronnés de cette organisation paramilitaire sont alors incarcérés. La mission du commando dépêché au même moment à Saint-Jean et l'échange de coup de feu qui survient le 17 novembre 1837 à Longueuil entre miliciens rebelles et loyaux ne sont pas abordés dans le récit de l'historienne. À son avis, ce n'est qu'au moment de l'expédition de Gore à Saint-Denis, le 23 novembre 1837, que les officiers des Queen's Light Dragoons (dorénavant QLD) reçoivent leur commission. Le capitaine Thomas Walter Jones y est placé à sa tête au lieu de John Shay, précise-t-elle, afin de lui donner « a less partisan appearance »¹⁴. Shay est suspecté, en effet, d'être un membre du DC, l'organisation paramilitaire rivale des Fils de la liberté regroupant les plus « respectable gentlemen of Montreal »¹⁵. Ayant pendant vingt mois mené une existence plus ou moins clandestine, les membres du Doric Club (dorénavant DC) sur qui pèsent la censure vice-royale émergent soudain à la surface et fournissent le gros des effectifs de ce nouveau corps de cavalerie. Et Senior, de commenter :

¹³ *Ibid.* Colborne se réfère à la Royal Montreal Artillery (dorénavant RMA).

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 5, note 23. Selon Senior, « Doric Club members undoubtedly were among the 'respectable gentlemen of Montreal' who acted as special constables along with troopers of the Royal Montreal Cavalry when attempts were made on 16 november to arrest those charged with high treason, and this body of men made up *what was loosely referred to for a time as the 'Attorney-General's Police'* » (nous soulignons) ; l'expression 'respectable gentlemen of Montreal' est tirée du « Report by C. R. Ogden on the late unhappy rebellion, 31 May 1838, PAC, RG 9, series 1A3, vol. 10 » (Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 5, note 23).

Largely because of Lord Gosford's reluctance to arm the élite of the Doric Club, the Queen's Light Dragoons remained under an official cloud during the last weeks of November, although both Walter Jones and John Shay were commissioned on 23 November¹⁶.

« Official cloud » ? Nous touchons ici un point névralgique à plus d'un titre. On peut tirer cependant de cette esquisse préliminaire trois orientations principales : a) la nomination des premiers officiers du QLD ne procède pas du gouverneur Gosford, ni du bureau de l'adjutant général de la milice à Québec, mais plutôt, vu la situation d'urgence, de Sir John Colborne lui-même, sur simple paraphe ; b) les liens encore assez flous reliant le DC - « organized as a secret society »¹⁷, mentionne Senior - au QLD ; c) les liens entre le DC et la MCA.

Le rôle controversé du QLD ne concerne d'ailleurs pas seulement « les dernières semaines de novembre », étant donné que, d'après le témoignage rétrospectif de Shay lui-même en 1849, des membres de ce corps de cavalerie auraient participé de manière active à l'émeute survenue à Montréal le 6 novembre 1837. Dans les extraits que Senior reproduit du témoignage de Shay se trouve évoqué en effet le rôle de « police secrète » joué par le QLD non pas seulement à partir du 23 novembre 1837, date officielle de sa mise sur pied, mais *dès le début* du mois :

they have been instrumental in putting down the malcontents in the city before the outbreak [...] and had rendered services of a secret nature to the Government [...] in the apprehension of the seditious and suspected, in obtaining information of their proceedings for Sir John Colborne, conveyed through the Attorney-General¹⁸.

Le « nuage officiel » a même tendance à s'épaissir encore plus dans la mesure où le traitement des sources de Senior dans cet article tend à insérer la création différée de ce corps auxiliaire de cavalerie dans la mouvance de la mobilisation générale des

¹⁶ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 3.

¹⁷ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 3-4.

¹⁸ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 5. Une coquille s'est glissée dans la traduction française de *Redcoats & Patriotes* à ce sujet. Senior n'écrit pas que la nomination de Shay et T. W. Jones remonte au « 3 novembre » 1837, mais bien au 23 novembre 1837 (Senior, 1985, *op. cit.*, p. 126 ; 1997, *op. cit.*, p. 181). Il s'agit en fait de nominations officieuses. La commission ne sera délivrée en bonne et due forme par le Bureau de l'adjutant-général de la milice qu'en mai 1838.

civils à Montréal qu'aurait sanctionnée Gosford le 15 novembre 1837 en en confiant la direction à Louis Guy¹⁹. Dans *Habits rouges* - retouche significative - Senior attribue maintenant à une « frénésie anti-insurrectionnelle » et à une « réaction excessive » le sentiment d'urgence qui saisit les autorités civiles et militaires après l'émeute du 6 novembre 1837²⁰. Dans une lettre du 12 novembre 1837 au gouverneur de la province voisine, Francis Bond Head, le commandant militaire prend conscience soudainement que

toute la population française de cette province [je souligne] est unie contre le gouvernement [...] et [que], dans de nombreuses régions de la campagne, en plus d'être organisée, elle se livre déjà à des opérations actives en envoyant des groupes de 300 à 400 hommes parcourir le district et obliger tout le monde à se joindre à eux²¹.

En outre, l'évolution rapide de la situation a des répercussions sur la nature de l'intervention projetée. Plus question seulement de la mise sur pied d'un corps de police auxiliaire en vue de mettre la main au collet des meneurs de l'agitation : au soulèvement anticipé de « toute la population française » répondrait, dans l'esprit de Colborne, la nécessité d'une intervention immédiate de l'armée soutenue par la mobilisation générale des ressortissants britanniques. Voici un point où convergent la plupart des historiens qui endossent la thèse du ralliement de dernière minute des forces loyales. Alors qu'aux yeux de Jean-Paul Bernard, le caractère « conjoint » de l'intervention en vue d'éventuelles procédures judiciaires nécessitait un « recours supplémentaire », c'est-à-dire « l'intervention des troupes et l'organisation armée de la partie loyale de la population »²², d'après P. Buckner, disposant d'effectifs militaires suffisants, Colborne, à Montréal, pouvait compter sur une force de réserve

¹⁹ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 5.

²⁰ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 66.

²¹ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 78. Jugement moins sommaire de Senior plus loin au sujet du « spectre de la guerre civile imminente » : « Il ne s'agit plus simplement d'une lutte opposant les Patriotes au gouvernement, mais [...] le Canadien français au Canadien français » (1997, *op. cit.*, p. 174).

²² Bernard, 1996, *op. cit.*, p. 17.

parmi les civils d'origine britannique. En dépit de certains points de tension et de divergences de vues, à la fin de l'été 1837, Buckner constate en effet que

As Government gradually lost control over large parts of the countryside, the natural alignment in Lower Canadian politics between the Government and the British minority began to reassert itself²³.

Insistance redoublée chez Young concernant la sanction qu'auraient reçue les volontaires de la part des autorités civiles ou militaires :

the coming together of civil authority and martial force - figuratively, the marriage of paper and bullet - lies at the heart of the power of the Volunteer militia force in the Montreal district [...] ; their great significance of being sanctioned ; the Volunteers [...] exercising state-sanctioned interventions of repression and violence²⁴.

Notons au passage qu'à l'instar de Senior, Buckner et Young évoquent eux aussi, chacun de leur côté, le type de sanction « non officielle » courant dans la culture anglo-saxonne. Tandis que chez Buckner, il se rapporte aux préparatifs militaires que le gouverneur aurait été contraint d'accorder²⁵, chez Young, il a trait aux cas de brutalité sur lesquels l'état-major aurait fermé les yeux²⁶. Dans son positionnement par rapport à Greer, Young reconnaît même que les « opérations » auxquelles se sont adonnés les « aspirants gentlemen » de la cavalerie aux côtés de l'armée ont pu tourner « to murder, rape, plunder, and individual revenge »²⁷. Greer, en effet, avait écrit à ce sujet :

[...] the British regulars and the Tory Volunteers played an important part in chastising the pro-Patriot population. They arrested thousands of men, burned hundreds of buildings, and plundered and pillaged many more farms²⁸.

²³ Buckner, 1985, *op. cit.*, p. 227. (Colborne Papers, microfilm S, PAC).

²⁴ Young, 1998, *op. cit.*, p. 37-38 et p. 41.

²⁵ Buckner, 1985, *op. cit.*, p. 229. Buckner, malheureusement, ne critique pas la source documentaire sur laquelle s'étaye son information, soit la lettre du colonel Rowan à Colborne du 21 novembre 1837.

²⁶ Young, 1998, *op. cit.*, p. 52.

²⁷ Young, 1998, *op. cit.*, p. 41.

²⁸ Greer, 1992, *op. cit.*, p. 30.

Pour Senior, Buckner, Bernard et Young, la question de la mise sur pied d'une force auxiliaire de police reste ainsi inextricablement liée à la mobilisation des civils à Montréal. On peut se demander néanmoins si le type d'intervention que planifiait le gouverneur Gosford ne l'incitait pas plutôt - au « moment précis »²⁹ où personne ne connaissait exactement encore l'ampleur de la résistance armée, ni le degré de participation de la paysannerie aux manœuvres insurrectionnelles en cours -, à compter uniquement sur la création d'une force auxiliaire de police et l'augmentation des effectifs de la RMC. Quoi qu'il en soit, tous les protagonistes dans le camp du « gouvernement » sont maintenant identifiés : Gosford, autorisant la formation des volontaires en corps sous le commandement de Louis Guy, l'état-major à qui revient dorénavant l'initiative de l'intervention armée, la police municipale « ressuscitée »³⁰, la RMC à qui aurait été confiée, selon Senior, l'arrestation de deux agitateurs dans le comté de l'Acadie, certains des membres du DC convertis à partir de la rafle dans le cercle des Fils de la liberté le 16 novembre 1837 en « constables spéciaux », ainsi que la magistrature « épurée » sous la supervision du procureur général.

En regard de son article de 1976, *Habits rouges et Patriotes* n'apporte rien fondamentalement de nouveau au sujet de la création de la force auxiliaire de police que devait mettre sur pied le procureur général - au contraire : on discerne plutôt un certain obscurcissement dans la mesure où ce thème est maintenant soudé à celui de la mobilisation générale des civils d'origine britannique. Sur ce point comme sur d'autres, on croit remarquer chez elle un traitement à vrai dire assez flottant des sources qu'elle manipule. Senior a tendance à placer dans le même bain les miliciens francophones restés fidèles au gouvernement et les « loyaux habitants » d'origine britannique. Or, c'est uniquement aux membres de la milice volontaire que se rapportait de manière implicite la requête du président de la MCA le 13 novembre 1837 concernant la « distribution d'armes et d'équipements ». L'équivoque subsiste également quant à l'autorité subsumant l'enrôlement projeté. On pourrait conclure,

²⁹ Bernard, 1998, *op. cit.*, p. 14.

³⁰ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 66.

d'après elle, que Colborne et Gosford ont conjointement fait appel à Louis Guy, afin de lui confier « la tâche de lever des volontaires loyalistes à Montréal »³¹. La lettre du 16 novembre 1837 sur laquelle Senior s'appuie mentionne pourtant que c'est au nom de Gosford *seul* que le capitaine Goldie de l'état-major a transmis à Guy le 16 novembre 1837 la mission de recruter des « officiers de la milice montréalaise » en vue de

la protection de Montréal en cette période de danger. Il [Gosford] vous prie de consulter ceux-ci à ce sujet et de lui fournir la liste de ceux qui sont prêts à offrir leurs services³².

La même équivoque persiste et se renforce plus loin lorsque Senior précise qu'en confiant à Guy la mission de « mobiliser les volontaires de cette ville », Colborne entendait « faire appel à une coalition de tous les loyalistes »³³. La suite du paragraphe indique toutefois que les « volontaires » auxquels cette fois-ci elle se réfère *excluent* explicitement la milice canadienne :

Les autorités civiles et militaires, explique-t-elle, jugent inopportun de se risquer à faire intervenir la milice. Elles craignent que celle-ci n'abrite en son sein des divisions trop importantes, voire des dissidents³⁴.

La contradiction est flagrante. Senior, à mon avis, n'a pas assez insisté sur le fait que les autorités civiles et militaires entendaient peut-être deux choses diamétralement opposées sous une désignation semblable. Elle ne peut pas, en tout cas, lancer sans explication qu'il apparaît risqué aux autorités de « faire intervenir la milice » quand, à la page précédente, elle affirme que le gouverneur entendait précisément y faire appel. Pour ajouter à la confusion, plus bas, quand le procureur général se réfère aux ressortissants britanniques enrôlés, il les désigne par l'expression « miliciens volontaires »³⁵ quoique, détail à souligner, la citation exacte dans la version originale ne comporte que le terme générique « militia ». Tâchant

³¹ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 91.

³² Senior, 1997, *op. cit.*, p. 92, note 4.

³³ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 92-93.

³⁴ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 93.

³⁵ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 150.

d'éviter tout contresens, Senior a cru utile d'ajouter des crochets : « The militia [Volunteers] are turning out with alacrity »³⁶. Mis devant le fait accompli de la résistance paysanne armée, dans l'esprit de l'historienne, il est clair cependant qu'à Montréal l'enrôlement des volontaires (dans les trois bataillons des faubourgs et les autres bataillons spécialement affectés) se rapporte exclusivement aux « loyaux habitants » de Montréal comme McGill les avait désignés dans sa requête d'armement : dans une lettre du 25 novembre 1837 à Gosford qu'elle cite, le président de la MCA fait part en effet au gouverneur de l'esprit loyal qui « semble animer l'ensemble de la population *d'origine britannique et irlandaise* »³⁷. L'idée lancée au chapitre 5 de ses *Habits rouges* d'une coalition pluraliste des loyalistes de la MCA doit, à mon avis, être sérieusement révisée.

Voici un autre exemple de confusion. Dans son article de 1976, Senior, curieusement, citait sans sourciller l'extrait d'une lettre de Guy adressée au secrétaire militaire Goldie en date du 23 novembre 1837 : « It is not, at present, the intention of the Governor-in-Chief, to raise a corps of Cavalry »³⁸. Le propos laisse perplexe. On ne peut en tirer absolument rien de précis. S'il faut le prendre au mot, qu'est-ce qui interdit de penser que le gouverneur désapprouvait toujours l'enrôlement des « gentilshommes respectables » du DC convertis par Colborne en officiers du QLD ? La même confusion est reproduite dans la version originale de son maître livre de 1985. Louis Guy, officier supérieur de la Montreal Light Infantry autour de qui devait s'organiser la mobilisation des civils, se voit rétrogradé à un rang subalterne dans un autre bataillon. C'est à John Samuel McCord - officier de la RMC resté jusque-là sur la touche -, qu'a été décerné, sur simple paraphe de Colborne, le commandement de la Première brigade, de même que la supervision et la tenue minutieuse des registres de tous les corps volontaires. Senior a peut-être déformé à son insu le sens de l'offre faite à Guy par Gosford concernant la formation de compagnies de miliciens

³⁶ Senior, 1985, *op. cit.*, p. 106.

³⁷ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 152. Nous soulignons.

³⁸ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 6.

francophones restés loyaux. L'Exécutif ne partageait peut-être pas non plus au même degré que l'état-major et certains magistrats les soupçons de sympathies patriotes à l'intérieur de la milice canadienne. Il n'est pas interdit de penser aussi que, pour Gosford, le « corps de volontaires » à la tête duquel devait se trouver Guy désignait non seulement quelques compagnies de miliciens francophones incorporées au commissariat de police, mais aussi, dans l'esprit même de la politique de conciliation du Bureau colonial, des compagnies mixtes où les miliciens francophones devaient former le groupe majoritaire. En ce qui a trait en particulier à Edmund H. Barron, en charge du « French Canadian Loyal Volunteer Corps », Senior commet une faute d'inadvertance en le rattachant à « la troisième brigade de volontaires du major Louis Guy »³⁹ vouée uniquement à la défense de la ville en l'absence des militaires et de la cavalerie. La troisième brigade, qui porte le nom de « Montreal Light Infantry », sera commandée en fait par Benjamin Holmes - l'un des six lieutenants-colonels autour de qui s'organise la mobilisation des civils britanniques -, alors que Guy est réaffecté dans le Premier bataillon de milice volontaire (« The First Battalion of Volunteer Militia ») que Colborne lève à la hâte et confie au lieutenant-colonel Henry Dyer « pour le service général dans la province »⁴⁰. Quant à la compagnie de carabiniers que commandait Sabrevois de Bleury, Senior mentionne qu'en raison de l'apparence du caractère « partisan » de ses effectifs, l'état-major a trouvé préférable d'en doter conjointement le commandement à Henry Griffin et le chef de police Leclère. Senior, à vrai dire, essaie tant bien que mal de se convaincre du caractère non partisan, cosmopolite et supranational des bataillons volontaires

³⁹ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 156.

⁴⁰ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 155 ; Dans « l'annexe B », d'ailleurs, se basant sur les affectations incomplètes publiées par l'état-major le 14 décembre 1837, lesquelles attendaient toujours la sanction et « le bon plaisir de Son Excellence le gouverneur en chef » (1997, *op. cit.*, p. 298), ni Guy, ni Barron, ni le « First Battalion of Volunteer Militia » ne figurent sur les listes d'enrôlement (1997, *op. cit.*, p. 301), tandis que le Montreal Light Infantry ne comporte que le nom de deux officiers. Les six lieutenants-colonels sont : J. S. McCord, Norman Bethune, John Molson, J. H. Maitland, Henry Dyer et Benjamin Holmes. On trouvera à la fin de ce mémoire, à l'Annexe A, la liste complète des officiers des bataillons publiée dans le *Montreal Herald* que le Bureau de l'adjudant-général de la milice à Québec, conjointement avec « His Excellency Sir John Colborne », ne rendront publique que le 2 mai 1838.

dont les effectifs provenaient surtout, semble-t-il, de la communauté britannique. L'historienne souligne en effet :

la coalition dirigée par Colborne déborde le parti anglais pour inclure les loyalistes de toute origine : Chouayens canadiens-français, Juifs, Polonais, Indiens, Allemands, Africains et, surtout, Irlandais catholiques⁴¹.

Quelques pages plus loin pourtant, citant un employé des magasins militaires, elle produit sans le contester un document dans lequel est affirmé que, sur les 10,000 volontaires réquisitionnés dans le district de Montréal à l'appel du gouvernement, une centaine seulement était des Canadiens⁴². Tout bien pesé, Senior ne peut concevoir, ne serait-ce qu'à titre hypothétique et comme ses sources elles-mêmes l'y invitent, que les dissensions dans la milice canadienne ont pu exister aussi à l'intérieur du « gouvernement » entre l'Exécutif et l'état-major *après* le 15 novembre 1837 concernant non seulement la place et le rôle de la milice canadienne restée fidèle au gouvernement, mais le type d'intervention envisagé. Une telle remise en question relativise trop la thèse centrale du front uni des forces loyales, de même que le caractère cosmopolite et supranational de la MCA, c'est-à-dire, en fait, « britannique ». On peut tirer de l'article de Young la même conclusion sur ce point : il n'y a pas, selon lui, de crise d'allégeance entre ressortissants britanniques ; les autorités sanctionnent tous les mouvements des volontaires, ceux-ci du reste, contrairement aux miliciens canadiens, ne sont jamais engagés dans des « activités clandestines »⁴³, même si, la participation aux côtés de l'armée de ces « aspirants gentlemen » a pu donner lieu à des comportements abusifs qui n'ont rien à voir avec le travail policier proprement dit.

Laporte, de son côté, pense que l'émeute du 6 novembre 1837 signe le ralliement des forces loyales à la cause du gouvernement :

⁴¹ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 149. Le sort des résidents américains n'est pas relevé dans cette énumération.

⁴² Senior, 1997, *op. cit.*, p. 155. L'évaluation finale rejoint le propos de Young (1998, *op. cit.*, p. 40).

⁴³ Young, 1998, *op. cit.*, p. 47.

la commotion provoquée par la « bagarre » du 6 novembre est importante et aura pour effet immédiat de rapprocher les autorités politiques et militaires des milieux loyaux⁴⁴.

Tout conspire, dirait-on⁴⁵. Dès le lendemain, poursuit-il, Ogden octroie une commission à des officiers de la RMC qui seront réaffectés à la fin du mois dans « le corps d'élite du premier bataillon de volontaires »⁴⁶. Pour étayer son affirmation, Laporte se réfère cette fois en note à l'annexe B de *Habits rouges et Patriotes* qui contient, comme on l'a vu, la liste incomplète des volontaires rendue public en décembre 1837. À défaut de produire la réponse du 15 novembre 1837 de Gosford à la demande d'armement de McGill, la thèse de la convergence des « autorités civiles et militaires » et des « milieux loyaux » ne semble pas reposer, à vrai dire, sur une base très solide. Laporte se contente en fait de marcher dans les pas de Senior et Buckner quand il mentionne que Gosford, débordé, acquiesce finalement à la demande de McGill du 13 novembre 1837 - procuration aussitôt suivie, deux jours plus tard, par la mise sur pied « des corps de volontaires équipés par l'armée » qui

⁴⁴ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 123. Comme Laporte, Cyr affirme : « Si le gouvernement, jugeant le geste prématuré et illégal, refuse en 1835 le droit de se militariser aux Loyaux, il utilisera judicieusement en 1837 la rivalité entre le Doric Club et les Fils de la liberté pour provoquer le conflit afin de plus facilement mettre un terme au mouvement de contestation du Parti patriote » (Bruno Cyr, *La radicalisation et la militarisation des Loyaux et des Patriotes à Montréal en 1837*, MA (histoire), Université de Montréal, 2005, p. 101). Bien que ce mémoire de maîtrise procède d'un travail honnête et consciencieux, il ne s'appuie pas sur une source documentaire nouvelle (des dépositions assermentées, deux lettres du connétable Delisle à McCord, les mémoires de T. S. Brown, etc.). Les analyses intéressantes (celle entre autres sur l'émeute du 6 novembre 1837) sont noyées dans les interprétations convenues - notamment celles de Laporte (dont l'un des objectifs vise à retourner contre les Loyaux l'accusation de « nationalisme ethnique » lancée contre les leaders patriotes), Senior et Filteau. Ce dernier, en particulier, dans la cinquième partie de son *Histoire des Patriotes* (Montréal : Les éditions de l'Aurore, 1975), intitulée « Provocations et complots » (p. 257-318), appuie son argumentation entre autres sur la lettre du 15 décembre 1837 de O'Callaghan à Chapman où il est question de la « vaste et odieuse conspiration du gouvernement visant à précipiter le peuple dans la rébellion » (cf., Senior, 1997, *op. cit.*, p. 11).

⁴⁵ Il n'est pas interdit de supposer qu'en accord avec l'état-major et les magistrats tory, des membres du DC ont très bien pu être mandatés de manière « informelle » dans le but de faire monter la pression et, profitant du désordre, saccager en passant les presses du *Vindicator* - le tout ayant l'avantage de forcer la main à l'Exécutif en accroissant chez les civils la demande sécuritaire.

⁴⁶ Laporte, 2004, *op. cit.* La RMC reste active, semble-t-il, jusqu'à la fin de 1838. La mission d'escouade dépêchée à Saint-Jean le 16 novembre 1837 constitue, sans contredit, un fait d'armes qu'il faut porter à son crédit.

succèdent aux « vigiles urbaines » qui s'étaient spontanément organisées auparavant. Délaissant la structure tripartite qui animait jusque-là son analyse, Laporte lui substitue alors l'opposition binaire dont le titre de son livre est une illustration. Il glose même :

Gosford se rend compte que les loyaux de Montréal demeurent dans les circonstances ses alliés les plus sûrs [...] après de nombreux refus il acquiesce à la demande de McGill adressée à lui le 13 novembre 1837⁴⁷.

Pas plus que Senior et Young - si soucieux de la sanction des autorités -, il est étrange que Laporte ne produise cette réponse du gouverneur à la requête du président du comité exécutif de la MCA à un moment aussi crucial. On la retrouve pourtant chez Christie - ouvrage d'ailleurs que Senior loue même dans la note bibliographique insérée à la fin de *Habits rouges et Patriotes* pour la richesse des documents qui y sont reproduits.

1.1.2 Milice canadienne et milice volontaire

Une distinction cardinale se trouve chez Young entre milice « régulière » et milice « volontaire ». Elle seule permet de surmonter les apories rencontrées chez Senior. L'attribution univoque et rigoureuse des termes « milice régulière » et « milice volontaire » (en particulier en ce qui a trait à la cavalerie et l'artillerie) est indispensable, en effet, si l'on tient à écarter tout malentendu⁴⁸. Brian Young a tenu d'ailleurs à se démarquer de l'image sommaire de la cavalerie volontaire qu'en ont donnée, à son avis, Senior et Greer - la première ayant présenté le QLD dans son tableau de 1976 sous les traits d'une « makeshift police » et d'une « auxiliary cavalry », tandis que le second décrit la « Montreal Cavalry » comme « a sort of amateur mounted police long controlled by the well-heeled sons of anglo-Tory

⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁸ L'analyse de la « milice urbaine » dans Fyson reste lacunaire en ce qui concerne les rapports entre la RMC, la RMA et le commissariat de police ; cf., *Magistrates, police and people: everyday criminal justice in Quebec and Lower Canada*, Toronto: University of Toronto Press, 2006, p. 175.

establishment »⁴⁹. Dans le sillage de Mason Wade et de Murray Greenwood, la contribution principale de Young au dossier historiographique a trait du reste à la valorisation de la « mentalité de garnison » qui aurait été toujours en honneur chez les volontaires en 1837. Elle se définit essentiellement par la méfiance que l'élite anglophone montréalaise a entretenue envers la loyauté des miliciens et des magistrats canadiens du commencement de la Révolution française jusqu'à la fin de l'ère napoléonienne. Remontant au début de la guerre de Sécession, Greenwood retrace même les signes de cette mentalité chez l'un des premiers concepteurs de l'union fédérale, Jonathan Sewell⁵⁰. Selon Young, cette disposition d'esprit aurait favorisé le phénomène d'exclusion réciproque entre miliciens d'origines canadienne et britannique qui atteindra son point d'acmé avec le recours aux armes en novembre 1837 (il rejoint là-dessus Jean-Paul Bernard, qui parle, quant à lui, de « polarisation exceptionnelle »⁵¹). On peut décrire globalement ce phénomène comme la tendance des éléments modérés dans chacun des camps opposés à rallier le noyau dur des radicaux. Pour Young, il ne fait pas de doute que le clivage qu'il comporte a suivi une ligne de partage ethnique. Ainsi, de la naissance de l'association des Fils de la liberté, au début de septembre 1837, à l'émeute du 6 novembre 1837, il est clair que l'enjeu fondamental tourne, selon lui, autour du rôle dévolu de part et d'autre aux officiers de milice :

both patriots and loyalists understand this, écrit Young, each group trying to flush opponents from the militia [...]⁵².

La distinction entre milice « régulière » et milice volontaire est précieuse, car elle oriente la recherche en direction des divergences de vues possibles *au sein même* des forces gouvernementales. Mais, alors que dans le camp loyal, Young se félicite de la

⁴⁹ Young, 1998, *op. cit.*, p. 38. La citation est extraite de Greer, 1993, *op. cit.*, p. 297.

⁵⁰ « L'insurrection appréhendée et l'administration de la justice au Canada : le point de vue d'un historien », *RHAF*, vol. 34, juin 1980, p. 60. Sur l'opposition de Sewell par ailleurs au type d'union législative que préconisait son grand rival, James Stuart, voir Buckner, *op. cit.*, 1985, p. 118.

⁵¹ Bernard, 1988, *op. cit.*, p. 15.

⁵² Young, 1998, *op. cit.*, p. 39.

discipline régnant dans les bataillons en voie de formation, il constate dans la « milice régulière » (c'est-à-dire, en fait, comme je préfère dire, « canadienne ») un état croissant d'anarchie et de division. Le cas du milicien Melchior-Alphonse de Salaberry, lieutenant-colonel dans le 2^e bataillon de Chambly, est exemplaire à cet égard : « subject to charges of disloyalty on one side and a lack of French-Canadian patriotism on the other »⁵³. Déjà, en 1830, bien avant que les esprits ne s'échauffent, un soupçon persistant de déloyauté envers les miliciens francophones affleurait dans le propos du commandant de la RMC que rapporte Young : « it “will be proper to mix and not to have all Canadian Gentlemen in the same Company” »⁵⁴. Au fur et à mesure que les tensions entre les deux communautés s'intensifieront, on assisterait même, selon Young, à une « [e]thnic purification of the Volunteers »⁵⁵ :

By the time of the rebellions virtually all 9 000 Volunteers were British in origin while few French-Canadian officers were appointed⁵⁶.

En suivant Young, on aurait ainsi affaire, au début de novembre 1837, à trois catégories de miliciens : ceux qui ont rejoint le camp patriote, ceux qui s'activent dans les premiers bataillons volontaires en gestation et ceux qui, parmi les Canadiens, sont restés fidèles au gouvernement.

1.1.3 Le DC et la MCA

Le rôle assez vaporeux du DC est l'un des aspects majeurs étudié dans ce travail. Cette organisation paramilitaire est dotée de multiples facettes qui défient toute réduction simpliste. Quand ils ne sont pas ignorés, mis en sourdine ou carrément éclipsés, le relevé historiographique montre une grave lacune relativement aux

⁵³ Young, 1998, *op. cit.*, p. 40.

⁵⁴ Lettre de William Forsyth à McCord, 15 novembre 1830 ; Young, 1998, *op. cit.*, p. 50, McCord Papers, vol. 767.

⁵⁵ Young, 1998, *op. cit.*, p. 52.

⁵⁶ Young, 1998, *op. cit.*, p. 40. Young a tendance lui aussi à confondre la thématique de la création d'une force auxiliaire de police au début de novembre 1837 et la mobilisation générale des civils britanniques qui ne survient qu'à la fin novembre 1837.

objectifs politiques que préconisait le club, ainsi que le poids dont il a pu se prévaloir à l'intérieur de la MCA en 1836 et 1837.

Dans *Habits rouges et Patriotes*, Senior situe les éléments les plus radicaux de ce club en marge du courant principal de la MCA⁵⁷. La formation du DC est la conséquence directe, selon elle, de l'interdit prononcé par Gosford en janvier 1836 contre le British Rifle Corps (dorénavant BRC). On serait ainsi en présence d'une « milice de citoyens » regroupée dans une structure « semi-secrète »⁵⁸. Pour Senior, les rapports entre les membres du club et ceux de la MCA restent ambigus. Bien que les dirigeants de la MCA se soient complu à « fermer les yeux » sur les préparatifs militaires du club, les divergences de vues entre les deux organisations ne sont pas développées⁵⁹. Deux des objectifs du club, nettement établis dès mars 1836, en font aussi pourtant - fait décisif - un regroupement politique : forcer, d'une part, le rappel de Gosford - mettre fin, de l'autre, à la tyrannie de la Chambre d'assemblée par le rattachement de Montréal et la péninsule de Vaudreuil au Haut-Canada à défaut de quoi les membres se contenteraient d'une union législative du Haut et du Bas-Canada⁶⁰. La « clandestinité » dans laquelle s'enfoncent les membres du défunt BRC coexiste harmonieusement chez cette historienne avec l'idée qu'elle se fait par ailleurs de « la tradition britannique »⁶¹. Sans procéder à un examen approfondi, Senior ne discute pas (ou tient pour acquis) les liens évidents de l'organisation avec l'état-major - le commandant Colborne en particulier -, les différents régiments stationnés, dont les Glengarry Highlanders à Cornwall et les miliciens tory du Haut-Canada. Quant aux activités souterraines du DC ou aux « services secrets » que ses

⁵⁷ Le témoignage de J. Shay dans son article de 1976 où il était question du DC comme d'une « police secrète » (*loc. cit.*, p. 4) au service de l'état-major a été gommé dans *Habits rouges*. Dans *British Regulars*, le programme politique du club est absent : « [...] the services of the Doric Club, a physical force group made up of younger Montreal loyalists [...] » ; cf., Senior, 1981, *op. cit.*, p. 25.

⁵⁸ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 32.

⁵⁹ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 32-33.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

membres ont pu fournir de mars 1836 à novembre 1837, l'accent principal sur les questions d'ordre militaire ne leur réserve aucun développement.

Laporte, quant à lui, établit un lien implicite entre la requête soumise par McGill le 13 novembre 1837 et l'imbroglio entourant la formation du BRC en décembre 1835. À cette occasion, écrit-il, Gosford, par l'entremise de son secrétaire civil, aurait tracé une ligne de conduite qu'il sera contraint de « renier » en novembre 1837. Se basant sur Christie, Laporte cite, en effet, la réponse du gouverneur à la demande des carabiniers de Montréal où il précise que l'armée et les magistrats étaient seuls habilités à assurer la protection des civils en cas d'agression. D'autre part, un certain flottement persiste chez cet auteur en ce qui concerne « les » origines du DC qui « serait l'héritier direct du BRC soutenu par l'aile radicale de la MCA »⁶², alors que plus loin, à rebours de l'idée reçue, la naissance du DC, d'après Laporte, serait contemporaine du BRC en décembre 1835⁶³. La mention du compte rendu d'une réunion du club paru le 17 décembre 1835 dans la *Montreal Gazette* en est un indice probant. « L'appel aux armes » qu'il y discerne serait le premier témoignage explicite d'une volonté arrêtée de la MCA d'en venir aux coups pour régler le conflit politique qui l'oppose au gouvernement impérial et au parti patriote. Le « maintien »⁶⁴ ou la « pérennité »⁶⁵ du « lien colonial » demeure toutefois, selon Laporte, la pierre d'assise de tout le programme politique du club. Fait notable, à mettre au compte peut-être de la faculté de palingénésie, après mars 1836 « on perd [...] la trace du Doric Club jusqu'au lundi 6 novembre 1837 »⁶⁶.

Au total, si la dimension de lutte armée est omniprésente dans le traitement de la documentation chez Laporte - dimension qui confère sans conteste une remarquable unité d'action aux « loyaux » à tous les niveaux d'intervention - les pièces

⁶² Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 119.

⁶³ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 122. : « [l]es premières traces du DC apparaissent dès le 15 décembre 1835 ».

⁶⁴ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 118 et 122.

⁶⁵ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 113.

⁶⁶ *Ibid.*

justificatrices sur lesquelles s'appuie le « message clair et uniforme » de la MCA semblent plutôt minces. Comment, par exemple, peut-il concilier le fait que G. Moffatt ait été à la tête de la MCA « jusqu'en décembre 1836 »⁶⁷ avec son « retour à la présidence »⁶⁸ au même moment ? On pourra certes objecter qu'il aura été tout simplement reconduit. L'argument de la « morosité » qu'il décèle au sein du puissant lobby montréalais de juin 1836 à mars 1837 demanderait à être étoffé. À vrai dire, les débats à l'intérieur de l'association loyaliste en 1835 et 1836 restent encore dans les limbes. À l'exception de Watt, dont l'étude porte surtout sur les années 1838-1840, aucun travail sérieux n'est en mesure, à notre connaissance, d'en évaluer la nature exacte. Mais, à ce stade, on peut s'en tenir à la version accréditée par Senior à laquelle se rallie Laporte : s'il existait dans la coalition loyaliste une « aile radicale »⁶⁹ préconisant l'affrontement armé, tout compte fait, le « centre nerveux du mouvement loyal »⁷⁰, dont la direction était assurée par George Moffatt et Peter McGill, restait au fond modéré. On sent toutefois affleurer des divergences plus substantielles dans le mot qu'il rapporte d'Adam Ferrie au sujet de « ce groupe de jeunes chiens grotesques qui se donnait le nom de *Doric Club* »⁷¹.

Pour ce qui est de l'idéologie orangiste, réelle ou supposée, des membres du DC, seuls Senior et Buckner abordent la question. En ce qui a trait à Senior, s'appuyant en particulier sur l'article du chef patriote irlandais E. B. O'Callaghan du 9 décembre 1835, elle cherche à déterminer le poids des éléments plus radicaux de la « faction orangiste » au sein de la MCA. Deux journaux, apprend-on, y sont particulièrement associés : le *London and Canada Record*, de même que le « *Herald* de Montréal »⁷². L'historienne mentionne à ce sujet qu'à l'instar du DC, les orangistes rechercheraient « force et protection sous l'égide de l'association constitutionnelle »⁷³ ; se basant par

⁶⁷ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 114.

⁶⁸ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 120.

⁶⁹ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 119.

⁷⁰ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 113.

⁷¹ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 120.

⁷² Senior, 1997, *op. cit.*, p. 149.

⁷³ *Ibid.*

ailleurs sur le *Select Committee Report to Enquire into the Orange Institutions*, Senior rectifie sa description précédente et nie l'existence d'un lien quelconque entre les « membres les plus influents du British Rifle Corps » et le DC, étant donné qu'après la Proclamation de Gosford contre l'incorporation de ses membres en janvier 1836, cette association paramilitaire, affirme-t-elle maintenant, « tombera en disgrâce et ne prospérera pas »⁷⁴.

Buckner, de son côté, n'aborde l'aspect controversé de l'idéologie orangiste qu'en passant, mais ses remarques sont intéressantes. Deux ans avant la crise de novembre 1837, note-t-il, Lord Gosford avait sévèrement désapprouvé les tentatives du « so-called British party » de former des corps de carabiniers et des unités de cavalerie⁷⁵. S'appuyant sur deux lettres du 15 janvier 1836 et du 8 septembre 1837 au secrétaire d'État aux colonies, Lord Glenelg, Buckner souligne que Gosford lui-même a apparenté le *modus operandi* des tories montréalais à l'orangisme irlandais. Comparé à l'« extrémisme de Papineau », Buckner n'y voit cependant rien de répréhensible. Il ne disconvient pas même de la validité de la comparaison établie par Gosford avec l'orangisme irlandais, dans la mesure où l'enjeu fondamental aurait porté sur l'obtention du gouvernement responsable :

[...] the situation in Lower Canada was not dissimilar to the situation in Ireland prior to the union. During the 1790s a large section of the Protestant community in Ireland had joined in a partnership with the Catholics to seek self-government for Ireland, but when it became clear that the Protestants would be junior partners, they changed sides and the Orange Order, long dormant, revived⁷⁶.

Détail intéressant, qui nous ramène à notre point de départ : à défaut d'établir un lien entre le « prétendu parti anglais » et le DC, Buckner précise néanmoins que la question épineuse des loges orangistes avait été résolue, en Irlande, par la création d'une « force policière rémunérée », permettant ainsi à la Grande-Bretagne de ne plus

⁷⁴ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 32 et p. 149, note 9.

⁷⁵ Buckner, 1985, *op. cit.*, p. 228.

⁷⁶ Buckner, 1985, *op. cit.*, p. 227.

compter exclusivement sur le « militantisme protestant » pour asseoir son autorité. Voilà un point fondamental qu'il convient de garder précieusement en réserve. Là cependant s'arrête le parallèle, car l'idéologie orangiste au Bas-Canada n'aurait joui, dit-il, que d'un « support extrêmement limité »⁷⁷.

La comparaison qu'établit Buckner entre la situation qui prévalait à Montréal dans la police et les loges orangistes irlandaises est, à mon avis, trop restrictive. En Angleterre même, selon Emsley, la création à la fin des années 1820 d'une police municipale autonome et rémunérée par l'État suscitait encore de vives résistances au cœur même de Londres⁷⁸. D'autre part, l'accent mis sur les questions d'ordre confessionnel et la relégation du phénomène au cas irlandais ne semblent pas être le trait dominant des loges orangistes répandues dans les régiments de l'armée un peu partout dans l'Empire britannique. Selon un compte rendu du *Report of a Committee of the House of Commons on Orange Institution in Great Britain and the Colonies* déposé à la Chambre des Communes le 7 septembre 1835, le vrai problème avec les autorités civiles anglaises dans les années 1830 porterait plutôt - outre leur opposition aux percées démocratiques dans le sillage du Reform Bill de 1832 - sur l'anonymat des membres et le rituel d'assermentation sur la bible basé sur l'épisode de captivité du peuple hébraïque en Égypte⁷⁹.

1.1.4 Rapports conflictuels des magistrats tory avec l'Exécutif

Dans le chapitre portant sur l'émeute du 6 novembre 1837, Senior soulève le problème intéressant des liens possibles entre les « jeunes gens les plus respectables » du DC, la magistrature et l'état-major. La description « crue » ou « sans fard » qu'en

⁷⁷ Buckner, 1985, *op. cit.*, p. 228. L'auteur s'appuie sur Hereward Senior, *Orangeism: The Canadian Phase*, Toronto, McGraw Hill-Ryerson, 1972, p. 41. Mais on consultera aussi avec profit W[illiam] M[olesworth] (avec la collaboration de J. S. Mill), « Orange Conspiracy », *The London and Westminster Review*, 3/25 (1836), p. 181-234 et W[illiam] M[olesworth], « Orange societies in Great Britain - their illegality and criminality », *The London and Westminster Review*, 3/25 (1836), p. 480-513, Université McGill, Rare Books Division.

⁷⁸ Clive Emsley, *The English Police. A political and Social History*, Hemel Hempstead, Herts.: Harvester Wheatsheaf ; New York : St. Martin's Press, 1991.

⁷⁹ W. M., *loc. cit.*, 1836.

fait un agent de renseignement de l'armée, George Phillpotts, (« candid » dans l'original), mérite d'être soulignée : « [ils] se sont regroupés il y a environ trois ans, écrit-il, pour seconder les magistrats et les aider à faire respecter les lois »⁸⁰. La citation est précieuse, dans la mesure où ce témoin accrédité laisse entendre que les échanges de bons procédés entre ces « jeunes gens » du DC, les magistrats tory et l'état-major n'ont pas eu cours seulement à la fin de novembre 1837, mais remonteraient à... 1834⁸¹. Il est difficile de déterminer hors de tout doute si Young se réfère explicitement à eux quand il écrit, moyennant un lapsus calami assez révélateur, que le « Gouverneur Colborne » (!?) aurait requis leurs services :

they were called in by the magistrates and the Court of Special Sessions to keep peace in the streets of Montreal, particularly at night, and to guard strategic institutions such as the courthouse⁸².

Si la connexion que je tente d'établir n'est pas trop tirée par les cheveux, on peut se demander dans le prolongement de l'analyse de Bruno Cyr en vertu de quelle procédure extraordinaire le même groupe de loyalistes chevronnés a pu passer le 6 novembre 1837 du statut de gardiens de la paix à celui d'émeutiers, avant de se voir métamorphosés, en l'espace d'une dizaine de jours, à celui de « constables spéciaux » ou de patrouilleurs nocturnes. Il faudra revenir là-dessus. Se présentant comme le représentant officieux du DC, la lecture du *Montreal Herald* pourra être instructive à cet égard.

En ce qui a trait à l'aspect juridictionnel du conflit et aux menaces de poursuites, Senior avance que des magistrats tory de premier plan militant au sein de la MCA -

⁸⁰ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 62.

⁸¹ Il n'est pas invraisemblable que la fondation du club soit contemporaine en fait de la création du comité exécutif de la MCA en janvier 1835.

⁸² Young, 1998, *op. cit.*, p. 43. Cyr cite à cet effet deux lettres du connétable Delisle à McCord. Une première du 8 novembre 1837 (après l'émeute donc) où il est fait mention d'une résolution selon laquelle « it was unanimously resolved that you should be requested to furnish a sufficient number of the men forming the Royal Montreal Artillery to attend at the Court House in this city this evening to join such other forces as it may be thought necessary by the Civil Magistrates to patrol the streets of the city to preserve the Public Peace » et une seconde, du 10 décembre 1837, où le chef de police se plaint des écarts de conduite de certains volontaires : « some of the night patrols have on diverse occasions discharged fire arms in the streets at night » (Cyr, 2005, *op. cit.*, p. 46).

tels John Molson jr. et le docteur William Robertson -, se sont plaints à la veille de l'explosion armée non seulement du manque d'appui du gouvernement dans l'exécution de leur tâche, mais, en plus, des menaces de poursuites qui leur auraient pendu au bout du nez⁸³. Or, le témoignage de B. Hart que produit Stephen Watt va encore plus loin à ce chapitre. Jetant une ombre sur l'idée rebattue du ralliement de dernière minute du (ou au) vice-roi Gosford, Watt rapporte les propos pour le moins étonnants de ce magistrat tory selon qui l'ex-gouverneur Gosford continuait en 1840 à déformer les faits entourant le basculement du conflit politique de novembre 1837 dans la violence armée, l'accusant même d'avoir refusé « "the voluntary offer of the loyalists of Lower Canada to arm", refusals which were interpreted as proof of Gosford's aversion to loyalty »⁸⁴. Suivant Hart, Gosford n'aurait jamais cessé de promouvoir sous main

the extreme of radicalism, and above all, to bestow powers on those who have sought to abandon their loyalty, and to introduce Republicanism into the Canadian Provinces⁸⁵.

Chaque médaille a son revers, dit-on. On pourrait bien ici être en présence d'indices probants qui nous orientent vers la face inverse du « complot bureaucrate » qu'avait cru déceler Filteau, quelque chose comme la mise en accusation de la politique officielle de la coalition Whig-Radical à Westminster par ceux-là mêmes qui proclameront avoir soutenu le « gouvernement » à l'heure du danger. S'il faut croire cet historien, la précipitation de Colborne à partir du 15 novembre 1837 s'expliquerait en partie par le refus réitéré de Gosford d'enrôler exclusivement les civils d'origine britannique dans des bataillons volontaires en confiant aussi aux milices canadiennes restées loyales la tâche du maintien de l'ordre public.

⁸³ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 56 et p. 63. Voir à ce sujet, J.-M. Fecteau, « Mesures d'exception et règle de droit. Les conditions d'application de la loi martiale au Québec lors des rébellions de 1837-1838 » : le Conseil spécial adoptera en avril 1838 « une loi garantissant une protection complète contre toute poursuite affectant les personnes ayant pris part à la répression de la rébellion depuis le 1^{er} octobre 1837 » (*Revue de droit de McGill*, vol. 32, n° 3, juillet 1987, p. 484).

⁸⁴ "Open Letter, Benjamin Hart to Earl Gosford," Liverpool, 11 July 1840, Sandham Scrapbook, IV, CRM, Watt, 1997, *op. cit.*, 69, note 174.

⁸⁵ *Ibid.*

1.1.5 Nature du conflit et agendas politiques

Dernier point : le sens du conflit qui culmine avec la répression militaire de l'insurrection de novembre et décembre 1837. Senior et Young considèrent qu'au fur et à mesure que se profile le spectre de la violence, l'allégeance à la Couronne devient le critère de discrimination ultime départageant les loyalistes d'un côté et les rebelles de l'autre (Buckner parle plus volontiers, quant à lui, d'une opposition entre la majorité canadienne et une minorité britannique). Chez Bernard, par ailleurs, le schéma bipolaire (répression/révolte, loyaux/patriotes) semble déterminé, en dernière instance, par la notion d'« équilibre » :

À un moment de polarisation exceptionnelle, deux mouvements antagonistes (patriote et loyal) se heurtent carrément à propos de l'équilibre dans les institutions (État) qu'on veut modifier chez les uns et maintenir inchangé chez les autres⁸⁶.

Même diagnostic dans sa plaquette de 1996. Deux points de vue antinomiques rivalisent selon lui : les tenants du changement d'un côté, de l'autre les défenseurs de l'« équilibre » soucieux de préserver la Constitution :

Le mouvement lancé par la fondation de la *Quebec Constitutional Association* et de la *Montreal Constitutional Association* - il y aura une trentaine de groupes locaux affiliés - mettait plutôt de l'avant que les règles du jeu politique défini par la Constitution de 1791 convenaient toujours à un territoire dont le développement dépendait de la Grande-Bretagne⁸⁷.

Dans la section sur les enjeux du conflit politique, Bernard identifie pourtant quelques projets mis de l'avant par les partisans du *statu quo* qui tournent tous autour de l'idée de « détruire les bases territoriales ou institutionnelles de l'aspiration à la formation d'une "nation canadienne" »⁸⁸. On a là, à mon avis, l'expression la plus condensée de l'un des enjeux fondamentaux de cette « crise sociale généralisée ». Mais comment concilier cet aspect du conflit avec la notion d'équilibre à laquelle Bernard accorde, par ailleurs, beaucoup d'importance ? Si tel a été effectivement le

⁸⁶ Bernard, 1988, *op. cit.*, p. 15,

⁸⁷ Bernard, 1996, *op. cit.*, p. 15-16.

⁸⁸ Bernard, 1996, *op. cit.*, p. 23.

cas, on ne peut affirmer que le cadre constitutionnel de 1791 convenait toujours aux supporteurs du *statu quo*. En témoignent les projets de rattachement de l'île de Montréal au Haut-Canada assorti du démembrement du Bas-Canada ou de « réunion » de l'ancienne grande Province of Quebec (1774-1791) qui aboutiront à la structure bicéphale du « Colonial Leviathan » (1840-1867).

Le lien du côté des radicaux tory entre militantisme et agenda politique apparaît à vrai dire fondamental. De tous les historiens recensés, Watt est le seul à établir une corrélation significative à cet égard. Lui seul, en effet, fixe avec soin les motivations politiques de l'élite tory au sein de la MCA. Sur les traces de Senior, il insiste d'abord à bon droit pour dire que c'est en qualité de président du comité exécutif de la MCA que P. McGill a soumis la requête d'armement des civils britanniques :

Senior stresses the fact that the different organizations she describes were not simply coincidentally drawing from the same pool of loyal citizenry. Instead, they formed an intricately and solidly linked organizational web [...] Thus, the MCA served as the political linchpin in a complex alliance of established fraternal organizations and emerging paramilitary affiliates⁸⁹.

Il faudra revenir sur cette conception typiquement britannique de la citoyenneté moyennant laquelle, selon Watt, les banquiers tory et la classe marchande en général auraient formé un réseau fraternel très étendu aux mailles extrêmement resserrées. L'analyse devrait même se concentrer sur les liens entre l'élite tory de Montréal avec l'état-major et les soldats en garnison. Klaus E. Knorr cite à ce sujet un passage de Montgomery Martin relatif aux dangers de trop grande familiarité entre les soldats en garnison et les membres de la société civile :

The soldiers are kept as a body distinct from the people, with whom they are, therefore, not likely to form an intimacy dangerous to their discipline, or to become enlisted in behalf of either of the contending parties which strive for political mastery at home⁹⁰.

⁸⁹ Watt, 1997, *op. cit.*, p. 61.

⁹⁰ Citation de R. M. Martin (*Colonial Policy of the British Empire* [London, 1837]) tirée de K. E. Knorr, *British Colonial Theories (1570-1850)*, Toronto: University of Toronto Press, 1944, p. 361, note 47.

Senior tenait pourtant les affinités électives liant l'état-major et les membres de la haute société britannique de Montréal pour la caractéristique essentielle du British party depuis l'élection sanglante de mai 1832 dans le quartier ouest⁹¹. De façon plus nette encore que dans *Habits rouges et Patriotes*, elle a souligné dans *British Regulars* que l'incendie du Parlement en 1849 devait marquer la fin de la « old alliance between the garrison and the British party that had begun in 1832 and matured in the rebellion years »⁹². On peut détecter un écho concordant de cette problématique dans le propos que tenait déjà Adam Smith concernant le caractère « irrémédiablement défectueux » de l'administration coloniale en Inde où le poids des marchands réunis en conseil risquait de devenir prépondérant :

Un tel conseil, soutenait-il, ne peut se faire obéir que par la force militaire dont il s'accompagne, et son gouvernement est donc nécessairement militaire et despotique⁹³.

À défaut d'une analyse des débats à l'intérieur de la MCA, on ne peut que présumer toutefois de l'espèce de bric-à-brac idéologique qui, à l'instar des 92 résolutions dans le camp patriote, aurait formé le programme politique des différentes associations loyalistes. Dans sa démonstration, Watt ferraille un peu avec Goldring et Rudin⁹⁴. Le fait décisif, selon lui, est que le regroupement des loyaux ne peut être considéré comme un mouvement défensif, acéphale, soucieux uniquement de préserver l'« équilibre » dans les rouages institutionnels. Et Watt, de paraphraser Goldring :

⁹¹ Senior, 1981, *op. cit.*, p. 107.

⁹² *Ibid.* Les loges maçonniques ont pu servir à préserver de tels liens « fraternels ».

⁹³ Adam Smith, *Enquête sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*, Livres, III-IV, Paris : Presses Universitaires de France, 1995, p. 734.

⁹⁴ Goldring, Phillip, « British Colonists and Imperial Interests in Lower Canada, 1820 to 1840 ». Ph. D. thesis, University of London, 1978 ; Rudin, Ronald. *The Forgotten Quebecers: A History of English-Speaking Quebec, 1759-1980*. Quebec: Institut québécois de recherche sur la culture, 1985. La critique de la thèse de Rudin est un moment important de la démonstration de Watt, dans la mesure où Rudin postule que les tories montréalais n'occupaient pas, selon lui, une position d'avant-garde parmi la communauté anglo-québécoise : seule la mobilisation *contre* les rébellions aurait permis de cimenter la grande diversité idéologique qui y prévalait jusque-là.

While the Patriots pushed to a seemingly inevitable rebellion, constitutionalists were patiently seeking out a range of constructive political alternatives. The more militant and nationalistic of these alternatives are not ignored, but are ascribed to a marginalized and tired British party, whose “old” ideas seem out of place within the dynamism of Constitutionalism⁹⁵.

Watt touche ici un point important. Épinglant au passage le phénomène de marginalisation des éléments les plus radicaux du « British party » dans l’ensemble du réseau des associations constitutionnelles et à l’intérieur même de la succursale montréalaise, il révoque en doute la position subordonnée qu’y aurait occupée, à la veille de l’éclatement de la violence armée, ce « parti britannique marginal et fatigué ». S’il est indubitable qu’à Montréal, dans les faubourgs de la cité, la MCA ait joué le rôle de « plaque tournante », il paraît peu douteux, à ses yeux, que l’élite provenant essentiellement du milieu des affaires y ait occupé une place prééminente⁹⁶. La solution armée aurait permis à ce groupe sélect à l’intérieur de l’association de se poser

as the source of active loyalism in the province, not to mention putting the provincial and imperial parliament in its debts. By issuing it « Address to the sister Colonies » in the closing days of 1837 Rebellion, the MCA was able to turn its dominance of the anglophone press in Montreal [...] ⁹⁷.

En raison sans doute de la méconnaissance du programme politique des tories militant dans la MCA en 1835 et 1836, les historiens ont eu tendance, semble-t-il, à gommer les oppositions à l’intérieur de la communauté britannique. Mais, comme le remarque Young, le recours aux armes aurait permis de mettre sous le boisseau les divergences de vue dans l’association, notamment entre le comité général et le comité exécutif. Témoin, la lettre de Henry Driscoll à J. S. McCord qu’il produit:

Beside, the *esprit de corps* is a bond of union which unites *all* Britons - tories, whigs, and radicals. If the corps were dissolved, they would fall back into their former political dissensions⁹⁸.

⁹⁵ Watt, 1997, *op. cit.*, p. 59-60.

⁹⁶ Watt, 1997, *op. cit.*, p. 72.

⁹⁷ Watt, 1997, *op. cit.*, p. 77-78.

⁹⁸ Lettre de Driscoll à McCord du 24 avril 1838 ; Young, 1998, *op. cit.*, p. 43.

Le témoignage de Driscoll est important. Malheureusement, bien que Young soit conscient que les années 1837-1849 aient été ponctuées de « moments politiques cruciaux », cet historien néglige de rendre compte des fins que l'élite commerciale et financière aurait poursuivies à travers la répression militaire et la criminalisation des meneurs du parti de la majorité à la Chambre d'assemblée. À l'exception notable de Watt, l'agenda politique des tories, à vrai dire, a été occulté par le psychodrame d'allégeance autour de la question de la loyauté exclusive à la Couronne, dont ils se sont fait les champions. Se démarquant de la vision communautaire éthérée que l'on retrouve chez Rudin et Goldring, Watt tient pour assuré que seul le recours aux armes aurait permis à ce groupe sélect de marchands et de banquiers de taire les divergences profondes de vues qui traversaient la communauté britannique de Montréal. Leur participation active à la répression armée aurait servi à valider les grandes orientations de leur programme politique. Outre la promulgation de la loi martiale, l'un des bénéfices immédiats du recours aux armes devait être, pour eux, la création d'un Conseil spécial et la nomination du commandant Colborne à sa tête, si bien que

Presenting themselves as representative of the loyal population of Lower Canada, they [les membres de la MCA] also worked to shape imperial policy and ensure that they and the province's governor shared the same political values and were working towards the same ends. This ensured that as the Special Council evolved, it was increasingly being used to achieve Constitutionalist goals⁹⁹.

Bien que l'angle d'attaque que privilégie Watt ne lui permette que quelques coups de sonde dans les années 1834-1837, il relève néanmoins trois productions de première grandeur qui nous renseignent sur les objectifs fondamentaux du programme de la MCA en 1836 et 1837 : une « Circular Letter of the Montreal Constitutional Association » de janvier 1836, le rapport du tandem Moffatt-Badgley de mars 1837, « Representation On The Legislative Union of the Provinces, &c. », de même qu'une « Address to the Sister Colonies » de décembre 1837. Dans le rapport

⁹⁹ Watt, 1997, *op. cit.*, p. 56.

Moffatt-Badgley notamment sont exposées les doléances du groupe sélect des banquiers et des « capitalistes » concernant les prétentions de la Chambre d'assemblée à réguler l'émigration, le mode d'attribution des terres de la Couronne, le commerce intercontinental au port de Montréal, sans oublier le projet d'annexion du Haut et du Bas-Canada en vue de pallier la menace du « démembrement de l'Empire » que laissaient planer radicaux et réformistes dans le camp patriote. Ainsi, loin d'être une fatalité survenue du dehors, l'imposition de la loi martiale, la mise en sommeil de la constitution et la création d'un Conseil spécial devaient permettre éventuellement, selon Watt, de réaliser le programme politique des dirigeants de la MCA. Force-t-on le trait en affirmant, ici aussi, qu'*avant même le déclenchement des hostilités* les grosses montures tory qui, pour certains, avaient déjà commencé de s'enrôler dans les brigades volontaires, sinon le DC depuis des années, avaient déjà fortement investi la MCA dans le but explicite, délibéré, de mettre au ban la Chambre d'assemblée et d'infléchir la politique de conciliation préconisée par le bureau colonial ? L'extrait suivant accrédite le sens que j'induis :

The political void created by these events [le recours aux armes] was one of the Constitutionalists had been waiting to fill since the Patriots' opponents had been virtually shut out of the Assembly in the elections of 1834. Perhaps more importantly, the Rebellions and the suspension of the constitution created a legal environment where a fundamental change like the Montreal Constitutionalists' ultimate goal of union might be achieved. [...] by 1837 the MCA was no longer just one constitutional association among many, while within Montreal it was firmly controlled by the city's wealthiest and most powerful anglophone men¹⁰⁰.

Reste ouverte cependant la question de l'influence réelle dont a pu se prévaloir, au cours des années 1834-1837, le groupe des marchands tory sur le comité exécutif de la MCA et dans le reste du réseau des associations constitutionnelles. Les références à Rudin et Goldring ne semblent pas un socle particulièrement solide à ce chapitre. En ce qui concerne la question de l'Union, Buckner rapporte par exemple l'avis des Commissaires Gosford, Gipps et Grey selon qui, en 1836, « public opinion

¹⁰⁰ Watt, 1997, *op. cit.*, p. 78.

in neither colony was in favor of Union»¹⁰¹. Une lacune importante dans l'historiographie nous empêche, à vrai dire, de tâter le pouls des débats qui animaient la MCA en 1836 et 1837. Bernard suppose que l'orientation idéologique des diverses associations constitutionnelles a été la même à la veille de l'insurrection appréhendée de 1837 qu'au moment de leur fondation. On ignore également de quelle influence pouvaient se prévaloir les membres « extrémistes » du DC circulant à l'intérieur de la MCA ; dans quelle mesure, à la veille de l'insurrection, ne se considéraient-ils pas eux aussi, d'une certaine manière, en état de « soulèvement politique » contre un gouvernement incapable, entre autres, d'assurer la protection des citoyens ? Mais en définissant l'enjeu politique de la « crise sociale généralisée » en termes d'« équilibre » quasi newtonien - notion fétiche comme on sait du constitutionnalisme anglais -, J.-P. Bernard s'interdit d'envisager cette possibilité. Il ne sera peut-être pas inutile de revenir en particulier sur « la marche implacable de la rébellion » et les « éléments conjoncturels » qui en ont précipité l'issue apparemment fatale. Il semble, en effet, qu'on ne puisse bien comprendre ce qui s'est effectivement passé qu'en considérant aussi ce qui aurait pu arriver d'autre¹⁰². On peut même avancer, dans le sillage de Watt, que seule l'analyse des motivations politiques dans le discours loyal est en mesure de mettre à jour l'inventaire de toutes les options idéologiques qui y avaient cours et, éventuellement, la dynamique tripartite du conflit dans lequel le Bureau colonial, désavoué par les éléments radicaux des deux « factions » ennemies, a tenté de se frayer une voie médiane.

1.2 Problématique

L'hypothèse sur laquelle repose cette recherche se divise en trois propositions fondamentales : 1) de juin 1835 à novembre 1837, l'aile radicale tory, par l'entremise du *Montreal Herald*, considérait qu'elle formait le point d'appui exclusif sur lequel le pouvoir impérial pouvait ultimement être maintenu dans les

¹⁰¹ Buckner, 1985, *op. cit.*, p. 208.

¹⁰² Senior, 1997, *op. cit.*, p. 66 et Bernard, 1998, *op. cit.*, p. 14.

provinces du Haut et du Bas-Canada ; 2) la neutralisation de la milice et des magistrats francophones loyaux a constitué, à cet égard, un article essentiel ; 3) loin de représenter l'ensemble des citoyens d'origine britannique à Montréal, à la veille du bond dans la violence armée en novembre 1837, le « parti britannique » (c'est-à-dire, en fait, l'oligarchie tory) était perçu au contraire par ceux-ci comme « la minorité de la minorité ».

Le *Montreal Herald* représente par ailleurs une source documentaire de première importance, car il est simultanément le véhicule promotionnel de la « faction » ultra-tory¹⁰³ et du DC. L'analyse de ses éditoriaux et de l'abondant courrier des correspondants anonymes permettra non seulement de combler les nombreuses lacunes relevées dans le dossier historiographique concernant l'agenda politique que cette faction a cherché à réaliser à travers ses menées anti-insurrectionnelles, mais d'évaluer comment ce « messenger » a interprété le ralliement de dernière minute des forces loyales au gouvernement. On ne doit pas s'attendre, évidemment, à retrouver par le biais de ce journal un accès direct à « ce qui s'est réellement passé » - tout au plus les éléments constitutifs de sa ligne éditoriale et comment il a interprété l'actualité. La méthode à laquelle on a recouru spontanément a consisté à replacer autant que possible dans l'ensemble de la période 1834-1840 l'information colligée dans le contexte de son émergence. Cette façon de faire a permis ainsi de répertorier, d'une part, les variations significatives sur un même thème et d'identifier, d'autre part, les différents embranchements du circuit argumentatif du journal, lequel, en définitive, apparaît solidaire des mouvements d'humeur des rédacteurs. Une presse d'opinion semble reposer en effet sur quelques affects de base. Le fait de disposer d'une bonne vue d'ensemble permet d'isoler les particularités stylistiques des

¹⁰³ Robert Weir jr., propriétaire du journal, s'est senti personnellement visé par l'épithète « ultra-tory » qu'aurait accolée Gosford en songeant à son journal : « We suppose Lord Gosford must have had his eye on the *Herald* when he penned the following sentence of incomparable severity. "The violent and unjustifiable attacks which have been made by the ultra Tory party upon the French Canadians generally have *caused* an animosity which Mr. Papineau does not fail to turn to account." » (HA, 2/4/1838).

éditorialistes et de procéder au rassemblement des diverses composantes de leur plaidoirie. En regard de la thèse du ralliement in extremis des forces loyales et du phénomène de polarisation extrême en novembre 1837 qu'on a relevés, cette approche permettra de vérifier par exemple dans quelle mesure le recours aux armes a marqué une rupture ou une continuité dans le discours radical tory.

Mon argumentation se divise en trois parties. Afin de bien comprendre tous les enjeux qui gravitaient autour de la création d'une force auxiliaire de police en novembre 1837, il a paru indispensable de mettre d'abord en relief les deux angles d'approche fondamentaux de l'idéologie du journal, tels qu'ils ont été développés de novembre 1834 à décembre 1840. Pour les rédacteurs et les correspondants du *Montreal Herald*, le conflit colonial bas-canadien comporte en effet deux aspects distincts : à la dimension identitaire basée sur l'appartenance ethnique qui oppose globalement les Canadiens aux Britanniques doit être adjointe une dimension politique dont la caractéristique semble être, à première vue, l'opposition systématique de la faction radicale tory à la politique de conciliation en vigueur au Colonial office depuis 1828. La mise en parallèle de ces deux aspects permettra d'apporter de nombreuses nuances utiles, au chapitre notamment du positionnement des rédacteurs du *Herald* vis-à-vis du parti patriote et des francophones loyaux installés à des postes de commande, mais par rapport aussi aux Bureaucrates avec lesquels on les associe généralement, de même qu'au mouvement constitutionnel montréalais et, en particulier, au concurrent whig du *Morning Courier*.

Les grands traits de l'idéologie et le positionnement du *Herald* sur l'échiquier politique une fois fixés, je compte mettre l'accent ensuite sur la façon dont le journal a rendu compte de l'organisation « clandestine » (mais tolérée jusqu'à un certain point) de l'aile radicale tory. J'entends démontrer que les controverses autour du problème de la neutralité des patrouilles municipales depuis l'élection de novembre 1834 constitue, aux yeux mêmes du propriétaire du *Montreal Herald*, le fil conducteur permettant de comprendre toute la stratégie organisationnelle de la faction

ultra-tory et les différents masques associatifs derrière lesquels ses membres se sont dissimulés de la dissolution du BRC en janvier 1836 jusqu'à la formation du QLD et des premiers bataillons volontaires au début de novembre 1837. La British Legion et le DC constituent à cet égard les maillons intermédiaires de cette chaîne. Ceci une fois bien campé, je reprendrai à nouveaux frais, dans le contexte immédiat précédant le recours généralisé aux armes, l'examen des problèmes que soulevait, du point de vue des rédacteurs du *Herald*, la consolidation de la voie médiane que tentait de se frayer le gouvernement entre les deux factions radicales adverses. Je m'attarderai ainsi sur le positionnement du *Herald* par rapport : 1) aux nominations au Conseil législatif en août 1837 ; 2) à la question de la sécurité publique et des patrouilles urbaines à Montréal ; 3) aux débats persistants autour de la mobilisation des ressortissants britanniques de l'assemblée loyaliste de la Place d'armes le 23 octobre 1837 jusqu'au déploiement de l'armée à *l'extérieur de Montréal* un mois plus tard ; 4) aux menaces de poursuites judiciaires du vice-roy Gosford enfin à l'endroit des meneurs du DC.

Tout le chapitre final s'articule autour de l'hypothèse que la force auxiliaire de police qu'avait l'intention de mobiliser le gouverneur devait suppléer à une intervention de l'armée proprement dite. Ce renforcement policier sous-entend l'idée de délégation à une autorité civile en mesure d'assurer la sécurité publique et l'administration impartiale de la justice, tandis que l'idéologie martiale que préconisait le *Montreal Herald* s'appuyait, quant à elle, sur la participation exclusive et le militantisme des citoyens d'origine britannique. L'analyse de la réponse en date du 15 novembre 1837 du secrétaire civil à la demande d'armement du président de la MCA constitue la pièce maîtresse de ce mémoire. Elle donne à penser qu'il aurait existé en fait deux plans distincts d'intervention : l'un (celui du gouverneur Gosford) qui comptait sur le concours d'effectifs policiers, de magistrats et de miliciens canadiens loyaux, l'autre (celui du commandant militaire, Sir John Colborne) qui entendait non seulement laisser sur la touche les miliciens canadiens restés fidèles au

gouvernement, mais s'appuyait sur le concours des militants radicaux tory regroupés dans le DC sur qui, contrairement à ce que Laporte affirme, dans la lignée de la proclamation de janvier 1836 à l'endroit du BRC, aurait pesé toujours l'interdit du gouverneur.

Dans ce chapitre, je reprends la séquence événementielle du 16 novembre 1837 au 5 décembre 1837 (c'est-à-dire, en fait, à partir de l'expédition du petit groupe de la RMC noyauté par le DC à la proclamation de la loi martiale), telle que les éditorialistes du *Herald* l'ont tissée au jour le jour ou amendée dans le miroir enjoliveur et déformant de la rétrospection. L'ampleur imprévue de la résistance paysanne jumelée au cafouillage du commandant militaire après la reculade de l'armée à Saint-Denis apparaît le fait dominant. L'opération de police projetée se transmue alors en guerre civile larvaire que réprime dans le sang et le feu l'armée avec le concours empressé de certains corps volontaires (notamment le QLD). Les divergences profondes de vues que je décèle jusques et y compris dans le débat autour du sort des prisonniers politiques parachèvent le mouvement de remise en question de la thèse de l'unité d'action du gouvernement. L'idée de mutinerie évoquée en passant est confrontée en fin de parcours à la thèse du « double soulèvement » de 1837 qu'avancait naguère Maurice Séguin¹⁰⁴.

1.3 Le *Montreal Herald* : aperçu historique

Le *Montreal Herald* a été fondé en octobre 1811 à la fin de l'administration Craig. En plus du public éclairé des souscripteurs invités à s'y exprimer, le journal, dans son prospectus, vise particulièrement le public américain. À rebours de l'idée d'un antagonisme irréversible au Bas-Canada entre les partis supposément anglais et canadien, les éditeurs, dans le premier numéro, émettent l'idée que la création du

¹⁰⁴ « La révolte de 1837 est, en réalité, un double soulèvement : soulèvement des Britanniques du Bas-Canada contre la menace d'une république canadienne-française, soulèvement de la section la plus avancée des nationalistes canadiens-français contre la domination anglaise » ; cf., *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique*, Trois-Rivières : Éditions Le Boréal Express, 1968, p. 33.

journal répondrait plutôt au souhait de développer une synergie entre les membres des deux communautés : « they are of course a compact body, having one and the same comm[on] interest »¹⁰⁵. Prenant appui sur le modèle anglais, les éditeurs établissent d'abord un parallèle entre une opposition conduite « on truly constitutional principle » à laquelle entend s'employer le journal et une « licentious opposition » ; puis ils mettent l'accent sur la réciprocité du rapport allégeance/protection, liberté/loi qui doit exister entre le souverain et ses sujets, avant de braquer l'attention sur le thème le plus controversé ayant sans doute justifié le lancement du journal, c'est-à-dire le statut des émigrants américains établis sur les terres de la Couronne,

By far the most numerous part of the description of people [who] *pretend or arrogate* to themselves the right of being British subjects ; a title to which they can lay no claim either by nature, reason, or universal custom¹⁰⁶.

Selon Laporte, avec la guerre anglo-américaine de 1812, « le journal oriente sa pensée vers le torysme pour dénoncer l'envahisseur américain et accuser les réformistes du « Parti canadien » de s'inspirer de l'idéologie *yankee* »¹⁰⁷. Mais la méfiance à l'endroit des Américains gagne peut-être plus à être interprétée d'abord comme symptôme du traumatisme qu'a laissé la révolution américaine chez le lectorat loyaliste du *Herald*. Dans les années 1830, le rappel, par exemple, du sort des loyalistes après les batailles de Lexington et de Bunker Hill, ainsi que de la série de mesures punitives adoptées à leur endroit de 1779 à 1784 dans l'État de New York en sont des indications valables¹⁰⁸.

On possède peu d'information sur les deux fondateurs du journal¹⁰⁹. Alors que les liens de parenté de William Gray, shérif à Montréal de 1765 à 1810¹¹⁰, avec John et E. W. Gray restent incertains, la seule donnée concernant Mongo Kay se rapporte à la

¹⁰⁵ BaNQ, *Montreal Herald* (dorénavant MH), 19/10/1811.

¹⁰⁶ *Ibid.*

¹⁰⁷ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 102.

¹⁰⁸ Cf., HA, 14/7/1835 ; HA, 11/11/1835 ; HA, 10/3/1838 et HA, 21/6/1839.

¹⁰⁹ André Beaulieu et Jean Hamelin, *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. 1 (1764-1859). Québec : Presses de l'Université Laval, 1973, p. 26-29. Voir aussi, DBC, « Gray, Edward William », « Gray, John » et « Sewell, Stephen ».

¹¹⁰ Fyson, *op. cit.*, p. 144.

menace de poursuite au criminel dont il a été l'objet de la part du gouverneur Prevost. À titre de propriétaire du *Montreal Herald* au moment de la guerre anglo-américaine de 1812-1814, Kay, en effet, a publié des articles critiques à l'endroit du nouveau gouverneur : les premiers, en 1813, signé « Veritas », ont été réunis en brochure et publiée ensuite sous le titre « "The letters of Veritas, republished from the *Montreal Herald*, containing a succinct narrative of the military administration of Sir George Prevost » ; et un autre, en 1814, intitulé « Particulars of the late disastrous affair on Lake Champlain »¹¹¹.

Ces démêlés entre le gouverneur et la méfiance envers les officiers canadiens de la milice préfigurent les prises de position de plus en plus radicale du journal dans les années 1830 à l'endroit du cabinet Melbourne et de la politique de conciliation après le rappel du gouverneur Aylmer. On a longtemps cru, en se basant sur le témoignage de Papineau, qu'Adam Thom était l'éditeur du *Montreal Herald* ; mais, de 1833 jusqu'à sa mort prématurée en 1843 à 34 ans, c'est Robert Weir junior qui en est le seul propriétaire, directeur de la publication et imprimeur¹¹². Le malentendu provient peut-être des sens multiples du terme « editor ». En décembre 1837, par exemple, la demande d'abonnement du consul britannique à Washington, H. S. Fox, est adressée « to the Editor » ; Weir, alors, la met en parallèle avec l'annulation de l'abonnement du gouverneur, Lord Gosford, survenue sur les entrefaites, adressée « To Robert Weir, Esq. »¹¹³.

La disparition des archives du journal s'explique sans doute par l'incendie spectaculaire du 13 juin 1910. Le *Herald* occupait alors un édifice à côté de la Banque Impériale, sur Saint-Jacques, près du Square Victoria - l'ancien « Doric Square » semble-t-il¹¹⁴. Le journal a cessé ses publications au cours des années 1950.

¹¹¹ Les menaces de poursuites ont permis d'identifier l'auteur du second, Stephen Sewell, frère de l'un des chefs de file des loyalistes américains à Montréal, Jonathan Sewell. Cf., HA, 16/7/1839.

¹¹² Papineau, *Histoire de l'insurrection au Canada* (1839), Ottawa : Les Éditions Leméac, 1968, p. 61; DBC, « Ferres, James Moir ».

¹¹³ HA, 23/12/1837.

¹¹⁴ Collar, « The Great Herald Fire », *All Our Yesterdays: a collection of 100 stories of people, landmarks and events of Montreal's past*, Montreal: The Gazette, 1989, p. 50-51; KMH, octobre 1838.

1.3.1 L'équipe éditoriale (1834-1840)

Tout au long des années 1830, la particularité du *Montreal Herald*, à première vue, semble résider dans le fait d'être à la fois l'organe de diffusion d'un groupe sélect issu du milieu des affaires (banquiers, entrepreneurs, marchands), de magistrats d'allégeance tory et de membres appartenant à diverses organisations paramilitaires ou de patrouilleurs urbains : RMC, BRC, British Legion, DC et Axe Handle Guards. L'équipe éditoriale est composée de Adam Thom, rédacteur en chef de 1834 à 1838 qui signe aussi des éditoriaux sous les pseudonymes de « Anti-Bureaucrat »¹¹⁵, « Camillus » dans la série des *Anti-Gallic Letters* (1835-1836) et « *Communicated* » (12 juin 1837 - 31 juillet 1838), Henry Driscoll, Robert Weir lui-même et, à l'occasion, J. M. Ferres¹¹⁶. Mais l'âme dirigeante du *Montreal Herald* est sans contredit Robert Weir jr.¹¹⁷. Réagissant à un article de la « *Gazette de Quebec* » ayant fait allusion aux journaux « *liés à l'administration par leurs redacteurs ou leurs editeurs* » [sic], Weir rappelle que, de tous les éditoriaux publiés dans les colonnes de son journal, il est seul responsable : « for them we are alone responsible, and they would not have been published at all, editorially, had they not been in consonance with our own opinions »¹¹⁸.

On retrouve Weir en tant que membre de l'assemblée du 5 avril 1834 au marché Tattersall, puis de la MCA – en qualité de scrutateur lors de l'élection du comité exécutif en décembre 1836, puis en 1837, 1838 et 1839 où son nom apparaît au comité général ; de plus, Weir est l'un des cinq signataires du manifeste du BRC du 22 décembre 1835 et membre du DC ; la date rétrocedée de son enrôlement en qualité de lieutenant dans le 3^{ième} bataillon volontaire, le *Montreal Light Infantry*, est le 24

¹¹⁵ DBC, Thom, Adam. Thom n'est pas le seul à écrire sous plusieurs noms d'emprunt, comme en fait foi le cas de « Leonidas, alias Philo Junius » (HA, 16/3/1836).

¹¹⁶ HA, 12/9/1836 ; HA, 7/7/1838 ; HA, 24/11/1840.

¹¹⁷ L'épithète « junior » ou « jr » n'accompagne pas toujours son nom, mais je prends pour acquis, contrairement à « John Jones » et aux « Dr. Arnoldi » pères et fils, qu'il s'agit toujours du même individu.

¹¹⁸ HA, 26/11/1840. Aussi, sauf exception, quand un éditorialiste parle au nom du *Montreal Herald*, des volontaires (à partir de novembre 1837) ou, *a fortiori*, du DC, je prends pour acquis qu'il s'agit toujours de Weir et uniquement de lui.

novembre 1837¹¹⁹. Weir apparaît dans quelques rares sorties publiques, comme en janvier 1839, lors d'un banquet conjoint des officiers de ce corps d'infanterie avec ceux du QLD à l'hôtel Orr¹²⁰. Il s'est affilié d'autre part à la prestigieuse loge maçonnique Saint Paul en février 1837¹²¹.

De rares données personnelles permettent de retracer la carrière de Thom. À son arrivée à Montréal à l'automne 1832, il a suivi les cours de droit donnés par le procureur général, C. R. Ogden. En mai 1834, dans le sillage de l'assemblée du Tattersall en guise de riposte aux 92 Résolutions, Thom fait partie de la délégation dépêchée auprès du gouverneur Aylmer à Québec¹²². En décembre 1834 ou janvier 1835, il est approché par l'archidiacre de Québec pour enseigner bénévolement l'hébreu et les langues orientales au collège McGill. Supporteur de l'Église d'Angleterre, il reconnaît s'être attiré la désapprobation de « presque tous les constitutionnalistes de Montréal » en n'appuyant pas la candidature de William Walker à l'élection de 1834 dans le West Ward. On retrace d'autre part la présence de Thom au comité exécutif de la MCA en 1837 et au comité général en 1838. Pour ce qui est de l'affiliation de Thom au DC dénoncée dans l'*Histoire de l'insurrection du Canada*, Weir a tenu à préciser qu'il n'en a jamais été membre, ni n'a été enrôlé dans aucun bataillon volontaire en novembre 1837¹²³.

Avant de se joindre au *Herald*, Henry Driscoll, quant à lui, aurait été engagé dans une « croisade chevaleresque » en faveur de l'administration Gosford, signant alors

¹¹⁹ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 111 et p. 118 ; MMH ; HA, 31/1/1837 ; son nom n'apparaît qu'une fois lors d'un banquet du DC tenu à l'hôtel White Swan en janvier 1837. Il propose alors un toast à la santé de Lord Lyndhurst, « the Conservative leader in the House of Lords » ; KMH, « General Orders », 2 mai 1838, reproduits ici dans l'annexe A.

¹²⁰ HA, 7/1/1839.

¹²¹ Bond, Frank, *History and by-laws of Saint Paul's Lodge, no. 374, on the registry of England: to which are added the ancient charges and regulations, &c., &c., the laws and regulations for the government of private lodges, and various other extracts from "The book of constitutions," with a list of masters, officers and members from 1778 to 1876*, Montreal : J. Starke, printers, A.L. 5876, A.D. 1876, p. 204 (Lande Collection, Rare Books Division, Université McGill).

¹²² MMH, 24 mai 1834.

¹²³ Papineau, *op. cit.*, p. 62 ; HA, 11/7/1839.

nombre d'articles dans le *Morning Courier* sous le pseudonyme de « O. P. Q. »¹²⁴. En novembre 1837, cet Irlandais est nommé major dans le 2^{ième} bataillon des volontaires loyaux de Montréal¹²⁵. Fin mars 1838, il endosse la « toge de soie » en qualité de « Queen's Counsel »¹²⁶. Dans le récit coloré de « l'hydre de la rébellion » qu'il donne au banquet tenue à la News Room, Driscoll traite des menaces de destruction que les rumeurs d'invasion américaine et « la récente insurrection non provoquée » ont laissé planer sur « nos vies et nos libertés, nos foyers et nos autels ». Le rire, par ailleurs, que suscitaient ses figures de style truculentes sur un public « moins porté à la réflexion et moins éduqué » lui occasionnera, en août 1838, les remontrances vertueuses de l'austère Thom¹²⁷.

Pendant la période 1834-1840, la mention de J. M. Ferres revient à quelques reprises dans le *Montreal Herald*. Associé au départ au *Missiskoui Standard* de Frelighsburch (1835-1836), le nom de Ferres revient dans l'actualité en octobre 1840. On apprend alors que Ferres n'a été, tout au plus, au *Herald*, qu'un collaborateur d'occasion. En dépit de la nomination de R. Baldwin au poste de solliciteur général et de l'« infâme » ordonnance du Conseil spécial concernant le Séminaire de Montréal, Weir précise que l'appui de son journal au gouverneur Poulett Thomson ne doit rien à Ferres¹²⁸.

La plupart des autres textes ne sont pas signés ou sont accompagnés de noms d'emprunt. Le recoupement de données biographiques avec quelques pseudonymes permet toutefois d'authentifier l'attribution de certains d'entre eux : publié en 1837, *Remarks on the registrar's office* de William Badgley est tiré, par exemple, d'une série d'articles parus dans le courrier des lecteurs du *Herald* à partir du 15 août 1836

¹²⁴ HA, 20/7/1836.

¹²⁵ KMH, « General Orders », 2 mai 1838 ; cf., Annexe A.

¹²⁶ HA, 2/4/1838.

¹²⁷ HA, 7/8/1838.

¹²⁸ HA, 21/10/1840.

sous le pseudonyme de « Civis »¹²⁹. Si quelques signatures illustrent la culture classique dont se targuent leurs correspondants occasionnels (« Mercator », « Manlius », « Persius », etc.), d'autres articles, de même que le courrier des lecteurs, masquent habituellement l'identité de leurs rédacteurs sous des noms génériques (« Legion », « John Bull », « Hamlet the Dane », « Canadensis », « Hibernicus », « A Loyal Scotchman », etc.).

1.3.2 Types d'articles et contenu

La disposition des articles et des éditoriaux dans le HA varie passablement au fil du temps. On retrouve d'ordinaire en tête une rubrique « Political » où sont reproduits à l'occasion des discours, comme la fameuse adresse de Papineau « To the Free and Independent Electors of the West Ward » « translated from the *Minerve* »¹³⁰. D'autres rubriques occupent également l'espace : « On Emigration », « Eastern Townships » ; « Commercial », dans laquelle sont recensés, entre autres, les activités portuaires à Québec et Montréal, la fluctuation des prix au Bas-Canada comme sur le marché de New York, le développement des institutions bancaires (Bank of Montreal, City Bank, Banque du Peuple, Commercial Bank of Montreal), la mise en circulation du papier monnaie, la vente des terres de la Couronne, les grands travaux de canalisation (canal Rideau, canal Welland, lac Saint-Pierre, etc.), l'inauguration de la première ligne de chemin de fer en 1836, etc. ; à partir de janvier 1837, « The Union of the Provinces » ; « Lower Provinces » et Upper Canada, traitant des nouvelles en provenance des provinces atlantiques et du Haut-Canada ; « Beauties of Republicanism », dont le contenu recèle une critique acerbe des institutions des « Dis-United States »¹³¹ ; une place à part est réservée aux affaires judiciaires

¹²⁹ Un éditorial de 1840 fait allusion à ces lettres « written by W. Badgley, Esq., of this city » ; cf., MMH ; HA, 23/5/1840. Concernant le courrier des lecteurs, sauf mention contraire, j'indique toujours la date de rédaction et non celle où les lettres ont été publiées.

¹³⁰ HA, 16/12/1834.

¹³¹ HA, 11/5/1838.

(« King's ou Queen's Bench »¹³²) et le courrier anonyme des lecteurs ; deux rubriques, enfin, intitulées « Canadian Garland » et « Original Poetry » où se multiplient les références croisées au DC et à la consanguinité, sont consacrées à des poèmes axés sur les valeurs martiales et la référence obligée au siège de Québec en 1759¹³³.

On ne se surprendra pas que des citations ou des allusions à des auteurs classiques abondent : Hérodote, Épicure, Horace, Virgile, Cicéron, etc., de même que des auteurs modernes : Montesquieu, Edward Coke, William Blackstone, Adam Smith, S. T. Coleridge, Lord Byron, Robert Burns, E. Burke, etc.¹³⁴. On retrouve aussi de nombreuses références à des ouvrages peu connus : un *Picture of Quebec* d'Alfred Hawkins, Thomas Hutchinson, *History of the Province of Massachusetts Bay*, etc. - des documents, comme une lettre inédite de Papineau à Wolfred Nelson du 17 août 1837, une longue lettre du 2 juillet 1804 de J. Sewell, alors procureur général, « To His Excellency Sir Robert Shore Milnes » concernant le séminaire de Saint-Sulpice ou des brochures, comme celle indiquée plus haut de « Veritas » ou celle du consul britannique à New York, James Buchanan, portant sur la navigation du Saint-Laurent, etc.¹³⁵.

Alimentant les discussions serrées, la pratique journalistique généralisée à l'époque permettait, par ailleurs, la reproduction régulière d'articles en provenance

¹³² Les articles signés « Loyal Scotchman », « Asmodeus » et « Caustick » indiquent que le « Board of magistrates » comprenait à Montréal des magistrats de haut rang ayant prêté leur concours à la défense et illustration des « principes ultra-Tory », notamment en ce qui a trait à la proclamation de la loi martiale ; HA, 6/12/1837 ; HA, 11/2/1839 ; HA, 8/4/1839 et HA, 16/4/1839.

¹³³ L'orientalisme romantique des *Fire-Worshippers* de Thomas Moore dans *Lalla Rookh* semble avoir eu tout particulièrement la cote parmi les rédacteurs (HA, 2/3/1836 et KMH sans date).

¹³⁴ Une référence canonique : Shakespeare, dans le compte rendu, par exemple, de la première réunion publique du DC en décembre 1835 et après l'émeute du 6 novembre 1837 : « "----- come on Mac Duff, And damned be he who first cries, Hold ! Enough !" » (*Macbeth*, V, 8, 32-33) ou encore, en août 1838, en réaction au prétendu traitement de faveur du grand maître Durham envers les prisonniers politiques en regard de celui réservé aux volontaires lesquels, dans les circonstances, lance Weir, « may exclaim, with the Jew in the *Merchant of Venice*, "The villainy you teach me, I will execute, and it will go hard, but I will better your instruction" » (*The Merchant of Venice*, III, 1, 62-64) ; cf., Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 122 ; HA, 11/11/1837, HA, 14/8/1838.

¹³⁵ HA, 11/5/1835 ; HA, 23/1/1836 ; HA, 2/1/1840 ; HA, 1/2/1840 ; HA, 16/7/1839 ; HA, 9/12/1836.

surtout des États-Unis et, en particulier, de New York¹³⁶, mais aussi du Royaume-Uni¹³⁷, d'ailleurs au Bas-Canada¹³⁸ ou dans les autres colonies de l'Amérique du Nord britannique¹³⁹. Elle témoigne d'une circulation intense des idées dans le monde anglo-saxon et l'investissement passionné de l'espace public montréalais. Le style est sans fausse pudeur ouvertement pamphlétaire. Les polémiques, du reste, sont fréquentes, comme en témoignent la critique mordante au moment de la parution en mai 1835 de « North American Colonies » de Montgomery Martin¹⁴⁰, la controverse avec le juge américain Lynch à partir d'août 1835 concernant le mouvement abolitionniste ou celle à propos du projet d'union législative en août 1836¹⁴¹.

Les liens de bonne entente de Weir avec la caste militaire auront pour effet d'étendre la renommée du *Montreal Herald*, dont le rôle de porte-parole officieux de l'état-major (ou de courroie de transmission, si l'on préfère) vaudra au « héraut » la publication de nombreux scoops à saveur plus ou moins sensationnelle. Weir n'a levé le voile sur cet aspect de la pratique journalistique qu'à de rares moments, comme à l'occasion des fuites opportunes de l'état-major lors du déclenchement de la deuxième insurrection en novembre 1838. L'infiltration des cellules paramilitaires patriotes par les services secrets de l'armée aura permis à son journal de révéler au grand jour la terrifiante « conspiration » en branle dont les ramifications le long de la frontière américaine du Maine au Michigan et dans les campagnes avoisinantes

¹³⁶ *National Intelligencer*, *The New York Journal Of Commerce*, *New York Evening Star*; *New York Albion* ; *Commercial Advertiser* ; *The New York Daily Whig* ; *The Washington Globe*, *The Florida Herald*, *The Burlington Sentinel*, *The Albany Daily Advertiser*, *Troy Daily Whig*, etc.

¹³⁷ *Times*, *London Courier*, *London Spectator*, *London Morning Post*, etc. Il faut réserver une place à part à la reproduction d'un article incendiaire paru dans le *Blackwell's Edinburgh Magazine* de juin 1835 intitulé « The Canada question » (MMH).

¹³⁸ *L'Écho du Pays*, *Le Populaire*, *L'aurore des Canadas*, *Le Fantasque*, *Quebec Colonist*, *Farmer's Advocate*, *Missiskoui Standard*, etc.

¹³⁹ *Toronto Patriot*, *Toronto Examiner*, *Toronto Courier*, *The Cobourg Reformer*, *The Cobourg Star*, *The Dundas Weekly*, *The St. Catherine Journal*, *The Cornwall Observer*, *The Halifax Royal Gazette*, etc.

¹⁴⁰ HA, 11/5/1835 et 12/6/1835. Weir reviendra dans les années à venir sur « the general ignorance of Canada displayed by English journalists and the tone of their remarks on the two races inhabiting it [...] » (HA, 2/4/1838).

¹⁴¹ HA, 26/9/1836.

menaçaient l'ordre établi. Ne ménageant aucun effort pour exposer tous les dessous scabreux de l'affaire en cours (le complot patriote visant, entre autres, l'élimination de tous les Juifs selon des documents saisis), Weir, curieusement, alléguera lui-même les nécessités du secret pour ne pas divulguer ses sources privilégiées d'information :

we have sources of information superior to most people, lance-t-il, [...] but by exposing them, we would not only deprive ourselves and the public of future disclosures, but we might seriously injure our informants, and prevent any rightly disposed Canadians coming forward to give information to the authorities¹⁴².

1.3.3 Diffusion

Bien que le *Herald* prétende écrire au nom de tous les Britanniques établis dans la colonie et ne se lasse pas d'évoquer le lien congénital et exclusif les rattachant à leur Constitution -, l'influence réelle qu'il a pu exercer sur l'opinion publique montréalaise anglophone reste incertaine. À Montréal et dans le reste de la colonie, la compétition avec les concurrents anglophones et francophones était forte : *The Montreal Gazette* (tory modéré), *The Morning Courier* (whig libéral, pro-gouvernemental), *The Vindicator* (radical), *La Minerve* (radical), *L'Ami du Peuple* (tory francophone), *Le Populaire* (pro-gouvernemental), sans compter, dans la capitale, *The Quebec Mercury*, *The Quebec Gazette* et *Le Canadien*. De cette simple énumération découle une première approximation paradoxale : le *Montreal Herald* partage avec ses adversaires radicaux du *Vindicator* et de la *Minerve* l'honneur d'être parmi les rares feuilles explicitement opposées à l'administration Gosford.

Reste ouverte, d'autre part, la question de la représentativité du *Herald* et des « principes ultra-tory » par rapport au courant dominant de la MCA. On ne peut, en tout cas, tirer rien de précis à ce chapitre dans Laporte. Seul repère valable, à mon avis : en 1837, le *Herald*, « avec plus de 3000 abonnés [...] est le plus important journal du Bas-Canada »¹⁴³. Une remarque incidente de Thom dans un éditorial de 1838 donne à penser toutefois que le point de vue radical tory était loin de constituer

¹⁴² HA, 9/11/1838.

¹⁴³ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 102.

l'opinion générale des anglophones à la MCA. Il l'admet même sans amertume : « the good folks of Montreal [...] have met our public labours of the last three years and upwards with nothing but discouragement and neglect »¹⁴⁴.

De juillet 1835 à décembre 1837 et même au-delà, les polémiques avec le *Morning Courier* sont constantes. À titre d'échantillon, on peut prélever le long extrait du journal whig que reproduit le *Herald* en septembre 1835. Est prise à partie l'idée selon laquelle les « principes ultra-Tory » défendus par le journal de Weir expriment bien les sentiments du « British party » au Bas-Canada : « We need scarcely appeal to our fellow-Constitutionalists to prove how false such an impression is, and how little such doctrines are sympathised with »¹⁴⁵. Weir rétorque aussitôt en accusant le *Morning Courier* de se poser en « “constitutional” champion of national insurrection and democratic despotism »¹⁴⁶. Nouvelle charge en octobre, alors qu'une autre citation du *Courier* torpille l'idée que les opinions radicales défendues par les rédacteurs du *Montreal Herald* « are in harmony with the sentiments of the Association, or those of a large majority of the Executive Committee »¹⁴⁷.

L'année suivante, les dissensions à la MCA à propos notamment du projet d'union législative amèneront Adam Thom à jeter le haro sur les « fifteen god-fathers of the constitutional schism »¹⁴⁸. La pièce justificative qu'avance par ailleurs James Quinlan, membre démissionnaire de l'association, suggère que les tories n'y auraient formé en décembre 1836 que la « minority of a minority »¹⁴⁹.

¹⁴⁴ HA, 7/7/1838.

¹⁴⁵ HA, 26/9/1835.

¹⁴⁶ HA, 26/9/1835.

¹⁴⁷ HA, 20/10/1835.

¹⁴⁸ HA, 12/9/1836. Dans son rapport de fin d'année, McGill, le président du comité exécutif de la MCA, écrit : « in consequence of a schism which had occurred in the Executive Committee, followed by the resignation of several of its members on different grounds » ; cf., MMH, 12/12/1836. Il faut voir dans ce « schisme » l'un des effets collatéraux de la politique de conciliation.

¹⁴⁹ HA, 18/12/1836 ; sur l'expression « minority of a minority », HA 28/1/1837, HA, 1/2/1838, HA, 22/6/1838 et KMH. En novembre 1837, au moment des batailles de rue à Montréal et de la généralisation du conflit dans la violence armée à l'échelle du district, Weir regrette encore, semble-t-

En plus de la circulation dans la colonie et le Haut-Canada, le format hebdomadaire ou « semi-hebdomadaire » du *Herald Abstract* était destiné spécifiquement au marché anglais. En fait foi la liste des villes où le journal a des agents : London, Liverpool, Newcastle, Dublin, Belfast, Londonderry, Edinburgh, Glasgow, Aberdeen et Dundee. Un des objectifs du *Montreal Herald* visait d'ailleurs à discréditer les « réformistes » patriotes dans l'opinion publique en Angleterre qui leur était généralement favorable. En 1835, dans sa plaidoirie contre le « républicanisme insurrectionnel » en vogue selon lui aux États-Unis, à l'instar de Tocqueville, Weir évoque les émeutes de Baltimore en 1812 et met en relief le rôle de passeur de son journal envers le public anglais¹⁵⁰. La recension quotidienne de la presse américaine devait l'éclairer sur les dangers relatifs à « the absolute domination of a numerical majority »¹⁵¹.

L'année suivante, en septembre 1836, le blâme du procureur général Ogden envers la presse montréalaise pour les propos licencieux et séditeux qui y sont véhiculés inclut « *L'Ami du Peuple*, the *Gazette* and the *Herald* »¹⁵². Si les rédacteurs de la feuille ultra-tory n'ont pas ménagé leurs coups contre leurs adversaires ici et « à domicile », au printemps 1838, les journaux anglais accointés à la coalition Whig-Radical ne manqueront pas d'affubler le *Montreal Herald* et les « volontaires britanniques » - tenus responsables d'avoir ni plus ni moins provoqué la rébellion -, d'épithètes infamantes : « brutal », « bloodthirsty », « ferocious », « fanatic », « behind "the spirit of the age" »¹⁵³. À propos du sort des prisonniers politiques au

il, que « disunion exists in what is called, by courtesy, the Constitutional press of Montreal » (HA, 11/11/1837).

¹⁵⁰ *De la démocratie en Amérique* (1835), II, 7, « Tyrannie de la majorité ». Selon Weir, les deux raisons principales qui empêchent les éditeurs américains de critiquer ouvertement l'anarchie démocratique sont « the special fear of displeasing patrons and the general dread of the unresisted and resistless mob » (HA, 26/9/1835).

¹⁵¹ HA, 19/9/1835. Il profite de l'occasion pour claronner que le *Herald* « finds its way to more numerous and more widely scattered journals at home, than does any other newspaper of the continent » (HA, 26/9/1835).

¹⁵² HA, 12/9/1836.

¹⁵³ HA, 2/4/1838 et 8/9/1838. Le blâme non officiel envers les militaires est encore perceptible dans l'allocation que prononce en juillet 1839 le colonel Wetherall, du 1^{er} Régiment royal, lors de la

début de 1838, une critique similaire provient de la presse américaine disséminée du Maine au Michigan : « The American frontier journals are setting up the same howl, and denounce us most furiously as being unrighteous and bloodthirsty in demanding justice »¹⁵⁴.

Avec une pointe de désabusement, Weir note finalement en 1839 que dans les cercles littéraires londoniens le style du *Montreal Herald* semble décidément trop « insipide » pour qu'on lui porte le moindre égard - d'où le sobriquet de « Grandmama » qu'on lui avait accolé par dérision¹⁵⁵.

1.4 Le travail sur la source

Le *Montreal Herald* n'est plus accessible à l'état intégral aujourd'hui. Il a donc fallu reconstituer au moins une partie de la série. Le premier travail d'exhumation été effectué à la Rare Books Division de l'université McGill. On peut y consulter deux revues de presse abondantes à partir de découpures prélevées en grande partie de ce journal : celle en deux volumes de R. Mackay (MMH), léguée en 1887¹⁵⁶ et celle de C. Kadwell (KMH) ayant dormi dans un grenier pendant plus de cent ans avant d'être remise à la Rare Books en 1962. Elles couvrent grosso modo les années 1834-1840. Aucun critère ne semble avoir présidé à la classification des articles, sinon un vague souci chronologique que l'arrivée de nouveau matériel a constamment chambardé.

cérémonie organisée en son honneur ; il souligne notamment la justesse de l'expression « Mercy in Victory » inscrite sur la plaque commémorative qu'il reçoit des mains de Peter McGill : « because it is the most triumphant refutation of those calumnies which were wickedly lavished upon me, in certain distant quarters » (HA, 12/07/1839). Même référence à la mansuétude des « Soldiers and Yeomen » à Peterloo dans des vers célébrant la version ultra-loyaliste des faits : « For though Opposition cried 'Murder!' from hearsay, / The work of dispersion was done quite in mercy ». Cf., Robert Poole, 2006, « 'By the Law or the Sword': Peterloo Revisited », The Historical Association and Blackwell Publishing, p. 256.

¹⁵⁴ HA, 17/2/1838.

¹⁵⁵ HA, 17/1/1839.

¹⁵⁶ « R. M'Kay », l'un des cinq signataires du manifeste des carabiniers loyalistes de décembre 1835, est probablement le même individu sous le nom duquel est consignée la revue de presse dont il est question ici. Cf., Christie, Robert, *A History of the Late Province of Lower Canada parliamentary and political from the commencement to the close of its existence as a separate province*, vol. IV, Montreal: Richard Worthington, 1866, p. 142.

Pour connaître la date exacte de parution des articles et des éditoriaux, il faut se fier aux indications manuscrites qu'y ont apportées les collectionneurs. L'autre source documentaire du *Montreal Herald* se trouve à la Bibliothèque nationale (BAnQ). Il s'agit principalement du *Herald Abstract* (MH), une édition hebdomadaire formée à partir d'articles et d'éditoriaux parus dans la semaine précédant chaque publication¹⁵⁷. Les numéros s'échelonnent de janvier 1834 à la décembre 1840. Il arrive au moins une fois par année que la publication soit interrompue, sans raison apparente, pendant un mois. Le frontispice de chaque numéro est orné d'un dessein représentant la Renommée survolant un buisson dans les branches duquel est ciselé le titre du journal : « The Montreal Herald ». Tandis que la Renommée porte dans sa main gauche une couronne royale, elle tient dans sa droite une trompette d'où sort une banderole sur laquelle est écrite une devise tirée des *Métamorphoses* d'Ovide : « Animos novitate tenebo », « je retiendrai votre attention ».

La transcription des documents numérisés a été rendue parfois incertaine, sinon impossible, parce que trop souvent la reproduction des originaux sur les bobines a été mal effectuée. J'ai été en mesure cependant de corriger certaines lacunes ou d'authentifier l'attribution d'une date en recoupant les deux sources MMH et KMH avec HA. À l'inverse, il est arrivé que des comptes rendus n'aient pas été reproduits dans l'édition hebdomadaire (HA). KMH est le seul, par exemple, à avoir reproduit intégralement les allocutions de Peter McGill, J. S. McCord, H. Driscoll et A. Thom à l'« assemblée publique » tenue à la News Room peu après le départ du « gallant Veteran » Colborne pour Québec en mai 1838.

¹⁵⁷ J'ai consulté également à la BAnQ les premiers numéros du journal en 1811 et 1812 (MH).

CHAPITRE II

LES DEUX ANGLES D'APPROCHE DU DISCOURS RADICAL TORY DANS LE *MONTREAL HERALD*

2.1 Introduction

Ce chapitre porte sur le discours radical tory dans le *Montreal Herald*. Il se base sur l'hypothèse qu'entre 1834 et 1840, dans son traitement de l'actualité politique bas-canadienne, la ligne éditoriale du journal comporte deux aspects à la fois irréductibles et complémentaires. Un premier, généralement bien identifié dans l'historiographie se rapportant à la dimension ethnique du conflit entre Britanniques et Canadiens, un second, moins connu, portant sur l'opposition du groupe radical tory de Montréal à la politique de conciliation en vigueur au Colonial office.

Dans un premier temps, je vais décrire les différentes composantes de la dimension ethnique du conflit dans le manifeste Molson-Quinlan, puis je procéderai à l'extension du dossier en resserrant l'analyse autour de thèmes spécifiques prélevés à même le volumineux courrier des lecteurs et les éditoriaux du *Montreal Herald*. Cette section s'appuie sur un présupposé majeur : la cassure dans les éditoriaux à partir de la résistance armée de novembre 1837. D'une poignée de « démagogues factieux »¹ qui composaient le parti patriote, l'accusation de déloyauté se généralise alors à l'ensemble des francophones du district de Montréal.

Dans un deuxième temps, je vais montrer que l'opposition systématique du *Herald* à la politique de conciliation est le critère qui permet d'isoler les traits caractéristiques de l'idéologie radicale tory dans l'opinion publique anglophone de Montréal. Pour parvenir à ce but, je porterai attention d'abord au caractère inclusif et rassembleur du *Montreal Herald*, qui prétend parler au nom de tous les Britanniques établis dans la colonie, puis je relèverai ce que dit le journal de la politique de conciliation en le recoupant avec différents enjeux : la dénonciation des Bureaucrates, les tensions au sein de la MCA en 1835 et 1836 concernant l'élaboration d'un

¹ HA, 3/5/1839.

programme politique commun, ainsi que la polémique constante avec le *Morning Courier*, même après le basculement du conflit colonial dans la violence armée.

2.2 Dimension ethnique du conflit colonial

Sanctionnant la perspective soi-disant dualiste des Rébellions basée sur le clivage ethnique, le Rapport Durham est l'un des piliers sur lequel s'est érigé le courant historiographique nationaliste au Québec (Groulx, Filteau, Séguin, etc.). Le *Herald* n'en disconvient pas,

as the contest has not been as it was formerly understood in England, as between the Executive Government and the people, but between the two nations, inhabitants of a single state, (see Lord Durham's Report,) [...] ².

Plutôt qu'un point de départ, le *Montreal Herald* de la période 1834-1840 nous invite à tenir cette référence canonique pour un aboutissement et à remonter plus haut en amont. Il nous conduit ainsi à poser comme premier jalon le manifeste du 20 novembre 1834 du tandem Molson-Quinlan. Patronnée par le « comité constitutionnel » de Montréal et publiée en exclusivité au *Herald* dans le nouveau format hebdomadaire abrégé, cette adresse récapitule les enjeux du débat qu'a suscité l'élection tumultueuse de Louis-Joseph Papineau, le grand chef patriote, dans le quartier ouest à Montréal. Se faisant les porte-parole des « frères opprimés et calomniés de Montréal », ses rédacteurs indiquent clairement leur intention de faire vibrer la fibre anglo-saxonne de leurs destinataires, « les hommes d'origine britannique et irlandaise ».

Connected with you by identity of origin, by community of feeling, by national recollections, and by one common interest, in this hour of danger we look to you for support ³.

² HA, 2/5/1839. Ainsi glose un éditorial au moment de sa parution. Dès mars 1836, le *London Times* avait pris acte des appels à l'« origine nationale » d'une partie des Britanniques installés au Bas-Canada (HA, 24/3/1836). Il ne s'agit là pourtant que d'une vision réductrice qui ampute la pensée de Durham. Cf. Bernard, 1996, *op. cit.*, p. 26-27.

³ HA, 8/1/1835.

Le manifeste établit bien du reste, au départ, que la particularité du Lower Canada dans toute l'Amérique du Nord a trait au caractère « hétérogène » des deux principaux groupes ethniques qui le composent. Pour décrire la situation des anglophones, Molson-Quinlan recourent volontiers à un langage mixte où le trait ethnique coexiste avec une dénomination basée sur les résultats encore tout chauds des élections : ils affirment, en effet, faire partie d'« une minorité d'origine britannique » aux prises avec « une majorité d'origine française ». Le constat s'impose même à eux de manière abrupte : à l'intérieur du cadre constitutionnel en vigueur, les règles du jeu électoral les condamnent à un statut de minorité perpétuelle. Dans le meilleur des cas, « une majorité de ressortissants britanniques élirait une minorité de députés »⁴.

Or, retournement significatif, dans le cours de leur plaidoyer, Molson et Quinlan sont amenés à nier que la dimension ethnique soit le facteur véritable de division dans la colonie. L'antagonisme identitaire ne serait que la conséquence de la rhétorique électorale du « parti français » que dirige Papineau, le parti de la « majorité ». Ayant frappé la corde sensible des sentiments et des préjugés ethniques auprès d'un électorat captif et peu instruit, les meneurs du parti de la majorité auraient, selon Molson et Quinlan, déformé la nature des transformations économiques et sociales en cours dont les Britanniques sont les promoteurs et qui se ramènent, pour l'essentiel, à la conversion du régime seigneurial vers un régime de propriété moderne. La propagande électorale du parti de la majorité aurait ainsi présenté ces transformations économiques sous l'éclairage spécieux d'une « attaque déguisée » contre le mode de vie rural et les institutions traditionnelles des Canadiens, si bien que

national prejudices have been called into action, national feelings excited, and a French majority, ignorant of the nature of the contest, is now arrayed against British minority⁵.

⁴ *Ibid.* Thom développera le même argument en deux temps ; alors qu'au Bas-Canada, « an English majority of constituents would return a paltry minority of representatives », au Haut-Canada, « the two parties systematically fluctuate so as to make the majority of this year the minority of the next, and to give to successive Assemblies essentially different characters » (HA, 19/1/1836 et HA, 2/2/1836).

⁵ *Ibid.*

Dans le manifeste du 20 novembre 1834 du tandem Molson et Quinlan, la dimension ethnique du conflit opposant Canadiens et Britanniques apparaît donc à la fois comme le facteur décisif et, à l'occasion, la conséquence (ou un simple leurre) masquant le nœud véritable du litige portant sur des mesures d'ordre économique en vue de favoriser la libre circulation des capitaux. Pourtant, comme Molson et Quinlan en sont conscients, par le développement du système bancaire et les investissements capitalistes, c'est bien l'émigration massive en provenance des îles britanniques qui est recherchée. Or, l'émigration, thème dominant dans les années à venir, comporte des aspects où sont en jeu à la fois des considérations d'ordre strictement économique et d'autres où ressort le clivage identitaire entre les natifs du pays, d'origine française, et les nouveaux arrivants.

Par ailleurs, le discrédit total que Molson et Quinlan jettent sur les travaux de la Chambre d'assemblée est, sans conteste, l'un des traits essentiels du manifeste. Ils la considèrent ni plus ni moins comme « l'organe du parti français » qui cherche à en faire le lieu suprême de direction et de décision des affaires de l'État, si bien que les libertés constitutionnelles anglaises « has been perverted by designing and interested individuals to the means of retaining laws adverse to national prosperity and to the spirit of free institutions »⁶. Du même souffle, le tandem Molson-Quinlan dénonce le masque faussement réformiste des visées du parti majoritaire, qu'ils opposent globalement aux « intérêts britanniques », faisant même appel à la consanguinité et au « caractère national » partout présent ailleurs en Amérique du Nord, y compris « dans les États avoisinants », c'est-à-dire ceux de la république américaine.

Accustomed to see in the neighbouring States the mild tolerance of equal laws, and a constitution in its essential features approximating to our own, we are not of those who startle with alarm at the name of a republic, or view their institutions with jealousy or distrust. With sentiments of generous pride, we recognise the lineaments of kindred blood and national character⁷.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

Considérée sous l'angle d'approche de type ethnique ou identitaire, on doit se demander dans quelle mesure la stratégie éditoriale du *Herald* s'articule à l'intérieur des paramètres établis par le manifeste Molson-Quinlan du 20 novembre 1834. Pour ce faire, il faut placer l'idée de nationalité au centre de la configuration où circulent et interagissent différents thèmes du discours radical tory : Papineau et la « clique » du parti patriote, la Chambre d'assemblée et la dynamique majoritaire/minoritaire, le Conseil législatif et les « loyalistes français », les « habitants », l'idée de « nation canadienne » et ses rapports avec le régime seigneurial. La vue d'ensemble devrait permettre d'évaluer l'impact du recours aux armes en novembre 1837. Marque-t-il une solution de continuité dans le discours radical tory ou doit-on considérer que celui-ci, au contraire, est demeuré essentiellement le même ?

2.2.1 Papineau et la « clique » du parti patriote

À travers le collectif anonyme du *Herald*, Papineau est naturellement la cible de choix des membres de l'aile radicale tory de Montréal. Le foisonnement des variations autour de son nom est étourdissant : « Mr. Papineau and the puppets whom he directs in the House of Assembly », « Papineau and his faction », « the coward Papineau and his cowardly myrmidons », « Papineau and his clique », « Papineau and his satellites », « Mr. Papineau and his accomplices », « Papineau and his traitorous gang », etc.⁸. De l'assemblée tenue au marché Tattersall en avril 1834 jusqu'aux meetings anti-unionistes de 1840, le terme de « Clique » revient constamment dans les colonnes du *Herald*. Il désigne non seulement le groupe majoritaire à la Chambre d'assemblée, mais tous les sympathisants patriotes qui occupent des fonctions dans les instances de l'État. À la Saint-Jean de 1835 par exemple, malgré l'absence du chef Papineau, le *Herald* y recourt pour qualifier tout le gratin « patriote » qui s'y réunit, incluant P. D. Debartzch et D. B. Viger, conseillers législatifs, Jacques Viger, maire

⁸ HA, 11/9/1835; HA, 8/7/1837; HA, 20/7/1837; HA, 20/9/1837.

de Montréal, ainsi que Ludger Duvernay de la *Minerve* et Sabrevois de Bleury, qui dirige un corps de carabiniers canadiens. À cette occasion, selon le journal, le projet de fonder un État français dans la colonie viserait essentiellement à empêcher

those accursed foreigners of British, Irish, and American origin, from landing on the shores of Canada, but they would exterminate or expel beyond the limits of the *Patrie*, all such as are at present settled in the province⁹.

2.2.2 La Chambre d'assemblée

Dans le sillage du manifeste du 20 novembre 1834, les rédacteurs du *Herald* constatent eux aussi qu'à l'encontre de la province voisine où les fluctuations de l'opinion peuvent mener au renversement de la majorité, dans le Bas-Canada, « [...] even an adequate representation would still leave British interests at the mercy of an anti-British majority »¹⁰. Dès juin 1835, au dire du journal, la conclusion s'impose : les membres de la MCA n'ont plus aucun choix, puisque, dans le cadre constitutionnel existant, même en jouissant d'une représentation adéquate à la Chambre basse à Québec, la prédominance de la « faction révolutionnaire » équivaldrait de fait au « démembrement de l'empire », si bien que, d'ores et déjà, ils se trouvent dans un état de « séparation virtuelle de la mère patrie ». Leur ultime recours ne consiste plus, dès lors, qu'à se donner les moyens d'opposer « une résistance physique envers une majorité oppressive et corrompue »¹¹.

Dans le *Montreal Herald*, la critique des procédés « tyranniques » ou « opprimants » du parti de la majorité à la Chambre d'assemblée se fonde plus spécifiquement sur quatre points : le pouvoir de rendre légales ses propres résolutions que le « Canada Committee » de 1828 lui reconnaissait, l'appropriation des pouvoirs légitimes de l'Exécutif provincial, le contrôle exclusif du trésor public, le rôle moteur que le Parlement de Québec est appelé à jouer dans le développement de toutes les

⁹ HA, 7/7/1835.

¹⁰ HA, 13/2/1835.

¹¹ HA, 26/6/1835 ; « it would force on the constitutionalists a virtual separation from the mother country, and leave them, therefore, Hobson's choice of physical resistance on their own account to an unprincipled and oppressive majority ».

autres colonies du British North America. Concernant ce dernier point, une série d'articles sur le Canada Committee de 1828 s'attarde sur le fait que l'interdépendance des colonies du British North America est incompatible avec le développement autonome d'« un peuple séparé et distinct » au Bas-Canada :

Lower Canada being one link of a chain of colonies is not to be viewed by itself, as if it were a foreign country, but ought to be considered in connexion with those sister-colonies and the Parent Country¹².

Mais les éditorialistes du *Herald* devront bientôt corriger le tir. Dans son premier discours du trône du 27 octobre 1835, Lord Gosford, le nouveau vice-roi, s'est abaissé à leurs yeux à satisfaire le « corps principal du peuple », si bien que, dans un avenir rapproché, en concordance avec la politique en vigueur au Colonial office, nonobstant le droit de regard du Parlement impérial en dernière instance, l'assentiment de la Chambre d'assemblée allait être requis en vue de l'adoption dans les formes du budget et la nomination de tous les salariés de l'État à tous les échelons¹³.

À l'insulte de n'y être pas représentés s'ajoute l'opprobre pour les marchands et les banquiers tory d'être les bâilleurs de fonds d'un parlement et d'agents « mercenaires » en Angleterre (D. B. Viger et J. A. Roebuck) qui ne cessent de leur mettre des bâtons dans les roues. Déjà, en juillet 1835, le journal anticipait le geste que s'apprêtait à poser le secrétaire d'État aux colonies, Lord Glenelg :

Yes, Lord Aylmer's successor will be instructed to throw to the hungry wolves of the Assembly the sop of eighteen thousand pounds¹⁴.

Le *Herald* considère qu'exclus des sièges urbains de Québec et Montréal, les 80,000 sujets britanniques contribuent, dans une très large mesure, au revenu du

¹² HA, 19/8/1835.

¹³ « Lord Gosford's democratic subserviency to "the great body of the people" have virtually rendered the legislative council elective, the executive council elective, the judges elective, and all public officers elective. » (HA, 28/10/1835).

¹⁴ HA, 19/7/1835 ; HA, 4/9/1835.

pays¹⁵. Cas flagrant d'injustice. Illustrant la structure d'inversion dans une figure de style récurrente (le chiasme), la charge la plus véhémente contre la Chambre d'assemblée provient d'ailleurs d'un texte d'opinion de la section « Commercial » :

the artificial incubus with which our House of Assembly [g]oads us[,] cramps our energies, moral, physical and mental. We are bowed to the dust by ignorant minions, we are vassals where we ought to be lords, hewers of wood and drawers of water where we ought to be taskmasters¹⁶.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner si, en février 1836, cherchant la meilleure désignation sous laquelle l'ensemble des associations loyales dans la colonie sont appelées à se regrouper, le *Herald* appuie l'appellation de « *Constitutional Assembly* », « besides being the most expressive of the true position of constitutionalists, as the unrepresented victims of the Anti-Constitutional Assembly »¹⁷.

De 1834 à 1837, la mise en accusation de la Chambre d'assemblée s'accroît au fur et à mesure où se précisent les doléances des « classes commerciales », dont le *Herald* se veut l'organe de diffusion :

So long as British interests, and the interests of those attached to British rule, continue to be governed by a French House of Assembly, there can be no alleviation of our grievances¹⁸.

Connotation semblable dans le manifeste de la MCA du 13 décembre 1837 signé par le tandem McGill-Badgley :

The political principles of that body will show a fixed opposition to the British interests, not only in their aversion to or rejection of every measure, which

¹⁵ HA, 26/11/1835.

¹⁶ HA, 28/10/35. L'année suivante, un éditorialiste se demande à propos de Gosford : « What can that conciliatory nobleman shew to the robbed and insulted "English inhabitants of the province" a return for twenty two thousand pounds of the public money illegally purloined from the public chest? » (HA, 2/3/1836).

¹⁷ HA, 2/2/1836.

¹⁸ HA, 26/8/1836.

would tend to the introduction of capital and of a British population into the Province¹⁹.

La Chambre d'assemblée ne cherche rien d'autre à vrai dire, selon le *Herald*, qu'à fonder « a French Canadian Republic »²⁰. Parmi les papiers saisis au domicile de Wolfred Nelson dont le *Herald* publiera de larges extraits se trouve pourtant une lettre du 19 août 1837 de Papineau dans laquelle le chef patriote explicite le « plan » conjoint des réformistes du Haut et du Bas-Canada. Il y est question simplement de convoquer une Convention ou un Congrès en vue de la création de deux entités autonomes sur une base « purement démocratique ».

“Agitation is active. They (the Reformers) intend to send a deputation of seven members to the Convention, or as they call it, the Congress of the two provinces, at which there will be prepared a constitution purely democratic, and England will be told that on the principles of that Constitution alone will we continue the connection with her, *and that if she does not concede to us, we will have justice INDEPENDENTLY of her.*”²¹.

Tout au long de l'année 1837, l'étau se resserre méthodiquement sur Papineau et sa « faction agonisante ». En fait, c'est l'idée obsessionnelle de « *nationalité* » qui semble aux rédacteurs du *Montreal Herald* une « farce »²². Après les batailles de Saint-Denis et Saint-Charles, Thom stigmatise le corps représentatif de « la grande nation canadienne » en associant la résistance populaire à « the Assembly's rebellion »²³. Au même moment, R. Weir récupère de son côté l'extrait d'un éditorial

¹⁹ MMH, 13/12/1837. Le thème des menaces que la Chambre d'assemblée aurait fait peser sur les intérêts britanniques (avec la complicité du cabinet Melbourne) rebondit lors du passage de Durham à Montréal : « To the British and especially the commercial classes, His Lordship [Durham] said, Is it possible that there should be any design to sacrifice your interests, when it is clear to all the world, that commerce is one of the main supports of the British system of finance, and that it is especially the object and purpose, for which, at a vast expense, the mighty colonies of England are maintained in every quarter of the Globe ? » (HA, 14/9/1838).

²⁰ HA, 18/11/1837.

²¹ HA, 1/2/1840. Les italiques sont du HA.

²² HA, 19/8/1837.

²³ HA, 15/12/1837.

du *Morning Courier* où l'éditeur défend la résistance paysanne armée en la ficelant dans une proposition hypothético-concessive pour en prononcer l'arrêt de mort :

if "the constitutional government of Lower Canada was to be considered the birthright of a French posterity", it shall no longer remain so, but that the forfeit of rebellion must and shall be paid²⁴.

En février 1838, Robert Weir retourne contre la « clique » de Papineau l'épithète de « minority of a minority » que le *Morning Courier* avait accolée à la faction radicale tory au sein de la MCA et prononce avec satisfaction l'éloge funèbre de l'exécré parlement de Québec :

The House of Assembly of Lower Canada, *that was*, was composed of 88 members; of this number there have been at least 21, (we count from memory, says *L'ami du Peuple*,) known as rebels. Of these 21, only one is not alive, (and he was killed at St. Denis, running away,) - the rest are either fugitives, or in prison. [...] 21, however, show tolerably well as a "minority of a minority" [...]²⁵.

Mettant à profit les avantages que procure une vue panoramique et rétrospective, un éditorialiste a pu ainsi écrire en 1840 :

From a factious opposition by their representatives in the House of Assembly to every thing constitutional, the French Canadians at length dared to raise the standard of Rebellion in a British colony²⁶.

2.2.3 Le Conseil législatif et les « loyalistes Français »

Les récriminations du *Herald* envers la tyrannie de la majorité incluent la composition du Conseil législatif. Déjà le tandem Molson-Quinlan considérait qu'en le rendant électif, les « barrières » protégeant les intérêts britanniques contre la « tyrannie française » seraient levées ; la double majorité dont les Canadiens seraient

²⁴ HA, 9/12/1837.

²⁵ KMH, s.d.

²⁶ HA, 27/2/1840. La formation d'une opposition constitutionnelle est l'un des concepts opératoires du parlementarisme anglais que consacre le *Reform Bill* de 1832. En contraste avec les deux administrations précédentes (Gosford et Durham), Weir remarque lui-même en ce qui a trait à la stratégie des radicaux tory envers le gouverneur Poulett Thomson que « our opposition will not be a factious one » (HA, 21/10/1840).

dès lors en mesure de se prévaloir « servirait à rompre le lien colonial entre le Canada et l'Empire »²⁷. Emboîtant le pas à leurs devanciers, dans leur rapport au nom du « Select General Committee of the Delegates of the Constitutionlists of Lower Canada », J. C. Grant et J. G. Scott jugent alarmante l'éventualité qu'au Conseil législatif « sa majorité anglaise puisse être neutralisée et renversée par l'ingérence d'hommes hostiles aux intérêts britanniques »²⁸. Aussi, à l'occasion des nominations d'août 1837 au Conseil législatif, cette crainte est-elle exprimée dans des termes crus par Thom, sous le pseudonyme de « *Communicated* » :

The local government is exclusively Anti-British; and its various branches, however much they may disagree on civil lists and revolutions, are all ready to unite against every thing savouring of the proud isles of the ocean²⁹.

En phase avec le manifeste du 20 novembre 1834, Thom voit dans ces nominations la perte du dernier bastion où les tories pouvaient exercer une influence prépondérante et contrecarrer les velléités de la Chambre d'assemblée. S'ouvre ainsi, selon lui, la perspective cauchemardesque d'une double majorité francophone, pavant la voie désormais à une meilleure synergie entre cette dernière et le Conseil législatif :

both councils are now decidedly French, so that the "English inhabitants of this province" have now no hope of safety but in such a broken reed as "precise instructions" emanating from Downing Street³⁰.

L'antagonisme ethnique que mettent en relief Thom et les autres rédacteurs du *Montreal Herald* les amène ainsi à discerner, non sans stupéfaction, le raccordement souterrain entre la faction radicale dirigée par Papineau et l'aile francophone modérée « infiltrant » depuis des années l'appareil d'État sous l'œil bienveillant des autorités

²⁷ HA, 8/1/1835.

²⁸ MMH, 15/11/1836. Il s'agit de la section montréalaise de l'instance fédérative regroupant les diverses associations constitutionnelles. Sur Grant, voir Laporte, *op. cit.*, p. 103. Grant et Scott étaient tous deux membres de la loge Saint Paul ; cf., Bond, 1876, *op. cit.*, p. 180 et 199.

²⁹ HA, 4/10/1837.

³⁰ HA, 4/10/1837. Notons l'accent sur la « sécurité » publique qui devient alors perceptible.

coloniales. Ce qui leur semble particulièrement insupportable, c'est qu'à la veille de l'explosion armée, tels des « Solon et des Achitophel »³¹, des « loyalistes Français », investis de l'autorité suprême, prétendent à présent s'interposer entre les deux factions radicales :

The absurd idea of nationality is not less vivid in the minds of French loyalists than in those of French revolutionists, - an idea, that will pervade, corrupt and poison all the proceedings of the local government. That idea has already distilled its venom into the inferior departments of the administration of justice³².

De 1838 à 1840, la haine tenace des pamphlétaires ultra-tory du *Montreal Herald* s'acharnera sur les officiers de milice canadiens loyaux chouchoutés par le Colonial Office et les magistrats ayant survécu à l'épuration de novembre 1837 : D. B. Viger, Pierre DeRocheblave, Alex. Laframboise, Louis Guy, Jules Quesnel, Edouard Leprohon, Felix Souigny, Etienne Guy, P. Lacroix, H. E. Barron, W. B. Donegani et O. Berthelet. De tous les magistrats francophones « loyaux », Charles S. Rodier, A. Cuvillier³³, T. Pothier et P.-É. Leclère sont les seuls qui trouvent grâce aux yeux des rédacteurs du *Herald*. Les cas de B. A. G. Gury et du shérif adjoint Roch de St.Ours restent incertains.

2.2.4 Des « habitants » paisibles ?

À l'instar du manifeste Molson-Quinlan du 20 novembre 1834, les éditorialistes du *Herald* ont tendance, eux aussi, à séparer les meneurs du parti patriote de la masse illettrée de ses supporteurs. À leurs yeux, les « habitants » sont des dupes, ils ne connaissent pas leurs intérêts et, en dépit des menaces d'insurrection de la « clique » qui ne visent qu'à extorquer des concessions au Colonial Office, leurs dispositions sont paisibles et ils ne prendront jamais les armes :

³¹ HA, 4/11/1837. La mention d'Achitophel est une allusion au poème satyrique de Dryden *Absalom and Achitophel* (1681).

³² *Ibid.*

³³ Membre de la loge St. Paul ; cf., Bond, 1876, *op. cit.*, p. 174.

The eloquence of our seditious orators is happily confined to scurrility and personal abuse, which are but weak weapons to rouse the peaceable Canadians to rebellion³⁴.

À ma connaissance, jusqu'au basculement du conflit en novembre 1837, deux documents seulement remettent en question l'appui qu'ils continuent d'apporter à la « faction révolutionnaire » de Papineau : le manifeste produit en janvier 1836 par le tandem Robertson-Scott au nom du comité exécutif de la MCA, ainsi que l'adresse la même année en novembre « To the French-Canadians » mise en annexe au rapport Grant-Scott du « Select General Committee of the Delegates of the Constitutionalists of Lower Canada »³⁵. Les rédacteurs de la lettre circulaire « To the inhabitants of British America » croyaient notamment rallier les paysans à la cause des « réformes salutaires » que proposaient les tories. Selon eux, en effet,

it must remain with the population of French origin to decide, whether, by continuing to support the leaders they have hitherto selected, they are to be regarded as hostile to our just claims, or, by uniting with their fellow-subjects of British origin, they will compel the introduction of salutary reforms [...]³⁶.

Quelques mois plus tard, en plein cœur de l'été 1837, Thom s'étonne de la peur qu'éprouveraient certains « Montréalais » à l'idée de voir flotter le drapeau tricolore, un jour prochain, sur le dépôt d'armes de l'île Sainte-Hélène. Aussi, en latiniste averti, pour chasser ces craintes puériles, sollicite-il le concours de Virgile et de Horace. On retrouve ainsi « O fortunatos nimium, sua si bona norint Agricolas », de même que « Beatus ille, qui procul negotiis [...] Rura bobus exercet suis »³⁷.

À la veille de l'émeute du 6 novembre 1837, les cris d'alarme des loyalistes anglophones éparpillés dans le district de Montréal ne sont pas parvenus encore à

³⁴ HA, 7/4/1835.

³⁵ MMH, janvier 1836, « To the inhabitants of British America » (W. Robertson- J.-G. Scott) et MMH, 10/11/1836.

³⁶ MMH, 15/11/1836.

³⁷ HA, 12/8/1837. « Ô trop heureux les cultivateurs, s'ils connaissaient leur bonheur » (Virgile, *Géorgiques*, II, 458-459, traduction de Eugène de Saint-Denis, Paris : Les Belles Lettres, 1998, p. 69) ; « Heureux celui qui, loin des affaires, travaille avec ses bœufs les champs [paternels] » (Horace, *Épodes*, II, 1, traduction François Richard, Paris : GF - Flammarion, 1967, p. 130).

infléchir le discours belliciste tory. Un éditorial de Thom signé « *Communicated* » mentionne à cet égard que les « agitateurs » dans le camp patriote doivent bien rire dans leur barbe en observant tout le remue-ménage et les préparatifs auxquels s'adonnent « les sujets loyaux de la Reine ». Ils savent bien, ces agitateurs, qu'ils ne seront jamais en mesure de rassembler autant de rebelles que le tir en rafale des carabiniers ou une charge de l'artillerie ne pourra facilement disperser aux quatre vents. On aurait tort en outre - ajoute-t-il -, de confondre le verbiage des hommes, des femmes et des enfants aux assemblées séditeuses avec le combat armé. Rappelant les frayeurs infondées des anglophones à l'élection de novembre 1834, il conclut :

When we hear people anticipate insurrection and bloodshed and all that kind of things, we cannot help wondering, where the human instruments are to be found. When we hear of muskets and ammunition, we ask in vain, whence are to come the musketeers and the powder-monkeys, for an army consists not of arms but of armed men³⁸.

La cassure qu'on peut détecter dans le discours des éditorialistes du *Herald* se produit précisément après les combats à l'épée, les batailles de rue, et autres méfaits survenus le 6 novembre 1837. L'émeute de Montréal met le feu à la poudrière et l'onde de choc se répercute à l'ensemble du district. Partout on assiste alors à une recrudescence de la violence. Plus aucune autorité civique ne semble en mesure désormais de s'interposer entre bandes rivales. Après l'échange de bons procédés entre miliciens rivaux à Longueuil le 18 novembre 1837, le ton des éditorialistes subit soudainement un retournement complet. Comme le souligne l'éditeur du *Morning Courier*, les bravades des rédacteurs du *Herald* se métamorphosent instantanément en propos alarmistes :

The men who, till within the last few days were loudest in their laugh at the folly of the rebel leaders in trusting to the ignorant and peaceful *habitants* for support as an armed soldiery, have all at once gained a new light, - and, because at one place and another the mass of the population appear to have been led for a few days into active hostility to the troops, *presto*, the whole

³⁸ KMH, s.d.

French population is a race of implacable Indian-like warriors, and their former apparent quiet and unconcerned an Indian stratagem³⁹.

Le recours généralisé aux armes marque une cassure dans le discours radical tory. Les attaques contre la « clique » patriote à la Chambre d'assemblée et les « loyalistes français » au Conseil législatif s'étendent désormais à l'ensemble de la population canadienne, coupable à travers ses représentants du « crime politique » ultime, celui de rébellion⁴⁰.

2.2.5 « Nation Canadienne », nationalité distincte, anglicisation

Les références à la « Grande Nation Canadienne » sont constantes tout au long des années 1834-1840. Dans une missive de janvier 1836 adressée « To the English inhabitants of British America », Adam Thom, alias Camillus, constate par exemple que

The demagogues have secured to the enlightened members of *La Grande Nation Canadienne* a political, military and judicial preponderance through almost all the seigniorial parishes⁴¹.

Autre occurrence, quelques mois plus tard. Illustrant le manque total de coordination entre le Conseil législatif et la Chambre basse concernant l'extension du réseau ferroviaire naissant ou les projets de canalisation de la voie maritime, les obstacles qu'interpose en vain celle-ci aux mesures économiques de celui-là ne pourront pas empêcher, selon Thom « to degrade *La Grande Nation Canadienne* into

³⁹ « *Morning Courier*, Friday, 8th December », cité dans HA, 9/12/1837.

⁴⁰ « [...] the deepest and blackest of all political crimes » (HA, 25/11/1837). La correspondance de Gosford avec le Colonial Office laisse entendre à ce sujet que, jusqu'à l'assaut de l'armée à Saint-Denis, l'Exécutif n'a jamais envisagé sérieusement l'éventualité d'un soutien armé de la paysannerie à la stratégie patriote. Voir sur ce point Fecteau, 1987, *loc. cit.*, p. 479, note 40. Dans l'introduction de *Canadian State Trials II*, Greenwood et Wright reproduisent, 170 ans plus tard, le même cliché concernant les habitants : « The mass of the Canadian people (the habitants farmers and their families) tended to be intensely conservative, steered clear of politics except when the clergy directed them to it » (Greenwood, F., Murray et Wright, Barry (éd.), *Rebellion and Invasion in the Canadas, 1837-1839. Canadian States Trials, II*, 2002, p. 12.

⁴¹ HA, 19/1/1836.

hewers of wood and drawers of water »⁴². Les allusions satiriques se multiplient au cours de l'année 1837. Avec le recours aux armes en novembre, la distinction, longtemps maintenue, entre la poignée de « révolutionnaires démagogues »⁴³ et la masse des habitants s'évapore. L'ampleur imprévue de la résistance paysanne permet désormais aux journalistes du *Herald* de procéder à la généralisation des desseins révolutionnaires de la « faction révolutionnaire » à l'ensemble de la population du district de Montréal. Au moment de la « fuite » de Papineau en novembre 1837, le journal se surprend que des meneurs anglais plus audacieux et plus braves que le chef patriote y soient associés :

What a miserable account of *La Grande Nation Canadienne*, that, whether in bearding the government or in establishing a bank or in erecting the standard of revolt, it must voluntarily obscure its glories under the names of English leaders⁴⁴.

Après les batailles décisives de Saint-Charles et Saint-Eustache, le *Montreal Herald* prétend que si le projet d'assimilation n'est pas mis en marche dans les plus brefs délais,

the struggle for supremacy between the two races is only deferred, and distinctiveness in language, laws and institutions can only end, and that at no distant day, in a sanguinary war, the results of which none can foresee⁴⁵.

Avec le recours aux armes, la dimension ethnique cristallisée autour de l'idée de nationalité devient ainsi le facteur dominant sous la dépendance duquel tous les autres points du litige sont subsumés :

⁴² HA, 20/7/1836.

⁴³ Expression lancée d'abord par le DC à l'endroit des réformistes du Haut-Canada (HA, 31/1/1837), relayée par le tandem McGill-Badgley dans le rapport annuel de la MCA en décembre 1837 (HA, 30/12/1837) et reprise en 1838 (HA, 2/4/1838; HA, 21/7/1838).

⁴⁴ HA, 2/12/1837. Le journal reconnaîtra plus tard que si le parti patriote avait pu compter sur la détermination de meneurs de la trempe de Wolfred Nelson, l'issue de l'insurrection avortée de 1837 aurait pu être différente : « had they all been brave and daring as Wolfred Nelson was at St. Denis, the rebellion would not have been quelled without a greater loss of life » (HA, 27/10/1838).

⁴⁵ HA, 17/4/1838.

The longer the French are protected in their nationalité, the bloodier the reckoning some day, the greater the suffering either by the existing generation of Frenchmen in this colony or by their descendents⁴⁶.

Puis, en février 1838, l'accent d'invalidation se déplace du parlement vers les Canadiens dans leur ensemble et tanguent vers la suspension de leurs droits électoraux :

their ignorance renders them incompetent to legislate for educated men, and their hatred of England will always prevent their legislating for British interests⁴⁷.

À moins que la justice du « peuple anglais » n'y mette un terme, prophétise le *Herald*,

that same cherished isolation will be continued for another century, amid the groans of the Saxon race whose misfortune it has been to pitch their tents in this colony⁴⁸.

Au même moment, cherchant à contrebalancer les « manifestations de loyauté » des Canadiens envers la Couronne, le *Montreal Herald* plaide la cause des volontaires. Moyennant le recours à une filiation parfaitement imaginaire, le journal leur adresse une apostrophe dans laquelle on retrouve l'une des expressions les plus tranchées de la dimension ethnique du conflit colonial bas-canadien :

Descendants of those who fought and bled on the plains of Abraham - ye before whose strength and courage the might of this great *Nation Canadienne* has just been withered, like a burnt scroll pause and tremble before you dare to contemplate the means of improving yo[u]r present condition or dream of securing the advantages of your recent victory⁴⁹.

En phase avec l'axe argumentatif du manifeste Molson-Quinlan du 20 novembre 1834, dans le même numéro, un éditorialiste récupère à nouveau la dénomination

⁴⁶ HA, 2/4/1838.

⁴⁷ HA, 17/2/1838.

⁴⁸ HA, 1/2/1838.

⁴⁹ *Ibid.* Pour les rédacteurs du *Herald*, la victoire inespérée sur l'« hydre » de la rébellion pourra s'avérer, dans les années à venir, une bénédiction. Dans une apostrophe à Gosford, Thom écrit : « this rebellion, if judiciously improved, will be the salvation of the country, a result, in which your lordship, being merely a bird of passage, may not take so much interest as ourselves » (HA, 2/12/1837).

fétiche pour montrer que le régime seigneurial demeure le « bouclier protecteur de la “Nation Canadienne” » contre lequel se sont heurtés en vain, depuis un demi-siècle, les assauts répétés des marchands britanniques en vue d’y promouvoir, outre l’influx de capitaux, l’immigration en provenance des îles britanniques. Mais l’avenir s’annonce prometteur, car

long ere this would “La Nation” have disappeared, long ere this would the whole population have boasted with heartfelt pride of being British in customs, laws, and institutions!⁵⁰

En mai 1838, un éditorial de Thom revient sur « the recent insurrection of *La Grande Nation Canadienne* ». Le rédacteur en chef du *Montreal Herald* s’inquiète des leçons différentes que s’apprêtaient à en tirer les autorités coloniales. Enclines à surévaluer les dangers réels de reprises « of any future insurrection », l’auteur y exprime sa crainte qu’elles ne s’entêtent à poursuivre la voie sans issue de la conciliation. Les effets bénéfiques qu’avaient entraînés le déploiement militaire et la mise sous tutelle des autorités civiles se dissiperaient aussitôt. Entre la faiblesse rédhibitoire de l’Exécutif (en matière de justice notamment) et la toute-puissance des baïonnettes anglaises, il ne semble pas y avoir de moyen terme :

So long as an imbecile cabinet believes it possible for the French Canadians to achieve their independence by arms, that cabinet will have a strong motive for pursuing the fatal career of concession, - unless it prefer the only apparent alternative of maintaining in the province an irresistible force⁵¹.

Les faits devaient donner tort à Thom. L’année ne s’achèvera pas avant que l’imminence d’un autre soulèvement ne galvanise le camp radical tory dans la poursuite de ses objectifs politiques à travers un activisme anti-insurrectionnel bien compris. Peu avant la deuxième insurrection, le journal ressasse le même motif. La thèse de la « polarisation extrême » y est exhibée dans tout son éclat :

⁵⁰ HA, 1/2/1838.

⁵¹ HA, 11/5/1838.

The English, the Irish, the Scotch, and the Germans, without distinction of origin or religion - everything was forgotten but the one great duty of defending their country. And against whom were these loyalists called to take up arms, and undergo so much fatigue, but the *grande nation Canadienne*, every individual of which, (with honorable exceptions too few to be placed in juxtaposition with the entire population,) was an avowed or suspected rebel⁵².

Aussi, dans le Rapport annuel de la MCA, en 1838, Peter McGill, à titre de président du comité exécutif, insiste-t-il sur

the necessity of adopting prompt and vigorous measures, for destroying a nationality baneful in its character and ruinous to British interests in this Province⁵³.

Outre la nécessité de créer des cordons sanitaires dans des circonscriptions électorales protégées, jusqu'en décembre 1840, les éditorialistes rappelleront l'urgence d'éradiquer

French and Frenchified influence and swamping the *enfants du sol* by a healthy and copious immigration of British and Irish settlers⁵⁴.

Au moment de l'exécution de douze Patriotes au Pied du courant en février 1839, le propriétaire et éditeur du *Montreal Herald* se vantera d'avoir été le premier en fait à sonner la charge après la bataille de Saint-Charles : « Lower Canada must be made a British Province in deed as well as in name »⁵⁵. Repris en écho par le DC, puis relayé par le comité exécutif de la MCA, le slogan sera martelé par le *Montreal Herald* jusqu'en décembre 1840 au point de devenir « le leitmotiv de la presse loyale dans les deux Canadas ». Weir, en fait, avait écrit dans une apostrophe comminatoire au mal aimé Gosford :

⁵² HA, 27/10/1838.

⁵³ HA, 7/1/1839.

⁵⁴ HA, 29/8/1839.

⁵⁵ HA, 16/2/1839.

it may be burnt upon the soil, in the conflagration of villages and towns, mercy therefore implores the immediate carrying out of the verdict; that verdict is, - "let Canada be a *British* Province, no longer *French*."⁵⁶

Et l'expression, effectivement, revient avec la régularité d'un métronome après les soulèvements avortés de 1837 et 1838. Faire de la province une colonie anglaise « dans les faits autant que nominalement » consistera, par exemple, en 1839,

[to] prevent the introduction of republican school books, oblige the children of certain ages to attend English school, teach them to think as Britons, and the next generation of Canadians will have lost that foolish feeling of nationality which they, at present, so rigidly maintain⁵⁷.

À l'encontre toutefois de ce qu'avance Weir, la radicalisation du discours tory au sujet des Canadiens en tant que « nationalité distincte » remonte à 1835. Au sombre pronostic de leur infériorité économique s'ajoute, pour eux, en effet, à partir de ce moment, l'éventualité inéluctable de leur assimilation au monde anglo-saxon⁵⁸. On doit même attribuer la réactualisation du projet d'anglicisation à une série d'articles publiés en août et septembre 1835 sous le générique de « On the Canada Committee of 1828 ». Adam Thom y discute les conclusions contradictoires auxquelles ce comité était arrivé, puisqu'il visait simultanément « the establishment or continuance of the French Canadians as a separate and distinct people » et leur « assimilation » inévitable à la langue et aux usages « to those of the Parent Country and of the mass of English Colonists »⁵⁹. L'assimilation graduelle du bloc réfractaire et passif des descendants français constituait, à son avis, la seule alternative apte à contrer « as far as possible, future causes or grounds of collision and bloodshed »⁶⁰. Mais l'auteur, en

⁵⁶ HA, 2/12/1837.

⁵⁷ HA, 16/10/1839. Autres occurrences dans HA, 21/7/1838 ; HA, 7/8/1838 et HA, 27/9/1838.

⁵⁸ Buckner croit que, du point de vue des autorités impériales, dès le projet d'Union de 1822, « the policy of gradually assimilating all non-British peoples, so far as it was possible to do so, was a long-term objective ». Au Bas-Canada, le processus devait s'opérer de manière insensible en commençant d'abord par les élites et s'étendre peu à peu aux couches populaires que le clergé catholique devait maintenir en attendant sous tutelle (cf., Buckner, 1985, *op. cit.*, p. 113-116).

⁵⁹ HA, 19/8/1835 ; Adam Thom, DBC.

⁶⁰ *Ibid.*

conclusion, avait souligné que l'aval apporté à certaines des recommandations de ce comité risquait, à terme, de provoquer « an exactly opposite effect, and would extend those national distinctions, as perennial sources of future discord »⁶¹.

Le mois suivant, dans sa justification du projet assimilateur envers la population autochtone, « Celt » se référera, quant à lui, à un article de la loi constitutionnelle de 1774 dans lequel se trouve « *the view of anglicizing the Country and making it British in fact, as well as in name* »⁶². La radicalisation du discours tory au sujet des Canadiens en tant que « nationalité distincte » découle de cette source. L'ambivalence de la politique impériale à cet égard amènera les porte-parole ultra-tory en 1836 et 1837 à remettre en question les garanties constitutionnelles concédées aux Canadiens depuis la Conquête. Dans le sillage de « Celt », « Representation on the Legislative Union of the Provinces, &c. » du duo Moffatt-Badgley revient ainsi en 1837 sur le projet d'assimilation (« entire amalgamation ») des Canadiens. Déplorant les effets désastreux de la loi constitutionnelle de 1791, ces deux éminents porte-parole des milieux financiers ultra-tory font ressortir notamment que

the fostering in Lower Canada, of a majority of her population, essentially foreign to their fellow subjects of British origin in both Provinces, in language, laws, institutions, habits and prejudices, the rendering of the condition of the two races entirely distinct, and the creating of a great and increasing feeling of irritation between them, which if not checked by their entire amalgamation, must, at no distant period, be the occasion of enmity so inveterate, as only to be overcome by the horrors of a civil war⁶³.

Le tandem McGill-Badgley enfourchera le même refrain dans une lettre circulaire de décembre 1837 au nom de la MCA :

[...] in possession, moreover of a numerical popular majority, the French Canadians could have no sympathies in common with people of another race and speaking another language, no inducement to divest themselves of prejudices dear to them alike from the associations of country and the recollections of life, or to abandon habits and customs which they cherished

⁶¹ *Ibid.*

⁶² HA, 28/10/1835. Les italiques sont du HA.

⁶³ MMH, 23/3/1837. Texte reproduit dans HA, 4/9/1837.

and to which they are firmly attached, for the questionable advantages to be obtained from assimilation with strangers, whom they were taught to disregard [...]⁶⁴.

Reprenant des analyses antérieures au moment des débats à l'intérieur de la MCA au sujet de l'union législative des provinces « séparées » par la loi constitutionnelle de 1791, McGill et Badgley, dans le rapport annuel de la MCA de 1837, en viendront finalement au constat que les bienfaits anticipés se sont avérés tout à fait infondés. Au contraire, clament-ils, cette loi a conforté les Canadiens dans leur perception de former

a separate people, without sympathies, attachments, or interests in common with their British fellow subjects, who have manifested a ready disposition to oppose British institutions and British connection, and who have now extended that opposition to open and unjustifiable rebellion⁶⁵.

L'accent mis sur les Canadiens en tant que groupe ethnique distinct ne doit pas faire perdre de vue la précarité concomitante qui pèse sur les références identitaires de la « minorité » anglaise. On est en présence ici du versant opposé du même problème de fond, celui de la coexistence de deux ethnies sur un même territoire. Les rédacteurs du *Herald* ont été particulièrement sensibles à cet aspect des choses. D'où le soin constant qu'ils apportent de tenir un discours rassembleur à l'endroit de la population britannique et irlandaise disséminée dans le Haut et le Bas-Canada. Voilà sans contredit l'un des traits caractéristiques du discours radical tory présent dès le manifeste Molson-Quinlan de novembre 1834. Face au « danger imminent » qui menace les « frères » montréalais, un appel à la solidarité anglo-saxonne est lancé, en effet, en vue de mener une lutte pour leur survie (« self-preservation ») dans un milieu qu'ils considèrent essentiellement hostile. La finale du texte laisse planer habilement cependant l'éventualité du « moment critique » (« the hour of trial ») de la

⁶⁴ « Address of the Constitutional Association of the City of Montreal to the inhabitants of the Sister Colonies » (MMH, 13/12/1837).

⁶⁵ « Annual Report of the Constitutional Association of Montreal », MMH, 31/12/1837.

crise qui s'annonce. Outre l'idée de retournement de la position victimaire alléguée, l'ascendant que le « parti français » compte prendre sur la « minorité » pourrait bien s'avérer illusoire face au surgissement des énergies latentes « d'un peuple insulté et opprimé », concluent-ils. On a là, en germe, l'essentiel de la ligne éditoriale du *Montreal Herald* au cours des années à venir. Elle accompagne toujours les doléances de nature politique sur lesquelles il importe maintenant de faire porter l'analyse.

2.3 Dimension politique du conflit colonial

La composante relative à l'ethnicité que j'ai isolée jusqu'ici dans le manifeste Molson-Quinlan et le *Montreal Herald* a fait ressortir l'intensification du conflit politique bas-canadien qui culmine en novembre 1837 avec le phénomène de « polarisation extrême » et le psychodrame d'allégeance⁶⁶ généralisée à l'ensemble de sa population « hétérogène » française. Il faut maintenant mettre en jeu d'autres composantes du discours radical tory qui coexistent avec la dimension proprement ethnique. Il s'agit en gros de savoir comment, à travers le prisme de son journal, l'élite tory de Montréal s'est positionnée par rapport non seulement à la politique de conciliation du cabinet Melbourne, aux représentants de l'autorité impériale et à l'Exécutif, mais aussi face à la MCA et, en particulier, au *Morning Courier*, le concurrent whig du *Herald*. Le survol du dossier historiographique a révélé d'importantes lacunes à cet égard, comme si la collision entre les « deux nations à l'intérieur du même État » avait éclipsé les rapports politiques tumultueux entre la branche exécutive du gouvernement à Québec et l'hétairie radicale tory de Montréal.

⁶⁶ J'entends par « psychodrame d'allégeance », toute tendance plus ou moins marquée à retourner par des reproches, des accusations ou des actes violents contre une figure d'autorité, une institution ou un tiers le sentiment qui porte un individu, un groupe ou une collectivité à se sentir l'objet de persécution ou victime d'une injustice mettant en péril ses valeurs essentielles. On pourrait replacer ce phénomène dans le cadre plus général de ce que Koselleck a appelé la « pathogenèse de la société moderne ». Cf., *Critique and Crisis. Enlightenment and the Pathogenesis of Modern Society*: Oxford ; New York: Berg, 1988. Il débouche sur la thématique de la reconnaissance qu'a explorée, par exemple, Ricœur dans *Parcours de la reconnaissance. Trois études*, Paris : Stock, 2004.

2.3.1 Le « parti britannique »

Dès le départ, le manifeste Molson-Quinlan associe le sort des « frères calomniés et opprimés de Montréal » à « la population britannique et irlandaise du Bas-Canada ». Qu'en est-il au juste de cette identification ? Doit-on considérer le cas des anglophones à Montréal représentatif de l'ensemble des ressortissants britanniques installés au Bas-Canada ? À combien s'élève leur nombre ? On peut s'en faire une approximation assez réaliste. Lancée par le *Daily Advertiser* de Chapman au lendemain de l'élection de 1834, la polémique concernant le vote des anglophones à Montréal et dans les Townships aura des répercussions jusque dans la presse anglaise. Réagissant à un article paru dans le *London True Sun* qui prétendait qu'« une majorité de la population britannique et irlandaise est contre lui [le parti tory] », « Leonidas alias Philo Junius » procède à sa réfutation. Sa lettre s'appuie sur des documents notariés et tend à prouver qu'à Montréal la répartition du vote a suivi une tangente ethnique. Or, fait à souligner, en additionnant les votes en faveur du « parti tory » dans les deux circonscriptions, on arrive au total de 840 « électeurs britanniques indépendants » (554 dans le West Ward et 286 dans le East Ward)⁶⁷. À chaque fois que le *Herald* se réfère à « la population britannique et irlandaise », évoque le sort des « citoyens anglais de cette province » (Gosford, octobre 1835), la « minorité britannique » ou, mieux encore, exalte les vertus des « volontaires » ou des « loyalistes » - désignations habituelles que recouvre l'expression fourre-tout « British party », il ne faut jamais perdre de vue cette donnée de base quant au nombre total des électeurs montréalais ayant donné leur appui aux candidats du parti tory.

On peut s'étonner à ce chapitre de l'écart significatif entre les électeurs anglophones éligibles en novembre 1834 (840) et l'assistance à l'assemblée loyaliste du Tattersall en avril 1834 (4,000). Cette disproportion évoque l'un des griefs des tories à l'endroit des restrictions qu'imposait le système électoral. Le *Montreal*

⁶⁷ HA, 16/3/1836. « Leonidas » oublie de mentionner que dans chacune des deux circonscriptions montréalaises un des deux candidats patriotes était britannique.

Herald reviendra sur le cas des colocataires et des copropriétaires, généralement britanniques, à qui ne s'étendait pas le droit de suffrage. Cette insistance laisse entrevoir l'appui populaire sur lequel les tories pouvaient compter dans la communauté à Montréal et les hameaux loyalistes environnants. On en retrouve les traces dans le manifeste Molson-Quinlan, dans la lettre circulaire de janvier 1836 du président du comité exécutif de la MCA, William Robertson, ainsi que dans la série d'articles de Badgley sur les bureaux d'enregistrement. L'adresse McGill-Badgley du 13 décembre 1837, quant à elle, mentionne à ce chapitre que le système électoral en vigueur a eu pour effet

to deprive [the] subjects of British and Irish origin in the cities, tenants of leasehold property in co-partnership, from a right of voting for Members of the Assembly⁶⁸.

2.3.2 Les Bureaucrates

Au rappel de la polémique sur le vote des ressortissants britanniques et américains aux élections de 1834 suit maintenant un coup de sonde sur l'usage du terme « Bureaucrates » qui a longtemps servi, lui aussi, de passe-partout commode pour qualifier le petit groupe des marchands écossais dont le *Herald* se prétend le porte-parole. Les tories s'emploieront tant bien que mal à s'en affranchir. À commencer par le manifeste Molson-Quinlan de novembre 1834 :

Numbering in our ranks many who, both in Britain and Ireland, were foremost in the cause of reform; independent in our principles; unconnected with office; of all classes and creeds [...] ⁶⁹.

Dans son éditorial programmatique du 1^{er} janvier 1835, on retrouve sous la plume d'Adam Thom des indications précieuses à ce sujet. Si « [t]he happy union, which has knit together, with a few insignificant exceptions, the British inhabitants of the province » suit une ligne de démarcation ethnique, l'analyse de la position « bizarre et atypique » où ils se retrouvent prend tout son sens lorsque Thom les

⁶⁸ MMH, 13/12/1837.

⁶⁹ HA, 8/1/1835.

compare non pas seulement à la « faction » démocratique de Papineau, mais aussi face à la « faction » officielle, c'est-à-dire la fonction publique naissante et les officiers de l'État :

Placed between two factions, the democratic and the official, they have been compelled by circumstances to submit at once to the insolence of the former party and to the injustice of the latter⁷⁰.

Dépourvus d'organe représentatif, les « citoyens britanniques de la province » n'ont pas pu même faire entendre, selon lui, « aucune opinion intermédiaire et indépendante » en mesure d'imposer le respect « à la fois au cabinet anglais et à l'assemblée canadienne ». La création d'une branche locale de l'association constitutionnelle devait pallier en partie ce manque. L'insistance de Thom à ne pas confondre les ressortissants britanniques avec la « faction officielle » n'est pas fortuite. Il cherche à contrer les effets d'amalgame que la propagande patriote s'efforçait de produire. En soulignant, par exemple, dans son discours électoral du 3 décembre 1834, « la prostration de tous les fonctionnaires publics aux pieds » « du parti qui s'appelle loyal et Breton », Papineau accréditait ce rapprochement⁷¹. Dans les années à venir, l'amalgame Bureaucrates/parti anglais devient une sorte de code d'accès facile dans les journaux patriotes pour jeter l'opprobre sur l'adversaire⁷².

Le débat autour du développement d'une fonction publique indépendante et salariée incite l'éditeur du *Herald* à publier un texte intitulé « Canada in 1835 compared with France in 1791 ». Dans une perspective typiquement tory, l'auteur y

⁷⁰ HA, 1/1/1835. Thom établit même, plus bas, un parallèle entre la « faction officielle » (entendez, les « Bureaucrates » et autres bénéficiaires du patronage gouvernemental) et « a vacillating and treacherous executive ».

⁷¹ Louis-Joseph Papineau, *Un demi-siècle de combats. Interventions publiques*, choix de textes et présentation par Yvan Lamonde et Claude Larin, Montréal: Fides, 1998, p. 336. Les allusions aux « fonctionnaires Publics » dans son discours sont nombreuses : « l'intérêt du petit nombre de salariés » (327) ; « les officiers de Sa Majesté tant civils que militaires » (334) ; « salaires aristocratiques » (350) ; « Nul de ses conseillers [le gouverneur Aylmer], de ses Officiers en loi de la Couronne, de ses Juges, de [s]es fonctionnaires ne lui disent [sic] qu'il n'a pas le droit de signer de telles ordonnances. Tous [...] se partagent avec joie le butin [...] » (352) ; cf., HA, 7/1/1839.

⁷² Voir à ce sujet l'extrait de la citation de la *Minerve* du 4 juillet 1836 que donne Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 117.

exprime sa désapprobation à l'idée que la majorité francophone soit seule autorisée à décider

of the form as well as the administration of the state [; t]hat the magistrates, under whatever names they are called, are only functionaries to obey the orders, whether as general laws or particular decrees, which that majority may make⁷³.

Dans un éditorial de février 1835 traitant des nominations récentes dans l'appareil judiciaire, Thom revient à la charge et récuse l'affirmation contenue dans une pétition récente du parti de la majorité selon laquelle « the Britons, who have been appointed, are "notorious partisans of the existing administration." ». Pur sophisme, avance-t-il, bien que le parallèle mensonger entre les opposants à la clique et les supporters de l'administration coloniale « supplies the patriotic declaimers with their most brilliant common-places »⁷⁴. Une lettre d'avril 1835 signée « A.S.B. » révèle par ailleurs l'efficacité du discours patriote assimilant le parti anglais aux Bureaucrates. Y sont rapportés en effet les propos de « one of these *sons of the earth*, a very respectable *habitant*, who can read the *Minerve* and understand a *leetle Anglice* » selon lesquels « *Les bureaucrats* », en butte à la majorité, sont confondus avec les ressortissants anglais : voulant démontrer que les Canadiens sont dans leurs droits, l'habitant précise que les « deux partis » ayant dépêché à Londres des agents pour soumettre leur différend,

on every occasion you know, Sir, that our party returned satisfied with their reception from the *ministry*. The conduct of the Canadians was invariably approved of, so that all the blame remained attached to your party⁷⁵.

Autre occurrence, août 1835, même constat. Se référant à une motion proposée par « John Duval, Esquire » adoptée à une réunion de l'association constitutionnelle de Québec portant sur l'indépendance de ses membres vis-à-vis « les titulaires

⁷³ KMH, s.d. L'auteur de l'article cite en fait Burke.

⁷⁴ HA, 13/2/1835.

⁷⁵ HA, 7/4/1835.

[« official »] au pouvoir et les démagogues qui souhaitent renverser nos institutions », un éditorial précise que « the loyal inhabitants [...] have too long injured their own cause by quietly submitting to be styled “Bureaucrats.” »⁷⁶. Aux yeux de l’éditorialiste, chaque secrétaire colonial aurait été ainsi amené à prendre pour acquis l’« obéissance passive » de ces « citoyens loyaux » [entendez, les ressortissants britanniques], convaincu même « that they would hail with gratitude the warrant of their own execution - provided it issued from Downing Street or the Chateau of St. Louis »⁷⁷. Traduisant un passage de la *Minerve*, un éditorial d’octobre de la même année relève l’opprobre jeté sur les Écossais établis dans la colonie « which the Province has stigmatised as the *Bureaucratic*, as an ineffaceable mark of their infamous intrigues »⁷⁸. Dans son adresse « Aux Canadiens-Français » en novembre 1836, J. C. Grant revient, quant à lui, sur l’étiquette de Bureaucrates injustement accolée à l’ensemble de leurs « concitoyens anglais »⁷⁹. L’année suivante, lors du rassemblement loyal de juillet 1837 à Montréal, Thom récidive en soulignant combien la presse patriote s’est complu à décrire les tories sous les traits d’individus « étroits d’esprit », de « Bureaucrates » et de « partisans de la coercition »⁸⁰. La confusion est telle qu’à la veille du déploiement de l’armée contre les rassemblements séditeux, craignant les incursions américaines en terre canadienne, un officier de la « Compagnie Volontaire Canadienne de St. Charles » levée sous les auspices du conseiller Debartzch, croira de bonne foi inculquer à de jeunes Canadiens les rudiments militaires

and nerve them, in the hour of danger, to fight the battles of monarchy against republicanism, and shoulder their muskets in the ranks of the bureaucrats of Lower Canada⁸¹.

⁷⁶ HA, 4/8/1835.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ HA, 28/10/35. La pression des banquiers tory en faveur des bureaux d’enregistrement y a sans doute contribué.

⁷⁹ MMH, 14/11/1836.

⁸⁰ HA, 8/7/1837.

⁸¹ HA, 23/6/1838 et HA, 14/7/1838.

Enfin, le 6 septembre 1838, « A Lover of Peace », de Saint-Valentin, rapporte les propos que des paysans tenaient dans le camp patriote :

"We have nothing against the Queen." "The only obstacle to our having things settled according to our wishes is those bureaucrats." "And we are determined to be revenged on them for killing so many Canadians last fall".⁸².

En conclusion, la lecture du *Herald* nous invite à ne pas prendre pour argent comptant l'alliage fallacieux Bureaucrates/parti britannique. L'amalgame auquel a recouru le parti patriote doit être relativisé, sinon déconstruit.

2.3.3 Opposition frontale à la politique de conciliation et recours aux armes

L'insistance exclusive sur la dimension ethnique du conflit colonial a fait perdre de vue les griefs des Britanniques d'allégeance tory (et principalement de la communauté des affaires) à Montréal envers l'administration impériale. Le manifeste Molson-Quinlan de novembre 1834 garde la trace vive de ces récriminations. Dans les années à venir, la ligne éditoriale du *Montreal Herald* s'emploiera à en développer les virtualités. Ces récriminations se ramènent essentiellement à une opposition de front à la politique impériale de conciliation envers les Canadiens doublée d'un appel aux armes et d'une menace séparatiste. Replacés dans leur contexte, ces trois éléments nous aident à comprendre pourquoi le dualisme ethnique anglais/français ne rend pas compte de façon suffisante de la singularité (de la complexité à vrai dire) du point de vue radical tory. On pourrait même avancer, au risque de paraître paradoxal, que le débat sur la société québécoise à cette époque se posait essentiellement entre Anglais et que la problématique identitaire anglais/français, d'une certaine façon, n'en était qu'une pièce adventice. Molson et Quinlan notent, par exemple,

the evils which oppress us have been aggravated by the various and temporising policy of successive Administrations⁸³.

⁸² HA, 14/9/1838.

⁸³ HA, 8/1/1835.

Aussi, préviennent-ils solennellement, ce n'est pas sans « douleur ni indignation » qu'ils anticipent la poursuite d'une telle politique. Si rien n'est opposé avec succès aux manœuvres en cours, ils n'auront d'autre alternative « between a change which we deprecate, and a submission to French oppression »⁸⁴. Aussi, dans le bras de fer qui se poursuit entre les partis rivaux, le duo Molson-Quinlan envisage-t-il déjà la phase critique de l'inévitable crise qui s'annonce :

the French party may yet be taught, that the majority upon which they count for success, will, in the hour of trial, prove a weak defence against the awakened energies of an insulted and oppressed people⁸⁵.

Les trois éléments fondamentaux que nous avons identifiés (opposition frontale à la politique de conciliation, appel aux armes et menace séparatiste) se retrouvent tout au long de la période de gestation de la crise politique (1834-1837). Face aux menaces d'insurrection des « habitants » proférées à la Saint-Jean-Baptiste de 1835 par le parti de la majorité, Thom souligne par exemple que les « constitutionnalistes » n'hésiteront pas eux-mêmes, en leur qualité de sujets britanniques, à recourir aux moyens extrêmes contre les « tireurs de ficelles » du Colonial office, « sans culpabilité ou danger de rébellion » quitte à rompre la connexion avec Westminster :

We are not to be the counters in an anti-national game of conciliation. If we are spurned by England, we shall still enjoy the honour and the happiness of being governed by Englishmen⁸⁶.

La semaine suivante, Thom, alias « Anti-Bureaucrat », en remet :

[...] any form of government under rulers of English blood would be preferred, even by the most ardent admirers of monarchical institutions to a

⁸⁴ HA, 8/1/1835. Idée sans cesse martelée : « the irrevocable determination of the English races [sic] of Lower Canada, to prefer any and every state of political existence to the predominance of a French faction » (HA, 26/9/1835).

⁸⁵ *Ibid.* Il n'est pas question ici de recours aux armes dans le camp patriote, bien que, quelques mois plus tard, un éditorial fasse allusion aux « last seven years of open ingratitude and threatened insurrection » (HA, 27/5/1835).

⁸⁶ HA, 26/6/1835. La résistance de la faction tory est perçue par les rédacteurs du *Herald* comme un « devoir » qui découle, en définitive, de la « supériorité nationale » que les Anglais ont acquis sur les Français... il y a « sept cents ans » ! (HA, 11/9/1835).

nominal connexion with Britain under the irresponsible despotism of French democrats⁸⁷.

Les colonnes du *Herald* regorgent à vrai dire de textes où les « droits des sujets britanniques » sont mis en péril par la politique « insensée » de conciliation du Bureau colonial, laquelle équivaut, ni plus ni moins, à promouvoir une « république canadienne française » aux frais des payeurs de taxes tory. Même allusion transparente à la « ressource » ultime dans un texte de septembre 1835 :

if our dearest interests demand it, we have still another resource, and rather than submit to the “baneful domination of a majority” of *enfants du sol*, of liberal clods on the earth, we speak the sentiments of British freemen when we say, we will resort to it⁸⁸.

Mettant à profit l’ambiance survoltée que ses écrits suscitaient chez certains de ses concitoyens au moment de la création du BRC, Thom mentionne dans une lettre circulaire « To the English Inhabitants of British America » :

[...] that Britain nurturing a French state at a vast expense of treasure and blood, of a commercial nation fostering an anti-commercial faction, of a monarchical government truckling to a despicable handful of avowed Republicans⁸⁹.

La mise en accusation la plus explicite du gouvernement impérial se produit au même moment. Elle est le fait de « Manlius » qui, rappelant le caractère fondateur de la bataille des plaines d’Abraham dans l’établissement des institutions britanniques au Canada, se demande si ceux qui y ont sacrifié leur vie ou leur sang auraient pu s’imaginer « that a cabinet of liberal traitors was to prostitute that blood into an

⁸⁷ HA, 1/7/1835.

⁸⁸ HA, 11/9/1835. Ce n’est pas sans coquetterie littéraire que le propriétaire du *Montreal Herald*, Robert Weir jr., relève, peu après, la citation de *Paradise Lost* dont Papineau s’est servi pour qualifier l’entêtement des tories: « he has adopted the words which Milton put into the mouth of the mighty fallen one, who thought it “... better to reign in Hell, than serve in Heaven,” viz.: “... War, then, War, Open or understood, *must* be resolved.” » (HA, 26/9/1835).

⁸⁹ « To the English Inhabitants of British America », HA, 15/12/35.

offering at the unholy shrine of an anti-national faction »⁹⁰. Ayant évoqué le spectre d'une « guerre d'extermination contre les démagogues français et les Anglais francisés », Manlius pourfend dans un autre texte

the unhallowed league of the Frenchified government and the French faction. The league, my lord, shall be trodden in the mire under the armed heels of independent freemen⁹¹.

Les « citoyens anglais de cette province [...] ont des raisons particulières de se plaindre, poursuit-il, ils ne sont pas opprimés par des étrangers, ni par une puissance étrangère, mais par “a native government” ». D'où la thèse de la conspiration des autorités impériales de mèche non seulement avec ceux parmi les Canadiens installés aux postes de commande dans l'administration, mais aussi les démagogues patriotes. Dès le départ, le mal aimé Gosford, qui y était considéré

as an accomplice of Roebuck and a conspirator against the constitution, has not drawn forth a single word of doubt or denial from any one champion of the provincial government⁹².

Deux mois plus tard, dans une de ses *Anti-Gallic Letters*, Thom écrit à ce sujet :

Had not those demagogues and Mr. Roebuck, the accomplice of a French faction and a Frenchified government in their conspiracy against the constitutional act [...] ⁹³.

Tout au long de ces années de germination de « guerre civile », un florilège d'épithètes infamantes accompagne l'évocation du Colonial Office : « the puppet [Francis Bond Head et Lord Gosford] of the stupid and dishonest wire-drawers of Downing Street », « the trimming advocates of His Majesty's liberal ministers », « the conciliatory policy of Whig thimble riggers in the Cabinet », « the imbecile weakness, the dastardly cowardice, the truckling conciliation, the cursed amnesty of

⁹⁰ HA, 11/11/1835

⁹¹ HA, 26/11/1835.

⁹² HA, 28/10/1835.

⁹³ HA, 10/12/1835.

the shabby Whig-Radical Ministry », etc. - Thom va jusqu'à écrire du cabinet Melbourne :

The vermin have at last proclaimed themselves to the world, not as the rulers of a mighty empire, but as the propagators of the principles of a faction⁹⁴.

On ne peut qu'être frappé, à cet égard, de la parfaite continuité du discours radical tory d'un bout à l'autre de la période 1834-1840. En regard de l'antagonisme ethnique anglais/français, la lecture du *Montreal Herald* invite à mettre au jour cet aspect négligé d'opposition et d'intransigeance vis-à-vis de la politique de conciliation. La diffusion du programme politique du DC s'insère parfaitement dans cette trame de fond. Certaines des résolutions adoptées lors la réunion grand public de mars 1836 en font foi, qu'elles portent sur les « principes républicains » que le club devait combattre, la condamnation des procédés d'obstruction mis de l'avant par la Chambre d'assemblée, la dilapidation des fonds publics prélevés à même les poches des marchands britanniques au profit exclusif d'un groupe national et des petites ambitions personnelles, la critique du « système pourri de conciliation » préconisé par Londres ou le rappel immédiat de Gosford par voie de pétition suivi d'une procédure de destitution à la Chambre des Lords⁹⁵. Et tandis que la onzième résolution traite, quant à elle, de la nécessité où se trouvent les membres des diverses associations constitutionnelles de déléguer immédiatement, vu l'état de crise qui perdure, des représentants du Haut et du Bas-Canada en vue de la tenue d'un congrès de toutes les colonies d'Amérique du nord⁹⁶, en synchronie avec le manifeste du 20 novembre 1834, la douzième et dernière résolution, enfin, fait état du sentiment de détresse et d'abandon qui habite les membres du club, dont la situation au Bas-Canada est comparée à la captivité des Juifs en Égypte⁹⁷.

⁹⁴ HA, 2/2/1836 ; KMH, 4/4/1838 et s.d. ; HA, 31/7/1838 ; HA, 1/1/1839.

⁹⁵ HA, 24/3/1836.

⁹⁶ L'idée est en gestation dès 1835 ; cf., Laporte, *op. cit.*, p. 116-117.

⁹⁷ « That as Constitutionalists have appealed to the native justice and magnanimity of their King and the British people, and conjured them by the ties of common kindred to deliver them from worse than Egyptian bondage, we hope they will not be deaf to the voice of justice and consanguinity » (HA,

L'appel aux liens de solidarité ethnique avec le peuple britannique ne peut dissimuler toutefois l'espèce de rancœur qui anime les membres du club envers la presse libérale anglaise, favorable en général aux réclamations du parti majoritaire. Une mise en garde solennelle est ainsi adressée aux autorités. La formulation du texte, plus explicite même, renvoie en ligne directe au manifeste du 20 novembre 1834 du tandem Molson-Quinlan :

if deserted by the British Government and the British people, rather than submit to the degradation of being subjects of a French Canadian republic we are determined by our own right arms to work out our deliver[a]nce from the galling yoke; and for the support of this declaration, with a fierce reliance on the protection of Divine Providence, we are mutually to pledge to each other our lives, our fortunes, and our sacred honor.⁹⁸

Le recours aux armes de part et d'autre n'apporte aucune modification substantielle au discours radical tory relativement à la politique de conciliation. Après les insurrections de 1837-1838, le journal ne se lasse pas de rappeler en effet

the absurd, the ruinous system of conciliating French traitors at the expense of British interests is still part and parcel of dispensing Government patronage, without the slightest regard to qualification or fitness for office.⁹⁹

La menace séparatiste revient même en force après l'acquittement des présumés meurtriers du loyaliste Chartrand en septembre 1838. S'adressant aux miliciens volontaires, Weir écrit :

Demand that Justice be inflicted on the transgressors of the law, demand that you have security for life and property, or demand the alternative - A PEACEABLE SEPARATION FROM THE MOTHER COUNTRY. We are strong enough to maintain our right against internal foes, whom we would

23/3/1836). Voici, indubitablement, un trait orangiste du DC, si l'on en juge du moins par un passage de la cérémonie d'assermentation en vigueur, au même moment, dans « the Military Orange Societies existing in several corps of the British Army » (HA, 5/10/1835) disséminées à travers l'empire : « This [Orange scarf] shall be for a token upon thine hand, and for a frontlet between thine eyes; for by strength of hand the Lord brought us forth out of Egypt. Thou shalt therefore keep his ordinance in his season from year to year. (*Exodus*, xviii, 16-18) » ; cf., W[illiam] M[olesworth] (avec la collaboration de J. S. Mill), 1836, *loc. cit.*, p. 482 ; voir à ce sujet *infra*, section 3.3, note 42.

⁹⁸ *Ibid.*

⁹⁹ HA, 4/10/1839.

have conquered ere now, had we not trusted to a truckling Government, and had our efforts not been paralysed by an imbecile executive¹⁰⁰.

Le recours aux armes ramène en fait à la surface trois éléments implicites du discours ultra-tory : les traits de persécution attachés à la perception de soi de la « minorité » anglaise en général et, de façon plus spécifique encore, envers les volontaires, sans le ralliement unanime et spontané desquels le lien colonial aurait été instantanément dissous, claiionnent sans relâche les rédacteurs du *Herald* ; la focalisation sur les « loyalistes Français », en particulier dans la milice et la magistrature, peu avant le coup de feu de novembre 1837 et jusqu'en décembre 1840 ; la thèse de la « conspiration » des autorités coloniales de mèche avec la « faction » patriote et les « traîtres » actuels ayant pris les armes ou ceux, virtuels, attendant l'issue du combat avant de rallier leurs frères. Ces trois caractéristiques jettent un doute sur l'idée largement accréditée du ralliement des loyalistes de tout poil aux autorités civiles.

Outre la figure exécrée du francophile Gosford, « that prince of liars »¹⁰¹ et du « traître » Debartzch, l'opposition de l'aile radicale tory au gouvernement s'est cristallisée sur le procureur général C. R. Ogden, représentant émérite du *Rule of Law*. Robert Weir et le collectif anonyme qu'il anime ne se gêneront pas pour tirer à boulets rouges sur lui au moment de l'insurrection de novembre 1838 : « Lord Gosford and Mr. Ogden were the first curses of this country, by producing the first rebellion, and the latter is still paramount in Head Quarters »¹⁰². En plus de l'affubler de l'épithète de « [f]awning sycophant », Weir le tient pour « a political incubus on the British portion of the population of this province » ; aussi, « the sooner that he is reduced to his natural insignificance the better »¹⁰³. Si son incompétence l'a rendu tout à fait inapte à exercer ses fonctions devant la Cour martiale, sa vénalité aurait

¹⁰⁰ HA, 14/9/1838.

¹⁰¹ HA, 21/10/1840.

¹⁰² HA, 30/11/1838.

¹⁰³ HA, 5/8/1839.

attiré durablement sur lui, selon l'expression du *Quebec Colonist* que reprend Weir, « [t]he “finger of public scorn” » - si bien que, contrairement au grand William Pitt, de qui on a dit qu'il avait ruiné son pays sans rien empocher, « we believe our Attorney General will leave something more than will pay his funeral expenses »¹⁰⁴.

Recourant par ailleurs à une structure récurrente d'inversion chiasmatique, le *Montreal Herald* s'interroge encore au même moment si, tout compte fait, la politique impériale de conciliation en vigueur au Bas-Canada ne consiste pas d'un côté « à déprimer les sentiments de loyauté en redonnant [de l'autre] du lustre aux sentiments de rébellion et à l'animosité nationale »¹⁰⁵. Peu après le départ de Colborne, les promotions dans la milice, assorties dans le rang des volontaires de rétrogradations ou, carrément, de licenciement (celui notamment de C. O. Ermatinger, officier de la défunte RMC), allaient alimenter la verve polémique de Weir. Pour lui, pas de doute : tout ce qui était concédé à un parti ne pouvait se faire qu'au détriment de l'autre.

En conclusion, les années précédant l'insurrection appréhendée de 1837 peuvent être considérées comme une période de bourgeonnement du discours martial tory. Après, on assiste à une véritable efflorescence où s'épanouiront ses fleurs de rhétorique les plus fielleuses. La carte maîtresse sur laquelle table le « héraut » de Weir est parfaitement identifiée dès août 1835 : à travers leur collectif anonyme, les membres de l'hétairie radicale tory sont conscients que la Grande Bretagne n'aura d'autre choix, à l'heure décisive, que de s'appuyer sur l'attachement exclusif des citoyens britanniques de toutes les colonies :

it is on the attachment of the English inhabitants of those colonies, that the continuance of the dominion of Great Britain must chiefly and ultimately depend¹⁰⁶.

¹⁰⁴ HA, 31/11/38 ; HA, 5/8/1839.

¹⁰⁵ HA, 28/9/1839.

¹⁰⁶ « On the Canada committee of 1828. No. VIII » HA, 19/8/1835.

Comme on le verra au chapitre suivant, l'idée est reprise en 1836 par le citoyen Badgley dans ses admonestations à l'endroit du gouverneur Gosford et après le soulèvement armé de 1837 : « the affections of those upon whom alone England could depend in the hour of her need », écrit pour sa part un volontaire en 1838¹⁰⁷. Même sous l'administration Poulett-Tompson, Robert Weir rappellera charitablement au nouveau gouverneur qu'il ne peut s'appuyer en définitive que sur les Britanniques « and on it alone, both for advice and assistance »¹⁰⁸. Suit une vue récapitulative éclairante :

Every Government that ever ruled this colony, not even excepting that bobby Gosford, has been obliged to do so, however fettered by "precise instructions" to the contrary in favor of the Gallic race, which has always been the pet one of our Government in ignorance of the true condition of the colony¹⁰⁹.

2.3.4 La MCA et le *Morning Courier* (ou le whist de Dr Parr)

Bien que le poids exact du « parti britannique » au sein de la MCA reste incertain, un entrefilet de septembre 1835 laisse entendre que des huit quartiers municipaux, le « West Ward » était celui où, parmi les 4,000 constitutionnalistes recensés en décembre 1834 au marché Tattersall, se concentraient le plus d'éléments radicaux tory actifs. Il est difficile toutefois de déterminer dans quelle mesure la feuille ultra-tory du *Herald* représentait le courant dominant dans la MCA. Ses éditorialistes n'ont pas craint cependant de se poser en porte-parole :

[...] The constitutional voice of the country has been roused, and the inhabitants of British descent have announced their determination no longer to be trampled on either by Colonial Secretaries on the one hand, or clique demagogues on the other¹¹⁰.

Ainsi trompette le journal de la rue Saint-Gabriel au début de l'été 1835. Cet extrait peut être considéré comme un échantillon valable. Il se laisse décomposer en

¹⁰⁷ « A captain in a Ward », HA, 4/4/1838.

¹⁰⁸ HA, 18/10/1839.

¹⁰⁹ *Ibid.*

¹¹⁰ HA, 26/6/1835.

plusieurs éléments : l'unanimité des ressortissants britanniques, la logique tripartite qui distingue nettement la « voix constitutionnelle », au nom de qui l'éditorialiste s'autorise à parler, des secrétaires d'État précédents aux colonies d'une part et, de l'autre, la « clique des démagogues » ; le retournement significatif enfin entre leur position victimaire alléguée et la « détermination » dont ils font maintenant preuve (autre figure de permutation chiasmatisque).

Un éditorial du *Herald* de septembre 1835 permet cependant de jauger un peu mieux l'influence effective dont il a pu se prévaloir. Weir, plus terre à terre semble-t-il que son rédacteur en chef, y compare volontiers la position de son journal vis-à-vis de ses trois concurrents anglophones à un joueur de whist célèbre connu pour son excentricité, le « doctor Parr » :

The *Herald* is unhappily placed in a predicament apparently similar but really worse, for the two of its three antagonists are nominally its partners¹¹¹.

Si la *Montreal Gazette* se range d'habitude sous l'ombre tutélaire du *Herald*, jusqu'à l'éclosion de la violence armée en novembre 1837 et même au-delà, la brèche entre le journal radical tory et le *Morning Courier* ira toutefois en s'accroissant¹¹². En octobre 1835, une semaine avant le discours du trône de Gosford, le *Morning Courier*, prétendant parler lui aussi au nom des constitutionnalistes, lance une charge contre le « radicalisme » du *Herald* à laquelle Weir réplique en accusant à son tour son partenaire-concurrent whig de faire le jeu de la « clique » en approuvant le « principe » selon lequel un peuple

¹¹¹ Les deux partenaires/opposants sont évidemment le *Morning Courier* et *The Montreal Gazette*. Le *Vindicator* de O'Callaghan est le quatrième joueur.

¹¹² Les analyses auxquelles procède André Lefebvre dans son livre sur la *Montreal Gazette* ne permettent pas du moins de relever en quoi la ligne éditoriale de ce journal se démarque du *Montreal Herald*. Les analyses de Lefebvre, d'ailleurs, convergent toutes, pour l'essentiel, vers un travail antérieur sur les *Anti-Gallic Letters* de Thom que la *Gazette* a reproduites systématiquement peu après leur publication dans le journal de Weir. On retrouve cependant dans ce livre des extraits pertinents des *Anti-Gallic Letters* qui n'apparaissent pas dans la bobine du HA à la BAnQ. Cf., André Lefebvre, *La MONTREAL GAZETTE et le nationalisme canadien (1835-1842)* Montréal : Guérin, 1970 et DBC, Armour, Robert.

ought to rise *en masse* with arms in their hands, to “visit with punishment” all who would prevent them from having “the entire management of their own affairs”¹¹³.

Cette prise de position fait écho aux nombreuses manifestations du « républicanisme insurrectionnel » que le *Herald* relève, semaine après semaine, dans le but d’avertir le public anglais des dangers de chaos, d’anarchie et de violence que génère le règne de la multitude aux États-Unis¹¹⁴. Le constat est cinglant : « the professedly constitutional journals do not all pull in the same direction » - et Weir d’adresser une mise en garde à ses « partenaires » : « sowers of the wind reap the whirlwind »¹¹⁵. De l’avis du propriétaire du *Herald*, de plus en plus s’imposait l’idée d’une résistance efficace face aux débordements populaires. Citant l’article d’un quotidien américain reproduit dans *The Montreal Gazette*, Weir constate d’ailleurs en passant que les éditeurs américains les plus respectés ont noté que « many, if not most, of “the outbreakings, &c.” were countenanced and committed by “individuals of the highest respectability” »¹¹⁶. Trois mois avant la naissance du BRC dont il sera une figure de proue, Weir prenait acte ainsi de la nécessité d’enrôler aux États-Unis « the more respectable classes of the large towns into armed aristocracies, under the name of volunteers troops »¹¹⁷. En ce qui a trait à « l’autorité légale » subsumant « un système si exclusif », la question, selon lui, demeurait en suspens. Dans la culture anglo-saxonne, pour contrer des émeutes, l’enrôlement des miliciens

¹¹³ HA, 20/10/1835.

¹¹⁴ « Anti-Masonry one year - Anti-Popery, another; anti-Abolition a third; with sub-excitement against various descriptions of people - free negroes, priests and nuns, foreign born, the Irish particularly.” » Extrait tiré de la *National Gazette* (Philadelphie) ; cf., HA, 26/9/1835 ; « six months residence in the neighbourhood of the United States would be enough to cure an inveterate British radical of all predilection for democracy », scandé encore Weir en 1840 (HA, 14/10/1840).

¹¹⁵ HA, 26/9/1835. Un des slogans en vogue à la MCA était : « “the long pull, the strong pull, and the [pull] all together” » (Quinlan, 18/12/1836 reproduit dans HA, 10/1/1837).

¹¹⁶ HA, 26/9/1835.

¹¹⁷ *Ibid.*

volontaires semblait s'effectuer toujours cependant à l'intérieur des structures municipales et sous la supervision du maire¹¹⁸.

Dans la lettre de « Many » d'octobre 1835 que reproduit le *Herald* affleure même l'idée d'une collusion entre le gouverneur général et les « démagogues » patriotes avec l'appui tacite du *Morning Courier*. Ayant relevé l'appui des « frères radicaux » du *Morning Courier* « en faveur de la majorité à la Chambre d'assemblée », l'auteur lance un avertissement :

if lord Gosford hands us over bound to the Clique, we will spend the last drop of our blood before we surrender the rights which our forefathers bought for us by their blood¹¹⁹.

Étant donné que, depuis des années, poursuit « Many », les concessions consenties par le Bureau colonial ne sont jamais parvenues à satisfaire les exigences des « révolutionnaires », avant que la situation ne dégénère, « it is high time for us to take our stand against any further inroads in our constitution »¹²⁰. Les débats à propos d'un programme loyaliste commun parmi les Britanniques avaient pris une telle intensité au sein de la MCA qu'un lecteur du *Morning Courier* signant « Another Loyalist » évoquera la nécessité « of “softening down” the differences which separate this community into two parties »¹²¹. Mais les *Anti-Gallic Letters* que commence à publier Weir le 28 septembre 1835 ne cesseront, au contraire, d'exacerber ces « différences ». Malgré la contre-attaque de « Coz » et « A. B. » dans le *Morning Courier*, rien ne cassera, selon Weir, la détermination

of more than nine-tenths of his Majesty's loyal Canadian subjects of British origin, who approve of the spirit of the letters which have appeared in the *Montreal Herald* above the signature of Camillus¹²².

¹¹⁸ « Mayors and militiamen turn out smartly enough against Irish labourers, who are not constitutionally invested with the sacred right of insurrection » (*Ibid*).

¹¹⁹ HA, 15/10/1835.

¹²⁰ *Ibid*.

¹²¹ HA, 20/10/1835.

¹²² HA, 15/10/1835. Voir pourtant la remarque désabusée de Thom en 1838 à propos de l'accueil des anglophones à ses éditoriaux, *supra*, section 1.3.3, note 144.

Neuf dixième ? Suivant James Quinlan, cosignataire du manifeste du 20 novembre 1834 et membre démissionnaire de la MCA en 1836, deux dates sont à retenir concernant le « schisme » qui assure la mainmise de l'aile radicale tory sur le comité exécutif de l'association loyaliste : le rapport du 7 décembre 1835 ouvrant la porte aux principes libéraux (« droits égaux » et vote secret), ainsi que le vote du 4 mai 1836 au comité général intimant l'exécutif présidé par G. Moffatt d'inclure dans le programme « the repeal of the Clergy Reserve clause of the Constitutional Act »¹²³. Au lieu en tout cas d'attribuer une « intransigeance butée » (« iron-fronted stubbornness of purpose ») à l'ensemble des membres de la MCA, il serait plus approprié de le porter au crédit des membres du comité exécutif, dont les résolutions semblent avoir toujours requis d'être adoptées à main levée et unanimement. Dans la lettre du 18 décembre 1836 qu'il adresse à Weir, Quinlan avance qu'en appuyant les prétentions hégémoniques de l'Église anglicane, le propriétaire du *Herald* a précipité la désertion de la « phalange » des constitutionnalistes, à telle enseigne que l'assemblée de fin d'année a réuni à peine quarante irréductibles¹²⁴.

Au dire de Quinlan, la question entre autres de l'union législative, que préconisaient maintenant les tories, était loin de faire l'unanimité parmi les Britanniques à Montréal. Du manifeste du 20 novembre 1834 au meeting de fin d'année de la MCA en 1836, on assiste sur ce point à une sorte de ballottement incessant. Au départ, Molson et Quinlan ne présentaient aucune alternative au règne tyrannique de la majorité. Mais, en mars 1835, passant en revue les options qui se présentaient en vue de réguler le commerce interprovincial et s'accaparer une partie du commerce florissant avec le Midwest américain, le rédacteur en chef du *Herald* avait rejeté en bloc les projets d'annexion de Montréal au Haut-Canada et d'union législative des deux provinces. La tutelle qu'exerçait le gouvernement impérial sur

¹²³ HA, 18/12/1836.

¹²⁴ *Ibid.* « You once saw yourself supported in Tattersalls by at least 4,000 Constitutionals, while on Monday last you numbered 40 ». Quinlan écrit plus bas que les 40 « political quacks, “the wait a while gentry” » préfèrent s'accrocher aux privilèges de la « High Church », « even at the risk of prostrating British interests at the feet of the Canadian faction. »

tout le commerce maritime sur le Saint-Laurent et les Grands Lacs devait être simplement consolidée par la création à Montréal d'une province autonome assortie du démantèlement du reste de la colonie. L'année suivante, en mars 1836, la huitième résolution à l'assemblée publique du DC avait par ailleurs désapprouvé le projet d'annexion de l'île de Montréal au Haut-Canada en raison de son caractère préjudiciable envers les « droits et privilèges égaux à toutes les classes de nos concitoyens dans cette province »¹²⁵. La neuvième résolution, par contre, avalisait dans les termes les plus vigoureux

the absolute necessity of a union of the Provinces of Upper and Lower Canada, by which alone can they expect to enjoy any share in the representative branch of the Provincial Parliament, or to complete the magnificent and enterprising improvements contemplated by our Sister Provinces¹²⁶.

À l'été 1836, la question de l'union rebondit et devient une véritable pomme de discorde entre constitutionnalistes. Dans son édition du 26 août 1836, le *Herald Abstract* reproduit par exemple un passage d'un article paru dans le *Morning Courier* où son auteur, sous le pseudonyme de « Pacificus », stigmatise les « Ultras » tory, lesquels, accusés d'être à la botte d'« Awdam Toam », s'opposent à la pétition que certains membres libéraux démissionnaires de la MCA ont présentée devant les commissaires Gosford, Gipps et Grey. Répondant d'une manière assez fuyante à ces détracteurs, Weir se défend mal de l'allégation selon laquelle il préconiserait l'union législative du Haut et du Bas-Canada par le renversement de la Constitution de 1791. Niant le fait, il recourt à la procédure classique de réversion en accusant à son tour l'éditeur du *Morning Courier* d'être lui-même en faveur de ce changement constitutionnel majeur, avant d'attirer l'attention ailleurs. Une lecture attentive montre cependant qu'il ne s'agit pas d'allégations irréfléchies de la part de l'éditeur du *Morning Courier*. C'est là manifestement un contresens de la part de Weir. Trois

¹²⁵ HA, 24/3/1836.

¹²⁶ *Ibid.*

mois plus tôt, en effet, le *Herald* avait publié un texte de « Camillus », lequel, changeant son fusil d'épaule par rapport à l'année précédente, affirmait que

the speediest and most effectual way of terminating the distractions which the different classes of the inhabitants laboured under, was by a legislative union of Upper and Lower Canada¹²⁷.

Fait à remarquer, dans l'esprit de Quinlan, deux mesures aux antipodes du point de vue radical tory devaient permettre de contourner la « nécessité » de l'union législative du Haut et du Bas-Canada : une représentation plus équitable de la population britannique à la « Chambre basse » du parlement à Québec et l'accession plus grande aux terres de la Couronne aux Canadiens dans les Townships.

Début janvier 37, la lettre de « A Constitutionalist » cite un extrait d'un éditorial du *Morning Courier* dans lequel la MCA, sous la griffe des « High flown Tories » (selon l'expression de Adam Ferrie dans sa lettre de démission de mai 1836 à Moffatt), n'apparaît plus que sous les traits d'un bloc erratique, sans direction,

[...] *the mere remnant of a party, the minority of a minority at variance within itself, and powerless for the end for which it was called into existence*¹²⁸.

Tout au long de l'année 1837, on peut se rendre compte de l'importance du rôle d'objecteur de conscience du *Morning Courier* à travers les nombreuses retranscriptions qu'en fait le *Montreal Herald* ou les éditoriaux qu'il consacre à son « partenaire » libéral. Weir s'étonne, par exemple, en octobre 1837, que le *Morning Courier* ose s'afficher comme un journal constitutionnel, alors qu'il s'entête à miner les efforts des Constitutionnalistes ou à discréditer tout ce qu'ils entreprennent, comme son évaluation à la baisse de la foule ayant assisté au « grand rassemblement » du 23 octobre 1837, sa critique acerbe des discours séditieux et anticonstitutionnels des McGill, Sweeny, Gugy et Thom qui, unanimement, imputaient à l'opportunisme et à l'indolence du cabinet Melbourne l'agitation

¹²⁷ HA, 1/3/1836.

¹²⁸ HA, 28/1/1837. Les italiques sont de « A Constitutionalist ».

prévalant dans le district de Montréal ou la critique cinglante des résolutions 3 et 4 contenant un appel à peine voilé à l'armement des civils en cas de défection du gouvernement. Le *Morning Courier* condamnera également le geste des « loyalistes » ayant apposé des placards invitant à « écraser la rébellion dans l'œuf », la veille de l'émeute du 6 novembre. Afin de prouver que les principes que défendent les éditorialistes du *Herald* sont bien ceux des Constitutionnalistes, Weir mentionne à ce sujet

that we have repeatedly heard it asserted that the loyalists who sacked the *Vindicator* office on Monday should rather have attacked the *Courier* office, as it has done the greater injury to their cause [...] ¹²⁹.

Dans le même numéro, Weir en rajoute à l'endroit de son partenaire/adversaire. Plus encore que Gosford, le propriétaire du *Herald* blâme son concurrent whig d'avoir tenté jusqu'au bout de faire croire au gouverneur général, reclus dans son château à Québec où il s'adonnait à des « beuveries nocturnes » ¹³⁰, que l'« opinion publique » à Montréal lui était favorable - pis encore, « that his system of conciliation and deception and trickery is approved of by constitutionalists » ¹³¹.

2.4 Conclusion

Du manifeste Molson-Quinlan de novembre 1834 à l'« union » de 1840, les références constantes aux « intérêts britanniques » dans le *Montreal Herald* sont toujours présentées dans les termes d'une double focalisation antagoniste sans médiation possible, non seulement face aux meneurs du parti patriote (que les rédacteurs distinguent toujours soigneusement, jusqu'à la fin de novembre 1837, du « great body of the people » ¹³², c'est-à-dire, les « habitants ») et à la Chambre

¹²⁹ HA, 11/11/1837.

¹³⁰ HA, 2/9/1839.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Expression à laquelle a recouru Gosford dans son discours du Trône le 27 octobre 1835. Dans les années à venir, elle provoquera chez les rédacteurs du *Herald* une sorte de frénésie herméneutique proche du délire obsessionnel.

d'assemblée *dans son ensemble*, mais aussi, fait décisif, vis-à-vis le vice-roi Gosford, les membres sécessionnistes de la MCA à partir de mai 1836, les deux Conseils exécutif et législatif (celui-ci à partir de septembre 1837), ainsi que la politique de conciliation en vigueur au Colonial Office depuis le rapport de 1828 du « Canada Committee of the House of Commons »¹³³. L'analyse de la dimension politique du discours radical tory a montré, à cet égard, une parfaite continuité de 1834 à 1840. Le recours aux armes en 1837 et 1838 ne marque pas de rupture ou d'atténuation significative dans les éditoriaux du *Herald*. Les aspects ethniques et politiques du conflit bas-canadien dans le *Herald* pendant la période 1834-1840 aboutissent ainsi à quelques conclusions principales :

1) L'opposition systématique des rédacteurs du *Montreal Herald* à la politique de conciliation vise à casser les prétentions des Canadiens à former un peuple distinct. Le clivage est total. Il ne s'est donc pas agi uniquement d'une simple question de marketing ou de « relations publiques », comme le laissait entendre Senior¹³⁴. Le différend entre les leaders de la faction radicale tory de Montréal, l'administration coloniale et les adversaires de Papineau est beaucoup plus profond, invétéré, abyssal ;

2) Dès juin 1835, les armes des citoyens d'origine britannique, d'après le *Herald*, constituent le seul point d'appui sur lequel repose ultimement tout pouvoir, qu'il soit monarchiste ou républicain ;

3) Si l'antagonisme ethnique doit être relativisé par la scission des blocs patriote et constitutionnel en branches modérée et radicale, à la veille du recours aux armes, il est loin d'être assuré que, dans le camp constitutionnel, relativement à la politique de conciliation, le « British party » y ait été dominant. Rectifiant la formule de Watt, l'analyse à laquelle on a procédé suggère plutôt que, dès mai 1836 « the MCA begins

¹³³ HA, 19/8/1835.

¹³⁴ « What the Constitutionals needed was a good public relations man. But none appeared. » (Senior, 1985, *op. cit.*, p. 12). La question du leadership « occulte » qu'a pu exercer sur l'aile radicale tory l'ex gouverneur du Upper Canada, His Excellency sir John Colborne, reste pendante. Voir *infra*, section 3.3, note 42.

to appear as an amputation of the loyal population [and] a distillation of it »¹³⁵ ; « amputation » certes, au sens où l'aile radicale tory n'y apparaît que comme la « minorité de la minorité » ; mais « distillation » aussi dans la mesure précisément où les « oiseaux de haut vol tory » se considéraient l'élite naturelle et un groupe d'hommes accomplis au-dessus des citoyens ordinaires. Pas de « message clair et uniforme » donc de la part de la MCA comme l'avance Laporte¹³⁶. Bien au contraire. Durham l'a très bien vu du reste¹³⁷ : en dépit des protestations de loyauté scandées sur tous les tons, la question de la « pérennité du lien colonial » ne constitue pas le trait caractéristique de l'idéologie martiale que préconise l'oligarchie tory à travers le *Montreal Herald*¹³⁸ ;

4) L'ampleur insoupçonnée de la résistance paysanne en novembre et décembre 1837 marque une cassure dans la ligne éditoriale des rédacteurs du *Montreal Herald* : d'une poignée de démagogues factieux l'incrimination pour haute trahison s'étend désormais à l'ensemble de la population d'origine française ;

5) Face obscure du phénomène de « polarisation exceptionnelle » qu'on a cru déceler, au moment du basculement du conflit dans la violence armée, l'opposition des ailes radicales patriote et ultra-tory envers l'Exécutif et le gouvernement les conduit à désigner leur ennemi commun : la catégorie de ce que le *Herald* nomme les « loyalistes Français » et l'Exécutif. Le refus de pactiser des tories avec ces adversaires canadiens de Papineau - « Chouayens » et « Bureaucrates » de tout poil - aura des conséquences décisives après les nominations auxquelles procède Gosford

¹³⁵ Watt, 1997, *op. cit.*, p. 63.

¹³⁶ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 110.

¹³⁷ « With less antipathy, no doubt, & more caution, but also with far more self-reliance, they [the British party] are as little loyal as the Canadians »; cf., « LORD DURHAM TO LORD GLENELG, Château St-Louis, August 9, 1838 », Maurice Séguin (éd.), manuscrit dactylographié (22 p.) contenant une traduction française en regard, Fonds P221, Université de Montréal. On trouvera une reproduction tronquée de cette pièce dans Kennedy, *Statutes, treaties & documents of the Canadian Constitution*, 1930. Ainsi, aux yeux mêmes de Radical Jack, « l'appui à l'administration coloniale » ne peut donc pas être considéré comme un trait caractéristique de l'idéologie des tories montréalais (cf., Fyson, 2010, p. 37, note 1). Les affinités électives qu'ont entretenues les oiseaux de haut vol tory avec la caste militaire - par le biais notamment des loges maçonniques et, en particulier, de la loge Saint Paul's -, constituent, à mon avis, le trait fondamental. Cf., *supra*, section 1.1.5, notes 91 et 92.

¹³⁸ Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 113.

en septembre 1837 au Conseil législatif. On doit se demander, à cet égard, dans quelle mesure cette divergence profonde de vue a eu un impact sur la mobilisation des civils d'origine britannique en novembre 1837 ;

6) En ce qui a trait plus spécifiquement au thème de l'assimilation, on ne peut affirmer, à strictement parler, que le recours aux armes en novembre 1837 modifie substantiellement le discours radical tory. Ayant remis à l'avant-plan la nécessité d'une telle mesure, la répression militaire et le psychodrame d'allégeance qui s'ensuivent confirment plutôt la pertinence d'un diagnostic antérieur en attendant son parachèvement dans des structures constitutionnelles adéquates. Ayant fait la démonstration d'être le seul point d'appui légitime de tout pouvoir, les volontaires bonifient à partir de ce moment, par l'entremise du *Montreal Herald*, leur canal privilégié de diffusion, leur projet humanitaire d'anglicisation de cette masse hétérogène et revêche en marge du courant anglo-saxon dominant.

Plusieurs des éléments de notre analyse nous autorisent donc à révoquer en doute la thèse du ralliement de dernière minute des forces loyales en novembre 1837 en un front uni derrière les membres de l'Exécutif et les autorités civiles. Le chapitre suivant tentera de montrer que de 1834 à 1837 le conflit d'autorité entre la faction ultra-tory et l'administration coloniale portait de manière spécifique, à Montréal, sur la question de la sécurité publique et les patrouilles urbaines. C'est dans cette perspective qu'il convient de comprendre la stratégie organisationnelle radicale tory.

CHAPITRE III

QUESTIONS DE NEUTRALITÉ

3.1 Introduction

Il est temps maintenant de circonscrire l'enquête autour du plan d'intervention des autorités civiles et la mise sur pied d'une « force auxiliaire municipale » en novembre 1837. L'examen du dossier historiographique a relevé sur ce point des incertitudes, sinon d'importantes lacunes, que l'on peut ramener à une question centrale : les bataillons volontaires mis sur pied en novembre 1837 correspondaient-ils bien au vœu du gouverneur et de l'Exécutif de créer une force auxiliaire aux effectifs policiers déjà en place ? Plusieurs questions demeurent en suspens, notamment celles relatives au rôle précurseur du DC et à l'inflexion décisive qu'il imprime, à partir de l'émeute du 6 novembre 1837, sur le cours accéléré et, apparemment irréversible des événements. Afin de clarifier les enjeux multiples que la mise sur pied d'un tel renforcement policier comportait à ce moment-là, il est apparu nécessaire de donner auparavant un aperçu de quatre éléments liés à la conjoncture qui la précèdent et la conditionnent : 1) les grandes lignes du réseau souterrain dans lequel, selon le propriétaire du *Montreal Herald*, Robert Weir, l'aile radicale tory s'est regroupée durant la période 1834-1837 ; 2) la méfiance des tories envers les magistrats et les miliciens canadiens investis de l'autorité britannique à la suite des nominations au Conseil législatif (septembre 1837) ; 3) la controverse autour de la neutralité des ressortissants britanniques de l'assemblée à la Place d'armes, le 23 octobre 1837, à la proclamation de la loi martiale, le 5 décembre 1837 ; 4) les menaces de poursuites judiciaires contre les radicaux tory et le DC. Ce n'est qu'une fois exposées ces considérations préliminaires que l'on sera en mesure vraiment d'entrer dans l'épicentre de la crise et juger de façon éclairée en quoi, du point de vue même des éditorialistes et des correspondants anonymes du *Montreal Herald*, le réseau underground ultra-tory a pu entrer en conflit, tout au long des

années 1834-1840, à la fois avec l'aile radicale patriote et, nonobstant quelques exceptions, avec les magistrats, les miliciens et autres officiers canadiens « loyaux » sur lesquels le gouvernement impérial comptait aussi, en toute équité, pour assurer la sécurité publique et asseoir son autorité.

3.2 Enjeux autour des patrouilles urbaines (1834-1837)

Pour ce qui est du regroupement des militants radicaux tory en un réseau souterrain, une focalisation exclusive sur la séquence événementielle de novembre 1837 risque de faire perdre de vue à quel point, pendant la période 1834-1837, l'organisation d'une force policière municipale non partisane était au cœur des débats publics. Le *Montreal Herald* constitue à cet égard une source documentaire absolument indispensable, vu que son propriétaire, mêlé de près à la fondation du BRC, a été l'une des figures de proue du DC - sinon l'inspirateur discret -, à la fois police parallèle et regroupement politique comportant différents services (patrouilles nocturnes, cavalerie, artillerie, services secrets, etc.), dont le *Montreal Herald* est l'organe de diffusion¹. À travers le filtre du *Herald*, le problème de la sécurité publique dans le district de Montréal apparaît, à vrai dire, inextricablement lié, depuis l'élection tumultueuse de 1834, à la promotion du programme politique des radicaux tory et à la légitimité d'un recours aux armes. La démonstration nécessite une avancée en deux temps. On doit d'abord établir ce qui constitue, aux yeux de Weir, sous l'angle spécifique de la sécurité publique, la source même du différend : l'opposition des tories aux patrouilles nocturnes (ou au « guet » si l'on préfère) lors de l'élection de 1834. Du point de vue même des éditorialistes et des correspondants

¹ Lors du passage de Colborne à Montréal en février 1836 par exemple, c'est sous les torches qu'une haie d'honneur salue le « Constitutional Hero » des tories sur le chemin du retour qui devait le ramener en Angleterre. Trois groupes sont spécifiquement visés par le *Herald*: « Men of the MONTREAL BRITISH LEGION, of the invincible AXE HANDLE GUARDS, and of the Do-or-Die DORIC CLUB, be at your posts! » (HA, 9/2/1836). L'expression « Do-or-Die » est vraisemblablement tirée de Robert Burns, *Scots Wha Hae* (1793): « Lay the proud usurpers low, / Tyrants fall in every foe, / Liberty is in every blow, / Let us do or die! ». Sur l'opposition de Colborne à la politique de conciliation, motif principal de son rappel, cf., Watt, 1997, *op. cit.*, p. 85-86.

anonymes du *Herald*, la stratégie organisationnelle de l'aile radicale tory s'articule autour de la rivalité dans laquelle elle s'est trouvée engagée, depuis les élections de 1834, envers les patrouilleurs municipaux prétendant s'interposer entre les factions ennemies. Ce problème récurrent comporte deux volets indissociables (sécurité publique et agenda politique) que l'on doit avoir soin de ne pas confondre, de prime abord, ni avec les batailles de rue, règlements de compte, duels à l'épée, invasions de domicile et autres méfaits publics qui se produiront entre les Fils de la liberté et les membres du DC, ni avec la mobilisation générale des civils qui survient après la bataille de Saint-Denis le 23 novembre 1837. Le différend engage deux conceptions antagonistes de la sécurité publique à l'intérieur du cadre municipal naissant : d'un côté, la plus ancienne, en fait une prérogative de bailleurs de fonds et de magistrats tory et s'appuyait, entre autres, sur le recrutement de patrouilleurs parmi les classes populaires ; de l'autre, la plus moderne, qui comporte le transfert d'autorité à une force policière neutre, rémunérée par l'État, et agissant en son nom.

Il faudra ensuite, dans un deuxième temps, établir le fil conducteur qui rattache ces patrouilles privées aux « constables spéciaux » et à certains bataillons volontaires de novembre 1837 par l'entremise du BRC, de la British Legion et du DC. L'examen de deux lettres de William Badgley d'avril 1836 révélera l'existence de divergences persistantes de vues opposant l'Exécutif aux magistrats ultra-tory de Montréal. Ces deux lettres constituent un maillon intermédiaire indispensable. Elles soulèvent non seulement la question non résolue en 1834 de la neutralité des patrouilles urbaines dans la cité de Montréal, mais contestent la pertinence de la dissolution du BRC en janvier 1836 et pronostiquent même sur quelle force d'intervention, tôt ou tard, les autorités civiles devront s'appuyer en vue d'enrayer les désordres civils. Ce sont ces divergences profondes qui, à mon avis, font retour après l'émeute du 6 novembre 1837 à propos de la mise sur pied d'« une force auxiliaire municipale » que le gouverneur Gosford et le Conseil exécutif entendaient mettre sur pied *comme mesure*

*palliative à une intervention militaire*². Seule cette mise en perspective et la sorte de préfiguration qui la sous-tend permettront de bien délimiter l'un des enjeux fondamentaux qui se sont présentés en novembre 1837.

Le *Herald* garde les traces durables de la rivalité politique opposant la faction tory aux Canadiens par patrouilleurs interposés. Plusieurs des résolutions adoptées à l'assemblée loyaliste du 20 novembre 1834 au marché Tattersall portent, de manière spécifique, sur la réprobation de la conduite des membres du Conseil de ville qui auraient fait preuve de partialité lors de l'élection. La deuxième, entre autres, mentionne que des irrégularités seraient survenues par la formation en corps d'un groupe de « supporteurs dévoués » des candidats patriotes

illegally constituted into a nightwatch, under the sanction of the Town Council, and using their pretended authority to intimidate electors in the opposite interest, to attack and mal-treat peaceable citizens; and latterly, to break into dwelling houses, destroy property, and endanger the lives of his Majesty's subjects, thus rendering the law itself the instrument of its own violation³.

Le point sensible dans l'argumentaire tory porte toujours sur la partialité manifestée par le Conseil de ville qui, selon le *Montreal Herald*, dans le cas du grabuge survenu en novembre 1834 au domicile d'un loyaliste (Thomas B. English), aurait donné l'ordre de procéder. L'incrimination porte sur le fait précis que le service d'ordre de la corporation

[...] actually marshalled the masses which perpetrated the outrage. The corporation that was entrusted with power, for the preservation of the peace, actually encouraged the violent conduct of the French party at that period⁴.

Dans les années à venir, chaque camp, à vrai dire, essaiera de faire porter sur l'autre la responsabilité de la violence. À titre d'exemple, en juillet 1835, la traduction d'un pamphlet patriote occasionne un long commentaire dans lequel

² Fecteau, 1987, *loc. cit.*, p. 469, note 42 et 2002, « 'This Ultimate Resource': Martial Law and State Repression in Lower Canada, 1837-1838 », in *Canadian State Trials II*, *op. cit.*, p. 217.

³ HA, 16/12/1834.

⁴ « A Merchant », HA, 27/8/1835.

Thom, sous le pseudonyme de « Anti-Cliquocrat », s'emploie à prouver que l'influence dont les « Bretons » ont pu naguère se prévaloir aux élections a été contrebalancée par la « faction de monsieur Louis Joseph Papineau » :

During “these five or six years,” the Canadians demagogues may be said to “go about boldly, and seek to bow down the neck” of every “foreign Briton.”⁵.

Vu sous cet angle, on peut se demander dans quelle mesure la création du BRC à la fin de l'année 1835 constitue - outre l'opposition de l'aile radicale tory au projet politique de leurs rivaux francophones installés au pouvoir ou dans le camp patriote -, une riposte au problème spécifique du maintien de l'ordre dans la cité et les campagnes environnantes. Selon Christie, en décembre 1835, le manque de fermeté du Colonial Office à l'endroit des membres du parti majoritaire à la Chambre d'assemblée aurait incité la population loyale à prendre elle-même l'initiative de sa défense en organisant spontanément, à Montréal, un corps de carabiniers⁶. Entendant suivre une procédure « strictement constitutionnelle », les cinq membres fondateurs, dont le propriétaire du *Montreal Herald*, ont soumis au gouverneur, le 22 décembre 1835, une requête en vue d'autoriser la formation de ce corps. Deux objectifs sont associés à cette démarche : la préservation du lien colonial et le maintien intégral des « droits et privilèges » conférés, par la Constitution, aux sujets britanniques. Dans la fin de non recevoir qu'il rend public le 28 décembre 1835 par l'entremise de son secrétaire civil, Gosford nie que la sécurité et les droits des citoyens britanniques soient menacés. C'est plutôt la question de la neutralité des forces d'intervention qui est soulevée en filigrane. Le gouverneur insiste, en effet, pour dire que seules les autorités civiles légalement constituées ont le mandat d'assurer la sécurité publique à Montréal. Faire dépendre celle-ci de l'initiative de quelques particuliers (« private individuals ») aurait plutôt tendance, au contraire, à la compromettre⁷. Loin d'en

⁵ HA, 27/5/1835.

⁶ Christie, 1866, *op. cit.*, p. 142-149.

⁷ Et même si le lien colonial et les droits des sujets britanniques étaient réellement menacés, « [...] their safety would be best provided for by the authority of Government, and not by the formation, in

démordre, la réplique des pétitionnaires précise les motifs de leur initiative. Une des cinq résolutions adoptées en assemblée fait écho en particulier à l'addition illégale, à même les fonds municipaux, de presque cinq cents patrouilleurs, ainsi qu'aux assauts sur des individus et la destruction de propriétés pour des motifs partisans qui auraient été perpétrés en toute impunité par ceux-ci lors de l'élection de 1834⁸.

Face à l'entêtement des tories, quelques jours plus tard, le gouverneur se voit contraint d'émettre à leur endroit une proclamation déclarant « inconstitutionnelle et illégale » leur démarche ou toute autre affiliation éventuelle de même type. Des poursuites civiles pourront même être lancées contre les membres d'un corps privé en cas d'infraction ou de perturbation de la paix. Dans leur réponse au gouverneur, Arnoldi, Hunter et M'Kay expriment leur surprise de voir assimilée leur intention de mettre sur pied un corps de carabiniers loyalistes à un acte subversif et insistent pour dire qu'en la circonstance, le représentant de Sa Majesté, loin de faire preuve d'impartialité, s'est plutôt rangé du côté des membres du Conseil exécutif « avowedly hostile to every British subject and British interest in the Province »⁹.

À partir de ce moment - et jusqu'à la requête d'armement des civils par le président du conseil exécutif de la MCA le 13 novembre 1837 -, on assiste alors à un petit jeu de cache-cache entre Gosford, l'Exécutif et l'hétairie radicale tory. L'interdit d'enrôlement qui pèse sur cette dernière la relègue à des manœuvres au seuil de la légalité que tolère l'Exécutif - ou carrément clandestines, l'incitant à se dissimuler sous diverses dénominations dont le caractère protéiforme et anonyme défie toute censure. Ainsi, selon les témoignages rétrospectifs de Weir, une semaine à peine après la proclamation à l'endroit du BRC, les éléments radicaux tory auraient aussitôt

the time of entire peace, of an armed corps at the instance of private individuals »; cf., Christie, 1866, *op. cit.*, p. 143.

⁸ Une autre résolution des pétitionnaires fait état du caractère partisan du corps de carabiniers commandé par Sabrevois de Bleury, un député à la Chambre d'assemblée « notorious for his revolutionary principles » (Christie, 1866, *op. cit.*, p. 146-147).

⁹ Christie, 1866, *op. cit.*, p. 144-145. Autre indication à mettre au dossier de la thèse de la connivence des autorités britanniques avec le « parti français » - appellation fourre-tout qui, tout au long des années 1834-1837, encapsule sous une même désignation les « loyalistes français » favorisés par le patronage impérial et les « démagogues » du parti de la majorité.

contourné la censure gouvernementale en fondant la « Légion britannique »¹⁰, dont le DC n'aurait été qu'un sous-groupe. Un entrefilet railleur de février 1836 du *Herald* invite même les censeurs gouvernementaux à braquer leur attention sur la British Legion, au lieu de s'acharner sur la dépouille du « défunt » BRC, quoique celui-ci, à l'instar du spectre paternel dans *Hamlet*, reviendra hanter, de façon intermittente, le consciencieux Gosford.

Le propriétaire du *Herald* n'est revenu, en fait, qu'à deux reprises sur le service particulier des patrouilles nocturnes à l'intérieur d'abord du BRC¹¹, puis, après la dissolution de ce club privé de carabiniers, dans le DC. Le premier témoignage est de juillet 1839 : un même fil conducteur, selon lui, relie le BRC, la British Legion, le DC et certains bataillons volontaires de novembre 1837. S'attardant sur certains passages de la conclusion de l'« Histoire des insurrections canadiennes » de Papineau, il relève d'abord certaines inexactitudes concernant les accointances d'Adam Thom - ancien éditeur en chef du *Montreal Herald* - avec le DC. Weir ne comprend pas comment l'auteur des *Anti-Gallic Letters* puisse, dans l'esprit du chef patriote, y être associé,

as Mr. Thom never was a member of the club, and knew no more of its organisation, strength or intentions, than Papineau himself¹².

Le propriétaire du *Herald* nie, en outre, que Thom ait été engagé, à quelque degré que ce soit, comme l'affirme Papineau, dans les émeutes orchestrées par certains magistrats tory à Montréal. Assurant à l'instar du BRC un service de guet nocturne, le DC en fait, poursuit Weir,

was established by the young gentlemen in the city for the purpose of mutual protection against attacks from Canadian watchmen, whose principal business appeared to be robbing houses instead of guarding them, and breaking the peace instead of maintaining it¹³.

¹⁰ Dans la presse francophone, le BRC était désigné déjà comme « Légions bretonnes » (Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 118).

¹¹ Ce que Laporte désigne, en se basant sur la *Montreal Gazette*, par l'expression « vigiles de quartiers » (*ibid.*).

¹² HA, 11/7/1839.

¹³ *Ibid.* On est donc en présence ici, face aux patrouilles de nuit rémunérées, permanentes et encadrées par la loi, à une organisation « clandestine » rivale.

Doté d'une organisation efficace, le club était, selon Weir, « secret as the grave in its operations, and its power was felt though it was unseen »¹⁴. À vrai dire, les activités du DC semblent avoir comporté simultanément une face publique et une autre privée, comme on peut le déduire des différents rituels d'assermentation. Nous l'avons déjà relevé : lors de l'assemblée publique du DC de mars 1836, la fin de la douzième résolution évoque un type d'engagement mutuel des membres par la prestation publique d'un serment d'allégeance :

and for the support of this declaration, with a fierce reliance on the protection of Divine Providence, we are mutually to pledge to each other our lives, our fortunes, and our sacred honor¹⁵.

Mais la cérémonie secrète d'assermentation semble avérée, d'autre part, par le témoignage d'un membre ayant été déjà affilié au club :

Yes, I was a member of the Doric Club. When I joined I did not know it was a secret society or I would not have done so. I was introduced to go to a meeting with some of my friends and, when I got inside, a Bible was put in my hand by Dr. Tom Arnoldi, the head man of the organization, and I had to take an oath of secrecy and fidelity¹⁶.

Le propriétaire de la feuille radicale tory est revenu sur le sujet controversé du DC en mars 1840. Il réagissait cette fois à un article paru dans le *Canadien* l'accusant d'avoir mis sur pied le BRC en décembre 1835 dans l'intention de renverser le gouvernement, bien qu'une simple proclamation ait suffi à ramener à l'ordre les « rebelles loyaux ». Faux, de dire Weir, qui ne nie pas cependant avoir joué un rôle de premier plan dans l'organisation de ce corps de carabiniers composé de huit cents hommes liés entre eux pour leur protection mutuelle que « le traître imbécile Gosford » n'était pas en mesure d'assurer. Weir concède même que les membres de ce corps, à ce moment-là, ont tenu effectivement des réunions et paradé la nuit dans

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ HA, 24/3/1836 ; voir *supra*, section 2.3.3, note 98.

¹⁶ Musée McCord, Rébellions, M13005. La commission de F.T.C. Arnoldi, ancien membre pétitionnaire du BRC et assistant chirurgien dans la RMC, est renouvelée par le Bureau de l'adjudant-général de la milice le 16 novembre 1837 (HA, 25/11/1837).

le but explicite de faire étalage de leur force aux « Canadiens-Français rebelles ». Il précise que lors de leurs sorties nocturnes, les patrouilleurs du BRC

invariably halted at the main guard house and at the barracks, where they gave three cheers for the King, *in which they were joined by the troops* [...] ¹⁷.

Weir ne nie pas non plus que Gosford, « dans la pleine mesure de son imbécillité », ait lancé contre le corps une proclamation, le forçant à se dissoudre, « but only to be resuscitated under a different name, the British Legion » ¹⁸.

3.3 Les patrouilles urbaines privées et le DC

Malgré le déversement continu de leurs doléances, en matière de sécurité publique, les militants tory à Montréal possédaient des atouts de première magnitude aptes à freiner les vues des autorités civiles : le pouvoir des magistrats, en mesure non seulement de mobiliser des compagnies de l'armée, mais aussi, à même des fonds privés ¹⁹, au gré des circonstances, des « constables spéciaux ». En parallèle avec les membres du Conseil de ville, ils détenaient donc un pouvoir de police important ²⁰. Cette collaboration présumée entre les magistrats tory et les patrouilleurs du DC à la solde des « principaux capitalistes », deux textes de William Badgley d'avril 1836, sous le pseudonyme de « Civis » », en détaillent les modalités ²¹. L'habileté du

¹⁷ HA, 7/3/40. Souligné par Weir.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Voir ce que dit Badgley en avril 1836 des magistrats tory *infra*, note 23.

²⁰ Fyson pense qu'à Montréal les résistances à l'implantation de magistrats professionnels provenaient à la fois des Tories et des Canadiens : « A professional magistracy struck at the heart of British conceptions of local governance based on the free exercise of power of lay magistrates chosen from among the elites, and hinted instead at continental authoritarianism » (Fyson, 2006, *op. cit.*, p. 48). Et bien que, selon lui, les années 1830 marquent « a partial return to older practices in the cities », « the abolition of professional magistrates seems to have had little effect on the capacity of the justice system to impose himself on colonial society, with the 1830s witnessing a significant upsurge in all aspects of the justices's work [...] » (Fyson, 2006, *op. cit.*, p. 49-50). En ce qui a trait au « free exercise of power », le jugement pratique n'exclut ni le laxisme, ni les excès de zèle : « The use of force depended upon the situation on the ground, leaving the local authorities considerable discretion » (cf., R. Poole, 2006, *loc. cit.*, p. 270).

²¹ Sur cette figure de proue ultra-tory, voir Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 108. Il est aussi l'un des chefs de file de la maçonnerie montréalaise. Né à Montréal en mars 1801, Badgley a été initié à St. Paul's le 10 février 1824. Cf., Bond, Frank, 1876, *op. cit.*, p. 171.

citoyen Badgley se remarque notamment par sa capacité de retourner certains passages de la correspondance officielle du gouverneur contre son destinataire, c'est-à-dire le maire Viger qui, à titre d'ancien officier des Voltigeurs lors de la guerre anglo-américaine de 1812, était l'une des têtes de turc favorites des tories. Dans la première de ses lettres, « Civis » prévient charitablement le gouverneur, sur le mode de la satire, des dangers qui l'attendent lors de son prochain passage en ville :

various reports having reached his lordship of the misch[i]evous gang of Riflemen, Axemen, Clubmen and others, that infest the city, those especially against whom he fulminated his ever memorable proclamation [...]²².

Dans la foulée des élections municipales qui viennent de se dérouler, on apprend que la nomination éventuelle d'un chef de police était au cœur des débats publics. La date d'expiration de la charte d'incorporation de la ville, de même que les incertitudes quant au renouvellement des crédits affectés par le budget provincial – conséquence directe de la stratégie patriote d'obstruction parlementaire –, suscitait par ailleurs des inquiétudes. Badgley rapporte que le secrétaire civil et le gouverneur avaient entrepris récemment des démarches auprès du maire Viger concernant la sécurité publique. Le futur secrétaire de la MCA ne mâche pas ses mots à l'endroit des « magistrats rémunérés » et des patrouilles urbaines sous leurs ordres. S'adressant aux « citoyens de Montréal », Badgley se demande s'ils oseraient se fier, comme le souhaite le maire Viger, à une poignée de « bandits et de hors-la-loi » (« desperados ») auxquels on accole le titre pompeux de « gardiens de la paix publique ». En procédant lui-même unilatéralement, le représentant de Sa Majesté s'est arrogé, à son avis, un pouvoir qu'il ne détient pas, ni n'oserait exercer. Jamais, poursuit-il, l'élite tory ne se fera dicter un candidat qui n'est pas des leurs. Le gouverneur Gosford semble avoir oublié du reste, au dire de Badgley, le conflit encore vif en Angleterre autour des magistrats rémunérés. Animés par des sentiments nobles et des principes élevés, les magistrats

²² Lettre du 16/4/1836 parue dans HA, 23/4/1836. La référence explicite à la dissolution du club privé de carabiniers illustre combien, de janvier 1836 à novembre 1837, la question de l'enrôlement et de l'armement des miliciens volontaires n'a pas cessé d'être au cœur du conflit d'autorité entre Britanniques.

tory à Montréal offrent gratuitement, selon lui, de prendre en charge la sécurité publique de la ville en mobilisant des hommes pour le guet :

the magistrates of Montreal are men of noble-spirited and independent principles, who will *voluntarily* and *gratuitously* watch over our police concerns and in aid of others, a whistle would echo from one end of the city to the other, that would be responded to and acknowledged by 1500 young fellows - whether axe handle blades or battle axe blades, or omne quod exit in axe [« tout ce qui s'exhibe au grand jour »]²³.

William Badgley termine son épître en mentionnant que lors d'un éventuel séjour en ville, si Gosford persiste à se faire accompagner « by a small but efficient body of Constables or Police officers », cela ne pourra dénoter de sa part que « lâcheté, ou quelque chose de pire ». Trois jours plus tard, « Civis » récidive cette fois dans une lettre ouverte au « très honorable vice-roi ». En exergue, il place symptomatiquement un passage de Edmund Waller (1606-1687), panégyriste de Cromwell, Lord Protector of the Commonwealth : « Send me your guards, that if persuasion fail, Force may against the mutinous prevail ».²⁴ Partisan des mesures qui donnent « du tonus, de la force et de l'énergie » aux discours, Badgley constate avec peine les manières rampantes, serviles et basses de l'administration Gosford. L'embauche à Montréal par le maire de « some hundreds of special constables, (in the very teeth of the act, that limited the number of watchmen and constables,) » lui semble une moquerie²⁵. Un seul coup de sifflet, lance-t-il, aurait suffi récemment à mettre en déroute ces « myrmidons » chargés de faire des rondes nocturnes en groupe compact. Mais ce qui choque par-dessus tout Badgley, c'est que le gouverneur, pour ne pas déplaire à ses « alliés » Français appartenant au « great body of the people », ait publié une nouvelle commission de la magistrature habilitant le maire Jacques Viger et les autres coadjuteurs de la corporation municipale à mettre sur pied une force policière en vue

²³ *Ibid.* Les italiques sont de « Civis », le « citoyen ».

²⁴ Lettre du 19/4/1836 publiée dans HA, 24/4/1836.

²⁵ Je n'ai pu identifier à quelle loi se réfère Badgley, qui associe dans ce passage patrouilleurs et constables. On aura remarqué la même insistance que les pétitionnaires du BRC sur l'addition illégale des effectifs policiers.

de remplacer éventuellement l'actuelle magistrature dont la réputation d'honnêteté, d'honorabilité, d'indépendance et d'impartialité n'est plus à faire. Pas un seul vol n'a été commis, rappelle Badgley, lorsque les sbires à la solde de Viger ont dû se retirer provisoirement. Évoquant à nouveau le sort du défunt corps de carabiniers (BRC) que les circonstances ont forcé, en décembre 1835, à s'« associer » et à s'« incorporer », il n'est pas interdit de penser qu'un jour prochain, conclut Badgley en manière de prophétie,

[...] "the want of some regular system of police and municipal regulations" would be summarily supplied by those who have been compelled to associate and incorporate themselves for the protection of the rights and privileges of all of British origin, with which they are hereditarily invested and constitutionally determined to maintain inviolate, and bequeathe immaculate to their descendants²⁶.

On trouve ici, selon nous, l'expression la mieux ficelée du lien entre les thèmes de la sécurité publique et de la défense des droits imprescriptibles des membres de la communauté britannique dont les tories montréalais se prétendent les mandataires autorisés. Il faut bien le reconnaître : quand Badgley précise que les citoyens d'origine britannique sont « héréditairement investis et constitutionnellement déterminés à maintenir inviolés ces droits et privilèges et à les transmettre dans toute leur pureté à leurs descendants », il évoque une filiation génétique aux antipodes de la pensée libérale et de la posture moins crispée de Durham. Mais on ne peut être qu'admiratif devant la clairvoyance et l'espèce de sans-gêne de ce « citoyen du monde » : un an et demi avant le recours aux armes, il pose nettement l'équation du problème contre lequel se butera, à Montréal, l'administration coloniale. En octobre 1835, dans une de ses premières *Anti-Gallic Letters*, Adam Thom avait lui-même

²⁶ *Ibid.* Badgley reprend presque textuellement la huitième résolution de la réunion du DC tenue un mois plus tôt : « That as our sole aim and object is to secure equal rights and privileges to all classes of our fellow-subjects in this province [...] » (HA, 23/3/1836). Dans la réponse finale des pétitionnaires au nom du BRC (F.C.T. Arnoldi, M. D., F. Hunter et R. M'Kay), le thème de la sûreté publique était associé également à la nécessité « to assist in maintaining the rights and privileges granted to them [les membres du club] by the Constitution » (Christie, 1866, *op. cit.*, p. 145).

exprimé la conviction qu'au moment opportun, les ressortissants britanniques trouveraient bien le moyen de prouver que les Canadiens installés aux commandes par le cabinet Melbourne ne constitueraient pas un point d'appui assez solide pour asseoir l'autorité britannique :

When the English inhabitants of British America shall be goaded into physical resistance by the undue preference of conquered foreigners, then will the imperial government find, that, in relying on the French Canadians, it has leaned on a broken reed²⁷.

Dans le même ordre d'idées, quelques mois plus tard, faisant écho au rapport du Select General Committee de la MCA de novembre 1836, une lettre de « Mercator », qui se présente d'emblée comme l'un des dirigeants de la « Légion britannique », révèle au grand jour l'étendue des ramifications de cette organisation dans le Haut-Canada et, en particulier, à Cornwall :

we can produce a phalanx of 40,000 banded brothers instead of 20,000, as stated in the report. Our Committee forgot the affection borne towards us by the Chieftain of the Glengarry men and his followers, also the brave hearts of Upper Canada, who, had they a warrior equal to that of their all beloved governor [Francis Bond Head], to lead them to battle, the frogs would croak at a devil of a rate²⁸.

En phase avec les prédictions de Badgley et Thom à propos des services exclusifs sur lesquels, tôt ou tard, l'Exécutif devrait compter, « Mercator » clôt sa lettre lui aussi sur une prophétie, qui s'est avérée d'une rigoureuse exactitude :

To conclude, should Lord Gosford remain another year Governor of Lower Canada - I speak the voice of Legion - either he or the British merchants and farmers must WIND UP²⁹.

Que ce soit ainsi sous l'appellation « British Rifle Corps », « British Legion », « Axe Handle Guards » ou le substantif de « Dorics », dans les colonnes du *Herald* les aspects de sécurité publique et d'agenda politique apparaissent indissociables.

²⁷ Lefebvre, 1970, *op. cit.*, p. 138.

²⁸ HA, 17/11/1836.

²⁹ *Ibid.*

Mais si l'on en juge par le compte rendu du banquet anniversaire tenu au White Swan Hotel sur Notre-Dame en janvier 1837, le DC comportait également une dimension mondaine très british³⁰. Une résolution, curieusement, porte de manière spécifique sur l'épithète même de « dorique » : « The Doric Club like the Doric column may it ever remain strong, firm and upright - Four times four. Song, Hearts of oak »³¹. Cette référence à la « colonne dorique » semble une allusion assez transparente à l'attribut du « Senior Warden » dans un rituel maçonnique³².

Six mois après le banquet bcbg de janvier 1837, le DC revient dans l'actualité au moment des premières assemblées anti-coercitives. Bien que certains des supporters les plus engagés du parti patriote aient signalé leur intention d'y porter des armes, Weir se dit convaincu que personne n'osera s'en servir. En cas contraire, annonce-t-il, une « terrible riposte » les attend :

[...] an opposition may be expected and we hope that the unfortunate collision may be the result. The members of the Doric Club, and the Axe Handle Guards, ought to be prepared for the worst³³.

³⁰ Le « président » de la soirée est escorté de deux « croupiers » : C. O. Ermatinger et John Jones (copropriétaire avec P.-É. Leclerc, de 1832 à 1836, de l'*Ami du Peuple*, journal tory francophone). La table en forme de fer à cheval indique qu'outre les « rough-handed artisans », le DC recrutait aussi ses membres parmi les officiers de la RMC, dont Ermatinger était d'ailleurs lieutenant.

³¹ HA, 31/1/1837.

³² Elle évoque aussi les « cinq points de l'amitié maçonnique » [sic] où il est question justement, d'après une traduction de McCord, de former une « colonne pour notre defence [sic] mutuelle » (Musée McCord, franc-maçonnerie, ms 0891). McCord, du reste, était également l'un des chefs de file de la maçonnerie britannique à Montréal. Un mois avant P. McGill, il joint Saint Paul's en octobre 1823. Le nombre d'officiers de la RMC, de la RMA ou de différents corps volontaires affiliés à cette loge est impressionnant. Outre McCord, on retrouve dans la MRC, d'après les commissions publiées en mai 1838 par le Bureau de la milice : William Forsyth, Campbell Sweeny, Charles Oakes Ermatinger, Eliezer D. David et Moses Samuel David ; dans l'artillerie : Arthur Ross et Frederick Griffin (32^e régiment), Lewis Moffatt, carabiniers, les lieutenants-colonels Henry Dyer (1^{er} Bataillon de la milice volontaire) et Norman Bethune (1^{er} Bataillon des Loyaux volontaires, quartier St-Anne), ainsi que plusieurs officiers des bataillons volontaires dont Isaac Valentine, Stanley Bagg, James Holmes, Moses Judah Hayes, etc., sans oublier, comme on l'a vu, le propriétaire du *Herald* lui-même, mobilisé comme premier lieutenant dans le Montreal Light Infantry. Cf., Bond, 1876, *op. cit.* Voir Annexe A.

³³ HA, 5/7/1837.

Peu après la création des Fils de la liberté à l'Hôtel Nelson au début de septembre 1837, Weir ridiculise les prétentions de leurs rivaux dans le camp patriote qu'il apparente à des « suburban bullies » :

The Canadian "infants", as they style themselves in French, will require a little more pap from their nurses before they will be able to excite any feeling of the Dorics towards them but that of unutterable contempt³⁴.

Reprenant le slogan du BRC, Weir assure ses adversaires dans le camp patriote que

as surely as Hannibal was sworn on the altar to revenge his country's wrongs, so surely are there knit together in Montreal "hearts resolved and hands prepared" to resent with interest, any insult offered to their native country or their fellow countrymen. *Verbum* [fi]at³⁵.

Le ton devient moins frivole, dix jours plus tard, lorsque le *Herald* reproduit un entrefilet dans lequel l'éditeur du *Populaire* se demande ce qu'il advient des « Dorics » - à quoi Weir rétorque :

We can only answer at present for "It bides its time," and will be heard in a voice not to be misunderstood ere long³⁶.

Au moment de la parade en octobre 1837 des « midnight ruffians » appartenant aux Fils de la liberté, la lettre de « W.O.M. » marque un renversement complet de ton qui ira en s'intensifiant dans les semaines à venir. Aux hâbleries et conseils amicaux succède l'accent de l'honneur outragé. Le spectacle de la procession révolutionnaire à travers « nos » rues sous la bannière tricolore et au son de La Marseillaise pique au vif l'observateur qui s'interroge :

"Oh," I exclaimed, "where is the Rifle Corps?" "where is the vaunted British Legion?" "where are the Axe Handle Guards?" "where, oh where! is the Doric Club that used always to be first at the post of danger or of honor?" Though the revolutionary cowards dare not show themselves in the open day nor produce their dirty tri-coloured "while the sun shows its light," still that is no

³⁴ HA, 13/9/1837.

³⁵ *Ibid.*

³⁶ HA, 21/9/1837.

reason why they should be permitted with impunity to carry the flag of revolution through our streets, and insult the loyal subjects of our gracious Queen after sun down³⁷.

De son côté, dans une lettre ouverte aux « merchants, lawyers, doctors, tradesmen, of British and Irish origin » où il pourfend la neutralité de ses concitoyens, « Hampden » rappelle, peu avant le grand rassemblement loyal de la Place d'Armes en octobre 1837, un passage de l'adresse fameuse de Papineau à l'élection de 1834 dans le West Ward. Le chef patriote, selon lui, y aurait accusé les « marchands et les avocats anglais de Montréal » d'avoir honteusement reculé devant les casseurs du camp patriote issus des classes populaires (« the rough-handed artisans of the clique »)³⁸. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le référent dans ce passage ne se rapporte pas à des fiers-à-bras que les meneurs de la faction patriote auraient soudoyés, mais bien aux patrouilleurs municipaux légalement constitués qui prétendaient s'interposer entre les partisans des deux factions en lice. La lettre, de fait, s'inscrit parfaitement dans la ligne éditoriale du *Herald* que nous dégageons. Or, poursuit « Hampden », au risque de voir l'histoire se répéter, l'heure n'est-elle pas venue à présent de faire face à nouveau à ces « rough-handed people » ? Puis il enchaîne avec feu :

Take my word for it, you will not meet Monsieur Papineau, you must expect sterner stuff; or, gentlemen! do you expect your battle to be fought for you by our rough-handed artisans and poorer fellow citizens? if such be your coward thoughts, your selfish intentions, blush, if blush ye can, for your disgrace. Eyes are upon you, and tongues are asking, why are these people not out with us? The muttered curse will burst upon your ears in thunder, should our supineness *now* be cause of defeat. Say, are you really afraid of blows and blood?³⁹.

³⁷ KMH, s.d. Le parallèle avec l'allocation de McCord en mai 1838 est saisissant : « whilst treason openly marched through our streets, and men, self-styled patriots, were permitted, in open day, to drill and organize themselves for the avowed purpose of overthrowing everything we held sacred [...] » ; cf., *infra*, p. 124, la citation complète.

³⁸ KMH, 14/10/1837.

³⁹ *Ibid.*

Cette lettre de « Hampden » est importante à plus d'un titre : elle révèle d'abord qu'en plus de l'organisation paramilitaire des Fils de la liberté, trois semaines avant l'émeute du 6 novembre 1837, le « groupe de jeunes chiens grotesques »⁴⁰ du DC gardait dans sa mire également le « spectre » des patrouilles municipales légalement constituées ; d'autre part, comme les analyses du chapitre précédent l'ont souligné, cette lettre donne à penser aussi qu'à la veille de la grande assemblée loyale du 23 octobre 1837, des dissensions importantes subsistaient toujours parmi les élites de la communauté britannique de Montréal au sujet de l'enrôlement massif des civils.

L'esquisse du réseau underground ultra-tory tel qu'il apparaît dans le *Herald* serait incomplète si, par ailleurs, l'on ne tenait pas compte de la filiation ininterrompue qu'a établie, de manière explicite, Robert Weir lui-même. Elle rassemble en un seul faisceau le BRC de décembre 1835, la section locale de la British Legion, les patrouilles nocturnes (les « Axe Handle Guards » enrôlés parmi les artisans et les journaliers au sein du DC), les troupes du QLD, ainsi que certains bataillons volontaires de novembre 1837⁴¹. Pourquoi un tel rappel ? Seule l'hypothèse d'une filiation ininterrompue permet, à vrai dire, de cibler correctement l'un des enjeux fondamentaux autour de la création d'une force auxiliaire municipale neutre : la volonté clairement exprimée des militants radicaux tory de former le seul point d'appui sur lequel, tôt ou tard, l'autorité britannique devrait s'appuyer au moment critique. Le propriétaire du *Herald* n'est revenu qu'à deux reprises sur ce fil conducteur « invisible ». Évoquant d'abord les démêlés des tories avec les hommes du guet lors de l'élection tumultueuse de novembre 1834, il attribue en rétrospective à un vague « concours de circonstances » la métamorphose des « young gentlemen in the city » « en un parti politique britannique puissant » qui jouera un rôle décisif dans la radicalisation du conflit lors de l'émeute du 6 novembre 1837 à Montréal :

⁴⁰ L'expression est de Adam Ferrie; cf., Laporte, *op. cit.*, p. 120.

⁴¹ À ces corps il convient de joindre aussi sans doute des constables et des juges de paix « infiltrés » dans la police et la magistrature, ainsi que des officiers dans la RMA et la RMC.

The Doric Club was established by the young gentlemen in the city for the purpose of mutual protection against attacks from Canadian watchmen [...]. The course of events changed them into a strong British political party, and there is little doubt that to the club are the colonists mainly indebted for forcing Papineau and his gang into rebellion much sooner than they intended⁴².

Dans cet article de juillet 1839, il faut bien voir comment, dans la désignation des adversaires, aux yeux mêmes de Weir, les militants radicaux du camp patriote se substituent aux patrouilleurs municipaux. Le propriétaire du *Herald* poursuit en effet son article en mentionnant qu'en septembre 1837 les Fils de la liberté ont bien tenté d'imiter les membres du DC en s'enrôlant eux aussi dans une organisation paramilitaire, mais les sarcasmes et les insultes que les membres du club ont fait pleuvoir sur ceux-ci les auraient forcés, selon lui, à afficher au « grand jour » leurs intentions séditeuses. Dans le miroir embué de la rétrospection, Weir oublie de dire qu'aussitôt après la démonstration de force convaincante du DC lors de l'émeute du 6 novembre 1837, lui-même paraissait animé de sentiments qui rappellent plus ceux d'un émeutier ou d'un agent provocateur que d'un défenseur impartial de l'ordre public : si, effectivement, il s'est indigné alors du manque de fermeté des conseillers juridiques de la Couronne (Ogden et O'Sullivan) à l'endroit des Fils de la liberté et de la presse séditeuse patriote⁴³, en revanche, il se désolait au même moment que la

⁴² HA, 11/7/1839. Outre la dissolution du BRC et le manifeste du DC de mars 1836, le « concours de circonstances » auquel Weir fait allusion de manière cryptique se rapporte aussi, à mon avis, à la direction informelle de la faction radicale tory qu'assume Colborne à partir de février 1836. Colborne avait préféré quitter son poste de gouverneur du Haut-Canada, plutôt que de « “cheerfully” prostrating the executive power under the fatal shade of the tree of “pure democracy” » (HA, 2/2/1836). Lors de son ultime sortie publique au cours de laquelle il procédera au rituel « maçonnique » de consécration de la pierre d'angle du pavillon actuel des Arts de l'université McGill, Weir caractérise, dans une tonalité nettement orangiste, les contacts privilégiés ayant soudé « le parti britannique puissant » au commandant militaire. Moyennant une sorte de contre-transfert caractéristique, Sir John apparaît tel Moïse conduisant le peuple élu loin du pays de servitude : « To Sir John Colborne the loyalists looked as the Israelites did to the brazen serpent in the wilderness - they placed their confidence in him, because they knew he would not betray his trust, or disgrace himself by communications with such individuals as surrounded my Lord Gosford [...] » (HA, 2/10/1839).

⁴³ Déjà en juin 1837, le *Herald* avait avancé que le bâillonnement de la presse « séditeuse » (la *Minerve* et le *Vindicator*) nécessitait la suspension de l'habeas corpus (HA, 20/7/1837).

promesse d'un « combat mortel » entre les Dorics et les Fils de la liberté se soit si tôt évanouie⁴⁴.

Du reste, précisera-t-il tout uniment dans un article de mars 1840 sur le même sujet, c'est à des membres du DC métamorphosés en « constables spéciaux » que sera confiée, dix jours à peine plus tard, la tâche d'exécuter les premiers mandats d'arrestation à l'endroit des « traîtres » qui circulaient librement à Montréal. La raison que le propriétaire du *Herald* évoque est simple et requerra un examen minutieux : les autorités, selon lui, n'auraient pas pu compter sur aucun Canadien « assez loyal » en qui elles auraient pu placer leur confiance⁴⁵. Par la suite, conclut-il, « the Queen's Light Dragoons, besides various other volunteer battalions, were composed of members of that club »⁴⁶.

3.4. Position de Thom vis-à-vis des magistrats et des miliciens canadiens « loyaux »

L'une des formulations les plus paradoxales du problème de la neutralité se trouve dans un éditorial de janvier 1835. Se basant sur une prétendue « loi de Solon », Thom insiste sur l'idée que, dans les « commotions civiles » qui secouent de temps à autre les sociétés, le monde étant pour ainsi dire coupé en deux, la ligne de partage entre camps adverses ne saurait permettre à quiconque d'occuper une position neutre. Deux ans et demi plus tard, en septembre 1837, les nominations auxquelles procède

⁴⁴ « The "Sons of Liberty" are now as quiet as the peaceably disposed inhabitants could wish them to be; many of them have, we understand, seen the error of their ways, and have left the band, disgusted with the cowardice of Papineau and O'Callaghan, who addressed them inside the yard in St. James Street, on Monday last, but declined appearing on the street, to share with them the glory of victory or the disgrace of defeat; indeed the very first resolution passed by them affords abundant proof that the excitement created by novelty had worn off, and was not replaced by any of that sterling principle of patriotism which nerves men to do and dare all for their country » (HA, 11/11/1837).

⁴⁵ Un entrefilet du *Montreal Herald* de novembre 1837 auquel fait allusion Weir contient ce passage : « On Wednesday evening [15 novembre 1837], a number of gentlemen were sworn in as special constables, and were ordered to accompany the High Constable, in order to assist him in arresting several individuals against whom he had warrants on a charge of High Treason » (HA, 18/11/1837). Weir, par ailleurs, attribue à la rumeur publique la désignation des seize « volontaires » de la RMC qui formeront le commando d'élite dépêché le lendemain, 16 novembre, à titre eux aussi de « constables spéciaux » (HA, 25/11/1837).

⁴⁶ HA, 7/3/1840. La théorie du « complot bureaucrate » s'étaie principalement sur ce présupposé.

le vice-roi Gosford au Conseil législatif déclenchent le rappel de la leçon que le rédacteur en chef du *Herald* croyait tirer de l'exemple du législateur grec. Toute voie médiane entre factions rivales lui apparaît encore une chimère : « most of them are utterly distasteful to all parties and all races ».⁴⁷ « Tous les partis » ? Thom ne se réfère ici, curieusement, qu'aux « extrémistes » des deux clans ennemis. On a là une autre illustration du phénomène paradoxal de confluence entre les militants radicaux patriotes et tory - face cachée du phénomène de « polarisation extrême » qu'on a relevé dans le dossier historiographique. Ce qu'évoque la formulation elliptique de Thom, c'est qu'à la veille de l'irruption de la violence armée, on a toujours affaire à une lutte à trois : les ailes radicales dans les deux camps ennemis, ainsi que la force d'interposition de l'État. On retrouve la même construction tripartite dans une analyse récapitulative d'août 1838 :

Lord Gosford became the despised of both parties as a miserable tool, whose conscience was in Lord Glenelg's inkstand. The two parties being thus left to shift for themselves, became bolder every day in their invectives against the Government and against each other⁴⁸.

Dans le prolongement de l'axe argumentatif du manifeste Molson-Quinlan, Thom voit plutôt dans les nominations de septembre 1837 la perte du dernier bastion où les tories pouvaient exercer une influence prépondérante et contrecarrer les velléités autonomistes de la Chambre d'assemblée. S'ouvre ainsi, selon lui, la perspective d'une double majorité francophone, pavant la voie désormais à une meilleure synergie entre l'Assemblée et le Conseil législatif :

both councils are now decidedly French, so that the "English inhabitants of this province" have now no hope of safety but in such a broken reed as "precise instructions" emanating from Downing Street⁴⁹.

⁴⁷ HA, 4/11/37. Il s'agit de Hertel de Rouville, John Neilson, Amable Dionne, J. D. Lacroix, J. M. Fraser, John Pangman, A. M. de Salaberry, René L. Caron et Sabrevois de Bleury (HA, 21/11/1839). Sur de Salaberry, voir *supra*, section 1.1.2, note 53.

⁴⁸ HA, 14/9/1838. La convergence idéologique décelée dans la ligne éditoriale du *Herald* avec les radicaux de la faction rivale fait penser à la phase paroxystique d'une crise mimétique où toutes les différences entre les protagonistes semblent s'évanouir.

⁴⁹ HA, 4/10/1837. Comme on l'a vu, l'accent sur la « sûreté » comporte un volet inextricablement civil et politique.

La vision dualiste de Thom et des autres rédacteurs du *Herald* les amène alors à discerner, à leur plus grande stupéfaction, le raccordement souterrain entre la faction radicale que Papineau lui-même ne parvient guère plus à contrôler et l'aile modérée ayant « infiltré » du dedans, depuis des années, l'appareil d'État sous l'œil bienveillant de la coalition whig-radical à Westminster. Plus que les « rough-handed artisans » à la botte de Papineau, ce sont les prétentions de ces Canadiens investis de l'autorité suprême qui préoccupent les tories, en ce qui touche notamment leur aptitude à assurer la sécurité publique. Outre le maire de Montréal, Jacques Viger, les rédacteurs du *Herald* ont dans leur mire, tout particulièrement, P. D. Debartzch, le seigneur de Saint-Charles le quel, en plus de siéger aux Conseil législatif et exécutif, se trouve être le conseiller spécial de Gosford. À propos de la stratégie casse-cou de paralysie de l'appareil gouvernemental que préconise Papineau, le *Herald* épingle au même moment la « fourberie » du « keeper of His Excellency's conscience »⁵⁰ :

had his advice been taken by the House of Assembly of granting the Civil list, we would all have been handed over to the tender mercies of *our opponents*⁵¹.

« Our opponents » ? L'expression mérite encore une fois d'être relevée. Contrairement à la tendance des rédacteurs du *Herald* à mettre toujours dans le même panier patriotes radicaux et modérés, il ne s'agit pas ici de Papineau ou des Fils de la liberté, mais bien des Canadiens recrutés en partie au sein du parti patriote et installés maintenant au pouvoir ou dans des postes de commande grâce au patronage de l'administration coloniale. Lors de son discours « électrisant » à la Place d'Armes le 23 octobre 1837, Thom reviendra sur le sujet et décochera à leur intention une pointe fielleuse. Jetant d'abord le blâme du désordre qui prévaut dans le district de Montréal

⁵⁰ HA, 11/11/1837.

⁵¹ HA, 28/9/1837. Nous soulignons. Celle-ci concerne essentiellement les nominations dans la magistrature, les jurys, la milice et les patrouilles urbaines qui sont basées sur les titres de propriété. À l'instar du manifeste Molson-Quinlan du 20 novembre 1834, dans l'une de ses *Anti-Gallic Letters*, Thom avait relevé lui aussi que les critères peu élevés à ces postes procuraient à la « French faction », à toutes fins pratiques, « its regulation of all local offices of a public kind. » (HA, 19/1/1836).

sur la politique de conciliation des « nullités » du cabinet Melbourne, il prend acte de l'impuissance de l'Exécutif à mettre sur pied « une force organisée régulièrement payée ». Selon lui, la reconduction des lois municipales et du budget par la Chambre d'assemblée :

would [...] have protected the public by a regularly paid and organised force; and the most beautiful feature of such a system would have been that the *traitors* themselves, through such property as they might possess, would have been compelled to contribute to the defeat of their own machinations and the maintenance of public order⁵².

On touche ici un point essentiel. À l'instar de l'élection de 1834, à la veille de l'émeute du 6 novembre 1837, l'idée de l'interposition d'une force civile neutre entre l'aile radicale tory et la « faction révolutionnaire » apparaît aux yeux des rédacteurs et des correspondants occasionnels du *Montreal Herald* suprêmement ridicule. Dans la recension que donne Weir en 1839 de la « Réfutation » de Sabrevois de Bleury à l'*Histoire de l'insurrection au Canada* de Papineau, on apprend en quoi consistait, sous cet angle spécifique, la poursuite de la politique de conciliation. Selon Weir, suivant à la lettre les « instructions précises » de Downing Street, Gosford

intended to have distributed offices and favors in proportion to the numbers of the two races, according to the essence of the population, which would naturally give a *predominance* to the Franco Canadian race⁵³.

Comme on l'a vu, ce qui semble particulièrement insupportable aux pamphlétaires tory, c'est qu'à la veille de l'explosion armée, tels des « Solon et des Achitophel »⁵⁴, des « loyalistes Français », investis de l'autorité suprême, prétendent s'interposer entre les deux factions⁵⁵. Cette méfiance des tories à l'endroit des

⁵² HA, 28/10/1837. Nous soulignons. Thom, évidemment, ironise. Les « traîtres », encore une fois, ne sont pas les radicaux dans le camp patriote, mais les salariés réguliers de l'État en matière de sécurité publique.

⁵³ HA, 11/10/1839. On peut ainsi tirer l'inférence, en ce qui concerne la police et la milice, que les tories étaient destinés à jouer le rôle de « junior partners » (cf., Buckner, 1985, *op. cit.*, p. 227).

⁵⁴ HA, 4/11/1837.

⁵⁵ Cf., *supra*, section 2.2.3, note 31. Thom évoque la paralysie de l'appareil judiciaire dans les causes politiques pendantes (les assemblées « séditieuses ») où le jury n'était pas parvenu à s'entendre

magistrats canadiens loyaux se vérifie aussi à l'extérieur de Montréal où la recrudescence des méfaits publics semble être encouragée par l'approche trop permissive des magistrats canadiens. L'arrestation de deux contrevenants à Saint-Césaire, par exemple, apparaît beaucoup plus le résultat d'un compromis du « Deputy Sheriff » avec les bandes de maraudeurs que la conséquence d'une administration rigoureuse des lois qui, dans les circonstances, devrait inspirer une crainte révérencieuse⁵⁶. Effet collatéral imprévu, dans les jours qui suivent l'émeute du 6 novembre 1837 à Montréal, Thom prend acte du désengagement des loyalistes disséminés à l'extérieur de Montréal vis-à-vis des autorités civiles ; il constate même leur propension à rallier le camp des perturbateurs de l'ordre public :

every loyalist in the seigniories desert the government, that ought to protect him, and join the faction, that will do so⁵⁷.

Puis il conclut :

what right he [Lord Gosford] has to expect, that the scattered loyalists of the seigniories will sacrifice peace, property and life for a government, that arms *its enemies* to enable them to oppress its friends⁵⁸.

« Its enemies »? Encore une fois, il n'est sûrement pas question ici de Papineau ou des membres de l'association paramilitaire des Fils de la liberté. Dans l'esprit du rédacteur en chef du *Herald*, le référent ne peut être que les miliciens et les magistrats canadiens qui ne partagent pas les vues des patriotes ou qui ont pris leurs distances

sur un verdict. Dans le même numéro, un article porte d'ailleurs sur « the case of the Queen vs. Alexis Pinet, Esq., and others, on an indictment for conspiracy, riot and assault, tried at the Quarter Sessions ». Plusieurs des protagonistes des factions extrémistes rivales sont présents : J. Molson, A. P. Hart et B. Hart d'un côté, É.-É. Rodier, O. Perrault, A. Ouimet, G. Cartier et G. Deboucherville de l'autre.

⁵⁶ « [...] we are forced to believe that the Deputy Sheriff did not do his duty so much in the character of Deputy Sheriff as in that of a "*bon habitant*." [...] The terror of the approach of a military force may do much [...] » (HA, 26/7/1837). La connivence que le *Herald* suspecte entre francophones, elle l'approuve par contre sans réserve le 6 novembre lorsque les émeutiers doriques croiseront les détachements de l'armée : « The Royal Regiment was repeatedly and vehemently cheered by the Loyalists » (HA, 11/11/1837). Deux poids, deux mesures.

⁵⁷ HA, 11/11/1837.

⁵⁸ *Ibid.* Nous soulignons. Évanouie maintenant l'ironie, Thom livre le fond de sa pensée.

vis-à-vis du parti. On l'aura remarqué : contrairement à ce qu'il avançait au meeting de la Place d'Armes, force est de constater que le gouvernement entendait toujours, semble-t-il, « armer les traîtres ». Après les batailles de Saint-Denis et de Saint-Charles, l'accusation se fait plus mordante encore envers les « traîtres avoués » et les « transfuges politiques » sur qui se sont amassés richesse et honneurs. Mais la raison d'un tel état de fait doit être attribuée en dernier ressort au Bureau colonial qui s'est complu, depuis des années, à mettre en œuvre « a timorous, hesitating and crooked policy »⁵⁹. Ainsi,

by a dereliction of those principles which have been the only safeguards of the British Empire, as they are the only foundations of its constitution; by concessions made in a cowardly manner - granted as instalments - given as measures of expediency, and consequently thrown away, like the money the Roman Emperors paid the barbarians to retreat - have the Whig Government and Lord Gosford conspired to work the fearful change which now bids fair to desolate the land and plunge numberless families in irretrievable ruin and misery⁶⁰.

Fidèle à ses apories autour de la question de la neutralité des officiers de l'État, après les batailles de Saint-Denis et Saint-Charles, Thom claironne que les civils en armes mobilisés contre les rebelles, tel est à l'avenir le test ultime de loyauté qui permettra à la colonie de se débarrasser de l'emprise des « Anti-British lip-loyalists » qui n'ont pas osé rejoindre le camp des rebelles⁶¹. L'année ne s'achèvera pas sans que Thom, aux prises avec le démon de la fatalité, ne reprenne ses attaques obsessionnelles contre la politique de conciliation et se questionne sur les effets nocifs que la trop grande clémence des autorités envers les prisonniers politiques ne manquera pas d'avoir sur les « dupes » dans le camp patriote :

The same policy which would have sacrificed national dignity and the *interests* of Britons for a paltry civil list, will continue to [bestow to] the French Canadians the full enjoyment of their institutions, their language and

⁵⁹ HA, 25/11/1837.

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ HA, 9/12/1837.

their laws and of the political power which has made every Briton call down imprecations on the men entrusted with the government⁶².

3.5 Mobilisation des ressortissants britanniques et sécurité publique

On le sait maintenant : le pilier argumentatif du *Montreal Herald* se fonde sur le refus de délégation à une instance « neutre » et la nécessité concomitante de l'enrôlement des civils, quitte à ce que, du même coup - moyennant le concours discret des régiments de l'armée -, ils « revendiquent leurs droits par un appel aux armes »⁶³. Avant l'émeute du 6 novembre 1837, il faut, à cet égard, distinguer trois choses qui se recoupent : la question de l'appui des ressortissants britanniques à l'idéologie martiale préconisée par les journalistes du *Herald*, la question de la sécurité publique à Montréal et la création d'une force municipale d'appoint que, dans son plan d'intervention plus ou moins improvisé, le gouvernement s'appêtait à mettre sur pied en vue d'épingler les agitateurs et les contrevenants.

En ce qui a trait au premier point, comme on l'a vu plus haut, la lettre de « Hampden » du 14 octobre 1837 évoque symptomatiquement les réticences des plus fortunés parmi les membres de la communauté britannique à prendre parti entre les extrémistes des deux camps rivaux⁶⁴. De son côté, Thom est revenu sur le problème de la neutralité des ressortissants britanniques à l'assemblée loyaliste de la Place d'armes le 23 octobre 1837. Le libellé de la résolution sur laquelle son allocution porte n'est pas indifférent. Il y est question de « violence urbaine » et de l'urgence pour la communauté de se regrouper en associations de quartiers dans le but d'agir de manière concertée. Or, souligne-t-il, dans la même veine que la lettre de « Hampden », parmi les civils britanniques, on a trop souvent allégué dans des circonstances antérieures toutes sortes d'excuses pour couvrir leur « peu d'empressement » et leur « neutralité »⁶⁵. Coupé du contexte controversé de son

⁶² HA, 30/12/1837.

⁶³ *Anti-Gallic Letters* (No. XXXIX.), HA, 21/11/1835.

⁶⁴ Voir *supra*, section 3.3, notes 38-39.

⁶⁵ « [...] backwardness and neutrality » (HA, 28/10/1837).

éclosion, l'argument sera repris, tel quel, dans les années à venir. Il se résume à ceci : en conséquence de la rupture par les autorités coloniales du « pacte sacré » entre gouvernants et gouvernés, les citoyens britanniques et irlandais se seraient retrouvés dans l'obligation d'assurer eux-mêmes la sécurité publique⁶⁶.

Par ailleurs, fait à souligner, au moment de l'assemblée de la Place d'armes, la nécessité de la mobilisation des civils d'origine britannique ne se rapporte pas, aux yeux de l'éditorialiste en chef du *Herald*, à l'éventualité d'un soulèvement général. Si un tel objet entrait jamais dans l'esprit de quelqu'un, Thom demeurerait confiant que la garnison, à quelques pas de là, pourrait régler l'affaire en un tournemain. Au moment où il parle, l'obligation de l'enrôlement des Britanniques découlait plutôt, à son avis, de ce qu'il appelle « the organised system of petty nocturnal outrages »⁶⁷. Compte tenu de l'inertie du gouvernement à assurer la sécurité publique, les membres de la communauté ne pouvaient compter que sur eux-mêmes. La question en litige, du reste, n'avait rien d'académique. C'était quelque chose, à son avis, d'autrement plus fondamental, que tout citoyen, en fait, devait consentir à défendre : sa vie et ses biens. L'exhortation s'achève sur une apostrophe dans laquelle l'orateur invite ses congénères à sacrifier « confort, temps et argent » non pas sur l'autel du patriotisme, mais au nom seul de « l'intérêt personnel » bien entendu :

Let every one, therefore, afford such aid, as nature or education or circumstances may have placed at his disposal. Let the rich contribute of their wealth; let the poor lend their physical strength [...] ⁶⁸.

J'ai retrouvé dans le volumineux et poussiéreux cahier compilé par Kadwell une découpure sans date de l'édition quotidienne du *Montreal Herald* qui n'a pas été republiée dans le format hebdomadaire. Elle est sans aucun doute contemporaine de l'assemblée du 23 octobre 1837. Il y est question encore des assauts nocturnes perpétrés à Montréal sur les propriétés et les personnes ; or, bien que Thom, alias

⁶⁶ A Volunteer indeed, HA, 26/11/1838.

⁶⁷ HA, 28/10/1837.

⁶⁸ *Ibid.*

« *Communicated* », semble y encourager les ripostes individuelles musclées, il précise :

Let every citizen be prepared to send any assailant to his account; and let the owners of property, and them alone, pay a well organised and efficient patrol of trusty watchmen⁶⁹.

Le rédacteur en chef du *Herald* ajoute : « But even this is rather prudent than necessary, for the *noisy traitors* have not the courage even of housebreakers or footpads »⁷⁰. À la veille de l'émeute du 6 novembre, Weir enregistre de son côté un retournement de situation dans la communauté britannique : ceux qui levaient le nez sur les « Doriques » rechercheraient à présent leur protection :

Yes the seed of resistance to oppression has been sown by the Dorics, and it has now expanded into a tree under the protection of which, many who at one time despised it are foremost to seek for shelter⁷¹.

Mais, à rebours de ce que laisse entendre Weir, le manque d'enthousiasme des civils d'origine britannique à rallier « the Invincible Dorics » a continué à défrayer les manchettes du *Herald* après l'émeute du 6 novembre 1837⁷². Au moment du renvoi des cinq magistrats patriotes à Montréal et de l'émission des premiers mandats d'arrestation pour « haute trahison » à Québec, un éditorial mentionne :

We must once more warn the constitutionalists against attaching too much importance of these demonstrations of life on the part of the executive⁷³.

Une proposition sous-entendue se dissimule dans la formulation spéieuse que donne le *Herald* du problème de la « neutralité » des constitutionnalistes. À rebours de la ligne éditoriale du journal, ceux-ci, en fait, demeuraient convaincus, semble-t-il, que les autorités civiles à Montréal continuaient, malgré tout, à assurer la protection

⁶⁹ KMH, s.d. Si l'on en juge par sa posture ultérieure de « law-and order reformer » au moment de l'enquête sur les structures municipales, on constate un réalignement significatif dans les prises de position de Thom ; cf., Fyson, 2006, *op. cit.*, p. 49-50.

⁷⁰ Nous soulignons.

⁷¹ HA, 4/11/1837.

⁷² HA, 11/11/1837.

⁷³ HA, 18/11/1837.

de leurs biens et de leur vie. Ainsi, même au moment de l'échauffourée de Longueuil le 17 novembre 1837 entre miliciens rivaux, Thom persiste à écrire :

As the besetting sin of constitutionalists even of the highest degree of general intelligence has been to place too much reliance on the government [...]⁷⁴.

Dans le même numéro, il revient à la charge :

Let not loyalists, however, suppose, that any three or four men, unless supported by the energy, zeal and activity of the stout hearts and sinewy arms of "the English inhabitants of this province," can put down even the most despicable faction of so many years' growth⁷⁵.

Le ton s'exacerbe cependant après l'embuscade de Longueuil, tandis que pèse sur ceux qui s'apprêtent à verser leur sang « [...] the damning imputation of political partisanship »⁷⁶. On devine bien que c'est toujours la question de la neutralité des forces d'intervention qui est évoquée en filigrane. Fidèle à sa ligne de pensée, sous le pseudonyme de « *Communicated* », Thom continue à fustiger toute position de neutralité en dénonçant l'emprise qu'exercent sur la conduite des affaires ceux qui s'obstinent à ne pas prendre parti qu'il qualifie de « creeping, dastardly, interested neutrals »⁷⁷. Jusqu'à la fin de l'année, on dénote à vrai dire dans les colonnes du *Herald* la trace des réticences tenaces de certains « merchants, lawyers, doctors, tradesmen, of British and Irish origin » à emboîter le pas aux boutefeux ultra-tory. Contrairement en fait aux prétentions de Weir à propos du ralliement des constitutionnalistes sous l'« arbre protecteur » du DC à Montréal, la question de la mobilisation des civils ne commence à devenir pressante qu'au moment de « l'absence momentanée » des troupes régulières à l'extérieur de Montréal, c'est-à-dire pas avant la bataille de Saint-Denis le 25 novembre 1837. Et face aux

⁷⁴ HA, 25/11/1837

⁷⁵ *Ibid.*

⁷⁶ *Ibid.*

⁷⁷ *Ibid.* Voir aussi sur ce thème le manifeste Robertson-Scott « To the inhabitants of British America : « neutrality, the usual resource of ordinary minds, will not be attended by an immunity from danger » (MMH, janvier 1836).

accusations d'alarmisme que lancera même *L'Ami du Peuple*, son partenaire francophone, Weir, l'une des têtes dirigeantes de la police parallèle du DC, se sentira contraint de revenir sur l'apathie de ses concitoyens :

We felt convinced that longer to permit our fellow countrymen to slumber in fancied security, was not the duty of a watchful sentry. We examined the future attentively with the eye of reason, and, without being gifted with the Highland attribute of "second-sight," we discerned scenes of rapine and of slaughter, of rebellion and of successful revolution, unless Canada was now made an English Province⁷⁸.

L'année ne s'achèvera pas cependant sans que Weir n'ait à colmater une autre brèche à l'image édifiante dont il cherche à lustrer l'enrôlement des volontaires. La contre-attaque vise cette fois encore le manque de ferveur patriotique de certains marchands - dont un en particulier, très fortuné -, ayant sommé leurs employés appartenant au DC ou aux QLD de renoncer à leurs « commissions volontaires » sous peine de perdre leur emploi ou de fermer boutique. D'où les menaces de dénonciation à leur endroit qu'il profère, avant de conclure :

For whom are the young men of this city volunteering, and exposing their life but for the men who have property [who] ought to be very thankful for their soulful [spirit] instead of repressing their ardour⁷⁹.

3.6 Les menaces de poursuites judiciaires contre les meneurs du DC

Comme on l'a vu, dans les années qui ont précédé l'explosion de novembre 1837, le problème de la violence dans les grandes villes aux États-Unis et de l'enrôlement plus ou moins régulier des forces de l'ordre n'a cessé de défrayer les manchettes du *Herald*⁸⁰. « Is not every large city in the Union at the mercy of a mob »⁸¹, s'interrogeait un éditorialiste en juillet 1835. Les émeutes à répétition à New York, Philadelphie et Boston en étaient, à son avis, une preuve convaincante. Mais, lorsqu'il ajoute plus loin que « [t]he majority, if a law cannot be made with sufficient speed,

⁷⁸ HA, 9/12/1837.

⁷⁹ HA, 30/12/1837.

⁸⁰ Voir section 2.3.4, notes 114 et 115.

⁸¹ HA, 19/7/1835.

may use fists and clubs, fire and sword [...] »⁸², il passe sous silence l'éventualité où une minorité, elle aussi, peut tout aussi bien y recourir. Est-ce le cas, deux ans plus tard, des militants tory regroupés au sein du DC ? Au moment où la ville est placardée d'affiches invitant les comités de quartier de la MCA à un rassemblement dans le but d'« écraser la rébellion dans l'œuf », Weir jette cartes sur table :

There is no mincing matters now - the period of action has arrived, and a collision must inevitably take place soon, in spite of the government. [...] To talk of the government interfering is a farce, for we are actually without a government, and every man seems to be left to the freedom of his own will⁸³.

Dans une brève allocution à fleur de peau, J. S. McCord, rappellera en mai 1838, lors d'une assemblée tenue en l'honneur de Colborne, la nature exacte des tractations entourant le caractère non partisan de la force civile d'intervention que projetait le « gouvernement » :

whilst treason openly marched through our streets, and men, self-styled patriots, were permitted, in open day, to drill and organize themselves for the avowed purpose of overthrowing everything we held sacred whilst the services of our loyal fellow-citizens, eagerly tendered in the hour of need, were not only coldly refused, but their energies attempted to be crushed by *proclamation*, as if there were treason in the offer to defend our country (Cheers.) [...] ⁸⁴.

Le témoignage de McCord, à mon avis, est décisif. McCord est en effet la cheville ouvrière assurant la liaison entre l'état-major, les officines radicales tory, la RMC, la RMA et le poste de police. Il est en outre l'un des six lieutenants-colonels autour de qui s'organise la mobilisation des volontaires. Aux antipodes de la thèse du ralliement de dernière minute des forces loyales, ce témoignage tend à confirmer

⁸² *Ibid.*

⁸³ HA, 4/11/1837. Weir avait cru alors exploiter des divergences possibles entre Ogden et Gosford: « The Attorney General neglects his first duty - that to his country, for the sordid and selfish purpose, as it is openly asserted, of keeping his place, but some constitutionalists pretend that he does not deserve that censure, as nothing which he could do against the rebels would meet the sanction of our present imbecile Governor, or of the turncoats who he has raised to the Executive. » *Ibid.*

⁸⁴ KMH, s.d. L'italique est dans la copie originale du MH.

qu'au chapitre de la sécurité publique, pour sortir de l'impasse, le « gouvernement » préconisait toujours, au début de novembre 1837, une voie médiane entre factions rivales. Discours convergent de Thom quelques mois plus tard :

Even up to the very latest hour before the late rebellion burst [for]th, when the loyal hearts of Montreal were [burn]ing with indignation and with mortification, the sight of bands of rebels marching through the streets and drilling in the very suburbs, UNPUNISHED ! Even up to that [time], nothing was heard from Governor or government officer but "Conciliation, conciliation, conciliation". – The very *word* [stin]ks in our nostrils⁸⁵.

Les propos de McCord et Thom sont corroborés par le propriétaire du *Herald* lui-même. Lors du premier anniversaire de l'émeute du 6 novembre 1837, Weir reviendra sur le rôle précurseur qu'y a joué à cette occasion le DC, tout spécialement au plan de « la protection de la vie et des propriétés des loyalistes ». Les membres du club auraient agi de manière spontanée, tient-il à préciser, « sans l'aide des militaires »

in the face of, not merely an apathy truly disgraceful to the rich and influential, but of opposition on the part of the magistracy and the law officers of the Crown [Ogden et O'Sullivan, respectivement procureur général et solliciteur général], who, at one period, (little more than twelve months ago,) threatened to put the club down and consign its members to prison if they ventured to make any public demonstrations of strength [...]⁸⁶.

La précision de Weir à propos de « l'opposition de la magistrature et des conseillers juridiques de la Couronne » vaut son pesant d'or. Les menaces de poursuite à l'endroit du DC rejoignent les craintes que J. Molson et B. Hart ont exprimées de ne pas être soutenus par l'Exécutif⁸⁷ et nous ramènent à l'enquête discrète dont le procureur général était chargé à son arrivée à Montréal « into the present state of the police force with a view to place it on an efficient footing »⁸⁸. Si,

⁸⁵ HA, 2/4/1838 ; « As conciliation has always been understood to mean, and has always actually meant, the frenchification of Lower Canada [...] » (HA, 15/12/1837).

⁸⁶ HA, 9/11/1838.

⁸⁷ Cf., *supra*, section 1.1.4 et les notes 83, 84, 85.

⁸⁸ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 3.

par ailleurs, comme l'affirme par exemple, Allan Greer, l'émeute du 6 novembre marque effectivement un point tournant dans l'évolution du conflit, il semble prématuré d'affirmer que ce serait principalement dû au fait que les membres du DC à l'intérieur de la MCA, supportés par leurs concitoyens influents et fortunés, pour ne rien dire de la caste de l'état-major, auraient pris alors en charge le contrôle exclusif de la sécurité publique à Montréal. Même le gouverneur Gosford, selon lui, n'aurait eu « plus le choix », apparemment,

but to rally to the punitive option, and he quickly authorized the formation of a 'Volunteer Corps', - essentially loyal embodied militia⁸⁹.

Les témoignages rétrospectifs de Weir et McCord nous invitent à moins d'empressement. L'examen de la réponse du secrétaire civil à la demande d'armement des civils d'origine britannique devrait permettre de préciser ce qu'entendait mettre sur pied le gouverneur.

3.7 Conclusion

Selon les témoignages de Robert Weir, William Badgley et Adam Thom, la question de la sécurité publique et des patrouilles municipales est au cœur du conflit d'autorité qui oppose à Montréal le BRC puis, dès le début de 1836, le DC aux autorités impériales. Mais, par-delà le service bénévole de patrouille nocturne gracieusement offert par les magistrats tory, on doit considérer aussi le DC comme une organisation politique très proche de l'état-major dans lequel s'est regroupée l'oligarchie ultra-tory et dont le *Montreal Herald* s'est voulu le porte-parole officiels.

En marge d'autre part du récit de Greer, on peut avancer qu'après l'émeute du 6 novembre 1837, dans une sorte de réaction en chaîne, le problème de la sécurité publique et de la neutralité des forces d'intervention se déplace, s'accroît et se propage à la façon d'une onde de choc dans les campagnes environnantes sur l'île et

⁸⁹ Greer, 1998, *op. cit.*, p. 297.

partout autour. Force est de le reconnaître : loin de restaurer l'ordre à Montréal et dans l'ensemble du district, les batailles de rues et les invasions de domiciles survenues le 6 novembre 1837 peuvent être considérée comme l'élément déclencheur qui met le feu à la poudrière. Aucun historien ne semble s'être demandé à cet égard si, en plus des actes de représailles sur les loyalistes dans les campagnes, les citoyens ordinaires n'ont pas tiré de l'événement du 6 novembre la conclusion que plus aucune autorité civique ne semblait désormais en mesure de contenir les boutefeux du DC. Outre les effets désastreux sur la sécurité publique à l'ensemble du district auxquels feront échos les cris d'alarme des éditorialistes, l'émeute du 6 novembre 1837 pose également un problème épineux au chapitre de la neutralité : pour ne rien dire de la destitution des magistrats favorables aux patriotes⁹⁰, par quel retournement inattendu certains membres clandestins du DC et certains « loyalistes » préconisant au grand jour la désobéissance civile seront-ils convertis, la semaine suivante, avec l'autorisation du procureur général Ogden, en « constables spéciaux » ? La question semble d'autant plus pertinente que certains des membres du DC ont été engagés sans détour peu avant dans divers actes criminels (comme par exemple le saccage du *Vindicator*) avec l'appui plus ou moins tacite de l'état-major et des magistrats tory⁹¹.

⁹⁰ Dont Weir, curieusement, salue la « conduite loyale et valeureuse », en raison même du fait qu'ils ont requis en vain, faute de connaître le rituel procédurier, l'assistance des militaires au moment du saccage du *Vindicator* (HA, 18/11/1837).

⁹¹ Cyr a eu la bonne idée de relever le jugement très perspicace de Papineau concernant le système des « deux poids et deux mesures dans la distribution de la justice » au moment de la dissolution du BRC. Selon lui, en effet, Papineau considérait « que si les Canadiens avaient posé les mêmes gestes que les instigateurs du British Rifle Corps, “la haine brûlante que leur portent tous les hommes en place les aurait mis en activité pour faire arrêter et punir des patriotes” au lieu de la partialité flagrante dont ils font preuve en fermant les yeux sur les écarts des Loyaux » ; cf., Papineau, 2000, *Lettres à Julie*, p. 327-328 et Cyr, 2006, *op. cit.*, p. 41-42. Ce jugement critique de Papineau au moment de l'épisode de formation/dissolution du BRC annonce, presque deux ans à l'avance, la pusillanimité de l'Exécutif face aux membres du DC et les mesures arbitraires de Ogden à l'endroit des Fils de la liberté. Ces deux éléments ont largement contribué à accréditer l'idée du « complot bureaucrate » (cf., Filteau, 1975, *op. cit.*, p. 305).

CHAPITRE IV

LE BRAS DE FER ENTRE GOSFORD ET COLBORNE

« if the matter of this paper be certain,
you have mighty business in hand »¹

4.1 Introduction

Ce chapitre a pour but de faire ressortir, en se plaçant toujours au point de vue des rédacteurs du *Montreal Herald*, les aspects fondamentaux de la « dynamique politique »² à l'œuvre au moment de l'éclosion et de l'extension de la violence armée à l'ensemble du district de Montréal en novembre 1837, soit de la demande d'armement des civils d'origine britannique à Montréal le 13 novembre 1837 à l'imposition de la loi martiale le 5 décembre 1837. La réponse du gouverneur à la requête du président de la MCA est une pièce justificatrice de première importance. Comme l'a montré la revue du dossier historiographique, sans qu'aucune analyse n'y ait été apportée, les historiens ont eu tendance à prendre pour acquis qu'elle scelle, à Montréal, le ralliement de dernière minute de la coalition loyaliste à la cause du « gouvernement » quelques jours à peine pourtant après l'échec lamentable des forces policières, incapables de s'interposer de manière efficace entre les deux associations paramilitaires rivales, les Fils de la liberté et le DC. Or, ce document permet de postuler l'existence d'un plan d'intervention de l'Exécutif axé sur la mobilisation d'une force policière à Montréal et dans les campagnes environnantes. Outre la neutralisation partielle des meneurs du DC sur qui pesait une menace de proclamation, la rafle dans le cercle des Fils de la liberté devait constituer une sévère mise en garde à l'endroit des leaders patriotes. On est amené ainsi à supposer que ce plan devait servir de mesure palliative à une intervention éventuelle de l'armée dans les campagnes environnantes³.

¹ Shakespeare, *King Lear*, III, 13-14. Une brève chronologie des événements marquants ayant conduit à l'imposition de la loi martiale se trouve à l'Annexe B.

² Fecteau, 2002, *op. cit.*, p. 213.

³ « [U]nless some extraordinary powers be immediately placed in the hands of the local Executive, such as the suspending of the Habeas corpus, and declaring martial law over the whole or parts of the

Après la description de ce point tel qu'on peut le reconfigurer à partir des minces traces qu'en a laissées le journal radical tory, l'analyse se resserrera sur le laps de temps qui sépare la réponse de Gosford à la demande d'armement de McGill de la proclamation de la loi martiale le 5 décembre 1837. Il faudra ainsi être attentif au traitement que les rédacteurs du *Montreal Herald* ont réservé à un aspect méconnu de l'opération de police confiée le 16 novembre 1837 au commando d'élite de la RMC à Saint-Jean. En quoi revêt-elle pour le *Herald* un caractère « secret » ? Supervisée discrètement par un détachement de l'armée, l'échange appréhendé de coups de feu à Longueuil semble justifier le déploiement immédiat de l'armée à l'extérieur de Montréal, la proclamation de la loi martiale et le châtement exemplaire des meneurs de l'agitation.

Le fait décisif et fondamental qui éclaire toute la nébuleuse événementielle et permet de comprendre comment les miliciens radicaux tory en sont venus à contourner le refus de Gosford de les armer a trait cependant à l'ampleur insoupçonnée de la résistance populaire ; elle déjoue tous les scénarios rétrospectifs accommodants que l'on échafaudera après coup. De l'aveu même du propriétaire du *Herald* capté sur le vif dans sa polémique avec l'éditeur du *Morning Courier*, personne n'a vu le coup venir. On ne peut dès lors parler ni de préméditation, ni de « complot », mais du contraire même, soit la stupeur face au surgissement de ce qui paraissait unimaginable. En phase avec les conclusions que nous avons tirées précédemment, si les apprentis sorciers du *Herald* n'ont jamais soupçonné l'ampleur de la résistance armée, ils ne manqueront pas toutefois l'occasion de s'en servir aussitôt pour généraliser leurs attaques contre la faction Papineau et les

province, the tide of sedition cannot be stemmed *but* by resort to active military operations »; cf., Gosford à Glenelg, 6 novembre 1837, in Fecteau, 1987, *loc. cit.*, p. 480 et 2002, *op. cit.*, p. 217 (nos italiques). Le sens de cette phrase repose sur la tension entre les conjonctions « unless » et « but » qui établit un *rapport d'exclusion* entre, d'une part, la suspension de l'habeas corpus et l'imposition de la loi martiale et, de l'autre, les opérations militaires. Gosford semble donc croire que l'imposition de la loi martiale n'impliquait pas nécessairement le transfert d'autorité au commandant des forces armées, ni la participation active de l'armée. S'agit-il d'une lecture trop pointilleuse ? Intéressant problème en tout cas, qui consiste à savoir « [t]o what extent can actual motivations be deduced from stated intentions » ; cf., Poole, 2006, *loc. cit.*, p. 258.

« communes » à Québec et l'étendre à l'ensemble des « Canadiens-Français », coupables du crime collectif de « rébellion »⁴.

Réaction instantanée : ce n'est qu'à partir de la victoire des forces rebelles à Saint-Denis le 23 novembre 1837 que survient la mobilisation massive des civils à Montréal dans les bataillons qui étaient restés, jusque-là, à un stade embryonnaire⁵. Autre effet collatéral non négligeable : aux yeux du journal radical tory, l'escalade de la violence et le cours accéléré des événements court-circuitent toute possibilité de mobilisation d'effectifs policiers « neutres » et, éventuellement, le concours de miliciens canadiens loyaux dans les villages et les campagnes environnantes. Le thème des « Gardes de Gosford » sur lequel plancheront à partir de décembre 1837 le propriétaire et les lecteurs du *Montreal Herald* indique en creux toutefois la forme qu'aurait dû prendre cette « force auxiliaire municipale ». La lecture des éditoriaux du *Herald* invite à se demander en outre si - par-delà les apories juridico-légalistes autour de la proclamation de la loi martiale⁶ -, l'opposition persistante des magistrats d'allégeance ultra-tory et de l'état-major au plan d'intervention du premier gouverneur civil ne s'est pas répercutée aussi dans le traitement des prisonniers politiques comme la promesse de pardon à l'endroit des paysans contenue dans la Proclamation du 29 novembre 1837 le suggère ; cette opposition frontale annoncerait même à l'avance l'échec de la mission conciliatrice de Durham, ainsi que l'insurrection de 1838. La question de la mutinerie de l'hétairie radicale tory est évoquée au terme du parcours.

⁴ Cf., sections 2.2.4 et 2.4.

⁵ Cf., Annexe A où, dès le début de novembre 1837, apparaissent les premiers signes d'enrôlement informel.

⁶ Le problème principal était de savoir si Gosford avait l'autorité suffisante pour proclamer unilatéralement une telle loi sans passer par Westminster, une fois reconnue l'impuissance des autorités civiles de procéder à l'arrestation des contrevenants : « : « It is reported [...] that Mr. Debartzch [...] has induced him [the Governor] to believe that he cannot proclaim martial law without the express authority of the Imperial Parliament. » (HA, 11/11/1837).

4.2 Stratégie gouvernementale : la « force auxiliaire municipale »

En ce qui a trait à la neutralité des forces de police et à la sécurité publique, en l'espace d'un mois - de l'émeute du 6 novembre 1837 à la proclamation de la loi martiale le 5 décembre 1837 -, les fils de l'intrigue se resserrent et comportent plusieurs ramifications. Pour bien comprendre ce qui s'est effectivement passé, il est absolument indispensable d'évaluer maintenant ce qu'*avaient planifié* l'Exécutif et le gouverneur. Les témoignages concordants des figures de proue de l'aile radicale tory (B. Hart, J. Molson, J. S McCord et R. Weir) incitent à avancer que les autorités civiles, dans un premier temps, n'entendaient pas recourir à leurs services autrement que dans le cadre légal prévu. Comme on l'a vu au chapitre précédent, l'hypothèse la plus vraisemblable est que les conseillers juridiques de la Couronne (Ogden et O'Sullivan), de concert avec l'Exécutif, étaient résolus à contrer les désordres publics en comptant principalement sur le concours des officiers de police, de constables spéciaux, de magistrats et de la milice. S'impose à présent l'examen de la réponse du gouverneur en date du 15 novembre 1837 à la requête d'armement des civils d'origine britannique et irlandaise. On le sait : la sanction présumée à la demande d'armement du président de la MCA constitue le socle sur lequel repose la thèse du ralliement de dernière minute à (ou de) l'Exécutif que l'on retrouve, entre autres, chez Senior et Laporte⁷. McGill d'ailleurs, dans le Rapport annuel très rassembleur au nom du comité exécutif de la MCA, souligne que, face aux menaces de « final severance of the province from the British Empire, and a total destruction of British

⁷ Chez Senior, au chapitre 5 de ses *Habits rouges*, Gosford demande d'abord à L. Guy de « lui fournir la liste de ceux [parmi les officiers de la milice canadienne] prêts à offrir leurs services », puis se rétracte (1997, *op. cit.*, p. 92) ; le gouverneur aurait ensuite autorisé McGill, le 16 novembre 1837, à procéder à l'enrôlement de « 1000 miliciens volontaires à Montréal ». Or, l'historienne ne cite pas la réponse de Walcott à la requête de McGill, mais étaye son récit sur une lettre de Gosford à Glenelg du... 22 novembre 1837 ! Au chapitre 8, elle revient sur le sujet et mentionne : « Depuis le 16 novembre, date à laquelle ils ont été autorisés par Gosford à s'enrôler, on organise et on arme des Montréalais, surtout d'origine britannique, pour former trois bataillons de quartiers [sic], un corps de fusiliers, un corps d'artilleurs et un corps d'infanterie légère » (Senior, 1997, *op. cit.*, p. 148, note 5). Cette fois-ci, elle ne cite pas la correspondance de Gosford et Glenelg, mais des documents militaires.

rights, interests, and property »⁸ qu'ont tenté de mettre à exécution les « missionnaires de l'insurrection », l'organisation locale spontanée dont s'est dotée, dans un esprit d'une rare unanimité, « the loyal British population of this city », ne visait ultimement que « the support of government, the maintenance of order and public peace, and the protection of persons and property »⁹.

Au même moment, le *Herald* encense de son côté « the Volunteers who have rushed to arms at Britannia's call, heedless of all risks to life and property »¹⁰. Si, en juin 1838, lors la visite de Durham à Montréal et dans la même veine métaphorique, le journal revient sur le ralliement des volontaires en vue, espère-t-il, de leur rémunération « round the red cross standard of Britannia, eager to show their devotion to their Queen and country at the expense of their treasure and their blood »¹¹, trois mois plus tard, en septembre 1838, la valeur quasi incantatoire de l'évocation s'accroît d'un supplément d'information. Le « parti britannique », peut-on lire,

rushed to arms to crush the insolent traitors, not on account of any respect they had for either the Governor or the Government, but because they were attached to their fatherland, and to the free institutions which they there enjoyed, and they wished to secure similar benefits to themselves and posterity, in this the land [sic] of their adoption¹².

Aussi discordantes soient-elles, les évaluations relatives à l'« appui au gouvernement » ne laissent voir qu'un aspect de la problématique. Si l'on désire regrouper dans une même équation les diverses composantes du problème et restituer la part d'incertitude de l'avenir au moment paroxystique de la crise politique et le

⁸ HA, 30/12/1837.

⁹ *Ibid.* L'organisation à l'échelle des quartiers à laquelle fait allusion McGill se rapporte principalement à la troisième résolution adoptée à l'assemblée du 23 octobre 1837, stipulant notamment, en cas d'« agitation urbaine », « that the loyal and well disposed part of the community, do form themselves into associations within their respective wards ». Cf., HA, 28/10/1837 et Bernard, 1988, *op. cit.*, p. 241.

¹⁰ HA, 30/12/1837.

¹¹ HA, 9/6/1838.

¹² HA, 14/9/1838.

basculement du conflit dans la violence armée, on doit d'abord examiner ce que comporte la réponse du secrétaire civil Walcott à McGill en date du 15 novembre 1837. Le *Herald* ne l'a pas insérée dans son édition hebdomadaire. Elle se trouve, par contre, dans le cahier Kadwell et chez Christie. Je la reproduis, telle quelle, in extenso :

Sir, - I have had the honor to receive this day your letter of the 13th instant, respecting the formation under the sanction of the Governor-in-Chief of a Volunteer force for the protection of the City of Montreal, and having submitted the same for His Excellency's consideration. I am directed to acquaint you in reply for the information of these citizens who are interested in such a measure that His Excellency, alive to passing events, has already anticipated the object they have in view, in the direction he has lately given for the organization and equipment of *an auxiliary municipal force*¹³ to an extent commensurate with the exigencies of the times, and adequate, as he trusts to frustrate the designs of all disaffected, and to preserve public tranquillity. This will present to such of the inhabitants of the City of Montreal as may be desirous of now coming forward to aid in promoting the cause of good order, an opportunity of affording the services of the constituted authorities in these efforts to secure obedience to the laws and protection to persons and property. I have &c, S. Walcott, Civil Secretary. Honorable P. M'Gill, Esq¹⁴.

Loin de signifier un acquiescement, cette réponse de Gosford exprime clairement son refus d'accéder à la demande des citoyens britanniques de Montréal en vue de s'enrôler dans une « force volontaire » et suggère que la stratégie du gouvernement, outre la suspension de l'habeas corpus et l'imposition éventuelle de la loi martiale, ne prévoyait pas, à ce moment-là, ni la mobilisation générale des citoyens britanniques à

¹³ Nous soulignons.

¹⁴ KMH, 15/11/1837 et Christie, 1866, *op. cit.*, p. 444. Cette fin de non-recevoir reproduit exactement celle que Gosford avait opposée le 7 octobre 1837 aux « gentlemen » de la députation de Montréal désireux de former un « corps volontaire », le gouverneur se disant assuré toutefois « that, in the event of *any extraordinary municipal aid* being required, I can rely with confidence upon their loyalty and their attachment to the principles of good order for any assistance that may be necessary to support the laws, and preserve public tranquillity » (les italiques sont de nous) ; cf., Christie, 1866, *op. cit.*, p. 400. On ne voit pas en quoi Cyr, qui s'appuie sur Laporte, qui s'inspire lui-même de Senior, peut écrire qu'à partir d'août 1837 « les autorités deviennent beaucoup plus réceptives à la possibilité d'incorporer des volontaires aux troupes régulières », d'autant plus qu'il se base précisément sur la réponse de Gosford du 7 octobre 1837 (Cyr, 2005, *op. cit.*, p. 44).

Montréal, ni d'assaut préventif de la part de l'armée, mais plutôt un plan d'intervention « proportionné aux exigences présentes » axé uniquement sur l'arrestation de ceux qui, suspectés de menées séditionnelles, perturbaient l'ordre public¹⁵. Il n'est pas question non plus à ce moment-là, faut-il préciser, de résistance populaire armée dans le camp patriote. L'intervention de l'armée ne pouvait être légitimée que dans le cas avéré de l'impuissance des autorités civiles. La comparaison avec le Haut-Canada est, à cet égard, instructive, d'autant plus que, dans cette colonie, le gouverneur n'a pas jugé nécessaire de recourir à l'armée¹⁶. La démarche de Gosford est tout à fait régulière. La « force municipale auxiliaire » à laquelle il songeait aurait nécessité l'action conjointe d'officiers de police, de juges de paix et d'un ou plusieurs shérifs adjoints sous les ordres spécifiques des autorités municipales dans le cadre légal existant¹⁷ avec, éventuellement, la participation de miliciens lors d'interventions ponctuelles à Montréal et dans les campagnes avoisinantes du district¹⁸.

C'est du moins l'impression que l'on peut tirer d'un témoignage rétrospectif émis en juillet 1838, peu après l'ordonnance de Durham sur la création d'« un système efficace de police dans les villes de Québec et Montréal ». En guise de riposte à une

¹⁵ Sur la définition plus ou moins élastique de « l'intention séditionnelle », on se reportera à Greenwood, « L'insurrection appréhendée et l'administration de la justice au Canada: le point de vue d'un historien », RHAF, vol 34 n° 1, juin 1980, p. 72-73. Gosford comptait naturellement sur l'effet d'entraînement dissuasif qu'une telle opération ne manquerait pas de provoquer.

¹⁶ Dès le 28 octobre 1837, dans la mobilisation des forces loyales, le gouverneur du Haut-Canada, Francis B. Head, fait appel « to the loyalty and fidelity of the Mayor, Alderman, and Commonalty of the City of Toronto », lequel, à son tour, requiert les services de James FitzGibbon, « Commanding 1st Toronto Militia » à la tête d'une « Volunteer Company of young militia[-]men of this City ». Commentaire outragé de Weir : « The contrast between Toronto and Quebec ought to make Lord Gosford blush deep as scarlet [...] » (HA, 18/11/1837). Type semblable de recours aux « mayors and militiamen » dans les grandes villes américaines pour la répression des désordres civils ; cf., *supra*, section 2.3.4, notes 116 et 117.

¹⁷ Aucun document à notre connaissance ne permet de préciser davantage les modalités d'application des desseins du gouverneur. La création de cette « force auxiliaire municipale » ne semble pas incompatible toutefois avec les pouvoirs extraordinaires que réclamait Gosford : suspension de l'habeas corpus et adoption de la loi martiale, comme mesures palliatives à une intervention de l'armée.

¹⁸ L'action conjointe des capitaines de milice et des juges de paix au Bas-Canada est avérée par exemple à Saint Andrews (Argenteuil) dans une assemblée loyaliste tenue en décembre 1834 ou lors du meeting de fondation de la MCA ; cf. HA, 1/1/1835 et HA, 27/1/1835.

critique du *Morning Courier* ayant pris à partie l'alarmisme des radicaux tory après l'émeute du 6 novembre 1837, le *Herald* insérera dans son édition hebdomadaire la lettre de « A Volunteer of the 3rd Battalion », dans laquelle le correspondant définit ironiquement en quoi auraient dû consister les forces d'intervention civiques conçues par Gosford et ses conseillers en novembre 1837. On y retrouve la définition type d'une intervention axée sur la force de dissuasion et l'évitement d'une confrontation directe, ce en quoi consiste précisément le travail policier :

To be sure, a lot of constables, two-thirds being of the "great body of the people", with two feet sticks, would have been "a glorious sight to see", doing "military" duty as sentinels over their *compatriots* in our prisons, and taking the place of our regular troops when absent fighting our battles against the signers of the "loyal manifestations". The two feet stick men would also have cut a figure at St. Charles, and St. Eustache, and it is a pity for the sake of the editor of the *Courier* and he of the "precise instructions" [Gosford], that an "efficient police" did not encounter and defeat the rebels at the said places, it could then be said "Oh the rebellion was put down by a few constables with little sticks."¹⁹

Au refus du gouverneur d'enrôler une force volontaire font écho, d'autre part, les voix discordantes qui, parmi les Constitutionnalistes, rechignaient toujours à l'idée de s'enrôler. Le jour même de l'embuscade de Longueuil, le *Herald* publie à ce sujet une lettre de « A True Scotchman » faisant état des propos qui circulaient dans leurs rangs pour justifier leur abstention :

"Many say there's no use for all this fuss of enrolling, arming and drilling, our services are not in the least likely to be required." "Why should we make a tender of our services when our request to be armed and disciplined will not be complied with." "It is injudicious to be forming distinct or national corps. It will give rise to jealousy and lead to dissension."²⁰

En ce qui a trait à l'argument portant sur l'offre de service déclinée par les autorités à l'endroit du « Volunteer Rifle Corps », l'auteur de la lettre le juge fondé et se réfère explicitement à l'effervescence qui animait la communauté en décembre

¹⁹ HA, 14/08/1838.

²⁰ HA, 17/11/1837.

1835. Et bien que l'Exécutif n'ait rien entrepris encore pour sévir contre l'enrôlement illégal et les sorties publiques des Fils de la liberté, une politique plus avisée, poursuit-il, s'apprêtait à voir le jour :

It is to be hoped that Constitutionalists will not need to resort to the step of arming and disciplining themselves. It is to be desired that the Government may so lend its countenance and its aid that the services of all faithful subjects who may offer themselves, will now be unhesitatingly accepted, and, by proper training, made useful and powerful²¹.

La référence ici à la « force municipale auxiliaire » est très vraisemblable : mis à part le cas des nombreux résidents américains, la communauté anglophone restait encore à ce moment-là dans l'expectative. Tout se joue, à vrai dire, dans les trois semaines qui séparent le refus du gouverneur de sanctionner la mise sur pied d'une « Volunteer force for the protection of the City of Montreal » et l'imposition de la loi martiale le 5 décembre 1837. Pour ce qui est de la mobilisation proprement dite des volontaires, il faut bien voir que les autorités coloniales à Londres ont été mises devant le fait accompli : la sanction non officielle de Glenelg ne survient que le 6 décembre 1837²². Les six lieutenants-colonels autour de qui s'organise la mobilisation des civils à partir du 19 novembre seront assignés sur simple paraphe du commandant militaire (« sign manual »)²³. La liste complète des bataillons volontaires ne sera rendue publique que le 2 mai 1838 via le Bureau de l'adjudant-général de la milice à Québec²⁴. Rétroactive au 25 novembre 1837, J. S. McCord ne reçoit, quant à lui, sa commission de Colborne, « given under my Hand and Seal at Arms, at the Government House, Montreal », que le 20 mars 1838 en qualité, notons-

²¹ *Ibid.*

²² Fecteau, 1987, *loc. cit.*, p. 480.

²³ Il s'agit d'une autorisation provisoire octroyée par le commandant militaire. Comme on l'a déjà relevé, Senior a reproduit la liste des volontaires montréalais contenue dans les « Ordres généraux » rendus publics le 14 décembre 1837 par l'état-major. Cette liste cependant n'avait pas reçu encore, à ce moment-là, l'approbation de Gosford : « Les affectations ci-dessous sont annoncées en attendant le bon plaisir de son Excellence le gouverneur en chef » (cf., Senior, 1997, *op. cit.*, p. 298-302). Aucun document ne permet de cautionner l'hypothèse que Gosford y aurait par la suite apposé son sceau.

²⁴ La liste complète qui se trouve dans KMH est reproduite dans l'annexe A.

le, de « Lieutenant Colonel of the Royal Montreal Cavalry and Commanding the first Volunteer Brigade »²⁵. Senior cite à ce propos, sans en préciser la date, une lettre de Sir John au major général Lord Fitzroy Somerset dans laquelle le commandant militaire dit à son supérieur immédiat qu'il « *assume une responsabilité importante en levant des corps de volontaires et en les armant dans différentes régions de ce district* »²⁶ ; et plus bas encore, de manière aussi explicite : « *tout ce que j'ai autorisé si précipitamment [...]* »²⁷. Gosford n'a donc rien à voir là-dedans : il ne cesse jusqu'à la fin de contrarier les manœuvres des militaires, partage à tort ou à raison avec toutes les autorités légalement constituées l'idée que les habitants ne se révolteront pas, qu'une force civile « adaptée aux besoins de l'heure » suffirait à ramener l'ordre²⁸.

En ce qui concerne les menaces de soulèvement armé à Montréal ou dans les campagnes avoisinantes, jusqu'à la fin, les éditorialistes du *Montreal Herald* restent convaincus qu'elles ne sont que du vent. Quant à l'accusation répétée d'alarmisme lancée par le *Morning Courier*, le *Herald* s'en défend encore :

We have been accused of being alarmists, and of having unnecessarily increased the political excitement which now exists. The charge is groundless. We feel no alarm, if the Governor would only do his duty [...]²⁹.

²⁵ Musée McCord, ms 0796. Fait à signaler, à l'instar de J. Molson, son nom ne figure pas sur les commissions délivrées par le député adjudant général de la milice le 16 novembre 1837 (HA, 25/11/1837).

²⁶ Senior, 1997, *op. cit.*, p. 151. Il n'est pas possible de déterminer exactement la date à laquelle Colborne fait allusion. Comme on l'a vu, d'après la liste des volontaires publiée en mai 1838, certains quartiers commencent à s'organiser dès les premiers jours de novembre 1837. Cf., Annexe A.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Compte tenu que la liste des volontaires rendue publique le 14 décembre 1837 n'avait pas reçu encore l'aval du gouverneur, il est très vraisemblable que les indications relatives aux « 1050 volontaires à la solde du gouvernement » et à « la formation de corps de volontaires bénévoles » qu'autorise Gosford le 30 novembre 1837 dans Fecteau, (1987, *loc. cit.*, p. 481) n'incluent pas les volontaires à Montréal. Peu après le départ de Colborne, un éditorial du *Montreal Herald* reviendra sur le fait que « [...] the Governor General *not daring to trust the military* » (italiques de Weir), le règlement du conflit ne devait pas impliquer les militaires. (HA, 26/11/1839).

²⁹ HA, 11/11/1837.

Et pourtant... Prenant acte de la recrudescence de la violence envers les sujets loyaux dans les campagnes environnantes suite à l'émeute du 6 novembre, dans le même numéro, le journal évoque la perspective d'une guerre d'extermination :

The loyal inhabitants in the rural districts are to be pillaged and massacred in detail, and when the authority comes from the Imperial Parliament in four or six months, the work of extermination will have ceased from the want of subjects. The same system would be pursued in Montreal and Quebec, but Mr. Papineau and his myrmidons have not the courage to attempt it in the towns³⁰.

Dernier élément enfin à mettre au dossier : la question des mandats d'arrestation. Les invectives rétrospectives de Weir à l'endroit du procureur général n'incitent guère à parler d'un haut degré de cohésion entre l'Exécutif et les boutefeux tory³¹. Dans le miroir accommodant de la rétrospection, Weir affirmera même que la lenteur de la procédure de mise en accusation après l'émeute du 6 novembre a simultanément mis un frein aux élans justiciers des extrémistes tory pressés d'en découdre et permis au mouvement insurrectionnel de s'organiser :

At the time of the issuing of the warrants, a great many individual's names were mentioned who ought to be arrested, but the Attorney General expressed his determination not to authorize the issuing of any warrants unless he has evidence under oath *which would convict the parties*³². This was as it ought to be [...] ³³.

Weir laisse même entendre qu'il n'y aurait peut-être pas eu de rébellion après tout si l'on avait pu mettre à temps la main au collet des leaders patriotes :

« why were not Papineau, O'Callaghan, Brown and the other leaders, now in the States, also arrested without the formality of affidavits against them, which all know could have been procured, *ad libitum*? » (*ibid*)³⁴.

³⁰ *Ibid.*

³¹ « Lord Gosford and Mr. Ogden were the first curses of this country, by producing the first rebellion [...] » (HA, 30/11/1838).

³² Nous soulignons. Ceci donne à penser que les « partis » à l'intérieur de la magistrature épurée devaient rendre un jugement unanime.

³³ KMH (s.d).

³⁴ *Ibid.* Le témoignage de T. S. Brown dans Cyr tend à montrer que la résistance populaire aurait découlé de la nécessité de protéger les chefs patriotes contre l'illégalité non seulement des mandats d'arrestation, mais de l'autorité de ceux ayant eu à les mettre à exécution (Cyr, 2005, *op. cit.*, p. 94). Groulx déjà parlait d'une « [s]imple résistance à une opération policière et qui ne se relie aucunement

4.3 L'embuscade de Longueuil et le déploiement immédiat de l'armée

Mercredi le 15 novembre 1837, le *Herald* rapporte que des « constables spéciaux » ont été assermentés en vue de procéder à des arrestations et à des perquisitions dans le cercle des Fils de la liberté. Le lendemain, C. O. Ermatinger, un « gentilhomme » bien en vue du DC, est affecté au poste de commandant de l'unité tactique de la RMC dépêchée à Saint-Jean pour une « expédition secrète »³⁵. Louis Malo, de la police municipale, accompagne ce petit groupe d'élite³⁶. En quoi cette expédition revêt-elle un caractère « secret » ? Est-ce en raison de l'arrestation des trois prévenus sous le chef d'accusation de « haute trahison »³⁷ ? Les témoignages rétrospectifs évoqueront plutôt la nécessité où s'est retrouvé l'état-major d'effectuer une mission de reconnaissance, afin de déterminer le degré de préparation de l'insurrection appréhendée. Voilà sans doute l'un des motifs sous-jacents qui explique (tant aux points de vue légal que stratégique) la nécessité de l'expédition. Mais le caractère « secret » de l'entreprise ne prend tout son sens que si l'on considère la bizarrerie du trajet de retour de la petite troupe ayant attiré l'attention du journal. Au lieu de suivre une voie de contournement plus sécuritaire par chemin de fer ou par bateau, note un éditorialiste, la cavalerie a semblé, en effet, s'enfoncer à dessein au milieu d'une « population hostile »³⁸. L'allure insolite de l'expédition se renforce d'autant plus que deux compagnies du 32^{ième} régiment s'étaient postées au préalable sur les berges du Saint-Laurent, à Longueuil : « they heard the firing, but

ou de façon fort indirecte aux luttes politiques des "patriotes" » - ceci, remarque excellemment Bernard, ayant « l'avantage fondamental de marginaliser le sens du recours aux moyens illégaux » (Bernard, 1983, *op. cit.*, p. 154 et p. 160).

³⁵ HA, 18/11/1837.

³⁶ Sur la réputation « partisane » qui entache Malo depuis l'élection sanglante de mai 1832 à Montréal, voir Fyson, 2006, *op. cit.*, p. 168. Comme je l'ai mentionné (section 1.1.2, note 48), les rapports entre la RMC, la RMA et le commissariat de police ne sont malheureusement pas traités dans ce livre.

³⁷ Weir commente : « we stated so from actual knowledge, as we had read the warrants previous to the arrests being made » (HA, 25/11/1837).

³⁸ Driscoll, News Room, mai 1838 (KMH, s.d.).

could not advance to give any assistance », rapporte le *Herald*³⁹. Il est impossible de savoir si Ogden a sanctionné la manœuvre des militaires de concert avec C. O. Ermatinger, commandant de la petite troupe qui, dans les mots mêmes de Colborne, a été « employed by the Attorney-General as a Police Corps »⁴⁰. Dans sa version des faits, S. Bellingham, le magistrat en fonction, précise que le major Reid, l'officier militaire responsable, a refusé d'obtempérer à sa demande d'intervention⁴¹.

Aux yeux des rédacteurs du *Herald*, le sauvetage des prisonniers politiques par les rebelles est la preuve irréfragable de l'impuissance effective de l'Exécutif ; se justifient dès lors le déploiement immédiat de l'armée et la nécessité incontournable de la loi martiale⁴² qui devait permettre entre autres l'arrestation de tout suspect ou contrevenant sans la formalité des mandats d'arrestation. Tout de suite après l'embuscade, le *Herald* rapplique en effet en précisant que Lord Gosford est désormais autorisé à recourir « aux mesures les plus arbitraires » :

to overawe the disaffected, and make them deeply feel that the law is not to be violated with impunity. Martial law must be declared, enforced with the utmost rigour, and every house searched for arms, besides making a few

³⁹ HA, 18/11/1837.

⁴⁰ Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 4. Un correspondant signant « Hamlet the Dane » fera référence aux blessures qu'ont subies à cette occasion certains membres de cet escadron en le désignant ainsi : « "mounted police" – (d-d fine fellows, by the way) » ; cf., KMH, 2/4/1838. Colborne emploie déjà l'expression « mounted Police » dans une lettre à Gosford du 24 octobre 1837 ; cf., Senior, 1976, *loc. cit.*, p. 3, note 9.

⁴¹ « I asked, as the magistrate in charge of the soldiers, to let me take one company to clear away the rebels from the barricade, as otherwise the prisoners must be rescued and the escort killed or wounded. Major Reid replied that he would not stir from the ferry, where he would await the escort, but I thought he was wrong » ; Sydney Bellingham, *Some recollections of the Rebellion of 1837 in Canada*, Dublin: Browne & Nolan, 1901, p. 8. D'un point de vue strictement procédurier, la pratique usuelle en Angleterre semble donner raison à l'officier militaire en poste d'être resté sur la touche : « [...] although troops derived their authority to act in such circumstances from the presence of a magistrate, they were not under magistrate's orders unless a felony was actually been committed. » Cf., Poole, 2006, *loc. cit.*, p. 267, note 50. Mais il est évident que l'abstention des militaires entraînerait *ipso facto* une escarmouche entre « miliciens ».

⁴² Le « gouvernement » était habilité en effet à recourir à de telles mesures extrêmes dès lors qu'il était avéré que les autorités civiles étaient impuissantes à juguler par leurs propres moyens tout mouvement de résistance à l'administration de la justice. Aux yeux des militaires et du *Herald*, l'embuscade du 17 novembre 1837 à Longueuil en représente une justification plus que suffisante ; cf., Fecteau, 2002, *op. cit.*, p. 474, « Report of the Executive Council on the State of the Province, 20 November 1837, Castle St. Lewis, encl. in Gosford to Glenelg, 22 November 1837 (CO 42/274) ».

examples of the rebellious leaders, by inflicting on them the punishment due to their crimes⁴³.

Après l'échange anticipé de coups de feu à Longueuil entre les miliciens patriotes et le détachement policier improvisé, Colborne réagit aussitôt en déployant dès le lendemain ses effectifs. Rien ne permet pourtant de parler encore ni de mobilisation générale des volontaires ni de rébellion ouverte, extensive, généralisée, étant donné que les protagonistes ignoraient toujours eux-mêmes dans quel type d'affrontement ils s'engageaient. L'eulogie que prononcera H. Driscoll à l'endroit du lieutenant-général Colborne a pu en égarer plus d'un⁴⁴. Dans son allocution à la News Room en mai 1838, Driscoll présente en effet le commandant militaire en qualité de stratège doté de clairvoyance, attendant sagement le *kairos* avant de se lancer dans la mêlée. C'est sous cet angle que les six lieutenants-colonels autour de qui devait s'organiser la mobilisation de la force volontaire se sont plu à interpréter le rôle de suppléance dévolu à l'armée en raison de l'anémie chronique des autorités civiles. Le bras de fer l'opposant au représentant du gouvernement civil apparaît à l'arrière-plan :

the Commander in Chief had lived in retirement, observing, indeed, of passing events, but apparently unobtrusive upon the civil government. When, however, it became evident that a revolt was at hand, he transferred his residence into the expected centre of commotion [10 novembre 1837], coolly made his preparations, and firmly awaited the storm about to burst [...] ⁴⁵.

Idée similaire à l'annonce du départ de Colborne en août 1839 :

⁴³ HA, 18/1/1837. Voici deux éléments fondamentaux à retenir dans la justification de la loi martiale du point de vue des rédacteurs du *Herald* : le désarmement de tous les rebelles et le besoin de châtiments exemplaires sur les vrais responsables, Papineau, O'Callaghan et consorts, car les Fils de la liberté incarcérés ne constituent que du « menu fretin » et « [i]t would be almost as much a pity to hang, draw and quarter a few thoughtless boys as it would be a shame to let the hoary villains go free » (*ibid*).

⁴⁴ KMH, s.d.

⁴⁵ *Ibid*. Outre la métaphore médicale, le mal révolutionnaire est souvent comparé à une tempête que les forces de l'ordre doivent traverser victorieusement.

he had a cautious wisdom which would have prevented him from committing himself by any material movement before he became perfectly acquainted with the ground on which he was to operate⁴⁶.

Il faut se méfier des versions rétrospectives. Elles escamotent souvent l'essentiel. L'examen attentif des éditoriaux du *Herald* révèle que personne n'a prévu l'ampleur de la résistance armée des paysans avant l'assaut sur Saint-Denis. D'où l'incertitude du type d'intervention dans lequel les troupes, à tâtons, se sont engagées. On peut tirer à ce sujet quelques indications concordantes. En l'espace de quelques jours, la feuille ultra-tory opère à ce sujet un revirement à 180°. Fidèle à sa ligne de pensée, le journal, dans un premier temps, n'en démord pas et persiste dans son analyse : rabaisant les motivations politiques des habitants à du vandalisme, la « grande armée » de Papineau n'est composée, aux yeux de Thom, que de « cattle-stealers and robbers of hen-roosts »⁴⁷ :

Insurrection, of course, is altogether too ridiculous to be attempted; but bands of prowling ruffians are said systematically to threaten and coerce the scattered loyalists, whether French or English⁴⁸.

Deux semaines plus tard, pourtant, on peut lire dans les colonnes du journal : « The insurrection goes on, as every man of common sense must have anticipated »⁴⁹... Mais cette opinion est démentie, au début de décembre, par Robert Weir lui-même dans sa polémique avec l'éditeur du *Morning Courier*. Celui-ci s'était dit étonné de la volte-face des apprentis sorciers du *Herald* qui s'étaient mis alors à jeter les hauts cris à propos de « la détermination d'une partie de la population française », alors que quelques jours à peine auparavant, ces mêmes journalistes se gaussaient de l'appui armé que, dans le camp patriote, les meneurs rebelles se

⁴⁶ « A loyalist », HA, 28/8/1839.

⁴⁷ HA, 25/11/1837.

⁴⁸ HA, 11/11/1837. Voilà le fait nouveau, conséquence imprévisible de l'émeute du 6 novembre à l'extérieur de Montréal. Des magistrats se voient forcés de renoncer à leur commission et des familles loyalistes sont contraintes d'abandonner leur foyer et chercher refuge à Montréal.

⁴⁹ HA, 25/11/1837.

vantaient de recevoir de la part des habitants. En guise de réplique, le propriétaire du *Herald* l'avoue avec candeur :

ALL of us have gained a new light within a few days, not excepting even the new light editor himself, for nor he, nor Lord Gosford, nor Tory, nor Radical, nor any man of the British race in the province, could have believed it possible that the Canadian peasantry, ignorant though they be, could have supported the infuriated madmen who have urged on the present state of things, in the manner they have⁵⁰.

Une évaluation convergente est faite encore au printemps 1838 :

It was thought last October that our amiable and smooth-mannered Enfants-du-Sol would not fight; the merest drum boy would have turned up his military nose at an army of "toques bleues", yet those amiable people have shewn a very fair development of the combative bump⁵¹.

À rebours du récit pompeux bricolé par le *Herald* autour de la clairvoyance du stratège Colborne, force est donc de reconnaître la part de risque calculé, sinon d'arbitraire, dans les opérations qu'il pilote. Le déploiement de l'armée après l'échange de coup de feu à Longueuil apparaît, à vrai dire, comme une sortie à l'aveuglette ou une mesure dissuasive, plutôt qu'un assaut préventif contre un ennemi clairement ciblé⁵². Les mots auxquels il recourt à son départ, en octobre 1839, méritent d'être pris au sérieux :

⁵⁰ HA, 9/12/1837. Une semaine auparavant, le *Herald* avait même émis l'hypothèse que l'Orateur à la Chambre d'assemblée était lui-même manipulé par les éléments extrémistes de son parti : « Papineau's object was not to rebel but to push the apparently omnipotent argument of intimidation to its utmost extent ; and, if that dastardly babbler is, as we know him to be, in St. Charles, he is there not as a leader but as the tool of spirits more daring than himself » (HA, 2/12/1837). C'est l'idée que défendent Garneau et Groulx (Bernard, 1983, *op. cit.*, p. 84 et p. 153). Quatre mois plus tard, Weir prétendra toutefois que les tories avaient tout prévu depuis des années. Mis sur la sellette par Gosford, qui accuse son journal d'avoir proféré des « attaques injustifiables » à l'endroit des Canadiens-Français, le propriétaire du *Herald* réplique : « Sapiient Gosford ! was not that what has been thundered in your ears ever since you came to curse this colony, and yet you accuse *those who had foresight enough to give you such information years ago*, as being guilty of "unjustifiable attacks." » (nous soulignons) ; cf., HA, 2/4/1838.

⁵¹ KMH, 17/4/1838.

⁵² Gore et Wetherall, les deux officiers de l'armée en charge, avaient pour mission de disperser tout rassemblement séditieux et devaient se rejoindre éventuellement à Saint-Charles (HA, 25/11/1837).

In the sudden rebellious movements of 1837 [...], écrit-il, the troops were called on to protect, with numbers inadequate to the emergency, the loyal subjects of Her Majesty, simultaneously attacked and driven from their homes at remote points⁵³.

La « soudaineté des mouvements insurrectionnels » est le seul indice qui permet de restituer la part d'incertitude que comportait le gambit de Colborne en ordonnant la sortie précipitée de ses effectifs. Dans son récit très habile à la News Room, Henry Driscoll met dans la « balance de la guerre » les signes défavorables qui compromettaient les chances de succès de l'armée à ce moment critique : toute la vallée du Richelieu en armes, une armée rebelle patrouillant la frontière du Vermont ; les classes populaires dans les États américains limitrophes en état de fermentation, prêtes à joindre les insurgés en cas de succès, forçant peut-être même Washington à cautionner le mouvement comme dans le cas récent du Texas ; le Saint-Laurent en glace qui interrompt pour six semaines toute navigation permettant de consolider l'insurrection en marche par la création, entre autres, d'une armée au nord de Montréal ; le reste de la province attendant le signal pour se soulever ; le ralliement attendu des réformistes de la province voisine à cette vaste « conspiration »⁵⁴, sans omettre les règlements de compte adventices, d'ajouter l'éditorialiste du *Herald* devant son auditoire subjugué

and an attempt at midnight conflagration and massacre expected in this very city; the consequence of which, if successful, might be calculated from the savage butchery of Lieutenant Weir and the cold blooded murder of Chartrand. (Great cheering.)⁵⁵.

Ce récit gomme pourtant un élément important ayant justifié la mobilisation des civils britanniques à Montréal : au moment critique, non seulement les communications entre le quartier général à Montréal et Wetherall à Chambly étaient

⁵³ HA, 14/10/1839. Colborne est plus explicite encore dans une lettre à Lord Fitzroy Somerset du 29 novembre 1837 où il parle de « *this sudden and extensively combined revolt* » (KMG, 29/3/1838).

⁵⁴ Le mot se retrouve dans le libellé de la loi martiale du 5 décembre 1837 : « a traitorous conspiracy by a number of persons falsely styling themselves Patriots » (HA, 9/12/1837).

⁵⁵ News Room, KMH, s.d.

coupées, mais en fait, tous les émissaires dépêchés par Colborne en vue de transmettre à Wetherall l'ordre de repli ont été interceptés par les sentinelles dans le camp patriote⁵⁶. On peut parler de la panique qui saisit alors le lieutenant-général Colborne après la victoire des rebelles sur l'armée régulière à Saint-Denis⁵⁷. À rebours encore une fois de la légende dorée qu'on a bricolée autour de sa prudence et de sa sagesse, en ordonnant le repli de Wetherall, Colborne en fait vacille et cafouille. Les compagnies sous le commandement de Wetherall semblent avoir été vouées à un massacre certain si l'ordre de retraite de Colborne avait atteint son destinataire. On peut même conjecturer la déroute des habits rouges si, au lieu de livrer bataille, « Copper Tommy », l'« officier » en charge à Saint-Charles, avait eu la présence d'esprit d'esquiver le coup en coupant simplement les bases de ravitaillement de l'armée à Saint-Hilaire⁵⁸. Telle est bien la leçon que la lecture attentive du *Montreal Herald* révèle :

Thanks to Colonel Wetherall and to the fortunate circumstance that Sir John Colborne's despatches of the Friday did not reach that officer before the storming of St. Charles, *prompt submission* was insured, but there would have been *no submission* if Colonel Wetherall had retreated from St. Hilaire, though Lord Gosford had issued a dozen *paternal* proclamations⁵⁹.

En conclusion, rien dans les comptes rendus du *Herald* ne permet d'avancer que les rédacteurs du journal ont pris conscience de l'état d'insurrection généralisée au

⁵⁶ HA, 23/12/1837.

⁵⁷ Pas plus que les autres acteurs, le « vaste réseau d'informateurs qui constitue une véritable police secrète » (Laporte, 2004, *op. cit.*, p. 105) n'a prévu l'ampleur de la « tempête » qui allait s'abattre. D'autant plus consternants devaient apparaître chez les civils les résultats immédiats de l'immixtion de Sir John dans la conduite des affaires : « « Fellow-citizens, on Sunday morning last week [26 novembre 1837] we had not learnt the defeat of St. Charles; what were your thoughts that morning? Speak out like men. Did you not, one and all, declare, that if Colonel Wetherall's regiment was discomfited, the city of Montreal would be immediately in a state of siege. Recall to your mind the bustle our streets exhibited in preparation for war. Remember the gloom in every man's countenance, the muttered curses on the planners and executors of the abortive attack on St. Denis. » (HA, 9/12/1837). Nous soulignons.

⁵⁸ Une telle manœuvre aurait d'ailleurs été tentée sans succès : « a large mob of the rebels had made an equally feeble and vain attempt to cut off Colonel Wetherall with his Royals from his resources at Chambly » (HA, 2/12/1837).

⁵⁹ HA, 30/12/1837.

sud de Montréal avant la bataille de Saint-Denis le 23 novembre 1837. Quant à l'idée d'« assaut préventif », elle ne semble recevable que dans la mesure seulement où on lui conserve un caractère exploratoire : malgré les versions édifiantes peaufinées après coup sur le don de seconde vue du commandant militaire, pas plus que l'état-major, les éditorialistes du *Montreal Herald* ignoraient le degré de préparation militaire dans le camp adverse et le soutien effectif que les meneurs patriotes étaient en mesure de recevoir de la part des paysans illettrés. La reculade des habits rouges à Saint-Denis et la panique qui s'installe à Montréal sont les événements déclencheurs qui permettent de comprendre comment les éléments radicaux tory sont parvenus à prendre l'initiative de la mobilisation générale des civils à Montréal le 24 novembre 1837 malgré le refus initial de Gosford.

4.4 Les « Gardes de Gosford » et la milice canadienne loyale

Compte tenu des intentions du gouverneur de faire appel aux magistrats et aux miliciens canadiens loyaux à l'intérieur d'une « force auxiliaire municipale », la hâte des radicaux ultra-tory d'en découdre peut s'expliquer aussi par la nécessité où se sont retrouvés Weir et les autres meneurs du DC de contourner la censure vice-royale qui pesait sur eux et leur mise à l'écart relative au sein des forces de l'ordre que, seuls, ils entendaient incarner⁶⁰. De la fin novembre 1837 à décembre 1840, la question de l'armement des natifs du pays par le gouvernement britannique viendra hanter d'ailleurs de façon récurrente Robert Weir. Aussitôt après l'échange de coups de feu à Longueuil le 17 novembre 1837, le propriétaire du *Montreal Herald* se demande tout uniment quels scrupules incitent donc à présent les « Loyal Canadians of French origin » à rester sur la touche ou, pis encore, désertir : « Why leave the

⁶⁰ La position du *Herald* à cet égard est clairement établie depuis juin 1835 : la faction ultra-tory est le seul point d'appui sur lequel, ultimement, repose l'autorité britannique dans le Haut et le Bas-Canada.

battle to be fought and the danger to be encountered by brave Britons and Irishmen alone? »⁶¹.

Les rédacteurs et les correspondants du *Herald* ne manqueront pas une occasion de talonner ces « Loyal Canadians of French origin » en raison de leur manque supposé d'empressement à rallier le camp des « miliciens volontaires » ; aussi, abreuveront-ils ces magistrats et ces miliciens de leurs sarcasmes en révoquant en doute les bases de leur loyauté. Dans le même numéro, un autre éditorial revient à la charge sur le mode satirique à propos des « very great many loyal French Canadians amongst us ». À une seule exception près (P-É. Leclère, chef de police en charge du district de Montréal, copropriétaire de *l'Ami du Peuple*, membre du comité exécutif de la MCA en 1837 et capitaine dans le corps de carabiniers de Sabrevois de Bleury), maintenant qu'une preuve de leur loyauté est requise, personne parmi eux ne semble prêt à joindre les bataillons volontaires :

One half of the French Canadian population is in arms against those who profess loyalty to their Sovereign, and, why, we would ask, is not the other half in arms to oppose them?⁶²

Au numéro suivant, un éditorial particulièrement incisif s'attarde sur la question toujours pendante de l'enrôlement des Canadiens « loyaux » dans les forces de l'ordre à l'extérieur de Montréal :

Who will now talk of conciliation? Who so infatuated, so insane, as to advocate appeals to the French Canadians for the maintenance of good order, submission to the laws, and loyalty to the Empire?⁶³

Le journaliste du *Herald* répond lui-même à la question : les magistrats francophones ayant survécu à la purge, lance-t-il, rageur, mais il enchaîne aussitôt :

but they are not of us! they are our enemies! - let them be treated as such, - let every man found in arms, be destroyed, and every house and village from

⁶¹ HA, 25/11/1837.

⁶² *Ibid.*

⁶³ HA, 2/12/1837.

which a shot is fired, be committed to the flames. Above all, let us hear no more prating of the loyalty of the French Canadians⁶⁴.

La contradiction ici est flagrante. Le *Herald* exige et récuse presque dans le même mouvement des preuves de loyauté de la part des magistrats et des miliciens canadiens. Après la reculade de Gore à Saint-Denis, Adam Thom mettra à profit le climat de panique qui s'est installé à Montréal pour stigmatiser l'hésitation des magistrats et des miliciens loyalistes d'origine canadienne :

Hardly one member of that race, for which the government has recently lived and moved and had its being, would take up arms against the disturbers of the public peace⁶⁵.

La semaine suivante, Thom en remet. Au lieu de proclamer la loi martiale, note-t-il, la seule autre alternative que des conseillers perfides pourraient être enclins à soumettre au gouverneur consisterait à mobiliser et armer les miliciens canadiens « loyaux », « the bitterest enemies of England », quoique

[o]f the provincial militia there are, we are willing to believe, many, who would not turn their arms against their sovereign; but we do not believe that from Gaspé to Coteau du Lac there breathe five and twenty French-Canadians, who would aid by military force in putting down their rebellious compatriots⁶⁶.

Le jugement en la matière est difficile et le terrain sur lequel prendre pied, glissant. Selon le témoignage postérieur de « A Volunteer indeed », le refus d'armer les miliciens loyalistes d'origine canadienne serait provenu du commandant militaire lui-même, Sir John, qui n'avait aucune confiance en eux⁶⁷. Dans les rangs

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ HA, 25/11/1837. *L'Ami du Peuple* semble donner raison à Thom: « French Canadians "have terribly exposed their flank to the charges of the *Herald*, that their apathy in such a time as the present, is unpardonable - that, all the Canadians, even Mr. H. Desrivieres, blame Mr. Papineau, in the strongest manner - that all declare that they are ready to serve the Constitutional cause;" and yet, says even *L'Ami*, "they have not organised a corps of Canadian loyalists!" *L'Ami* adds, "We must admit that at least a portion of the reproaches of the *Herald* are founded on truth." » (HA, 2/12/1837).

⁶⁶ HA, 2/12/1837.

⁶⁷ Colborne est même allé jusqu'à demander au gouverneur du Haut-Canada l'intervention de la milice du Haut-Canada. Devant la Chambre des communes, Francis B. Head précisera en mai 1838 le

volontaires, poursuit « A Volunteer indeed », les officiers connaissaient les « circonstances exactes » où se trouvait le commandant militaire :

[t]o call out the militia would be to organise a [trait]or that he durst not trust, the major part of whom were either then in arms against him, or to his certain knowledge only awaiting the signal [...] ⁶⁸.

« A Volunteer indeed » va même plus loin. À rebours encore une fois de la version officielle peaufinée après coup par les radicaux tory, il prétend que Colborne avait en sa possession des rapports secrets indiquant que des individus d'origine britannique et irlandaise avaient rejoint les rangs des insurgés :

[He] had documents before him which clearly proved that individuals of British and Irish origin had espoused the cause of the rebels, and how was he to [kno]w how far the same spirit had secretly extended itself among their respective countrymen ⁶⁹.

Aux yeux des rédacteurs du *Montreal Herald*, l'intervention de l'armée après l'embuscade de Longueuil le 17 novembre 1837 découle ainsi en partie de la méfiance de Colborne et de l'aile radicale tory investie dans le DC, la RMC et la RMA envers les miliciens canadiens ⁷⁰. On a ici un autre élément méconnu ayant

sens de la requête que lui a soumise en catastrophe Sir John le 24 novembre 1837 : « Observing the storm that was brewing up around him, Sir John Colborne subsequently applied to me in the most urgent terms for the farther assistance of a considerable portion of the Upper Canada Militia » (KMH, s.d).

⁶⁸ HA, 26/07/1838.

⁶⁹ *Ibid.* Le propos rejoint ce que Thom lui-même avait relevé dans le feu de l'action. Les symptômes de « sympathie active » parmi les ressortissants américains établis dans les Townships laissent même présager de quel côté risquait de se porter leur allégeance ; cf., HA, 11/11/1837.

⁷⁰ Voir l'extrait de la lettre de Forsyth à McCord citée par Young (1998, *op. cit.*, p. 50). Les témoignages rétrospectifs contenus dans le *Herald* font ressortir une triple référence temporelle qui explique de manière convaincante l'impact de l'idéologie radicale tory sur la stratégie organisationnelle que ses membres ont adoptée tout au long de la période 1834-1837 : une première se rapportant au rôle des patrouilles urbaines à la solde des magistrats d'allégeance tory depuis l'élection mouvementée de 1834 (tributaire du reste d'une conception de la sécurité publique diamétralement opposée à celle qui était en train de s'implanter en Angleterre) ; une seconde, ramenant aux sources mêmes du *Herald*, relative aux magistrats tory, qui, en raison de leur méfiance envers la milice canadienne au début de la guerre anglo-américaine de 1812, ont requis l'intervention immédiate des militaires sans l'aval du gouverneur Prevost, à défaut de quoi « the infection of insurrection might have spread like wildfire, and been as deep-rooted and universal as during the past two years [1837-1838] » (HA, 16/7/1839) ; une troisième, enfin, qui concerne les dommages et les traumatismes

accélééré le processus de radicalisation du conflit. Une fois réprimés les foyers insurrectionnels au sud et au nord du Saint-Laurent, Weir épinglera le cas d'un

battalion of loyal Canadians [...] whose example at an earlier period might have been more useful than at present [...] and as the name has not yet been assumed by any of the volunteer corps in the city, we would suggest to them to adopt that of the "Gosford Guards."⁷¹

Il est impossible de savoir si, à partir de la mi-décembre 1837, cette dénomination injurieuse renvoie à la « force auxiliaire municipale » ou exclusivement aux miliciens canadiens restés loyaux. De prime abord, l'expression sarcastique semble désigner le corps des « Loyal Canadian Volunteers » qu'en novembre 1837 E. Barron a vainement tenté de lever. Mais, on s'en souvient, dans sa polémique contre Gosford, W. Badgley avait cité un document du secrétaire civil où il était question de mettre sur pied, à Montréal, lors d'une éventuelle visite du gouverneur, « a small but efficient body of Constables or Police officers »⁷². Il ne semble donc pas invraisemblable de penser que les « Gosford Guards » pourraient s'y rapporter.

Le thème des « Gardes de Gosford » remontera à la surface à quelques reprises, dont une, en juin 1839, au moment où les autorités impériales s'apprêtaient à autoriser à nouveau l'armement de la milice canadienne : geste suicidaire, glose Weir, comme l'exemple mémorable des « Gardes de Gosford » de 1837 le montre à l'envi⁷³. Les volontaires, prétend-il, « do not desire any addition to their numbers from the rebels ranks »⁷⁴. Quelques mois plus tard, le propriétaire du *Herald* reviendra sur le décompte des miliciens canadiens restés fidèles au gouvernement en

encourus par les loyalistes lors de la guerre d'Indépendance au premier rang desquels il faut placer Jonathan Sewell, ancien procureur général, juge en chef et, sans doute aussi, principal conseiller de Colborne. Sur l'importance de l'« exemple américain » dans la politique coloniale britannique, voir Fecteau, 1987, *loc. cit.*, p. 494 et 2002, *op. cit.*, p. 232, ainsi que F. Murray Greenwood, « L'insurrection appréhendée [...] », *loc. cit.*, p. 60-61.

⁷¹ HA, 23/12/1837. Fait rarissime, l'article est intitulé justement « *French Canadian Loyalty* ».

⁷² HA, 16/4/1836.

⁷³ Retournant contre l'adresse de Papineau de 1834 la proportion de ses supporteurs, le *Herald* précise que « [i]t is a notorious fact that nineteen twentieths of the Canadians were, and are, confirmed rebels » (HA, 13/6/1839).

⁷⁴ *Ibid.*

novembre 1837 au moment de la tentative d'organisation de la force auxiliaire municipale de « bobby Gosford »⁷⁵. Il ébauche son opinion sur les « statistiques officielles » publiées par le Bureau de l'adjudant-général de la milice à Québec concernant les nouvelles nominations dans la milice, de même que sur celles relatives à ceux qui ont été mobilisés lors des deux dernières « rébellions » de 1837 et 1838. Alors qu'à Montréal les forces loyales britanniques comptaient 3,500 volontaires, les Canadiens loyaux, qui se sont engagés en tant que volontaires ou ont été jugés assez fiables (distinction précieuse), ont formé un bataillon comptant seize ou dix-sept individus, lesquels, poursuit Weir, se sont ingéniés à singer le couvre chef d'hiver des Royaux en portant des habits en « *etoffe du pays* » ; or, d'ajouter le propriétaire du *Herald*, ces miliciens ont été « only snatched from utter oblivion by being worthily denominated the Gosford Guards »⁷⁶. Le tableau comparatif qu'il dresse parle de lui-même : compte tenu qu'un homme sur cinq était alors en droit de porter les armes dans une ville de 40,000 habitants divisée en deux parts égales entre natifs canadiens et ressortissants britanniques, il apparaît que les 7/8 de ceux-ci se sont enrôlés, tandis que 1/247 de ceux-là a répondu à l'appel. D'où l'avertissement solennel que sert Weir en 1840 au nouveau gouverneur inséré dans les mailles d'une proposition hypothético-concessive typique :

if Mr. Thomson follows in the path trodden by some of his predecessors, the support of those whom he delights to honor, even though it comprehends all the heroes of the Gosford Guards, and all the *petticoats* who have acquired so much moral influence, will not perchance save him from doing that of which he may have reason to repent⁷⁷.

⁷⁵ HA, 18/10/1839.

⁷⁶ HA, 5/12/1839.

⁷⁷ HA, 5/3/1840. Les « prédécesseurs » sont évidemment Gosford et Durham.

4.5 Promesse de pardon envers les prisonniers et loi martiale

Fin novembre 1837, J.-J.-T. Phelan, relève dans la *Minerve* « the singular coincidence which exists between the advice of the one [le *Herald*] and the measures of the other [Gosford] » :

“The *Herald* has said that troops ought to be sent to the country, and immediately are sent. It demands a reform in the [magis]tracy, and it is no sooner said than done. [...] the *Herald* will demand that martial law be enforced, and you will see the country be governed by the bayonet.”⁷⁸.

La référence de Phelan à la loi martiale est intéressante. Cette question comporte à vrai dire elle aussi des aspects extrêmement intriqués défiant toute réduction simpliste : répression militaire, désarmement, arrestations et détention arbitraires, criminalisation, dommages collatéraux commis par les volontaires avec la bénédiction de l'état-major (incendies, pillage, viols, etc.), protection légale rétroactive, agenda politique, etc.⁷⁹. Selon les rédacteurs du *Montreal Herald*, dès le premier coup de feu à Longueuil (bien qu'il s'agissait peut-être, de la part des miliciens canadiens, d'un coup de semonce), l'imposition immédiate de la loi martiale découlait de deux besoins fondamentaux : le désarmement des rebelles et l'urgence de procéder au plus tôt à des châtiments exemplaires. En ce qui a trait au premier point, même après la « boucherie » de Saint-Charles, les insurgés patriotes étaient en mesure encore en effet selon le journal

to harass Her Majesty's troops and “the English inhabitants of this province” by a desultory and predatory warfare, a plan, which, under the existing laws, may enable the brigands to inflict much injury and inconvenience on others with little danger or trouble to themselves. They may rob every mall of letters and money ; they may capture, insult and murder every individual loyalist,

⁷⁸ HA, 25/11/1837. Pas de doute, ajoute Phelan, « it [le *Herald*] is at least clever enough in its tactics to bring over the head of the Executive to its views, and make him fall into its snare. * * * » (*ibid*).

⁷⁹ On se reportera là-dessus aux travaux de Jean-Marie Fecteau et Stephen Watt dans *Rebellion and Invasion in the Canadas, 1837-1839. Canadian States Trials, II*, Greenwood, F., Murray et Wright, Barry (éd.), 2002 ; Fecteau, *op. cit.*, p. 207-247 et Watt, « State Trials by Legislature : The Special Council of Lower Canada, 1838-1841 », p. 248-278.

who may be fool-hardy enough to trust himself beyond the reach of Her Majesty's guns ; - and they may keep this city in perpetual dread of a thievish incursion during the whole winter by day and by night. Such anticipations are not merely imaginary[.] They are based on events of a similar kind, that have actually taken place⁸⁰.

Sans loi martiale, ajoute Thom, les volontaires à Montréal se seraient même retrouvés dans l'éventualité, sinon l'obligation, en l'absence de toute instance légale, de se faire justice eux-mêmes en commettant eux aussi des actes de représailles sur des civils⁸¹. Pris au dépourvu par l'ampleur des dégâts, les éditorialistes du *Herald* ne ménageront en fait aucun effort en peignant sous des couleurs vives l'état d'insurrection généralisée des Canadiens. Dans un premier temps, face à la résistance paysanne à Saint-Denis et Saint-Charles, les rédacteurs sont bien obligés de tirer la conclusion qui s'impose :

The Canadians now have broken the solemn compact, have absolved themselves from their allegiance to Great Britain, and are in open arms to resist her authority. Their hitherto amiable and peaceable character has been suddenly transformed into one of brutal ferocity, their former exemplary respect for the altars of their God, and for their spiritual teachers, changed into open and undisguised contempt for both⁸².

Cette extrapolation à l'ensemble de la population amènera Thom à établir une distinction entre « rebels, whether actual or virtual »⁸³, mais qu'on ne s'y trompe pas, une même inclination les anime :

⁸⁰ HA, 2/12/1837. Fecteau défend un point de vue différent : « The imposition of martial law in 1837 [...] had been implemented as a measure of last resort, though not primarily as a response to the threat of an armed uprising » (2006, *op. cit.*, p. 220).

⁸¹ L'éventualité d'une « "general amnesty" proposed by the wise men of Downing Street » suscite la même réaction chez les volontaires en avril 1838 : « many a silent vow of revenge has been made by the neglected volunteer, when he beholds the prison door open to allow the avowed enemy of himself and his country to go at large to foment the principles of disaffection anew, and if the insolence of these same liberated rebels does not drive volunteers to administer justice in a way altogether repugnant to their feelings, I am not the only man in Montreal that has been deceiving himself. » (« A Captain in a Ward », KMH, 11/4/1838).

⁸² HA, 2/12/1837.

⁸³ HA, 23/12/1837.

the whole country is in a state of rebellion; when we say the whole country, we know what we are saying: - it is not necessary to prove our words that each village should be stockaded as was St. Charles, or garrisoned as was St. Denis, - it is sufficient for us to know that one spirit animates the French Canadian peasantry, from Kamouraska to Coteau-du-Lac⁸⁴.

Dans son numéro de fin d'année, le *Herald* répliquera à ses nombreux contradicteurs qui prétendaient que la « rébellion » dans le district de Montréal n'avait pas été générale. L'argument de ces adversaires reposait sur les pétitions de loyauté qui circulaient alors et le nombre relativement restreint des Canadiens ayant effectivement pris les armes par rapport à l'ensemble de la population. Mais Weir évoque l'état de siège sévissant toujours à Montréal, les portes de la ville barricadées, tous les citoyens britanniques et irlandais métamorphosés en soldats, les patrouilles nocturnes, etc. Dans un mouvement ascensionnel et englobant, il passe ensuite en revue les ultimes symptômes de la pulsion révolutionnaire chez les francophones :

We may be told, that but a comparatively small number of the French Canadians are hostile to a British rule [...] and that, in the face of the attack on the Cavalry, the march to Chambly, the occupation of St. Johns, the defence of St. Denis, the carnage of St. Charles - to say nothing of the "field of spurs" of Pointe Olivier, the camp at Grand Brulé, the violence from St. Cesaire to la Belle Riviere! Yes, in the face of these facts, in the face of the barricades before us and the warlike patrols traversing the city, we are told so. What mockery! What blindness!⁸⁵

Un autre éditorial rappelle l'état de tension généralisé qui prévalait dans différentes paroisses, comme par exemple celles

of Pointe-aux-Trembles, where some five weeks since the *Patriots* were drilled by the accomplished Girod ; - of Sault-au-Recollet whence the hottest *Patriots* weekly came to town to preside and take part in the meeting of the "Central Committee ;" of Laprairie, where, when first the volunteers and troops passed to rescue St. Johns from the "plaisanteries" of the amiable Côte,

⁸⁴ HA, 9/12/1837. D'où l'invocation aux lois divines et humanitaires en vue de procéder au châtiement collectif que la présente insurrection générale appelle : « Though individual punishment can be inflicted only for individual crimes, yet the collective punishment of collective offences is not incompatible either with human or with divine laws » (HA, 15/12/1837).

⁸⁵ HA, 30/12/1837.

300 men assembled to bluster and to terrify, - and from many other parishes besides, where fear now reigns, and where "loyalty" has suddenly emerged like the sun from an eclipse⁸⁶.

Le débat par ailleurs autour de la légalité d'une telle « loi » était un faux problème, prétendra Weir. Outre les incertitudes ayant entouré son adoption sans l'aval du Parlement impérial, le dilemme portait sur la question des tribunaux ordinaires : aussitôt que cessait l'état d'urgence empêchant la tenue des cours régulières de justice, la loi martiale devait être révoquée⁸⁷. Ainsi, selon lui, les « hop-skip-and-jump logicians »

who maintain the illegality of His Excellency's martial law, must therefore, attempt to prove, that the action of the King's ordinary courts was uninterrupted in the District of Montreal at the date of the proclamation. Rather a hard task, to be sure, for facts are stubborn things [...]⁸⁸.

Pour une rare fois, ajoute-t-il, Lord Gosford était parfaitement justifié de passer par-dessus les « instructions précises » émanant de Downing Street et les prérogatives de la Chambre des Communes en la matière. L'illégalité de ce recours ultime lui apparaissait consubstantielle, découlant même, en dernière instance, d'une « uncontrollable necessity » et de circonstances exceptionnelles qu'aucun statut ou aucune ordonnance ne pourra jamais prévoir. :

Pour ce qui est des demandes de justice expéditive à l'endroit des prisonniers que n'aurait pas permis de satisfaire la loi martiale, les éditorialistes du *Herald* y discernent beaucoup plus une manœuvre politique des autorités impériales qu'un empêchement légal⁸⁹. Mais le *caput Nili* d'une telle obstruction est attribuable, selon

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ Fecteau, 1987, *loc. cit.*, p. 482, note 51.

⁸⁸ HA, 23/12/1837.

⁸⁹ Fecteau a parfaitement démontré la contradiction où se sont enfoncés Ogden et les procureurs de la Couronne : alors que ceux-ci rejettent « the idea of taking advantage of the state of emergency to dispose of prisoners by means of court martial », dans une lettre à Colborne du 19 février 1838, le secrétaire d'État aux colonies Glenelg cherche manifestement à gagner du temps en refusant de libérer indistinctement tous les prisonniers ou de procéder à leur assignation à comparaître dans un procès civil : « Her Majesty's Government desire that such of them as you may not think it right at once to

eux, à Gosford lui-même dans la promesse de pardon général aux habitants « dupés » que contient sa Proclamation du 29 novembre 1837. Exonérant les « habitants » ayant pris les armes de toute responsabilité, l'habileté de Gosford semble avoir consisté, en effet, à s'appuyer sur l'argumentation que martelaient depuis des années les rédacteurs du *Herald*, à savoir que seules quelques têtes étaient responsables de l'agitation sociale, alors que le reste des supporters de la faction patriote devait être considéré uniquement comme des « dupes » instrumentalisées et dévoyées :

What! [...] are we, with red rebellion stalking through the land, to be told that the population are blameless - that they are merely the dupes and tools of a paltry and insignificant number of desperate men! Yet, fellow-citizens, we are told so. We, who have seen the French Canadians for years past assembling in thousands round their churches each Sunday - who have been witnesses of the arts of demagogues, and the *extreme aptness and facility at receiving instruction of those who now call themselves and are called by others*, their dupes, &c. We, who *know* that the arm of almost every French Canadian is against us, are soberly and gravely told, that the French population is blameless! [...] ⁹⁰.

Pour Thom, comme on l'a vu, il était manifeste que, dans leur ensemble, les « Canadiens-Français » étaient presque tous coupables maintenant d'avoir « openly or secretly encouraged and aided the Assembly's rebellion » ⁹¹. La clémence de Gosford à l'endroit des paysans amène Adam Thom à une nouvelle lecture du cours apparemment fatal y ayant conduit. Il note d'abord que, n'eût été la censure vice-royale à son endroit, le corps volontaire de carabiniers que les tories voulaient mettre sur pied aurait tenu les révolutionnaires dans une sainte terreur et prévenu l'insurrection présente, tandis que la destitution des magistrats et des officiers de milice contenue dans sa seconde proclamation de juin 1837, loin de constituer une

liberate should not be brought to trial, unless they can be tried by the ordinary tribunals of the country » (Fecteau, 1987, *loc. cit.*, p. 485). C'est Durham qui héritera de l'épineux dossier.

⁹⁰ HA, 9/12/1837. Les italiques sont de Weir. Le changement de posture des rédacteurs du *Herald* a bien été saisi par l'éditeur du *Morning Courier* : « By these versatile gentlemen the distinction drawn in the proclamation between the (comparatively) "few leaders," and the ignorant population, is now for the first time called in question » (HA, 9/12/1837).

⁹¹ HA, 15/12/1837.

mesure punitive efficace, n'a fait qu'inciter les contestataires à se montrer encore plus audacieux en s'attaquant « on the government in the persons of those, who still held civil or military commissions »⁹². Moyennant un autre coup de sonde métaphorique dans l'avenir, le rédacteur en chef du *Herald* prévoit même que l'indulgence de Gosford envers les paysans ayant pris les armes entraînera une seconde insurrection

his third proclamation has sown the seeds of future insurrections by promising, that all the rebels, without one distinctly specified exception, "will experience no molestation" - aye, and always provided, that they "retire to your homes and to the bosoms of your families"⁹³.

Sous le pseudonyme de « *Communicated* », Thom jonglera dans le numéro suivant avec trois idées difficilement conciliables : 1) le manque de vigueur dont Lord Gosford et C. R. Ogden sont responsables est la cause principale du chaos qui sévit ; 2) les citoyens britanniques se sont enrôlés néanmoins, au risque de leur vie, à défendre ce gouvernement ; 3) à quoi peut bien rimer cet empressement volontaire si Downing Street ne change pas de manière draconienne sa politique de conciliation envers les démagogues factieux ? De la première, il écrit

that certain prospect of a rigorous enforcement of the law would have prevented them [« the rebellious demagogues »], from indulging in any treasonable conduct. But, on the contrary, the more than asinine patience of the government had taught them to believe, that they were privileged to speak; write and accomplish treason with impunity; and Lords Glenelg and Gosford are virtually responsible for all the blood, that may for the restoration of public tranquility be shed in the field or on the scaffold. This charge against the noble pair naturally flows from the admitted fact, that the French-Canadian leaders have advanced from step to step not with the view or in the hope of effecting a revolution but in the well grounded expectation of extorting concession after concession from conciliatory imbeciles⁹⁴.

⁹² HA, 9/12/1837. À l'assemblée loyale du 23 octobre 1837, Thom considérait pourtant les Canadiens loyaux investis de l'autorité britannique comme des « traîtres » au même titre que les meneurs des Fils de la liberté qui défilaient en ville.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ HA, 25/11/1837.

Pour ce qui est de la seconde, Thom note que « our gallant citizens [...] are now arming for the contest and preparing to hazard their lives for the government »⁹⁵ ; quant à la troisième, on retrouve sous sa plume ce propos désabusé :

All the military movements and all the public prosecutions in the world will not of themselves redress one grievance or remove one burden, unless the government be determined steadily to pursue an altogether different policy in the sanctioning of bills and the filling of “public stations.” Why should “the English inhabitants of this province” aid in putting down one set of agitators merely to make room for another?⁹⁶.

De son côté, dès le 6 décembre 1837, la lettre de « A Loyal Scotchman » s’interroge sur le peu d’égard qu’aurait manifesté le gouverneur à la demande que lui ont soumise les « autorités constituées » [« the Board of magistrates of this City »] à Montréal réclamant l’imposition immédiate de la loi martiale. Envoyée lundi le 27 novembre 1837, Gosford aurait tardé jusqu’au samedi suivant avant d’expédier sa réponse. « A Loyal Scotchman » croit que le gouverneur ne cherche, de toute évidence, qu’à empêcher l’application rigoureuse de cette loi :

none but fools and infants could believe, that an application, which he had treated with so little respect, had in any degree influenced his decision⁹⁷.

Voilà pourquoi « A Loyal Scotchman » croit que le gouverneur devrait être considéré à la manière d’un rebelle « de tête ». En ce qui concerne en particulier la dernière en date de ses trois proclamations⁹⁸, l’épistolier craint que la distinction qui y est établie entre les « *insidious advisers* » et les « *unthinking dupes* » ne recèle une promesse virtuelle de pardon envers les paysans ayant pris les armes. La responsabilité ultime d’une telle décision

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.* La loi martiale vise aussi selon lui deux objectifs fondamentaux : « the disarming and punishing of rebels in general ».

⁹⁸ La première, on s’en souvient, se rapporte à la dissolution du BRC, tandis que la seconde, qui date de juin 1837, portait sur l’interdiction des assemblées séditeuses.

oblige toutefois, selon lui, à remonter la filière de Québec jusqu'au Colonial office sur Downing Street, étant donné que « that rebellion should be nursed by those who had produced it »⁹⁹.

Cette lettre est intéressante. Elle laisse voir de façon on ne peut plus nette que les divergences de vues profondes et persistantes entre l'hétairie radicale tory et le gouvernement se sont répercutées jusqu'au moment de la proclamation de la loi martiale au début de décembre 1837. On ne l'examine ici que dans la perspective de clivage opposant l'état-major, la caste ultra-tory et les loyalistes non seulement à l'Exécutif et au gouverneur, mais aussi, plus fondamentalement encore, à la politique de conciliation préconisée par l'administration Melbourne dans le cadre de la loi constitutionnelle de 1791. Le fait remarquable, à mon avis, est que « A Loyal Scotchman » décèle *in nuce* l'intention de l'administration coloniale de ne pas sévir à l'endroit des prisonniers politiques, tandis que, dans le feu de l'action, les rédacteurs du *Herald*, de mèche avec l'état-major, désiraient procéder à des châtiments exemplaires : « a Special Commission ought to be immediately issued for the trial of the present batch of imprisoned traitors. It would be ridiculous to fatten fellows all winter for the gallows »¹⁰⁰. La même idée sera reprise en 1839. Dans des mots qui rappellent ceux auxquels recourra Colborne avant son départ, les loyalistes, à Montréal ou disséminés dans les seigneuries, « indignant at the treacherous and cowardly attack upon their lives and properties, were loud in their demands for justice to the guilty and security against future aggressions »¹⁰¹.

⁹⁹ *Ibid.* Il s'agit ultimement des « taskmasters » du cabinet Melbourne. Autre indication donc de la thèse du triple étagement de la « conspiration » des Canadiens loyaux et radicaux avec la bénédiction de ceux d'en haut.

¹⁰⁰ HA, 2/12/1837. Au début de mai, publiant en exclusivité la correspondance d'un réfugié politique avec un marchand montréalais, un article parle de la « criminal lenity of the government » à l'endroit des prisonniers (KMH, 11/5/1838).

¹⁰¹ « Asmodeus », HA, 11/2/1839. Autre exemple des séquelles de la guerre d'Indépendance américaine sur la « mentalité de garnison » encore très vive parmi les radicaux ultra-tory, dans un numéro de juin 1839, un article détaille toutes les lois votées aux États-Unis entre 1774 et 1783 contre les propriétés des loyalistes dans les différentes législatures, le but de l'auteur étant de montrer « that

Selon le *Herald*, l'administration impartiale de la justice entraînait la mise sur pied d'une Cour martiale habilitée à procéder dans les plus brefs délais à des châtiments exemplaires par pendaison, à défaut de quoi les volontaires seraient autorisés à se faire justice eux-mêmes, quitte au besoin à « nourrir les potences voraces » [« feed the greedy gallows »]¹⁰².

Le chat ne sortira du sac qu'au printemps 1838 : « There is no doubt that irreparable injury has been done to British connection by the shameful interference of all classes in England with the administration of justice in Canada », proclame le *Herald*¹⁰³. Une lettre de Grenville signée « Hamlet the Dane » précise qu'il était entendu, dès le départ, que Sir John, le nouvel Administrateur de la colonie, « will do as little as he can on his own authority », étant donné qu'à Westminster, « a reformed Parliament mind ye », les âmes sensibles de la coalition Whig-Radical au pouvoir, ne manqueront pas de se donner en spectacle :

You will see, - one will talk of the horror of destroying "so many fellow creatures, another of British generosity and clemency, another of the great policy of conciliating the Canadians, a fourth will hint of the abhorrence in the neighbouring republic of sanguinary punishments, and the danger of making matters worse, by doing justice [...]"¹⁰⁴.

Pis encore. Les « gentilshommes larmoyants » [« the lachrymose gentlemen »] de service au Parlement impérial avaient l'intention, selon lui, de faire porter le bonnet d'âne à Colborne, au cas où il ne marcherait pas droit ; ils entendaient ainsi le faire payer « for the destruction of the rebel villages at the rate they are going on »¹⁰⁵. L'argument rejoint le propos outré des rédacteurs du *Montreal*

the confiscation and sale of the property belonging to traitors in this province is neither unusual nor unjust, and we hope that our exposition of what was done by rebels against loyalists during the war of Independence, will have the effect of saving numerous sympathetic groans and tears in the United States, and of reserving the epithets of British oppression and tyranny for some more suitable occasion than the forthcoming confiscation in Canada » (HA, 21/6/1839).

¹⁰² KMH, s.d.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ KMH, 2/4/1838.

¹⁰⁵ *Ibid.* Sir John s'était déjà déchargé de toute responsabilité en écrivant à ce sujet : « It is scarcely possible to suppose that the loyal and peaceable subjects whose property had been pillaged, and who

Herald après l'acquittement des meurtriers présumés de Chartrand à Montréal en septembre 1838 : « The first grand mistake lay in not trying all the rebels by martial law, which would have been done by Sir John Colborne, had not Lord Gosford interposed his veto »¹⁰⁶. Propos convergent de « *Observer* » en novembre 1838 : la loi martiale de décembre 1837 « was then a mockery, it was never intended to be acted upon »¹⁰⁷ ; Gosford, selon lui,

wrote, twenty-four hours after he had declared it, to warn the present Administrator of the Government, not to act upon it ; or, to act at his peril¹⁰⁸.

La lecture du *Montreal Herald* permet ainsi d'affirmer qu'en novembre 1837 (ou après, dans le miroir embué de la rétrospection), les divergences persistantes de vues entre l'Exécutif, l'état-major et les militants radicaux tory se sont exacerbées au moment de la Proclamation « paternelle » de Gosford, et même au-delà. Face à la nécessité de l'imposition imminente de la loi martiale, la Proclamation du 29 novembre 1837 court-circuite toute velléité de châtement expéditif de la population civile auquel la caste militaire et les magistrats tory entendaient procéder en levant une Cour martiale. Vue sous cet angle, la thèse du ralliement de dernière minute des forces loyales apparaît également comme une fable accommodante.

4.6 Une « mutinerie injustifiable » ?

Le lendemain de l'imposition de la loi martiale dans le district de Montréal, la lettre déjà évoquée de « A Loyal Scotchman » s'attarde en conclusion sur les rapports tendus qui persistent de part et d'autre entre « Lord

had so recently suffered from the outrages committed by the rebels of Grand Brule and the River du Chene, a population of the worst character, could be prevented, on being liberated from their oppressors, from committing acts of violence at St. Benoit. » (Lettre du 22 décembre 1837 à Fitzroy Somerset reproduite en partie dans KMG, 29/3/1838).

¹⁰⁶ HA, 14/9/1838.

¹⁰⁷ KMH, s.d. La lettre a été publiée d'abord dans la *Quebec Gazette*.

¹⁰⁸ *Ibid.* Sur les menaces de poursuites qui pendaient au-dessus de la tête du Senior military officer et le besoin de « protection complète contre toute poursuite affectant les personnes ayant pris part à la répression de la rébellion depuis le 1^{er} octobre 1837 », on se reportera à J.-M. Fecteau, 1987, *loc. cit.*, p. 483-484.

Gosford and his taskmasters » et les « English inhabitants of the two Canadas ». Afin d'illustrer les sentiments qui animent la « population loyale », « A Loyal Scotchman » termine sa missive sur une petite anecdote instructive. Par une sorte de retour du refoulé, elle se situe dans la perspective même de la dissolution du BRC, par quoi la fin du règne de Gosford coïncide avec son début. Quelqu'un lui ayant demandé

whether the English inhabitants of Montreal, *now that they had got arms in their hands*, should not demand the removal of Lord Gosford[,] I replied, that such a step would be unjustifiable mutiny but that he or say any other person was at perfect liberty to make the removal of Lord Gosford the condition of taking up or laying down arms as a volunteer¹⁰⁹.

Les analyses auxquelles nous avons procédé indiquent que « A Loyal Scotchman » aurait pu procéder à une extension de sens et inclure dans son concept de « mutinerie », au nom même d'une stratégie parfaitement cohérente, l'émeute du 6 novembre, le torpillage du projet de « force auxiliaire municipale » et des « Gardes de Gosford », de même que le guet-apens de Longueuil. On peut même remonter encore plus haut. Le sabotage systématique de la politique de conciliation à l'intérieur du cadre constitutionnel de 1791 s'est cristallisé en effet autour de la figure honnie du gouverneur Gosford. Au moment de la frénésie autour de la création du BRC en décembre 1835, le rédacteur en chef du *Montreal Herald* avait d'ailleurs déjà évoqué la possibilité d'une

[...] English insurrection, however, a conciliatory cabinet may wisely dread - an insurrection not against a British King, but against a French Viceroy. Such an insurrection is to be dreaded, not only as comparatively probable, but as absolutely certain of ultimate success¹¹⁰.

Sans qu'il soit même nécessaire de parler de « conspiration », par un concours de circonstances qu'ils ne maîtrisaient pas, les Tories montréalais se sont ainsi retrouvés

¹⁰⁹ *Ibid.* Les italiques sont de « A Loyal Scotchman ».

¹¹⁰ Lefebvre, 1970, *op. cit.*, p. 137. À mettre en parallèle avec les propos de Badgley à l'endroit de Gosford en avril 1836 (cf., *supra*, section 3.3, note 26).

exactement là où Thom et Badgley avaient dit qu'ils croiserait tôt ou tard Gosford sur leur route. Robert Weir, de son côté, est revenu en septembre 1839 sur les « sentiments britanniques de rébellion » qui animaient le groupe ultra-tory à l'endroit du vice-roi Gosford. Si ce dernier avait continué à tenir les rênes du pouvoir, avancé-t-il, il n'est pas improbable que les loyalistes se seraient rebellés contre lui et son administration. Le propriétaire et directeur de la publication du *Montreal Herald* ne le considérait alors, rien de moins, qu'un « traître » à la Reine et à son pays, préférant s'adonner à des « beuveries nocturnes dans son Château », plutôt que de s'occuper du sort de la colonie :

Had he remained at the helm of affairs, it is a possible, and by no means an improbable case, that there would have been a rebellion of the loyalists against him and the administration of his government [...]. On his departure the British rebellious feeling was indeed put down, but it was by the *suaviter in modo*, not by the *fortiter in re*. [...] ¹¹¹.

La référence à Colborne ici n'est pas fortuite. Beaucoup plus qu'un simple officier supérieur de l'armée ou un ancien gouverneur du Upper Canada, le futur Lord Seaton est le « Constitutional Hero » derrière lequel les tories se sont ralliés dans le bras de fer qui l'opposait à Gosford concernant la conduite des affaires¹¹². La plaidoirie rétrospective de Weir semble toutefois plus ou moins convaincante. Elle aurait pu être mieux étoffée. Tout ce que nous avons relevé dans l'idéologie radicale tory tend à démontrer que les « sentiments britanniques de rébellion » à l'endroit de la politique de conciliation du cabinet Melbourne sont présents avant même l'arrivée de Gosford, iront en s'intensifiant et finiront par envenimer toutes les sphères d'activité où étaient appelés à interagir les natifs du pays aux immigrants britanniques. Le carnage survenu à Saint-Charles et dans le comté des Deux-Montagnes devait, par ailleurs, donner plus de poids encore aux revendications

¹¹¹ HA, 2/9/1839. Italiques de Weir.

¹¹² Dans son allocution à la News Room en mai 1838, P. McGill, le président du puissant lobby montréalais, souligne notamment « the distinguished services, civil and military, which His Excellency has rendered to our common Country, and more especially to ourselves, during the last six or eight eventful months. (Cheers.) » (KMH, s.d.).

politiques du tandem Moffatt et Badgley dépêché à Londres¹¹³. Weir, du reste, passe rapidement sur le rôle précurseur de son journal et du DC dans le « processus » d'escalade ayant conduit à la prise en charge des autorités civiles par l'armée. Il sera plus simple de jeter le haro sur le gouverneur. Peu après son départ, dans la section poésie, le *Herald* publie ainsi en guise d'adieu, les sonnets de « Persius », qui signent l'au revoir grinçant au gouverneur mal-aimé :

No more the paralysing hand,
Of Gosford shall depress the land,
Or British valour enervate,
By its benumbing, dead'ning weight -
For from Quebec he's turned his face,
May every *agent* help his pace -
Oh! Phoebus shed your brightest light,
While DORIC FIRES illumine the night,
And Mercury - to mend his speed
Give all your wings to every steed
That bears him on towards the shore,
Where ocean's fretted billows roar
And when arrived, pray let him find,
A ready sail and willing wind,
To waft him on the *puzzling* tide,
That bears OUR WAR DOGS in their pride,
Triumphantly, when Honour calls,
Our ANCHORED ISLAND'S WOODEN WALLS - [...]¹¹⁴.

¹¹³ « While we believe that the existence of a separate French Government would not be tolerated on the continent of North America, we must in candour state to Your Lordship [Durham] our firm persuasion, that the Provincial Inhabitants of British origin in Lower Canada are resolved to submit no longer than they shall be compelled to the predominant power of French Canadian ascendancy by which the resources of the Province have been blighted and its advance in the scale of Colonial improvement retarded [...] ». Moffatt et Badgley à Durham (5/4/1838) in Lefebvre, 1970, *op. cit.*, p. 155, note 128.

¹¹⁴ KMH, Montreal, March 1838. Ce qui attendait Gosford à son arrivée, c'est le titre de « extra knight grand cross of the military order of the Bath » (HA, 21/8/1838).

CONCLUSION

Au terme de cette enquête sur le *Montreal Herald*, on peut parler, je crois, du rôle précurseur des miliciens et des magistrats tory dans la genèse et l'éclosion de la violence armée dans le district de Montréal. L'éclairage qu'apportent les éditoriaux de cette feuille permet également de tirer quelques conclusions générales sur la crise d'autorité et de légitimité ayant gangrené la société civile bas-canadienne au cours de la période allant de 1834 à 1840. Loin de constituer un point final, ces réflexions se veulent au contraire des indications qui appellent un approfondissement par le croisement d'autres problématiques et le traitement d'autres sources documentaires.

Si l'on a pu voir qu'entre Canadiens et radicaux tory de Montréal, le levier identitaire et les appels à l'ethnicité - loin d'avoir été l'apanage des premiers - s'est trouvé au fond la chose au monde la mieux partagée, le premier fait d'importance qu'a révélé l'exploration des éditoriaux du *Herald* se rapporte plutôt à la scission durable dans l'association constitutionnelle de Montréal, à partir de mai 1836, entre un groupe minoritaire ultra-tory et le courant libéral dominant. Les vues divergentes au sein des forces de l'« ordre » entre la branche civile du gouvernement, l'état-major et le groupe sélect des radicaux tory nous obligent ainsi à ne pas confondre, comme on l'a fait généralement, l'hétairie radicale tory et la caste des militaires avec la communauté britannique de Montréal, l'Exécutif ou l'administration coloniale. À rebours de la tendance dominante dans l'historiographie québécoise, au moment de l'éclosion de la violence armée, on n'assiste donc pas, dans le cadre municipal naissant, au ralliement des forces loyalistes derrière l'Exécutif. Au contraire, l'opposition fondamentale des radicaux tory aux constitutionnalistes modérés, au gouvernement et à la politique de conciliation s'exacerbe peu avant la proclamation de la loi martiale au début de décembre 1837.

À travers le prisme du *Montreal Herald*, on a été ainsi amené à constater que les tories, regroupés dans le DC, se sont retrouvés exactement là où ils attendaient

Gosford. Dans une posture à la fois d'autodéfense et de porte-étendards de la britannicité en Amérique du Nord, ils ont prétendu être les seuls sur qui le « gouvernement », au moment critique, pourraient s'appuyer¹. Une conséquence décisive que l'historiographie n'a pas suffisamment prise en compte découle de cette considération : contrairement à une idée fondamentale dans Senior (savoir qu'«[e]n confiant à un officier loyaliste canadien-français [Louis Guy] la mobilisation initiale des volontaires loyalistes, Sir John Colborne démontrera qu'il se préoccup[ait] de renforcer le caractère loyaliste de cette coalition plus que ses aspects britanniques »²), l'examen minutieux et exhaustif des éditoriaux du *Herald* sur l'ensemble de la période 1834-1840 indique sans l'ombre d'un doute qu'au moment critique, le commandant militaire a préféré faire appel à des miliciens du Haut-Canada, plutôt que de faire mettre à l'avant-scène les miliciens canadiens loyaux. Du même coup, c'est la nature même de l'intervention « policière » qui avorte.

Autre constat d'importance : sans qu'il soit nécessaire ou utile de recourir à l'hypothèse d'un « complot » quelconque, le processus de radicalisation graduelle suffit seul à rendre compte de l'interrelation étroite entre le développement de la mobilisation paysanne et la volonté des torys de court-circuiter la médiation des modérés autour de la « force auxiliaire municipale ». L'idée de conspiration empêche même de bien identifier le fait massif, fondamental, aux yeux mêmes du témoignage du propriétaire du *Herald* pris sur le vif, de l'ampleur insoupçonnée de la résistance populaire. Elle a déjoué justement tous les scénarios envisagés : *pas de préméditation donc*, mais le contraire, i.-e., stupeur face au surgissement de l'imprévu. C'est ça le fin fond de l'histoire : n'ayant pas soupçonné l'ampleur du mécontentement et le degré de

¹ Avec en arrière-plan la fusillade du 21 mai 1832 et les « boyish tricks » des carabiniers en décembre 1835, Papineau, du reste, a très bien anticipé la chose. Relatant une conversation avec T. F. Elliot, le secrétaire de la commission Gosford, Gipps et Grey, le chef du parti de la majorité mentionne en effet : « sir Charles [Grey] [...] n'est que l'instrument passif, comme vous tous [Elliot, Gosford, Gipps], de l'ancienne oligarchie [Sewell, Robertson, Moffatt et McGill], qui emploie l'état-major militaire pour vous circonvenir et vous faire adopter la vieille routine » ; cf., la très substantielle lettre de Papineau à Roebuck du 13 mars 1836 in *Lettres à divers correspondants. Tome 1 : 1810-1845*, Montréal: Varia, 2006 p. 329.

² Senior, 1997, *op. cit.*, p. 16.

résolution des paysans, les apprentis sorciers du *Herald* s'en sont servi pour généraliser leurs attaques contre la faction Papineau et la Chambre basse à Québec à l'ensemble des « Canadiens-Français », coupables du crime de « rébellion ». ³ Pas moins que les autres, Gosford semble avoir lui aussi sous-estimé la gravité des menaces insurrectionnelles dans le camp patriote⁴.

Une réévaluation plus fouillée de la stratégie patriote apparaît, d'autre part, indispensable. Trois ans avant Gosford, Papineau a peut-être lui-même très bien résumé l'affaire en affirmant que la constitution, ayant « cessé d'exister de droit [...] ne pourrait donc plus être conservée de fait que par la force et la violence »⁵. Mais je ne suis pas sûr qu'il en ait tiré toutes les conclusions. Si l'on a mis, à bon droit, l'emphasis sur l'influence grandissante de la Révolution américaine dans le processus de radicalisation de l'idéologie patriote, il ne faut pas négliger pour autant l'emprise qu'a exercée simultanément le courant libéral et radical anglais. Ainsi, comme l'y autorisait le constitutionnalisme anglais bien compris, il ne fait pas de doute que, dans ses manœuvres extraparlémentaires, l'habileté de Papineau a consisté à ne jamais préconiser de mesures séditeuses extrêmes. Mais croire que l'instauration d'un nouvel ordre républicain sur une base « purement démocratique » et consensuelle pouvait s'opérer sans violence ni recours aux armes ne semble pas relever de la *realpolitik*. Peu d'historiens ont questionné la stratégie d'obstruction parlementaire

³ KMH, 14/6/1838. La thèse avancée par Filteau d'un « complot bureaucrate » ne tient donc pas dans la mesure où les tories et le procureur général auraient délibérément cherché en retardant l'émission des premiers mandats d'arrestation « à provoquer un soulèvement patriote » (Filteau, 1975, *op. cit.*, p. 292).

⁴ En août 1838, le *Herald* reproduit à ce sujet un article d'un journal anglais, le *Morning Chronicle*. Se basant sur la correspondance officielle de l'ex-gouverneur Gosford, l'article retrace de juin à novembre 1837 la marche apparemment inéluctable vers la rébellion. La tenue d'environ 23 assemblées séditeuses, ainsi que le renvoi de 27 magistrats et de 35 officiers de milice, n'a pu convaincre les autorités de la nécessité d'intervenir plus tôt. Tout juste avant l'émeute du 6 novembre 1837 (qui marque le début de la « révolution », écrit le *Chronicle*), Gosford “could not himself credit the reports respecting the declaration of independence intended to be proclaimed at the great meeting of the Six Counties;” actually believed “that the rural population, even the most disaffected parts of the country, would not adopt the views of the disaffected party;” and “that the leaders of the party could not succeed in persuading the mass of their countrymen to follow and actively support them.” ». Cf., KMH, 14/6/1838.

⁵ Papineau, 1998, *op. cit.*, p. 327.

élaborée par le chef Papineau et ses conséquences désastreuses sur la sécurité publique dans le district de Montréal. En août 1837, Papineau se trouvait en fait confronté à trois options : consentir à ce que la Chambre d'assemblée sanctionne le budget, apporter son concours à une nouvelle dynamique parlementaire entre celle-ci et le Conseil législatif - donnant ainsi le champ libre à des « transfuges » politiques (Debartzch et de Bleury notamment) - se soumettre à une incarcération volontaire, ou bien s'engager plus à fond sur la voie des « high crimes and misdemeanours » amorcée en juin 1837 par la tenue d'assemblées séditionnelles dont l'aboutissement ultime devait être, comme on sait, la convocation d'une convention nationale lors de laquelle la mise sur pied d'une milice révolutionnaire aurait été indispensable. Force est de le reconnaître : déclinant la première option et évitant la seconde⁶, Papineau ne s'est jamais engagé résolument dans la troisième. Restaient l'exil et l'espoir vite déçu d'un support actif des Américains.

Or, hypothèse probante, la lecture du *Montreal Herald* invite à inscrire ce mouvement de désobéissance civile patriote non seulement à l'intérieur du constitutionnalisme anglais bien compris, mais à le confronter à la stratégie rivale de l'oligarchie radicale tory, axée elle aussi sur la clandestinité relative dans laquelle se sont enfoncés ses membres à la suite de la dissolution du corps de carabiniers ordonnée par le gouverneur Gosford en janvier 1836⁷. Très perceptible tout au long de la période 1834-1837 dans les colonnes du *Herald*, le conflit d'autorité opposant les magistrats et miliciens ultra-tory au gouvernement l'a montré : au chapitre des

⁶ « [...] If I could have influence with Mr. Papineau and his associates in Lower Canada, I would counsel them at this time to accept thankfully the proffered concessions by the Government and give it a fair trial under the new and improved system. You must bear in mind that the conduct of the House of Lords in the last session has raised in the minds of Reformers here a conviction as strong as it can be in either Upper and Lower Canada that the House of Lords should be elective and responsible » (Extrait d'une lettre de Joseph Hume à W. L. Mackenzie reproduite dans la lettre du 13 mars 1836 de Papineau à Roebuck, Papineau, 2006, *op. cit.*, p. 336.

⁷ Après avoir déclaré « unconstitutional and illegal » les procédés du BRC, la Proclamation « solemnly warned all His Majesty's leige subjects in this Province, to abstain from taking any part therein, and against entering into anysuch unauthorized combinations, whereby they might draw upon themselves the penalties consequent upon their violation of the law, and upon the claims which might result from a disturbance of the peace of this portion of His Majesty's Dominions. » Passage souligné par nous. Cf., Christie, 1866, *op. cit.*, p. 144.

incursions feutrées entre le permis et le prohibé qui atteignent leur point culminant au moment de l'émeute de novembre 1837, les « loyalistes » ultra-tory regroupés au sein du DC ne le cèdent en rien à Papineau. Comme on l'a vu, il fallait aussi pour eux dramatiser les enjeux, forcer l'adversaire à déployer « l'étendard de la révolte » tout en écartant au moment opportun leurs rivaux francophones dans l'Exécutif, la magistrature et la milice en vue de s'assurer l'exclusivité de la répression⁸.

De là procède, à mon avis, la nécessité d'un réexamen du terme générique de « rébellion ». L'usage consacré de ce mot dans la philosophie politique anglaise me paraît vétuste et inapproprié. Il occulte « ce qui s'est effectivement passé » dans le district de Montréal en novembre et décembre 1837. En se décentrant quelque peu de la spirale événementielle de novembre et décembre 1837, on se rend compte en effet qu'il ne s'est pas agi uniquement d'une épreuve de force entre tenants de l'ordre établi et révolutionnaires, mais d'une crise politique majeure portant sur la refondation, à travers les armes, des bases mêmes de la société québécoise. Comme je l'ai mentionné d'entrée de jeu, si l'on tient absolument au terme de « rébellion », il conviendrait mieux alors de parler, au sens de Maurice Séguin, de « double rébellion » et ajouter à la rébellion des Patriotes celle de l'aile radicale tory envers l'Exécutif et la politique de conciliation du Colonial Office sous couvert de menées anti-insurrectionnelles.

L'affrontement armé de novembre 1837 doit être vu ainsi, ultimement, à la fois comme aboutissement d'une crise sociale généralisée et germe du régime hybride qui s'installe avec l'« Union » de 1840. Bien loin de procéder du consentement des gouvernés, ce régime, au contraire, se fonde sur la décapitation du parti patriote, le recyclage de « rebelles » et de « traîtres » notoires en réformistes d'avant-garde (A. N. Morin, L.-H. Lafontaine, G.-É. Cartier et consorts), ainsi que la mise en sommeil de la Chambre d'assemblée pendant 30 ans (1837-1867), de même que - last but not

⁸ L.-G. Harvey, quant à lui, évoque un peu dans le même sens l'idée du « coup d'État de 1837 » dans la mesure précisément où l'élite marchande anglo-saxonne assure sa prépondérance sur le parti de la majorité. Cf., Harvey, 2005, *Le printemps de l'Amérique française : américanité, anticolonialisme et républicanisme, 1805-1837*, Montréal : Les Éditions Boréal, 2005, p. 269.

least -, l'invalidation d'une idéologie laïque, républicaine et française qui prendra 120 ans avant de se reconstruire et s'imposer à nouveau⁹.

Que l'on se place ainsi du côté des Canadiens investis de l'autorité britannique ou du côté des insurgés, la guerre civile *in nuce* qu'ont cru discerner les éditorialistes et les correspondants du *Herald* incite à souligner tout particulièrement l'incapacité de la société québécoise naissante, à un moment charnière, de se gouverner elle-même. 1837, à cet égard, signe autant l'échec des « loyalistes français » dans la magistrature, la milice et les effectifs policiers que celui des insurgés : alors que les premiers sont impuissants à exécuter le plan d'intervention du gouverneur, les seconds n'ont pas su réagir efficacement à l'ingérence de l'armée, perdant ainsi l'occasion d'établir leurs propres normes et fonder leurs propres institutions. En ce qui concerne spécifiquement les « loyalistes français », l'analyse du *Herald* a montré que leur médiation en qualité de tiers parti modérateur investi de l'autorité suprême aurait pu constituer une alternative aux bains de sang de Saint-Charles et Saint-Eustache, pour ne rien dire du pillage, des règlements de compte et autres méfaits auxquels se sont adonnés les justiciers ultra-tory hystériques.

Dans le prolongement de ce mémoire de maîtrise, l'examen des éditoriaux du *Montreal Herald* invite aussi à une réflexion sur le phénomène de la violence dans le règlement des conflits politiques. Perceptible dès le départ, le phénomène va en s'intensifiant, atteint et traverse l'épicentre de la crise en novembre 1837, poursuit sa course avec une puissance renouvelée, se répercute enfin jusqu'au moment de la création en 1840 de ce que d'aucuns ont appelé le « Colonial Leviathan », socle sur lequel devait s'étayer le régime fédéral de 1867. Sur ce point du reste, de façon générale, le nuage réprobateur dans lequel a été enveloppé le rôle de la violence et

⁹ Dépourvue de sanction populaire par l'entremise d'un corps représentatif, l'Union législative (1840-1867) qu'entérine le Conseil spécial n'aura servi, en grande partie, qu'à créer une classe politique compatible à l'intérieur de paramètres qu'avait établis le *Reform bill* de 1832. Voir à ce sujet l'article éclairant d'André Castel, « Le Premier ministre britannique (1782-1832). Naissance d'une institution conventionnelle », dans M. Gauchet, *La Révolution des pouvoirs. La souveraineté, le peuple et la représentation, 1789-1799*, Paris : Gallimard, 1995, p. 261.

des « passions »¹⁰ dans le dossier des « rébellions » a longtemps constitué, chez les intellectuels québécois, un obstacle de taille. La violence, comme fondement de la société politique et civile, y est perçue à travers les lentilles déformantes d'une répulsion plus ou moins feutrée qui autorise une variété de mythes compensateurs. Ce pli apparaît nettement chez des historiens comme Garneau, Groulx et Filteau. Parce qu'ils se sont imaginé que les changements en politique procèdent toujours d'une entente à l'amiable ou d'une soumission volontaire aux hiérarchies en place, tous trois ont minimisé, sinon désapprouvé, l'initiative du recours offensif aux armes. On trouve les traces de cette réprobation tacite jusque chez Fernand Dumont. Très proche au fond des analyses de Creighton et de Ouellet, le postulat de base cette fois est que, en dernier ressort, tout changement radical ne saurait procéder que d'une transformation économique préalable. Traitant ainsi « la Rébellion de 1837-1838 » à la manière d'un simple « épiphénomène », il glose :

Aurait-elle réussi, on ne voit pas comment la victoire eût pu surmonter les imbroglios accumulés au cours des décennies précédentes. Cette révolte demeure le symbole d'une impasse dans l'édification de la conscience historique d'un peuple¹¹.

Dumont, à mon avis, reste enfermé dans la vision bucolique de la paysannerie qu'il traque pourtant dans le discours inaugural de Gosford en octobre 1835 à la Chambre d'assemblée¹². Même chez un historien comme Greer, qui a montré beaucoup d'empathie dans ses recherches sur la paysannerie, en raison du clivage

¹⁰ Expression pas tout à fait désuète si l'on se fie au titre d'un livre de Madame de Staël : *De l'influence des passions sur le bonheur des individus et des nations* (1796) ou même à Tocqueville en 1835 : « Les périls extrêmes, au lieu d'élever une nation, achèvent quelquefois de l'abattre ; ils soulèvent ses passions sans les conduire et troublent son intelligence, loin de l'éclairer » (*De la démocratie en Amérique*, I, 1835, 2^{ième} partie, V).

¹¹ *Genèse de la société québécoise*, Montréal: Les éditions du Boréal, 1996, p. 182. Dumont recourt à la même notion d'« impasse » dans un article de 1973 sur « idéologie et conscience historique » : « Seule la transformation économique radicale de la société traditionnelle aurait permis d'accéder à une existence nationale à la ressemblance de l'image que présentait l'élite bourgeoise ; la politique ne pouvait être (comme pour la bourgeoisie elle-même d'ailleurs) qu'une impasse » (1973, p. 61). On a là, résumé, l'argument martelé *ad nauseam* par le *Montreal Herald* tout au long des années 1830.

¹² *Ibid.*, p. 186.

ville/campagne qu'il considère indépassable, les « habitants » chez lui, bien qu'ils endossent le projet de souveraineté populaire des élus patriotes, sont voués à des formes folkloriques de contestation, dont l'expression ultime est le charivari, à la suite duquel s'installe un processus d'arbitrage et d'atténuation des tensions sous la supervision avisée des notables ou des capitaines de milice. Jumelée au parasitage de l'idéologie patriote à leur endroit, l'autarcie traditionnelle des paysans parvient ainsi à être reconduite. Mais les choses, heureusement, commencent à changer¹³.

Rien ne permet d'affirmer que ces paysans analphabètes aient été aussi déconnectés des courants urbains qu'on a pu le supposer. Et s'ils avaient reçu une formation adéquate, rien n'interdit de penser non plus qu'armés et disciplinés, sous la gouverne de chefs compétents, ils auraient été capables de repousser l'assaut des militaires et rabattre les prétentions hégémoniques des tories. Hormis la croyance en une prédisposition héréditaire à l'échec, tout, au contraire, permet de croire que ces paysans auraient été les piliers d'une république démocratique et pluraliste parfaitement viable dans ce coin de l'Amérique¹⁴. Après bientôt deux cents ans, il ne semble pas superflu de rendre enfin justice à la mémoire de ceux qui se sont engagés eux aussi, à l'instar des membres du « Do-or-Die DORIC CLUB »¹⁵, avec des moyens de fortune, à « vaincre ou périr »¹⁶.

Les tentatives subsidiaires de rabaissement des idéaux pour lesquels se sont armés les « tuques bleues » à un repli frileux sur leur identité menacée (quand ce n'est pas à une révolte sans objet, au brigandage pur et simple ou à leur instrumentalisation par des « démagogues » sans scrupule) comportent toutes, selon moi, en termes d'explication historique, un coefficient de validité extrêmement ténu. Elles confortent

¹³ Outre le livre soigné de L.-G Harvey auquel j'ai déjà fait allusion, signalons celui d'Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec (1760-1876)*, Montréal: Fides, 2000.

¹⁴ Je rejoins ici Harvey chez qui toutefois le thème de la formation paramilitaire des civils est absent de l'idée qu'il se fait du républicanisme « étatsunien » (2005, *op. cit.*).

¹⁵ HA, 9/2/1836.

¹⁶ Bernard, 1983, *op. cit.*, p. 102. Les morts que l'on peut bien qualifier d'« héroïques » dans le camp patriote prouvent qu'il ne s'agissait ni d'un rassemblement festif, ni de paroles en l'air.

la même entreprise de dénégation du droit du peuple canadien, regroupé le long de la vallée du Saint-Laurent, à créer ses propres institutions et ses propres normes¹⁷.

C'est dans cet esprit qu'il convient peut-être de rappeler l'un des toasts portés au banquet tenu en juin 1838 à Montpellier à la mémoire des « Martyrs of St. Denis, St. Charles and St. Eustache »

May every drop of blood there shed, like the sown teeth of the fabled dragon,
spring up an armed man to avenge the wrongs of his country¹⁸.

Mais, à bien y penser, « l'homme du peuple que va abattre la salve imminente » dans le célèbre tableau de Goya (les *Fusillades du 3 mai 1808*) évoque peut-être mieux une dimension négligée du combat désespéré de ces paysans, ce que Starobinski appelle

la valeur la plus élémentaire, [...] la liberté inséparable de l'existence la plus commune. Nulle part, en effet, n'apparaît plus clairement cet aspect du sublime que Kant définit en 1790 dans la *Critique du jugement* : l'homme découvre en soi une dimension spirituelle par laquelle il dépasse les forces cosmiques, ou les violences historiques dont il est écrasé¹⁹.

¹⁷ L'antidote le plus tonifiant à cette tendance caractérisée se trouve déjà parfaitement exprimé chez Benjamin Sulte : « La véritable autorité vient du peuple. Les autres ne sont que des singeries. Que le peuple se trompe ou qu'il ne se trompe pas c'est son affaire, puisque c'est lui qui solde les comptes [...]. Si au lieu de discuter à perte de vue sur le principe d'autorité, nos journaux posaient carrément la question des griefs des insurgés, il y a longtemps que l'on saurait à quoi s'en tenir sur le mouvement 1837-38. Mais non ! il semble que l'on a tout expliqué lorsque les canons de l'Église et les édits des rois ont été invoqués. C'est un radotage complet. Un individu ou un peuple, mécontent du régime qu'on lui impose, se révoltera, s'il a du cœur [...] ». Extrait de *Histoire des Canadiens Français : 1608-1880*, tiré de M. Lemire, *Dictionnaire des œuvres littéraires du Québec*, tome 1, 1978, 344. Je dois à l'obligeance de Fernande Roy cette référence. S'il apparaît douteux que les « édits des rois » soient « un radotage complet », on peut en revanche s'avancer à dire, paraphrasant Hippocrate (*Air, Eaux et Lieux*, II, L 58), que dans les moments critiques « la force vient au secours de la norme ».

¹⁸ HA, 16/6/1838.

¹⁹ Jean Starobinski, *L'invention de la liberté, 1700-1789 ; suivi de 1789, les emblèmes de la raison*, Paris, Gallimard, 2006, p. 343-344. Curieusement, à une centaine d'années de distance, une circonstance comparable rapproche le champ d'expérience de Starobinski de celui, tout aussi précoce, des Fils de la liberté déambulant dans les rues de Montréal : « En 1932, une manifestation avait tourné à l'émeute, la troupe avait tiré, il y avait eu treize morts. Par la radio, les journaux, la présence des réfugiés, nous savions que des malheurs étaient possibles. Le jour où les nazis s'emparèrent de Vienne, nous étions assez nombreux pour chanter *La Marseillaise* dans la cour du collège Calvin » ; cf., Jean Starobinski, *La parole est moitié à celui qui parle...*, Genève : La Dogana, 2009, p. 21.

ANNEXE A¹

Office of the Adjutant General of
Militia,
Quebec, 2nd May, 1838.
His Excellency the Administrator of
the Government has been pleased to
make the following

PROMOTIONS AND APPOINTMENTS

1st Volunteer Brigade Staff

To be Lt. Col. Commanding.
Lt. Col. J. S. McCord,
Royal Montreal Cavalry 25 Nov. 1837

To be Brigade Adjutant
Capt. Robt. Gillespie,
Royal Montreal Cavalry 16 Nov. 1837

To be Paymaster
Do. John Clark, Esq. M. D.
17 Nov. 1837

To be Surgeon
John Stevenson, Esq., M. D.
27 April 1830

to be Quarter Master
Cornet John P. Ashton,
Royal Montreal Cavalry
14 Nov. 1837

Royal Montreal Artillery² (1)

To be Major
John Boston, Esq. 16 Nov. 1837

To be 1st Captain
Arthur Ross, Esq. 15 Nov. 1837

To be 2nd Captain
Hugh Taylor, Esq. 10 Jan. 1838

To be 1st Lieutenants
Geo. Platt, Gent. Adjt. 10 Jan. 1838
J. B. Greenshields, Gent. 11 Jan. 1838

To be 2nd Lieutenant
Fredk. Griffin, Gent. 10 Jan. 1838

To be Assistant Surgeon
Chas. Sewell, M. D. 7 Nov. 1836

Royal Montreal Cavalry³ (1*)

To be Major
E. D. David, Esq. 14 Dec. 1837

To be Captains
Chas. Penner, Esq. But Major
2 Sept. 1830
Sydney Bellingham, Esq. 14 Dec. 1837
C. O. Ermatinger, Esq. 14 Dec. 1837
W. Forsyth, Esq. (Supernumary)
10 March 1831

¹ KMH, 2/5/1838

² [Old Established Corps]

³ [Old Established Corps]

To be Lieutenants

Archd. Ogilvie, Gent. 6 Oct. 1830
 Campbell Sweeny, Gent. 14 Dec. 1837
 John McGillis, Gent. 14 Dec. 1837

To be Cornets

M. S. David, Gent. 15 Nov. 1837
 Alex. Ogilvie, Gent. 16 Nov. 1837
 J. Molson, Jr., Gent. 14 Dec. 1837
 R. Sweeny, Gent. (Supernumary)
 14 Dec. 1837

To be Adjutant

Andrew Tipson, Gent. 14 Dec. 1837

To be Acting Paymaster

Capt. John McAlister, 24 Feb. 1838

To be Assistant Surgeon

F. C. T. Arnoldi, M. D. 15 Nov. 1837

Rifles

To be Major

Henry Griffin, Esq., 1 Nov. 1833

To be Captains

C. C. S. De Bleury, Esq., Bt Major
 14 Dec. 1837
 P. E. Leclerc 10 Nov. 1837
 Jas. Breckanridge, Esq. 14 Dec. 1837

To be 1st Lieutenants

Lewis Moffatt, Gent., 16 Nov. 1837
 John Blackwood, Gent., 14 Dec. 1837

To be 2nd Lieutenants

Wm. Merideth, Gent., 17 Nov. 1837
 John Ross, Gent., 14 Nov. 1837
 Chas. H. Gates, 14 Dec. 1837

To be Adutant

Maurice Eardly, Gent., 14 Nov. 1837

To be Paymaster

1st Lieut. Nelson Walker 14 Nov. 1837

To be Quarter Master

2nd Lieut. Chs. Titus Greece,
 16 Feb. 1838

To be Assistant Surgeon

A. H. David, Gent., 16 Nov. 1837

10 Nov. 1837

[2nd Brigade]

1st Battalion Loyal Montreal

Volunteers⁴

[St. Ann]

To be Lieutenant Colonel

Norman Bethune, Esq. 9 Dec. 1837

To be Majors

Isaac Valentine, Esq. 19 Nov. 1837

Stanley Bagg, Esq. 20 Nov. 1837

To be Captains

John Jones, Esquire 2 Nov. 1837

George Phillips, Esq. 4 Nov. 1837

Charles Geddes, Esq. 7 Nov. 1837

John Sexton, Esq. 18 Nov. 1837

John Platt, Esq. 20 Nov. 1837

Lewis Haldimand, Esq. 24 Nov. 1837

John Riddell, Esq. 27 Nov. 1837

Joshua Pelton, Esq. 28 Nov. 1837

To be lieutenants

John Whitelaw, Gent. 2 Nov. 1837

Andrew White, Gent. 4 Nov. 1837

David McKay, Gent. 15 Nov. 1837

George Gray, Gent. 7 Nov. 1837

George Tod, Gent. 18 Nov. 1837

John Keller, Gent. 22 Nov. 1837

William Footner, Gent. 23 Nov. 1837

Ernest Idler, Gent. 24 Nov. 1837

Alex Bowie, Gent. 25 Nov. 1837

Christian Wurtele, Gent.

26 Nov. 1837

Henry Bancroft, Gent. 27 Nov. 1837

Robert Wood, Gent. 28 Nov. 1837

David Ferguson, Gent. 4 Dec. 1837

Joseph Savage, Gent. 7 Dec. 1837

To be adjutant

James Cox, Gent. 20 Dec. 1837

To be Paymaster

Thomas Phillips, Esq. 20 Dec. 1837

To be Quarter Master

Henry L. Turner, Gent. 20 Dec. 1837

To be Surgeon

Archibald Hall, M. D. 15 Jan. 1838

To be Assistant Surgeon

Alex Scott, M. D. 15 Jan. 1838

2nd Battalion Loyal Montreal

Volunteers

[East Ward]

To be Lieutenant Colonel

John Molson, Esquire 15 Nov. 1837

To be Majors

Henry Driscoll, Esq. 15 Nov. 1837

William Badgley, Esq. 14 Dec. 1837

To be Captains

James Holmes, Esq. 9 Nov. 1837

Arch. Hume, Esq. 11 Nov. 1837

John Abbot, Esq. 11 Nov. 1837

Edward D. Merritt, Esq. 11 Nov. 1837

William Douglas, Esq. 14 Dec. 1837

Moses J. Hayes, Esq. 24 Jan. 1838

Samuel Workman, Esq. 16 Feb. 1838

To be 1st Lieutenants

John Glennon, Gent. 9 Nov. 1837

William Cormack, Gent. 11 Nov. 1837

Donald Ross, Gent. 11 Nov. 1837

John Macnider, Gent. 14 Dec. 1837

John Mack, Gent. 24 Jan. 1838

⁴ [New Established Corps

* Placed on active service throughout & paid as troops of the Line ; the remainder took share in garrison duty, & were always held ready for active service.]

Joseph Bennett, Gent. 12 Feb. 1838
 Thomas Workman, Gent

2 March 1838

To be 2nd Lieutenants

John J. Day, Gent. 9 Nov. 183[7]
 William Murray, Gent. 11 Nov. 1837
 James Struthers, G. & Adj.

2 Dec. 1838

Robert Henderson, Gent. 12 Jan. 1838
 George Tate, Gent. 24 Jan. 1838
 James Potts, Gent. 3 Feb. 1838
 James Lillie, Gent. 16 Feb. 1838

To be Paymaster

William Gunn, Esq. 15 Nov. 1837

To be Surgeon

William P. Smith, Esq. 15 Nov. 1837

To be Quarter Master

Capt. Arthur McDonald 15 Nov. 1837

**2nd Battalion Loyal Montreal
 Volunteers⁵ (2)**

To be Lieutenant Colonel

John H. Maitland, Esq. 23 Nov. 1837

To be Majors

James Duncan Gibb, Esq. 23 Nov. 1837
 Archibald Ferguson, Esq. 23 Nov. 1837

To be Captains

Adam Ferrie, Esquire 23 Nov. 1837
 J. B. Forsyth, Esq. 23 Nov. 1837
 Adam McNider, Esq. 23 Nov. 1837
 J. B. Glassford, Esq. 23 Nov. 1837

John Mathewson, Esq. 23 Nov. 1837
 John Torrance, Esq. 23 Nov. 1837
 James Henry Lamb, Esq. 23 Nov. 1837
 Noah Shaw, Esq. 23 Nov. 1837
 Davis Brown, Esq. 23 Nov. 1837
 Thomas McGinn, Esq. 23 Nov. 1838
 Edward J. S. Maitland, Esq. 5 Feb. 1838

To be 1st Lieutenants

J. Guthrie Scott, Gent. 23 Nov. 1837
 Struthers Strang, Gent. 23 Nov. 1837
 James Miller, Gent. 23 Nov. 1837
 John Grant, Gent. 23 Nov. 1837
 Joseph Fraser, Gent. 23 Nov. 1837
 Christian G. Brown, Gent. 23 Nov. 1837
 William Hutchinson, Gent. 23 Nov. 1837

Richard Smeal, Gent. 23 Nov. 1837
 John Shelldrake, Gent. 23 Nov. 1837
 Richard Philbin, Gent. 23 Nov. 1837
 James Kieller, Gent. 30 Dec. 1837
 John Steward, Gent. 5 Feb. 1838

To be 2nd Lieutenants

Robert Howard, Gent. 23 Nov. 1837
 M. E. David, Gent. 23 Nov. 1837
 William Carter, Gent. 23 Nov. 1837
 Christopher Dunkin, Gent. 23 Nov. 1837
 Thomas Kay, Gent. 23 Nov. 1837
 Andrew Watt, Gent. 23 Nov. 1837
 Joseph Gosselin, Gent. 23 Nov. 1837
 William M'Kinlay, Gent. 23 Nov. 1837
 G. Koester, Gent. 23 Nov. 1837
 Daniel Farrell, Gent. 29 Dec. 1837
 John H. Evans, Gent. 2 Feb. 1838
 John Thos. Brongust, Gent. 5 Feb. 1838

⁵ [New Established Corps]

To be Surgeons
 W. Robertson, M. D. Esq. 23 Nov. 1837
 A. F. Holmes, M. D. Esq. 23 Nov. 1837

To be Assitant Surgeons
 W. Fraser, Gent. 23 Nov. 1837
 F. Cushing, Gent. 23 Nov. 1837

To be Adjutant
 John McCourt, Gent. 2 Dec. 1837

To be Paymaster
 James Court, Esq. 23 Nov. 1837

First Battalion of Volunteer Militia

[Attached partly in Montreal &
 surrounding country]

To be Lieutenant Colonel⁶

Henry Dyer, Esq. 2 Dec. 1837

To be Majors
 Louis Guy, Esq. 81st Regt., 2 Dec. 1837
 T. C. Cameron, Esq. 2 Dec. 1837

To be Captains
 Henry Gerrard, Esq., 2 Dec. 1837
 Gabriel Tunstall Esq., 2 Dec. 1837
 Thomas Mc Adams, Esq. 2 Dec. 1837
 James T. Holwell, Esq., 2 Dec. 1837

Jacob H. Joseph 2 Dec. 1837
 Cornelius S. Monk, Esq., 2 Dec. 1837
 John Gundlack, Esq., 1 Jan. 1838
 George Pyke, Esq., 1 Jan. 1838

To be Lieutenants
 Joseph Guy, Esquire 2 Dec. 1837
 J. B. Monk, Esq. 2 Dec. 1837
 Henry Stuart, Esq. 2 Dec. 1837
 Murdoch Morison, Esq. 2 Dec. 1837
 Arthur Farquhar, Esq. 2 Dec. 1837
 Henry Sprowls, Esq. 2 Dec. 1837
 George Hamilton, Esq. 2 Dec. 1837

To be Ensigns
 John Lloyd, Gentleman, 2 Dec. 1837
 John Tipson, Gent., 2 Dec. 1837
 Quinton Mc Nider, Gent., 2 Dec. 1837
 George Smith, Gent., 2 Dec. 1837
 Philippe Duchesnay, Gent. 2 Dec. 1837
 Edward Mc Gauran, Gent., 2 Dec. 1837
 Gregor Mc Gregor, Gent., 2 Dec. 1837

To be Lieutenant and Adjutant
 William Brown, Gent. 2 Dec. 1837

To be Captain and Pay Master
 Abner Bagg, Esq., 2 Dec. 1837

To be Surgeon
 John Crawford, Esq., 2 Dec. 1837

To be Assistant Surgeon
 James B. Johnston, Gent., 7 Dec. 1837

To be Quarter Master
 William Sturrock, Gent., 2 Dec. 1837

⁶ [New Established Corps

* Placed on active service throughout & paid as troops of the Line ; the remainder took share in garrison duty, & were always held ready for active service.]

**3rd Brigade Montreal Loyal
Volunteers (Montreal Light
Infantry) (2)**

To be Lieutenant Colonel
Benjamin Holmes, Esq. 6 Dec. 1837

To be Major
William Clarke, Esq. 23 Nov. 1837

To be Captains
A. P. Hart, Esquire [2 Comp.]
23 Nov. 1837

Frederick Penn, Esq. [1 Comp.]
24 Nov. 1837

J. M. Miller, [Scotch] 25 Nov. 1837

R. J. Begly, Esq. [Irish Comp.]
26 Nov. 1837

Edward Printice, Esq. [Irish Comp.]
27 Nov. 1837

W. L. Morrough, Esq. [Irish Comp.]
28 Nov. 1837

To be 1st Lieutenants
Robert Weir, Esq. 24 Nov. 1837
Samuel Hort, Esq. 25 Nov. 1837
Charles Phillips, Esq. 26 Nov. 1837
James Duncan, Esq., 27 Nov. 1837
Andrew Doyle, Esq., 28 Nov. 1837
P. N. Rositer, Esq. 29 Nov. 1837

To be 2nd Lieutenants
John Stafford, 23 Nov. 1837
T. H. Murray 24 Nov. 1837
William Carre 26 Nov. 1837
John Collins 6 Jan. 1838
Rodk. Chas. McKenzi 24 March 1838
Norris Goddard 24 March 1838

To be Adjutant
T. E. Fawcett, Gent. 20 Dec. 1837

To be Paymaster
Benjamin Hart, Esq., 13 Jan. 1838

To be Quarter Master
William Farquhar, Gent., 20 Dec. 1837

To be Surgeon
William McNider, Esq., 23 Nov. 1838

To be Assistant Surgeon
William Agnew, Gent., 23 Nov. 1837

**TROOPS OF QUEEN LIGHT
DRAGOONS (2*)**
[attached to Light Infantry]

To be Captain
T. W. Jones, Esq., 23 Nov. 1837

To be Lieutenant
John Shay, Gent., 23 Nov. 1837

To be Cornet
Alexander Duff, Gent., 23 Nov. 1837

Loyal Canadian Volunteers (2)

To be Captain
H. E. Barron, Esq., 1 Jan. 1838

To be 1st Lieutenant
T. A. Cuvillier, Gent., 1 Jan. 1838

To be 2nd Lieutenant
A. Lacroix, Gent., 1 Jan. 1838

[* Placed on active service throughout & paid
as troops of the Line ; the remainder took
share in garrison duty, & were always held
ready for active service.]

ANNEXE B

Chronologie

4 novembre 1837 : arrivée à Montréal du procureur général C. R. Ogden en vue de la mise sur pied d'une force auxiliaire de police.

6 novembre 1837 : émeute à Montréal et saccage du *Vindicator*, journal radical anglais. Recrudescence de la violence dans l'ensemble du district de Montréal.

10 novembre 1837 : arrivée de Colborne à Montréal.

13 novembre 1837 : demande d'armement des civils britanniques par le président du comité exécutif de l'Association constitutionnelle de Montréal.

15 novembre 1837 : refus poli du gouverneur Gosford qui invite plutôt les résidents de Montréal à joindre la « force auxiliaire municipale » de police ; assermentation de constables spéciaux.

16 novembre 1837 : rafle dans les cercles des Fils de la liberté ; C. O. Ermatinger, commande l'unité tactique de la MRC dépêchée à Saint-Jean.

17 novembre 1837 : double guet-apens de Longueuil. Deux compagnies du 32^{ième} régiment sont postées sur les berges du Saint-Laurent à Longueuil ; à la suite du refus de l'officier militaire d'obtempérer à sa requête d'intervention en vue de disperser les miliciens rebelles, le magistrat en charge, Sydney Bellingham, apprend que l'ordre d'abstention vient du commandant militaire.

18 novembre 1837 : déploiement immédiat de l'armée, Gore en direction de Sorel, Wetherall en direction de Chambly en vue de disperser tout « rassemblement séditieux ».

20 novembre 1837 : Rapport du Conseil exécutif sur « l'état de la Province » recommandant l'imposition de la loi martiale dans le district de Montréal.

23 novembre 1837 : les rebelles repoussent à Saint-Denis le détachement de l'armée britannique ; panique à Montréal ; tous les messagers transmettant l'ordre de repli du commandant Colborne au colonel Wetherall sont interceptés.

24 novembre 1837 : mobilisation générale à Montréal ; Colborne demande en catastrophe au gouverneur F. B. Head l'envoi en renfort de miliciens du Haut-Canada.

25 novembre 1837 : défaite des rebelles à Saint-Charles.

27 novembre 1837 : requête de la magistrature à Montréal exigeant l'imposition immédiate de la loi martiale en vue du désarmement des rebelles et la mise sur pied éventuelle d'une Cour afin de procéder à des châtiments exemplaires pour crime de « haute-trahison ».

29 novembre 1837 : troisième Proclamation du gouverneur Gosford dans laquelle se trouve la promesse de pardon envers les paysans « dupés » ayant pris les armes.

5 décembre 1837 : imposition de la loi martiale dans le district de Montréal.

BIBLIOGRAPHIE

1.1 Sources manuscrites

Musée McCord

Fonds McCord. Family Papers (Military Papers), Fichiers 0710-0819

2.1 Sources imprimées (livres)

Bellingham, Sydney, Esq., *Some recollections of the Rebellion of 1837 in Canada*, Dublin: Browne & Nolan, 1901.

Bernard, Jean-Paul (Union des écrivains québécois), *Assemblées publiques, résolutions et déclarations de 1837-1838*, Montréal: vlb éditeur, 1988.

Bond, Frank, *History and by-laws of Saint Paul's Lodge, no. 374, on the registry of England: to which are added the ancient charges and regulations, &c., &c., the laws and regulations for the government of private lodges, and various other extracts from "The book of constitutions," with a list of masters, officers and members from 1778 to 1876*, Montreal: J. Starke, printers, A.L. 5876, A.D. 1876. Lande Collection, Rare Books Division, Université McGill.

By-Laws of Saint Paul's Lodge, no. 514, of the registry of England, to wick are added, the Laws and Regulations for the Government of Private Lodges, extracted from "the Book of Constitutions;" and a list of Masters and officers, Montreal: 1844.

Canada affairs, 1836, Lande Collection, Rare Books Division, Université McGill.

Christie, Robert, *A history of the Late Province of Lower Canada parliamentary and political from the commencement to the close of its existence as a separate Province*, vol. 3 et vol. 4, Montreal: Richard Worthington, 1866.

Garneau, François-Xavier, *Histoire du Canada*, II, Paris: F. Alcan, 1913-1920.

Hobbes, Thomas, *Léviathan ou matière, forme et puissance de l'État chrétien et civil*, Paris: Éditions Gallimard, folio essais, 2000.

- Kadwell, Charles, *Canadiana : Or Medley of Sundry Matters in Print and in Manuscript Relating Principally to the Canadas (during the period of the rebellions); the Other British North American Colonies ; and the Neighbouring United States, with Views, Plans, Portraits, &c. and Private Sources*, Rare Books Division, Université McGill, Ms 255.
- Kennedy, W. P. M. (William Paul McClure), *Statutes, treaties and documents of the Canadian constitution, 1713-1929*, Toronto: Oxford University Press, 1930.
- Mackay, Robert, *Reports, Addresses, &c.*, (2 volumes), Rare Books Division, Université McGill, 174 M19.
- Martin, Robert Montgomery F.S.S., *History of Upper and Lower Canada*, London: J. Mortimer, 1836.
- Martin, Robert Montgomery, *Colonial policy of the British empire* (London: [s. n.] 1837).
- Martin, Robert Montgomery, *History of the Colonies of the British Empire in the West Indies, South America, North America, Asia, Austral-Asia, Africa and Europe ; comprising the Area, Agriculture, Commerce, Manufactures, Shipping, Custom Duties, Population, Education, Religion, Crime, Government, Finances, Laws, Military Defence, Cultivated and Waste Lands, Emigration, Rates of Wages, Prices of Provisions, Banks, Coins, Staple Products, Stock, Moveable and Immoveable Property, Public Companies, &c. of each colony ; with the charters and the engraved seals. From the official records of the Colonial Office*, London: 1843.
- Papineau, Louis-Joseph, *Histoire de l'insurrection au Canada* (1839) : Montréal: éditions Leméac, 1968.
- Papineau, Louis-Joseph, *Un demi-siècle de combats. Interventions publiques*, choix de textes et présentation par Yvan Lamonde et Claude Larin, Montréal: FIDES, 1998.
- Papineau, Louis-Joseph, *Lettres à divers correspondants. Tome 1 : 1810-1845*, Texte établi et annoté par Georges Aubin et Renée Blanchet avec la collaboration de Marla Arbach. Introduction par Yvan Lamonde, Montréal: Varia, 2006.
- Séguin, Maurice (éd.), « LORD DURHAM TO LORD GLENELG, Château St-Louis, August 9, 1838 », manuscrit dactylographié (22 p.) assorti d'une

traduction française en regard, Fonds P221, Université de Montréal, Service des archives, réf. : 2454/63/8/6/2.

Smith, Adam, *Enquête sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*, Livres, III-IV, Paris: Presses Universitaires de France, 1995.

2.2 Sources imprimées (périodiques)

Blackwood's Edinburgh Magazine, « The Canada question », juin 1835 (reproduction, Mackay).

Blackwood's Edinburgh Magazine, « Report of Select Committee on Orange Lodges in Ireland » (February 1836), p. 209-224.

Blackwood's Edinburgh Magazine, « Ministerial Policies in the Canadas », vol. XLIII, février 1838, p. 228-247.

Blackwood's Edinburgh Magazine, « Canada and Ireland », vol. XLIII, mars 1838, p. 385-395.

Blackwood's Edinburgh Magazine, «Ten years of Whig government », no. CCCI, vol. XLVIII, novembre 1840, p. 563-577.

Caron, Ivanoé, « Inventaire des documents relatifs aux événements de 1837-1838, Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec pour 1925-1926, L.-Amable Proulx Imprimeur De Sa Majesté Le Roy, Québec, 1926, 400 p.

Chapman, H. S., « What is the result of the elections? &c. Lower Canada, 1834, *The Montreal daily transcript and commercial advertiser*, Université McGill, AP5 M 57, microfiches 410.

Chapman, H. S., « Progress of event in Canada », *The Westminster Review*, 26 (1837), p. 468-482.

Herald Abstract, MIC BAnQ, 1^{er} janvier 1835 - 22 décembre 1840.

Montreal Herald, MIC A 38, BAnQ, 19 octobre 1811 - 28 décembre 1816.

Report from the Select Committee of the House of Assembly of Upper Canada appointed to report on the State of the Province, 1839, Lande Collection, S 22S0, Rare Books Division, Université McGill.

Roebuck, « Affairs of Canada » (recension du *Report of a Select Committee of the House of Commons on the Affairs of Canada, 1828* et *Statistical Sketches of Upper Canada, 1833*), *The Westminster Review*, 23 (octobre 1835), 269-291.

The Pilot and Journal of Commerce, 26th February 1849. Musée McCord.

W[illiam] M[olesworth], « Orange Conspiracy », *The London and Westminster Review*, 3 (1836), p. 181-234.

W[illiam] M[olesworth], « Orange societies in Great Britain – their illegality and criminality », *The London and Westminster Review*, 3/25 (1836) p. 480-513.

W[illiam] M[olesworth], « Parliamentary conduct of the Radicals », *The Westminster Review*, 27 (1837), p. 270-283.

3.1 Études

Bernard, Jean-Paul, *Les idéologies québécoises au 19^e siècle*, Montréal: les éditions du Boréal express, 1973.

Dumont, Fernand, *Les idéologies*, Paris: Presses universitaires de France, 1974.

Gauchet, Marcel, *La Révolution des pouvoirs. La souveraineté, le peuple et la représentation, 1789-1799*, Paris: Éditions Gallimard, 1995.

Knorr, Klauss E., *British Colonial Theories 1570-1850*, Toronto: University of Toronto Press, 1940.

Koselleck, Reinhart, *Critique and Crisis. Enlightenment and the Pathogenesis of Modern Society*, Cambridge, Massachusetts: The MIT Press, 1988.

Marrou, Henri-Irénée, *De la connaissance historique*, Paris: Seuil, (1954), 1966.

Ricœur, Paul, *Parcours de la reconnaissance. Trois études*, Paris: Stock, 2004.

Starobinski, Jean, *L'invention de la liberté, 1700-1789 ; suivi de 1789, les emblèmes de la raison*, Paris: Gallimard, 2006.

3.2 Ouvrages généraux

Dumont, Fernand, *Genèse de la société québécoise*, Montréal: Les éditions du Boréal, 1996.

Gould, Robert Freke et Hughan James, *A Library of Freemasonry derived from Official Sources Throughout the World comprising its History, Antiquities, Symbols, Constitutions, Customs and concordant orders Royal Arch, Knights Templar, A.A.S. Rite, Mystic Shrine with other important information from the earliest period to the present time*, volume IV (London, Montreal, Toronto Philadelphia, The John C. Yorston Publishing Company, 1911).

Harvey, Louis-Georges, *Le printemps de l'Amérique française : américanité, anticolonialisme et républicanisme, 1805-1837*, Montréal: Les Éditions Boréal, 2005.

Lamonde, Yvan, *Histoire sociale des idées au Québec (1760-1896)*, Montréal: FIDES, 2000.

Séguin, Maurice, *L'idée d'indépendance au Québec. Genèse et historique*, Montréal: Les Éditions Boréal express, 1968.

Séguin, Maurice, *Histoire de deux nationalismes au Canada*, Montréal: Guérin, 1997.

3.3 Ouvrages spécialisés (livres et articles)

Beaulieu, André Hamelin, Jean, *La presse québécoise des origines à nos jours*, t. 1 (1764-1859), Québec: Presses de l'Université Laval, 1973.

Bernard, Jean-Paul, *Les rébellions de 1837-1838. Les patriotes du Bas-Canada dans la mémoire collective et chez les historiens*, Montréal: Les Éditions du Boréal Express, 1983.

Bernard, Jean-Paul, *Les rébellions de 1837 et 1838 dans le Bas-Canada*, Ottawa: Société historique du Canada, 1996.

Collard, Edgar Andrew, *Oldest McGill*, Toronto: The Macmillan company of Canada limited, 1946.

Collard, Edgar Andrew, *All Our Yesterdays: a collection of 100 stories of people, landmarks and events of Montreal's past*, Montreal: The Gazette, 1989.

- Collard, Edgar Andrew, *100 More Tales from All Our Yesterdays*, Montreal: The Gazette, 1990.
- Cyr, Bruno, « La radicalisation et la militarisation des Loyaux et des Patriotes à Montréal en 1837 », M. A. (Histoire), Université de Montréal, 2005.
- Emsley, Clive, *The English Police. A political and Social History*, Hemel Hempstead, Herts. : Harvester Wheatsheaf ; New York: St. Martin's Press, 1991.
- Fecteau, Jean-Marie, « Mesures d'exception et règle de droit. Les conditions d'application de la loi martiale au Québec lors des rébellions de 1837-1838 », *Revue de droit de McGill*, vol. 32, no 3, juillet 1987, p. 466-495.
- Fecteau, Jean-Marie, « Les dangers du secret: Note sur l'État canadien et les sociétés secrètes au milieu du 19e siècle », *Revue canadienne Droit et Société*, 6 (1991), p. 91-112.
- Fecteau, Jean-Marie, « 'This Ultimate Resource': Martial Law and State Repression in Lower Canada, 1837-1838 », in Greenwood, F., Murray et Wright, Barry (éd.), *Rebellion and Invasion in the Canadas, 1837-1839. Canadian States Trials, II*, 2002, p. 207-247.
- Filteau, Gérard, *Histoire des Patriotes*, Montréal : Les éditions de l'Aurore, 1975.
- Fyson, Donald, *Magistrates, police and people: everyday criminal justice in Quebec and Lower Canada*, Toronto: Published for the Osgoode Society for Canadian Legal History, University of Toronto Press, 2006.
- Fyson, Donald, *Magistrats, police et société. La justice criminelle ordinaire au Québec et au Bas-Canada (1764-1837)*, Montréal: Hurtibise, 2010.
- Greenwood, F. M., « L'insurrection appréhendée et l'administration de la justice au Canada », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 34, 1980, p. 57-91.
- Greenwood, F., Murray et Wright, Barry (éd.) *Canadian State Trials, II*, Toronto: Published for the Osgoode Society for Canadian Legal History, University of Toronto Press 2002.
- Greer, Allan et Radforth, Ian Walter (dir.), *Colonial Leviathan. State formation in Mid-Nineteenth Century Canada*, Toronto, Buffalo: University of Toronto Press, 1992.

- Greer, Allan, *The Patriotes and the People: the rebellion of 1837 in rural Lower Canada*, Toronto ; Buffalo: University of Toronto Press, 1993.
- Laporte, Gilles, *Patriotes et Loyaux*, Sillery: Septentrion, 2004.
- Lefebvre, André, *La MONTREAL GAZETTE et le nationalisme canadien (1835-1842)*, Montréal: Guérin, 1970.
- Poole, Robert, « 'By the Law or the Sword': Peterloo Revisited », *History* (302), 2006, p. 254-279.
- Senior, Elinor, « The Provincial Cavalry in Lower Canada, 1837-50 », *Canadian Historical Review*, vol LVII, no. 1 (March 1976), p. 1-24.
- Senior, *British Regulars in Montreal: An Imperial Garrison, 1832-1854*, Montréal: McGill-Queens University Press, 1981.
- Senior, Elinor Kyte, *Redcoats & Patriotes. The Rebellions in Lower Canada 1837-1838*, Stittsville, Ottawa: Canada's Wings, Inc., 1985.
- Senior, Elinor Kyte, *Habits rouges et Patriotes*, Montréal: VLB, 1997.
- Thompson, E., P., *The Making of the English Working Class* (1963), Harmondsworth, Middlesex: Penguins Books, 1980.
- Watt, Steven, « Authoritarianism, Constitutionalism and the Special Council of Lower Canada, 1838-1841 », MA (History), McGill University, 1997.
- Watt, Stephen, « State Trials by Legislature: The Special Council of Lower Canada, 1838-1841 » in Greenwood, F., Murray et Wright, Barry (éd.), *Rebellion and Invasion in the Canadas, 1837-1839. Canadian States Trials, II*, 2002, p. 248-278.
- Young, Brian, « The Volunteer militia in Lower Canada, 1837-50 », in Tamara Myers (dir.), *Power, Place and Identity. Historical studies of social and legal regulation in Quebec: proceedings of a Montreal History Group conference*, may 1996, p. 37-53.